

CRITIQUE DU PROGRAMME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Le projet de programme, c'est-à-dire le document capital destiné à orienter le travail de l'Internationale communiste pour toute une série d'années, fut publié quelques semaines avant la convocation du Congrès qui eut lieu quatre ans après le Ve Congrès¹

Cela ne peut se justifier par le fait que ce projet avait déjà été présenté avant le Congrès précédent, précisément parce qu'il s'est écoulé plusieurs années depuis : le nouveau projet diffère du premier par sa structure et tente de dresser un bilan du développement au cours de la dernière période. Il serait, au plus haut point, imprudent et irréfléchi que le VIe Congrès adoptât ce projet – qui porte les traces évidentes de la hâte et de la négligence – sans qu'au préalable, une critique sérieuse en ait paru dans la presse et sans qu'une large discussion ait eu lieu dans tous les partis de l'Internationale communiste.

Depuis la réception du projet jusqu'à l'expédition de la présente lettre, nous n'avons eu que peu de jours : nous n'avons donc pu nous arrêter qu'à certaines des questions fondamentales traitées dans le programme.

En raison du manque de temps, nous avons dû laisser de côté plusieurs thèses importantes du projet sur des problèmes d'une actualité moins brûlante mais qui peuvent prendre demain une extrême acuité (il n'est donc pas moins nécessaire de les examiner que les parties du projet auxquelles notre travail est consacré).

Il faut ajouter que nous avons dû travailler sur ce nouveau projet dans des conditions qui ne nous ont pas laissé la possibilité d'avoir les informations les plus indispensables. Qu'il nous suffise de dire que nous n'avons pu nous procurer le premier projet et que nous avons dû, ainsi que sur deux ou trois autres questions, nous fier à notre mémoire. Il va de soi que toutes les citations sont faites d'après les textes originaux et ont été soigneusement vérifiées.

I. – PROGRAMME DE LA RÉVOLUTION INTERNATIONALE OU PROGRAMME DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS ?

La question la plus importante à l'ordre du jour du VIe Congrès est l'adoption du programme. Son caractère peut, pour longtemps, définir et fixer la physionomie de l'Internationale.

L'importance de ce programme ne vient pas tant de ce qu'il formule des propositions théoriques générales (elles se réduisent en fin de compte à une « codification », c'est-à-dire à un exposé serré de vérités générales définitivement acquises), mais plutôt de ce qu'il dresse le bilan de l'expérience politique et économique mondiale de la dernière période; il s'agit ici de la lutte révolutionnaire durant cinq ans riches en événements et en erreurs. C'est de la façon dont le programme comprendra et appréciera les faits, fautes et divergences, que dépend littéralement le sort de l'Internationale communiste, dans les années qui viennent.

I. – STRUCTURE GÉNÉRALE DU PROGRAMME

A notre époque, qui est l'époque de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'économie *mondiale* et de la politique *mondiale* dirigées par le capitalisme, pas un seul Parti communiste ne peut élaborer son programme en tenant essentiellement compte, à un plus ou moins haut degré, des conditions et tendances de son développement national. Cette constatation est aussi pleinement valable pour le parti exerçant le pouvoir dans les limites de l'U.R.S.S.

C'est en partant de ces considérations que nous écrivions en janvier de cette année :

¹ Au IVe Congrès (novembre 1922) furent présentés un premier projet par Boukharine, un projet par Thalheimer au nom du Parti communiste allemand; un projet par Kabakchieff au nom du Parti communiste bulgare; un programme d'action par le Parti communiste italien. Le Congrès adopta la résolution suivante : "

1. *Tous les projets de programme seront transmis au Comité exécutif de l'Internationale communiste ou à une Commission désignée à cet effet, pour être étudiés et élaborés en détail. L'Exécutif est tenu de publier dans le plus bref délai tous les projets de programme qui lui parviennent ;*
2. *Le Congrès confirme que les sections nationales de l'Internationale communiste qui n'ont pas encore de programme national sont tenues de commencer immédiatement à en élaborer un pour pouvoir le soumettre au Comité exécutif, trois mois au plus tard avant le Ve Congrès, pour ratification ;*
3. *Dans le programme des sections nationales, la nécessité de la lutte pour les revendications transitoires doit être motivée avec précision et netteté; les réserves sur les rapports de ces revendications avec les conditions concrètes de temps et de lieu doivent être mentionnées ;*
4. *Les fondements théoriques de toutes les revendications transitoires et partielles doivent absolument être formulées dans le programme général. Le IVe Congrès se prononce tout aussi résolument contre la tentative de présenter l'introduction de revendications transitoires dans le programme comme de l'opportunisme, que contre toute tentative tendant à atténuer ou à remplacer les objectifs révolutionnaires fondamentaux par des revendications partielles ;*
5. *Dans le programme général doivent être nettement énoncés les types historiques fondamentaux entre lesquels se divisent les revendications transitoires des sections nationales, conformément aux différences essentielles de structure économique et politique des divers pays, par exemple, l'Angleterre d'une part, l'Inde de l'autre, etc. "*

Au Ve Congrès (juin 1924) fut adoptée la résolution suivante : "

1. *Le Congrès accepte le projet de programme élaboré par la Commission comme base de discussion dans les sections ;*
2. *Une Commission de rédaction est chargée d'assurer la rédaction définitive du projet conformément aux résolutions de la Commission ;*
3. *Le Congrès propose l'institution par l'Exécutif d'une Commission permanente du programme, qui publiera le plus vite possible le projet avec les matériaux explicatifs nécessaires, afin d'orienter la discussion internationale et de la rendre féconde ;*
4. *La décision définitive sur le programme est réservée au prochain Congrès. »*

Du Ve au VIe Congrès, la discussion resta en sommeil. Au VIe Congrès (juillet-septembre 1928), les anciens projets avaient disparu et les délégués se trouvèrent en présence d'un seul projet rédigé principalement par Boukharine et présenté au nom de celui-ci et de Staline. Le Congrès vota ce projet en y insérant quelques amendements mineurs.

« Il faut s'atteler à la rédaction du programme de l'Internationale communiste (celui de Boukharine n'est qu'un mauvais programme de section nationale de l'Internationale communiste, et non celui d'un Parti communiste mondial) » (Pravda, 15 janvier 1928).

Nous n'avons cessé d'insister sur ces considérations depuis 1923-1924, quand la croissance des Etats-Unis d'Amérique a posé un problème mondial, et au sens le plus direct de ce mot, un problème européen.

Tout en recommandant le nouveau projet, la *Pravda* écrivait :

« le programme communiste diffère radicalement du programme de la social-démocratie internationale, non seulement sur le fond, Dans ses thèses principales, mais aussi par l'internationalisme qui caractérise sa structure » (Pravda, 29 mai 1928).

Cette formule quelque peu vague exprime, c'est évident, la même idée que la nôtre (idée qu'on a repoussée avec obstination autrefois). On peut seulement approuver la rupture avec le premier projet présenté par Boukharine, projet qui en raison même de son inconsistance n'a pas donné lieu à un sérieux échange de vues. Si le premier projet ne présentait qu'une description schématique, aride, de l'évolution d'un pays abstrait du reste du monde, en revanche le nouveau projet essaie (malheureusement, sans esprit de suite et sans succès, comme nous le verrons) de partir de l'économie mondiale dans son ensemble pour déterminer le sort de ses différentes parties.

En reliant entre eux des pays et des continents qui se trouvent à des étapes différentes de développement par un système de dépendance et d'oppositions, en rapprochant ces divers niveaux de développement, en dressant impitoyablement les pays les uns contre les autres, l'économie est devenue une puissante réalité qui domine les réalités diverses des pays et des continents. A lui seul, ce fait fondamental confère un caractère très réaliste à l'idée même d'un Parti communiste mondial.

Comme le déclare justement le projet dans son introduction, en amenant globalement l'économie mondiale au point suprême de développement qui puisse être atteint sur la base de la propriété privée, l'impérialisme

« avive à l'extrême la contradiction entre la croissance des forces productives de l'économie mondiale et les cloisonnements qui séparent nations et Etats ».

Si l'on ne comprend pas ce fait, dont la dernière guerre impérialiste a manifesté clairement la réalité devant l'humanité, on ne peut pas avancer dans la solution des grands problèmes de la politique mondiale et de la lutte révolutionnaire.

Le changement radical dans l'orientation même du nouveau projet ne pourrait être qu'approuvé, mais, en voulant concilier cette orientation juste avec des tendances diamétralement opposées, on a introduit dans ce projet des contradictions fâcheuses qui enlèvent toute importance de principe à la façon nouvelle de poser la question dans son fond.

2. - LES ÉTATS-UNIS ET L'EUROPE

Pour caractériser le premier projet – heureusement abandonné – il suffit de dire que – pour autant que nous nous en souvenions – il ne faisait même pas mention des États-Unis d'Amérique du Nord. Les problèmes essentiels de l'époque impérialiste – en raison même du caractère de cette époque – ne peuvent pas être considérés seulement sous l'angle de l'abstraction théorique; ils doivent l'être dans leurs réalités matérielles et historiques; or, dans le premier projet, ils se perdaient dans le schéma sans contours d'un pays capitaliste « en général ». Le nouveau projet – et il y a là, certainement, un sérieux pas en avant – parle déjà du *déplacement du centre économique du monde vers les États-Unis d'Amérique* et de la *transformation de la République du dollar en exploiteur mondial*, du fait que les *États-Unis ont déjà conquis l'hégémonie mondiale*. Enfin il est dit que la rivalité (dans le projet on dit malencontreusement « le conflit ») entre les États-Unis et le capitalisme européen, en premier lieu le capitalisme britannique, *devient l'axe des conflits mondiaux*. Il est devenu maintenant tout à fait évident qu'un programme qui ne définit pas clairement et avec précision ces faits et facteurs fondamentaux de la situation mondiale ne saurait rien avoir de commun avec le programme du parti de la révolution internationale.

Malheureusement, les faits essentiels, les tendances principales du développement dans la situation mondiale actuelle sont simplement mentionnés dans le texte du projet; ils ne sont reliés ni à des considérations théoriques ni à la structure du programme, ils n'entraînent aucune conclusion quant aux perspectives et à la stratégie.

Ce texte ne porte aucun jugement sur le nouveau rôle joué par l'Amérique en Europe depuis la capitulation du Parti communiste allemand et la défaite du prolétariat allemand en 1923. Il n'explique absolument pas qu'il y a un rapport étroit, sur les plans matériel et intellectuel, entre la « stabilisation », la « normalisation », la « pacification » de l'Europe, la « renaissance » de la social-démocratie, et d'autre part, les premiers pas de l'intervention américaine dans les affaires européennes².

De plus, il ne montre pas que le développement ultérieur inévitable de l'expansion américaine (avec le rétrécissement des marchés du capital européens y compris en Europe même) est porteur de troubles militaires, économiques et révolutionnaires sans commune mesure avec tout ce qu'on a vu jusqu'ici.

Il n'explique pas que les États-Unis, en poursuivant inéluctablement leur pression sur l'Europe, réduiront de plus en plus sa part dans l'économie mondiale; il en résulte que non seulement les rapports entre les États européens ne s'amélioreront pas, mais qu'au contraire ils se tendront à l'extrême et aboutiront à des guerres; en effet, les gouvernements, comme les classes, luttent avec plus de furie quand la ration est maigre que lorsqu'ils sont pourvus en abondance.

Le projet n'explique pas que le chaos intérieur dû aux antagonismes entre États européens enlève à l'Europe tout espoir de résister avec quelque peu de sérieux et d'efficacité à la République nord-américaine, qui est, elle, de plus en plus centralisée, et que pour surmonter ce chaos européen, on doit aller dans la voie des États-Unis soviétiques d'Europe : c'est là une des premières tâches de la révolution prolétarienne qui est plus proche en Europe qu'en Amérique (en raison précisément de la division en États), révolution qui aura très probablement à se défendre contre la bourgeoisie nord-américaine.

De plus, il ne signale pas (ce qui est un aspect non moins important du problème mondial), que la puissance des États-Unis dans le monde et l'expansionnisme qui en découle les obligent à introduire dans les fondations de leur édifice les explosifs de l'univers entier : tous les antagonismes de l'Occident et de l'Orient, les luttes de classes de la vieille Europe, les insurrections des masses colonisées, toutes les guerres et toutes les révolutions. Aussi dans cette nouvelle époque, le capitalisme de l'Amérique du

² cf. le livre de Trotsky, *Europe et Amérique*, 1926.

Nord constituera-t-il la force contre-révolutionnaire principale qui se montrera de plus en plus attachée au maintien de « l'ordre » dans chaque coin du globe terrestre; mais d'un autre côté, se prépare la gigantesque explosion révolutionnaire de la puissante force impérialiste qui domine déjà le monde et ne cesse de grandir. La logique des relations mondiales veut que cette déflagration ne tarde guère, après le déclenchement de la révolution prolétarienne. en Europe.

Parce que nous avons expliqué la dialectique des rapports mutuels liant l'Europe et l'Amérique, on a lancé contre nous, dans les dernières années, les accusations les plus diverses : on nous a traité de pacifistes niant les contradictions européennes, on a dit que nous acceptions la théorie du super-impérialisme de Kautsky, etc. Il n'y a pas à s'y arrêter; ces « accusations », dans le meilleur des cas, témoignent d'une totale ignorance des processus réels et de notre opinion sur eux. Mais on ne peut pas ne pas faire remarquer qu'il serait difficile de dépenser plus d'efforts pour embrouiller cette question essentielle de la politique mondiale, que ne le firent tout particulièrement les auteurs du projet de programme dans leur lutte mesquine contre notre façon de l'envisager. Pourtant, le déroulement des événements a entièrement confirmé notre position.

Dans ces derniers temps, les organes principaux de la presse communiste s'efforcèrent de diminuer – sur le papier – l'importance de l'hégémonie américaine, en évoquant l'approche aux Etats-Unis d'une crise commerciale et industrielle. Nous ne pouvons pas, ici, nous arrêter à l'examen du problème de la durée de la crise américaine et de son éventuelle profondeur. Ce n'est pas une question de programme, mais de conjoncture. Nous ne doutons pas, bien sûr, du caractère inévitable de la crise ; nous pensons même que celle qui va se produire peut être déjà très aiguë et très profonde, à cause de la puissance mondiale que possède aujourd'hui le capitalisme américain³. Mais tenter d'en déduire que l'hégémonie nord-américaine s'affaiblit ne correspond à rien et ne peut que mener à de grossières erreurs d'ordre stratégique. C'est justement le contraire qui est vrai. *En période de crise, l'hégémonie des Etats-Unis se fera sentir plus complètement, plus ouvertement, plus impitoyablement que durant la période de croissance.* Les Etats-Unis liquideront et surmonteront leurs difficultés et leurs troubles, avant tout au détriment de l'Europe ; peu importe où cela se passera, en Asie, au Canada, en Amérique du Sud, en Australie ou en Europe même ; peu importe que ce soit par la voie « pacifique » ou par des moyens militaires.

Il faut clairement comprendre que si dans un premier temps l'intervention américaine a apporté à l'Europe une stabilisation et une consolidation qui en partie durent encore et peuvent même épisodiquement s'affermir (surtout en cas de nouvelles défaites du prolétariat), en revanche la ligne générale de la politique des Etats-Unis – surtout si leur économie connaît des difficultés et des crises – provoquera en Europe, comme dans le monde entier, de très grandes secousses.

De ces faits se dégage la conclusion, non négligeable, que les situations révolutionnaires ne manqueront pas au cours de la décennie à venir, pas plus qu'elles n'ont manqué au cours de la décennie qui s'est écoulée. Il importe de comprendre correctement les rouages fondamentaux du développement afin de ne pas être surpris par les événements. Si au cours de la dernière décennie les situations révolutionnaires étaient les conséquences immédiates de la guerre impérialiste, en revanche, dans la prochaine décennie les secousses révolutionnaires viendront surtout des rapports existant entre l'Europe et l'Amérique. Une grande crise aux États-Unis ferait à nouveau retentir le tocsin des guerres et des révolutions. Nous le répétons : les situations révolutionnaires ne manqueront pas. Leur issue dépend du parti international du prolétariat, de la maturité et de la capacité de lutte de l'Internationale communiste, de la justesse de sa stratégie et de ses méthodes tactiques.

Ces idées ne sont pas exprimées du tout dans le projet de programme de l'Internationale communiste. Un fait aussi important, semble-t-il, que le « déplacement du centre économique du monde vers les Etats-Unis » n'est signalé que par une simple remarque journalistique, sans plus. Il n'est pas possible de prendre pour prétexte le manque de place : est-ce que ce ne sont pas, précisément, les questions fondamentales qui doivent avoir leur place dans un programme ? A ce propos, il faut remarquer que le projet s'étend beaucoup trop longuement sur des questions de second ou de troisième ordre, qu'il est écrit dans un style relâché et qu'il comporte de nombreuses répétitions : on pourrait réduire le texte d'un tiers au moins.

3. – LE MOT D'ORDRE DES ETATS-UNIS SOVIÉTIQUES D'EUROPE

Dans le nouveau projet de programme, la suppression du mot d'ordre des États-Unis soviétiques d'Europe (qui avait déjà été approuvé par l'Internationale communiste en 1923, après une assez longue discussion intérieure) ne peut en rien se justifier. Mais, peut-être, sur cette question justement, les auteurs veulent-ils en « revenir » à la position de Lénine, en 1915 ? Encore faut-il comprendre correctement cette position.

Comme on le sait, dans la première période de la guerre, Lénine hésita à propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe, qui fut tout d'abord introduit dans les thèses du *Social-Démocrate* (organe central du parti à l'époque) ; ensuite Lénine le repoussa. Cela signifie simplement qu'il ne s'agissait pas de le repousser à tout jamais pour des questions de principe, mais qu'il convenait de l'apprécier du point de vue tactique, par référence à une étape donnée. Il est inutile de préciser que Lénine considérait que les Etats-Unis ne se réaliseraient pas dans le cadre de l'Europe capitaliste. Je ne voyais pas les choses autrement quand, avançant le mot d'ordre des Etats-Unis uniquement comme la forme de la dictature du prolétariat pour l'avenir, j'écrivais :

« Une unité économique quelque peu complète de l'Europe, qui serait réalisée par en haut, à la suite d'une entente entre gouvernements capitalistes, est une utopie. Dans cette voie, l'affaire ne peut aller au-delà de compromis partiels et de demi-mesures. Par là même, l'union économique de l'Europe qui est susceptible d'apporter d'énormes avantages au producteur et au consommateur et en général à tout le développement culturel, devient la tâche révolutionnaire du prolétariat européen, dans sa lutte contre le protectionnisme impérialiste et son instrument, le militarisme » (TROTSKY, Programme de la paix, vol. III, 1ère partie, p. 85 de l'édition russe).

Et plus loin (p. 92 de la même édition) :

« Les Etats-Unis d'Europe représentent d'abord la forme, l'unique forme concevable de la dictature du prolétariat européen. »

Mais, à cette époque, Lénine voyait certains dangers à présenter la question sous cette forme. Etant donné que l'expérience de la dictature du prolétariat n'avait été faite dans aucun pays, en raison aussi de l'absence de toute position théorique claire sur cette

³ Environ un an après que ces lignes furent écrites, se produisit (octobre 1929) le krach de la Bourse de New York, qui inaugura la plus grande crise économique de l'histoire du capitalisme.

question (même dans l'aile gauche de la social-démocratie d'alors), le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe pouvait amener à penser que la révolution prolétarienne devait commencer simultanément, au moins sur tout le continent européen. C'est précisément contre ce danger d'interprétation que Lénine mettait en garde. Mais, sur cette question, je n'avais pas le moindre désaccord avec Lénine. J'écrivais alors :

« Qu'aucun pays ne doive « attendre » les autres dans sa lutte, c'est une vérité élémentaire, qu'il est utile et nécessaire de répéter, afin qu'on ne substitue pas à l'idée de l'action internationale parallèle celle de l'inaction internationale et de l'attente. Sans attendre les autres, nous commençons et nous poursuivons la lutte sur le terrain national, avec l'assurance que notre initiative donnera un élan à la lutte dans les autres pays » (TROTSKY, 1917, vol. III, 1ère partie, p. 90 de l'édition russe).

Plus loin, viennent justement mes propos, que Staline cita lors du VIIe plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, comme l'expression la plus pernicieuse du « trotskysme », c'est-à-dire la « méfiance » envers les forces internes de la révolution et l'espoir de recevoir un secours du dehors :

« Si cela⁴ ne se produisait pas, il n'y aurait aucun espoir permettant de croire (comme en témoignent l'expérience historique et la réflexion théorique) que, par exemple, la Russie révolutionnaire pourrait résister face à une Europe conservatrice, ou qu'une Allemagne socialiste pourrait se maintenir, isolée, dans le monde capitaliste » (TROTSKY, vol. III, 1ère partie, p. 90 : 1917).

C'est en s'appuyant sur cette citation et sur deux ou trois autres du même ordre que le VIIe plénum a prononcé sa condamnation contre le « trotskysme », qui, sur cette « question fondamentale » n'aurait « rien de commun avec le léninisme ». Arrêtons-nous donc un instant pour entendre Lénine lui-même.

Le 7 mars 1918, il dit, à propos de la paix de Brest-Litovsk :

« C'est une leçon parce qu'il est absolument vrai que sans révolution allemande nous périrons » (Volume des Œuvres de LÉNINE, n° 27, p. 95, édition française).

Et une semaine plus tard :

« L'impérialisme universel et la marche triomphale de la révolution sociale ne peuvent coexister. »

Quelques semaines après encore, le 23 avril, Lénine déclarait :

« Notre condition de pays attardé nous a poussés de l'avant, mais nous périrons si nous ne savons pas tenir jusqu'au moment où nous rencontrerons le puissant appui des ouvriers insurgés des autres pays » (souligné par nous [L. T.], Œuvres de LÉNINE, vol. no 27, p. 239 de l'édition française).

Mais peut-être cela était-il dit sous l'influence particulière de la crise de Brest-Litovsk ? Non ; en mars 1919, Lénine répétait de nouveau :

« Nous vivons non seulement dans un Etat, mais dans un système d'Etats et l'existence d'une République soviétique à côté d'Etats impérialistes ne peut se concevoir pendant un très long temps. A la fin l'un ou l'autre vaincra » (Volume n° 16, p. 102 de l'édition russe).

Encore un an après, le 7 avril 1920, Lénine rappelait :

« Le capital, si on le prend à l'échelle internationale, est encore plus fort aujourd'hui que le pouvoir soviétique, non seulement militairement, mais économiquement. C'est de cette constatation fondamentale qu'il convient de partir et il ne faut jamais l'oublier » (Œuvres de LÉNINE, volume n° 30, p. 518 de l'édition française).

Le 27 novembre 1920, à propos de la question des concessions, Lénine dit :

« Actuellement, nous sommes passés de la guerre à la paix, mais nous n'avons pas oublié que la guerre reviendra. Tant que le capitalisme existera à côté du socialisme, nous ne pourrions pas vivre en paix ; on chantera le Requiem soit de la République soviétique, soit du capitalisme mondial. C'est un ajournement de la guerre. »

Mais, peut-être, l'existence prolongée de la République soviétique a-t-elle amené Lénine à « reconnaître son erreur », à abandonner « sa méfiance envers les forces intérieures » de la Révolution d'Octobre ?

Au IIIe Congrès de l'Internationale communiste, c'est-à-dire en juillet 1921, il affirmait :

« Il s'est créé un équilibre extrêmement précaire, extrêmement instable, il est vrai, qui permet à la République socialiste d'exister, mais certainement pour peu de temps, dans l'encerclement capitaliste » (LÉNINE, Œuvres, vol. 32, p. 484 de l'édition française).

Il y a plus ; le 5 juillet 1921, lors d'une séance du Congrès, Lénine déclara franchement :

« Pour nous il était clair que sans le soutien de la révolution internationale mondiale, la victoire de la révolution prolétarienne était impossible. Avant comme après la révolution, nous pensions : ou bien la révolution éclatera très vite dans les pays capitalistes les plus évolués, ou bien dans le cas contraire, nous devons périr. Malgré cette conviction, nous avons fait ce que nous pouvions, en toutes circonstances ; pour sauver le système soviétique, car nous savons que nous ne travaillions pas seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour la révolution internationale » (LÉNINE, Œuvres, vol. 32, p. 511 de l'édition française).

Combien, en leur simplicité, ces paroles, qu'anime le souffle de l'internationalisme, sont éloignées des inventions des actuels épigones si satisfaits d'eux-mêmes !

En tout cas, j'ai le droit de demander : en quoi toutes ces déclarations léninistes diffèrent-elles de ce que j'affirmais en 1915, à savoir que la future Russie révolutionnaire (ou la future Allemagne socialiste) ne pourrait subsister isolée dans un monde capitaliste ? Les délais ont déjoué les prévisions – non seulement les miennes, mais aussi celles de Lénine ; mais la pensée fondamentale conserve toute sa valeur ; elle est peut-être plus vraie maintenant que jamais. Au lieu de la condamner, comme l'a fait le VIIe

⁴ l'extension de la révolution à d'autres pays : L. T.

plénium (sur la base d'un rapport incompetent et hypocrite), il est indispensable de l'introduire dans le programme de l'Internationale communiste.

Dans la défense du mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques d'Europe, nous avons signalé, en 1915, que la loi du développement inégal n'est pas, en elle-même, un argument contre lui ; en effet, *l'inégalité* du développement historique *est elle-même inégale* par rapport à divers Etats et continents : les pays d'Europe se développent inégalement les uns par rapport aux autres ; cependant, on peut dire avec certitude, au point de vue historique, tout au moins pour la période de l'histoire qu'il est possible d'envisager, qu'aucun de ces pays européens ne possède sur les autres l'avance que l'Amérique a prise sur l'Europe. Il existe *une* échelle d'inégalité pour l'Amérique et une autre pour l'Europe. Les conditions historiques et géographiques ont prédéterminé entre les pays d'Europe des liens organiques si serrés qu'ils ne peuvent les défaire. Les gouvernements bourgeois actuels de l'Europe ressemblent à ces assassins attachés à la même chaîne. La révolution en Europe – comme il a déjà été dit – aura, *en dernière analyse*, une importance décisive pour l'Amérique. Mais, *dans l'immédiat*, à court terme, la révolution en Allemagne aura une importance plus grande pour la France que pour les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. C'est cette relation imposée par l'histoire qui assure la validité politique du mot d'ordre de la Fédération des soviets d'Europe. Nous parlons de validité *relative*, car il est évident qu'à travers l'immense pont que constitue l'Union soviétique, cette fédération s'étendra vers l'Asie, pour entrer, ensuite, dans l'Union des Républiques socialistes du monde. Mais ce sera déjà une seconde époque ou le grand chapitre suivant de la période impérialiste ; quand nous l'aborderons, nous trouverons les formules convenables.

Que le désaccord avec Lénine, en 1915, à propos des Etats-Unis d'Europe, ne relève que de considérations tactiques, nous pourrions le démontrer sans peine à l'aide d'autres citations ; mais le mieux est encore de se référer au cours suivi ultérieurement par les événements : en 1923, l'Internationale communiste reprit officiellement le mot d'ordre litigieux. Si, en 1915, le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe n'avait pu être admis pour des raisons de principes – comme tentent maintenant de l'affirmer les auteurs du projet de programme – l'Internationale communiste n'aurait pu l'adopter huit ans plus tard : il faut croire que la loi du développement inégal n'avait pas cessé d'agir dans ce laps de temps.

Toute la façon de poser la question, telle qu'elle est indiquée plus haut, part de la dynamique du processus révolutionnaire pris dans son ensemble. La révolution internationale est considérée comme un processus qui embrasse tout un ensemble de relations internes, si bien qu'on ne peut prévoir ni déterminer concrètement la succession de toutes ses phases, mais dont les traits historiques généraux sont parfaitement clairs : sans cette compréhension, il est absolument impossible de s'orienter correctement en politique.

Mais les choses changent radicalement d'aspect si l'on part de l'idée du développement socialiste s'accomplissant et même s'achevant dans un seul pays. Nous avons maintenant une « théorie » qui enseigne que la construction complète du socialisme est possible dans un seul pays et que les rapports avec les pays capitalistes pourraient s'établir sur la « neutralisation » de la bourgeoisie mondiale (Staline).

Dans cette optique – qui est un point de vue national-réformiste et non pas révolutionnaire et internationaliste – la nécessité du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe disparaît, ou tout au moins s'affaiblit. Mais, précisément, ce mot d'ordre nous paraît d'une importance vitale, car il renferme la condamnation de l'idée qu'un développement socialiste isolé est possible. Pour le prolétariat de chaque pays européen, à un plus haut degré encore que pour l'U.R.S.S. (mais il y a seulement une différence de degré), l'extension de la révolution dans les pays voisins et le soutien que chacun apportera à l'autre par la force des armes, s'imposent avec une absolue nécessité ; non pas au nom d'une solidarité internationale abstraite qui est incapable de mettre les classes en mouvement, mais en raison d'une exigence vitale qui a été formulée des centaines de fois par Lénine : sans l'aide *en temps voulu* de la révolution internationale, nous ne tiendrons pas. Le mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques répond à cette dynamique de la révolution prolétarienne ; elle ne surgit pas uniformément dans tous les pays, mais s'étend de l'un à l'autre ; elle exige une liaison serrée entre tous les pays, et tout d'abord ceux d'Europe, afin qu'ils organisent et leur défense contre de puissants ennemis extérieurs et leur économie.

Sans doute, tentera-t-on d'objecter qu'après la crise de la Ruhr durant laquelle, pour la dernière fois, ce mot d'ordre fut mis en avant, il ne joua plus un rôle important dans l'agitation des partis communistes européens et, si l'on peut dire, ne prit pas racine. Mais il en est absolument de même pour les mots d'ordre du gouvernement ouvrier, des soviets, etc., autrement dit pour tous les mots d'ordre *qui précèdent directement la révolution*. La désaffection où est tombée l'idée des Etats-Unis soviétiques d'Europe s'explique par le fait que, contrairement au jugement erroné du Ve Congrès, depuis la fin de 1923, le mouvement révolutionnaire en Europe est allé en s'affaiblissant. C'est pour cela, précisément, qu'il serait dangereux d'élaborer un programme, ou certaines de ses parties, en se référant seulement à cette période. Ce n'est pas par hasard que le mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques d'Europe fut adopté, en dépit de toutes les appréhensions, précisément en 1923, quand on s'attendait au déclenchement de la révolution en Allemagne, et quand les rapports des Etats en Europe soulevaient des problèmes d'une difficulté particulière. Toute nouvelle aggravation de la crise européenne, et à plus forte raison de la crise mondiale, si elle est suffisamment forte pour poser à nouveau les problèmes politiques fondamentaux, créera inmanquablement les conditions favorables à la relance du mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques d'Europe. C'est donc une erreur radicale que de ne pas en faire mention dans le programme, sans pour autant le rejeter clairement ; autrement dit on le garde en réserve, « à tout hasard ». Or, dans les questions de principe, la politique des réserves ne vaut rien.

4. - LE CRITÈRE DE L'INTERNATIONALISME

Comme nous le savons déjà, le projet s'efforce – et cela mérite d'être loué – de prendre, comme point de départ, l'économie mondiale et ses tendances internes. La *Pravda* a parfaitement raison : c'est en cela que nous nous distinguons fondamentalement de la social-démocratie nationale patriote. Ce n'est qu'en partant de l'économie mondiale (tout qui domine les diverses parties) que l'on peut formuler le programme du parti international du prolétariat. Mais, justement, en analysant les tendances essentielles de l'évolution mondiale, non seulement le projet révèle des lacunes qui le dévalorisent – ce qui a été montré plus haut – mais aussi tombe dans de grossières déformations qui entraînent de lourdes erreurs.

A plusieurs reprises, et pas toujours à propos, le projet se réfère à la loi du développement inégal du capitalisme, présentée comme une loi fondamentale de celui-ci déterminant à peu près tout. Une série d'erreurs du projet – dont une qui est capitale du point de vue théorique – ont pour fondement une conception unilatérale et erronée – ni marxiste, ni léniniste – de la loi du développement inégal.

Dans son premier chapitre, le projet dit :

« L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Cette inégalité augmente et s'accroît encore à l'époque de l'impérialisme. »

C'est vrai. Cette formule condamne la manière dont Staline a posé récemment la question, quand il prétendait que la loi du développement inégal était inconnue de Marx et d'Engels et qu'elle a été découverte par Lénine. Le 15 septembre 1925, Staline écrivait que Trotsky ne pouvait nullement se référer à Engels, car celui-ci écrivait à une époque où il ne pouvait pas même être question (! !) de la loi du développement inégal des pays capitalistes. Une telle déclaration peut paraître invraisemblable ; néanmoins, Staline (coauteur du projet) l'a répétée plusieurs fois. Comme nous le voyons, le texte du projet fait, sur ce point, un pas en avant. Cependant, si on laisse de côté cette correction d'une faute élémentaire, il reste que ce que le projet dit de la loi du développement inégal est, dans son fond, unilatéral et très insuffisant.

Avant tout, il serait plus juste de dire que toute l'histoire de l'humanité se déroule sous le signe du développement inégal. Le capitalisme trouve les différentes parties du monde à des degrés de développement déjà diversifiés, dont chacun comporte des contradictions internes profondes. A la *position de départ* du capitalisme, on constate une extrême variété des niveaux atteints et une extraordinaire inégalité du rythme de développement dans les diverses parties de l'humanité, au cours de différentes périodes. Ce n'est que par étapes que le capitalisme maîtrise cette inégalité qu'il a héritée, la manifeste et la modifie par ses méthodes propres et en suivant ses propres voies. Se distinguant en cela des systèmes économiques qui le précèdent, le capitalisme a la propriété d'étendre continuellement son expansion, de pénétrer dans des régions nouvelles, de surmonter les différences, de transformer les économies provinciales et nationales fermées sur elles-mêmes en un système de vases communicants, et ainsi de rapprocher, d'égaliser les niveaux économiques et culturels des pays les plus avancés et des pays les plus arriérés. Sans ce processus fondamental, on ne saurait expliquer le nivellement relatif de l'Europe et de l'Angleterre d'abord, de l'Amérique et de l'Europe ensuite, ainsi que l'industrialisation des colonies qui diminue l'écart entre les Indes et la Grande-Bretagne; il en résulte que c'est sur les conséquences de tous les processus énumérés que se fonde, non seulement le programme de l'Internationale communiste, mais son existence même.

Par le rapprochement économique des pays et l'égalisation des niveaux de leur développement, le capitalisme agit avec ses méthodes, c'est-à-dire avec des méthodes anarchiques qui sapent son propre travail, en opposant un pays à un autre et une branche de la production à une autre, en développant certaines parties de l'économie mondiale, en freinant et en retardant d'autres secteurs. Seule la combinaison de ces deux tendances fondamentales – toutes deux conséquences de la nature du capitalisme – nous explique le vivant entrelacement du processus historique.

L'impérialisme accentue encore ces *deux tendances*, en raison de l'universalité, de la mobilité et de la dispersion du *capital financier*, cette force vive de l'impérialisme. Avec une rapidité et à une profondeur jusqu'alors inconnues, l'impérialisme relie en un tout les divers ensembles nationaux et continentaux, créant entre eux une étroite et vitale dépendance, rapprochant leurs méthodes économiques, leurs formes sociales et leurs niveaux de développement. En même temps, l'impérialisme poursuit son but avec des procédés si contradictoires, en faisant de tels bonds, en se livrant à de telles razzias dans les pays et régions retardataires, que l'unification et le nivellement de l'économie mondiale s'accomplissent avec plus de violences et de convulsions qu'à toutes les époques précédentes. Seule, cette conception dialectique, et non pas mécanique, de la loi du développement inégal permet d'éviter l'erreur radicale à laquelle n'échappe pas le projet de programme proposé au VI^e Congrès.

Immédiatement après avoir caractérisé cette loi de la façon unilatérale que nous avons soulignée plus haut, le projet de programme dit :

« Il s'ensuit que la révolution internationale du prolétariat ne peut être envisagée comme un acte simultané qui s'accomplirait partout en même temps. De là découle la possibilité de la victoire du socialisme d'abord dans quelques pays peu nombreux, et même dans un seul pays capitaliste, pris isolément. »

Que la révolution internationale du prolétariat ne puisse être un « acte simultané » cela n'est, certes, contesté par personne, surtout après l'expérience de la Révolution d'Octobre réalisée par la classe ouvrière d'un pays retardataire sous la pression de la nécessité historique et sans attendre que le prolétariat des pays avancés « rectifie le front ». Dans ces limites, la référence à la loi du développement inégal est absolument juste et pleinement opportune. Mais il en va tout autrement de la seconde partie de la conclusion, et plus précisément de l'affirmation bien légère relative à la possible victoire du socialisme « dans un seul pays capitaliste, pris isolément ». Dans sa démonstration, le projet de programme dit simplement : « De là découle »; en d'autres termes, cette possibilité se déduirait de la loi du développement inégal. Or, non seulement il n'en est pas ainsi, mais encore « de là découle » directement le contraire. Si le processus historique consistait en ce que les divers pays évoluent non seulement inégalement, mais aussi indépendamment l'un de l'autre, isolément l'un de l'autre, alors, sans doute, pourrait se déduire de la loi du développement inégal la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays capitaliste : d'abord dans le plus avancé, puis dans les autres, au fur et à mesure. C'était là la conception courante du passage au socialisme dans la social-démocratie d'avant-guerre. C'était précisément la consécration théorique du social-patriotisme. Le projet, certes, ne s'arrête pas à ce point de vue, mais il y glisse.

L'erreur théorique du projet est de chercher à tirer de la loi du développement inégal ce qu'elle ne renferme pas et ne peut pas renfermer. L'inégalité ou le développement non coordonné des divers pays porte continuellement atteinte aux liens et à l'interdépendance économique croissante qui existent entre ces pays : après quatre années d'une infernale boucherie, ils sont contraints d'échanger du blé, du pétrole, de la poudre et des bretelles. Sur ce point essentiel, le projet présente la question comme si l'évolution historique se produisait seulement par bonds; mais le terrain économique qui la commande échappe complètement aux auteurs du projet ou est arbitrairement négligé par eux. Ils procèdent ainsi pour défendre l'indéfendable théorie du socialisme dans un seul pays.

Après ce qui a été dit, il n'est pas difficile de comprendre que la seule façon juste de poser la question serait de déclarer : déjà à l'époque pré-impérialiste, Marx et Engels en étaient venus à conclure que, d'une part, l'inégalité, c'est-à-dire les secousses du développement historique, fait que la révolution prolétarienne s'étendra sur toute une époque, qu'elle entraînera les nations, les unes après les autres, dans le torrent révolutionnaire; mais d'autre part, l'interdépendance organique des divers pays qui est devenue une division internationale du travail exclut la possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays. Maintenant plus que jamais, alors que l'impérialisme a étendu, approfondi et avivé ces deux tendances antagonistes, la doctrine marxiste qui proclame qu'on peut commencer la révolution socialiste sur une base nationale mais qu'on ne peut construire la société socialiste

dans le cadre national est *deux ou trois fois plus vraie*. Dans cette question, Lénine n'a fait qu'élargir et rendre plus concrètes et la manière dont Marx avait posé la question et la solution qu'il lui avait donnée.

Le programme de notre parti⁵ part de l'idée que la Révolution d'Octobre et la construction du socialisme sont conditionnées par la situation internationale. Pour le démontrer, il suffirait, simplement, de recopier toute la partie théorique de notre programme. Rappelons seulement ici que, lors du VIII^e Congrès du parti, quand le défunt Podbielsky estima que certaines formules du programme ne se rapportaient qu'à la révolution en Russie, Lénine lui répondit ainsi dans le discours de clôture de cette discussion (19 mars 1919) :

« *Podbielsky a attaqué un des paragraphes parlant de la révolution sociale en préparation... Manifestement, une telle critique n'est pas fondée car notre programme évoque une révolution sociale de portée mondiale* » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXIX, p. 186 de l'édition française).

Il n'est pas superflu de mentionner, ici, qu'à peu près à cette époque, Lénine proposa d'appeler notre parti, non pas « Parti communiste russe » mais « Parti communiste », afin de mieux souligner qu'il est le parti de la révolution *internationale*. Au Comité central, Lénine ne reçut que ma voix à l'appui de sa proposition. Cependant, il ne porta pas la question devant le Congrès, puisque dans le même temps s'organisait la III^e Internationale. Une telle attitude excluait l'idée même du socialisme dans un seul pays. C'est pour cette seule raison que le programme du parti *ne condamne pas* cette théorie, mais tout simplement *l'ignore*.

Mais dans le programme des Jeunesses communistes – adopté deux ans plus tard – il fallut déjà, pour éduquer la jeunesse dans l'esprit de l'internationalisme, la mettre directement en garde contre les illusions nationales dans la question de la révolution prolétarienne. Mais nous reviendrons plus loin sur ce problème.

Il en va tout autrement avec le nouveau projet de programme de l'Internationale communiste, qui, conformément à l'évolution révisionniste de ses auteurs après 1924, entre, comme nous le voyons, dans une voie directement opposée. Cependant, la solution donnée à la question du socialisme dans un seul pays détermine la valeur du projet tout entier ; elle en fait ou un document marxiste ou un document révisionniste.

Certes, c'est avec soin et obstination que le projet relève, souligne, explique les différences entre la façon communiste et la façon réformiste de poser les questions. Mais ces assurances ne résolvent pas le problème. C'est comme si nous étions dans un navire, équipé de nombreux appareils et mécanismes marxistes, mais qui aurait toutes ses voiles ouvertes à des vents révisionnistes et réformistes. Celui qui, grâce à l'expérience des trois dernières décennies, et plus particulièrement au récent et riche enseignement des événements de Chine, a compris l'interdépendance dialectique puissante qui existe entre la lutte des classes et les programmes des partis, nous entendra quand nous disons que la nouvelle voilure révisionniste peut arrêter le fonctionnement des appareils de sécurité et de sauvetage du marxisme et du léninisme. Voilà pourquoi nous sommes dans l'obligation de nous étendre, plus en détails, sur cette question essentielle, qui, pour longtemps, déterminera le développement et le sort de l'Internationale communiste.

5. - LA TRADITION THÉORIQUE DU PARTI

Dans la citation donnée plus haut, le projet de programme use de l'expression « victoire du socialisme dans un seul pays » avec l'intention manifeste de marquer une identité avec l'article de Lénine de 1915 : identité, en fait, purement superficielle et verbale. On a abusé ainsi de Lénine d'une façon cruelle, pour ne pas dire criminelle, au cours des discussions qui portent sur l'édification de la société socialiste dans un seul pays. Le projet use du même procédé, dans un autre cas, quand « il fait allusion » aux paroles de Lénine pour consolider sa propre position. Telle est sa « méthodologie » scientifique.

De toute la riche littérature marxiste, du trésor des travaux de Lénine, passant outre à tout ce que Lénine a écrit, dit et fait, passant outre aux programmes du parti et des Jeunesses communistes, ignorant le point de vue de tous les dirigeants du parti sans exception à l'époque de la Révolution d'Octobre lorsque la question se posa – et combien nettement – , négligeant ce que les auteurs du projet – Staline et Boukharine – avaient dit eux-mêmes jusqu'en 1924, on ne retient, en définitive, pour défendre la théorie du socialisme national qui naquit à la fin de 1924 ou au début de 1925 des nécessités de la lutte contre le prétendu « trotskysme », que deux citations de Lénine : l'une extraite d'un article sur les Etats-Unis d'Europe écrit en 1915, l'autre tirée de son ouvrage posthume et inachevé sur la coopération. Tout ce qui contredit ces deux citations de quelques lignes, tout le marxisme, tout le léninisme, est simplement mis de côté. Quant aux deux citations arbitrairement isolées de leur contexte et interprétées par les épigones avec des erreurs grossières, elles servent de base à une nouvelle théorie purement révisionniste dont on ne peut encore entrevoir toutes les conséquences politiques. Ainsi, sous nos yeux, par des méthodes scolastiques et sophistiquées, on tente de greffer sur le tronc marxiste une branche d'une autre espèce ; si cette greffe réussit, elle infectera et étouffera l'arbre entier.

Au VII^e plénum, Staline déclara (et ce n'était pas la première fois) :

« *La question de la construction de l'économie socialiste dans un seul pays fut, pour la première fois, posée dans le parti par Lénine en 1915* » [Compte rendu sténographique, p. 14 (souligné par nous)].

Ainsi, on admet, ici, qu'*avant* 1915, il ne fut pas question du socialisme dans un seul pays. Cela signifie que Staline et Boukharine ne se réclament pas de toute la tradition précédente du marxisme et du parti sur le problème du caractère international de la révolution prolétarienne. Notons cela.

Qu'a donc déclaré Lénine, « pour la première fois », en 1915, contredisant ce que Marx, Engels et Lénine lui-même avaient dit jusqu'à cette date ?

En 1915, Lénine écrivait :

« *L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste isolé. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays capitalistes, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en*

⁵ Programme adopté au VIII^e Congrès (mars 1919) en remplacement de celui qui avait été adopté au Congrès de 1903.

employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes exploiteuses et leurs Etats » [LÉNINE, Œuvres, vol. XXI, p. 354 de l'édition française. Social-Démocrate, n° 44 du 23 août 1915 (souligné par nous)].

Qu'est-ce que Lénine voulait dire en écrivant cela ? Tout simplement que la victoire du socialisme, dans le sens de l'établissement de la dictature du prolétariat, est possible d'abord dans un seul pays, qui se trouvera ainsi en opposition avec le monde capitaliste. Pour repousser les assauts et passer lui-même à l'offensive révolutionnaire, l'Etat prolétarien devra, au préalable, « organiser chez lui la production socialiste », c'est-à-dire diriger lui-même le travail dans les usines soustraites aux capitalistes. C'est tout. On sait qu'une telle « victoire du socialisme » fut, pour la première fois, acquise en Russie ; pour repousser l'intervention mondiale, le premier Etat ouvrier dut, tout d'abord, « organiser chez lui la production socialiste » ou des trusts « de type socialiste conséquent ». Ce que Lénine entendait par « victoire du socialisme dans un seul pays », ce n'est pas une société socialiste fantasmagorique, vivant pour elle-même - surtout dans un pays retardataire - mais quelque chose de bien plus réaliste : précisément ce que la Révolution d'Octobre a réalisé chez nous dès la première période de son existence.

Peut-être faut-il encore apporter des preuves à la démonstration ? Il y en a tant que seul le choix est difficile.

Dans ses thèses sur la guerre et la paix (7 janvier 1918), Lénine évoquait « la nécessité, pour la victoire du socialisme en Russie, d'un certain laps de temps, pas moins de quelques mois ».

Au début de la même année 1918, dans un article dirigé contre Boukharine et intitulé *De l'enfantillage gauchiste et de la petite bourgeoisie*, Lénine écrivait :

« Si, dans six mois par exemple, nous avons instauré chez nous le capitalisme d'Etat, ce serait un immense succès et la plus sûre garantie qu'un an plus tard, dans notre pays, le socialisme serait définitivement assis et deviendrait invincible » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXVII, p. 349 de l'édition française).

Comment Lénine pouvait-il fixer un délai aussi court pour la « consolidation définitive du socialisme » ? Quelle signification matérielle et sociale, concernant la production, donnait-il à ces paroles ?

Cette question apparaît soudain sous un autre éclairage si l'on se rappelle que le 29 avril de la même année 1918, dans son rapport au Comité exécutif central panrusse des soviets, Lénine déclarait :

« Il est douteux que même la génération suivante, qui sera plus développée, puisse réaliser entièrement le passage au socialisme » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXVII, p. 312 de l'édition française).

Le 3 décembre 1919, au Congrès des exploitations collectives et des ateliers agricoles, Lénine s'exprima avec plus de vigueur encore :

« Nous savons que nous ne pouvons instituer immédiatement l'ordre socialiste ; Dieu veuille que nos enfants, et peut-être même nos petits-enfants, le voient s'établir chez nous » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXX, p. 205 de l'édition française).

Dans lequel de ces deux cas Lénine avait-il raison : quand il fixait douze mois de délai pour la « consolidation définitive du socialisme » ou bien quand il chargeait non pas nos enfants mais nos petits-enfants de l'édification de « l'ordre socialiste » ?

Lénine avait raison dans les deux cas, car il avait en vue deux étapes différentes et sans commune mesure de la construction du socialisme.

Dans le premier cas, par « consolidation définitive du socialisme », Lénine entendait, non pas l'édification de la société socialiste dans le délai d'un an ou même de « quelques mois » (c'est-à-dire la suppression des classes, le dépassement de l'opposition entre la ville et la campagne), mais *la remise en marche des fabriques et des usines aux mains de l'Etat prolétarien*, qui rendrait possible l'échange des produits entre la ville et la campagne. La brièveté même du délai donne ici la clé qui permet de saisir sans erreur toute la perspective.

Il est certain que même pour cette tâche très élémentaire, le délai prévu au début de 1918 était trop court. C'est à propos de cette « bévue », purement pratique, que Lénine ironisait au VI^e Congrès de l'Internationale communiste : « Nous étions plus stupides que maintenant. » Mais « nous » avions vu juste sur la perspective générale, sans croire le moins du monde qu'on puisse, en douze mois, fonder intégralement « l'ordre socialiste » (et qui plus est dans un pays arriéré). Pour atteindre le but essentiel et dernier – la réalisation de la société socialiste – Lénine comptait sur trois générations : sur nous-mêmes, sur nos enfants et sur nos petits-enfants.

N'est-il pas clair que dans son article de 1915 Lénine entendait, par « organisation de la production socialiste », non pas la création d'une société socialiste, mais une tâche relativement plus simple, celle que nous avons déjà accomplie en U.R.S.S. ? Sinon, il faudrait en venir à la conclusion absurde que selon Lénine, le parti prolétarien après avoir conquis le pouvoir doit ajourner la guerre révolutionnaire jusqu'à la troisième génération.

Ainsi, piteusement, du point d'appui fondamental de la nouvelle théorie, il ne reste que la citation de 1915. Mais ce qui est plus piteux encore, c'est que cette citation de Lénine ne concernait nullement la Russie. Son discours parlait de l'Europe par opposition à la Russie. Cela ressort non seulement du contenu de l'article cité, consacré aux Etats-Unis d'Europe, mais de toutes les positions de Lénine à ce moment-là. Quelques mois après, le 20 novembre 1915, Lénine écrivait spécialement à propos de la Russie :

« De cette situation de fait découle de toute évidence la tâche du prolétariat. Mener avec une audace indomptable la lutte révolutionnaire contre la monarchie (mots d'ordre de la Conférence de janvier 1912, les « trois piliers »), lutte qui entraîne toutes les masses démocratiques, c'est-à-dire principalement les paysans. En même temps, lutter impitoyablement contre le chauvinisme, lutter pour la révolution socialiste en Europe en alliance avec le prolétariat européen... La crise née de la guerre a renforcé les facteurs économiques et politiques qui poussent la petite bourgeoisie – y compris la paysannerie – vers la gauche. Telles sont les conditions objectives d'une victoire de la révolution démocratique en Russie. Nous n'avons pas besoin de

⁶ Les « trois piliers » ou les « trois baleines » des bolcheviks : expression employée pour désigner les trois principaux mots d'ordre défendus par les bolcheviks entre les Révolutions de 1905 et de 1917, à savoir : la République démocratique, la journée de travail de huit heures, la confiscation de la terre au profit des paysans. Pour les bolcheviks, ces mots d'ordre n'étaient réalisables qu'avec le renversement du tsarisme. Ils les opposaient à ceux des « liquidateurs » qui revendiquaient, dans le cadre du tsarisme, les libertés démocratiques (droit d'organisation, de presse, etc.). L'expression avait son origine dans une légende selon laquelle le monde reposait sur trois baleines.

démontrer ici que les conditions objectives en Europe occidentale sont mûres pour la révolution socialiste ; ce fait était reconnu avant la guerre par les socialistes influents de tous les pays avancés » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXI, p. 434 de l'édition française).

Ainsi, en 1915, Lénine parlait nettement de la révolution démocratique en Russie et de la révolution socialiste en Europe occidentale ; il signalait comme quelque chose qui va de soi qu'à la différence de la Russie, qu'en opposition avec la Russie, en Europe occidentale, les conditions de la révolution socialiste étaient « complètement mûres ». Mais les auteurs de la nouvelle théorie, qui sont aussi ceux du programme, négligent cette remarque (une parmi d'autres) qui se rapporte directement à la Russie ; ils agissent de même pour des centaines d'autres et pour les œuvres complètes de Lénine. En revanche, comme nous l'avons vu, ils prennent une autre citation qui a rapport à l'Europe occidentale et lui attribuent un sens qu'elle ne peut et ne veut avoir ; ils rattachent ce sens arbitraire à la Russie que la citation ne concerne pas, et sur cette « base » ils érigent leur théorie nouvelle.

Comment Lénine considérait-il cette question dans la période précédant immédiatement Octobre ? En quittant la Suisse, après la Révolution de février 1917, Lénine adressa aux ouvriers suisses une lettre dans laquelle il expliquait :

« La Russie est un pays paysan, l'un des plus arriérés de l'Europe. Le socialisme ne peut y vaincre tout de suite et spontanément. Mais le caractère paysan du pays peut, sur la base de l'expérience de 1905 et étant donné l'énorme superficie des terres restées aux mains de l'aristocratie foncière, donner une formidable ampleur à la révolution démocratique bourgeoise en Russie et faire de notre révolution le prologue de la révolution socialiste mondiale, une étape vers celle-ci... Le prolétariat russe ne peut pas, avec ses seules forces, achever victorieusement la révolution socialiste. Mais il peut donner à la révolution russe une ampleur qui créera les conditions les meilleures pour la révolution socialiste et la commencera, en un certain sens. Il peut faciliter l'intervention, dans les batailles décisives, de son allié principal, le plus fidèle, le plus sûr, le prolétariat socialiste européen et américain⁷ » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXIII, p. 400 de l'édition française).

Ces lignes renferment tous les éléments de la question. Si, comme on tente de nous l'assurer, Lénine estimait en 1915 – en période de guerre et de réaction – que le prolétariat de Russie pouvait, à lui seul, construire le socialisme puis ensuite déclarer la guerre aux Etats bourgeois, comment alors Lénine au début de 1917 – après la Révolution de février – pouvait-il, si catégoriquement, affirmer l'impossibilité pour la Russie paysanne d'édifier le socialisme par ses propres forces ? Il faut être pour le moins logique, et – disons-le franchement – respecter quelque peu Lénine.

Il est inutile de multiplier les citations. Un exposé correct des vues de Lénine sur le caractère économique et politique de la révolution socialiste exigerait une étude spéciale qui comporterait bien des thèmes, sauf celui de la construction dans un seul pays d'une société socialiste ayant son but en elle-même : Lénine ne connaissait pas ce thème-là.

Nous devons, pourtant, nous arrêter encore sur un autre article de Lénine ; en effet, le projet de programme nous semble citer l'article posthume de Lénine : *De la coopération* en utilisant une expression isolée du contexte et sans rapport avec le propos de l'article. Nous avons en vue le chapitre V du projet de programme affirmant que les ouvriers des Républiques soviétiques « possèdent, dans le pays, les conditions préalables *matérielles*, nécessaires et suffisantes..., pour construire le socialisme intégral » (souligné par nous).

Si cet article, dicté par Lénine pendant sa maladie et publié seulement après sa mort, disait effectivement que l'Etat soviétique possède les conditions *matérielles* nécessaires et suffisantes (c'est-à-dire tout d'abord en ce qui concerne la *production*) pour construire à lui seul le socialisme intégral, on ne pourrait que supposer un lapsus au cours de la dictée ou bien une erreur de déchiffrement du texte sténographié. L'une et l'autre des deux hypothèses serait plus probable qu'un renoncement de Lénine, en deux lignes quelconques, au marxisme et à tout ce qu'il a enseigné lui-même durant sa vie. Par bonheur, il est inutile de recourir à cette explication. L'article remarquable – bien qu'inachevé – intitulé *De la coopération* est lié par une unité de pensée avec d'autres textes, non moins remarquables, parus dans la dernière période de la vie de Lénine, formant les chapitres d'un livre qui ne put être terminé et qui traitait de *la place de la Révolution d'Octobre dans l'enchaînement des révolutions d'Occident et d'Orient*. L'article *De la coopération* ne dit pas du tout ce que, avec légèreté, lui font dire les révisionnistes de l'enseignement de Lénine.

Dans cet article, Lénine explique que la coopération « mercantile » peut et doit absolument changer son rôle social dans l'Etat ouvrier : grâce à une politique juste, elle peut coordonner dans la voie socialiste l'intérêt particulier du paysan et l'intérêt général de l'Etat. Lénine expose cette pensée indiscutable dans les lignes suivantes :

« En effet, le pouvoir de l'Etat sur les principaux moyens de production, le pouvoir de l'Etat aux mains du prolétariat, l'alliance de ce prolétariat avec les millions de petits et tout petits paysans, la direction de la paysannerie assurée à ce prolétariat, etc., n'est-ce pas tout ce qu'il faut pour construire à partir de la coopération, de la coopération à elle seule, que nous traitions auparavant de mercantile, et qu'à certains égards nous avons le droit de traiter aujourd'hui, sous la N.E.P., de la même façon, n'est-ce pas tout ce qui est nécessaire pour édifier une société socialiste intégrale ? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant à cet effet » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXXIII, p. 481 de l'édition française).

Le texte seul de la citation renfermant la phrase inachevée (« de la coopération à elle seule ») prouve indiscutablement que nous avons là un essai qui n'a pas été corrigé, et qui de plus a été dicté et non pas écrit de la main de l'auteur. Aussi, n'en est-il que plus impardonnable de se saisir de paroles isolées du texte au lieu de méditer le sens général de l'article. Par bonheur, pourtant, *la lettre* même, et non pas seulement *l'esprit* de cette citation, ne donne nullement le droit de commettre le détestable abus pratiqué par les auteurs du projet. En parlant des conditions « nécessaires et suffisantes », Lénine fixe strictement les limites de son thème dans cet article. Il y examine par quelles méthodes et quels procédés nous arriverons au socialisme en partant de l'émiettement et de l'éparpillement des exploitations paysannes, sans nouvelles secousses de classes, en raison des conditions apportées par le régime soviétique. L'article est totalement consacré *aux formes sociales de l'organisation* de la transition entre la petite économie privée et l'économie collective, et nullement aux conditions *matérielles de production* durant cette période. Si, aujourd'hui, le prolétariat européen triomphait et nous apportait l'aide de sa technique, la question de la coopération posée par Lénine – comme méthode sociale d'organisation combinant l'intérêt privé et l'intérêt général – garderait, néanmoins, toute son

⁷ Il s'agit du premier texte, précédant de peu les « thèses d'avril », dans lequel Lénine se place intégralement sur le plan de la révolution permanente, telle que l'a formulée Trotsky.

importance. La coopération montre la voie suivant laquelle la technique en progressant (en particulier l'électrification) peut réorganiser et unir des millions d'exploitations paysannes, dans le cadre du régime soviétique ; mais la coopération ne remplace pas la nouvelle technique et ne crée pas celle-ci d'elle-même. Comme nous l'avons vu, Lénine parle simplement et en général des conditions préalables « nécessaires et suffisantes » et les énumère avec précision. Ce sont : 1° « Le pouvoir de l'Etat s'appliquant à tous les moyens de production » (la phrase n'est pas corrigée) ; 2° « Le pouvoir de l'Etat entre les mains du prolétariat » ; 3° « L'alliance du prolétariat et de nombreux millions de paysans » ; 4° « La garantie de la suprématie du prolétariat par rapport à la paysannerie. » Et c'est seulement après avoir énuméré ces conditions *strictement politiques* – il n'est pas question des conditions matérielles – que Lénine avance sa conclusion : « C'est là [toutes les conditions énumérées] tout ce qui est nécessaire et suffisant pour construire la société socialiste. » Tout ce qui est nécessaire et suffisant, *sur le plan politique*, et rien de plus. Et Lénine ajoute aussitôt que « ce n'est pas encore la, construction de la société socialiste ». Pourquoi ? Parce que les conditions politiques seules, bien qu'elles soient indispensables, ne règlent pas tout. Il reste encore la question de la culture. « A elle seule », dit Lénine ; il souligne les mots « à elle seule », qu'il enferme entre guillemets pour marquer l'énorme importance de ce qui manque. Que la culture soit liée à la technique, Lénine le savait aussi bien que nous : « Pour pouvoir devenir des hommes cultivés – dit-il en faisant redescendre les révisionnistes sur terre – il faut posséder une certaine base matérielle » (*Ibid.*, p. 488 de l'édition française). Il suffit de se référer au problème de l'électrification que Lénine rattachait, soit dit en passant, à la révolution socialiste internationale. La lutte pour la culture, dans le cadre des conditions « nécessaires et suffisantes » politiques (*mais non pas matérielles*) accaparerait tout notre travail, s'il n'y avait pas la question de la lutte – permanente et implacable – qui se déroule sur le plan économique, politique, militaire, culturel entre la société socialiste en construction sur une base arriérée, et le capitalisme mondial déclinant mais encore puissant par sa technique.

« Je dirais bien – souligne Lénine à la fin de cet article – que pour nous, le centre de gravité se déplace vers l'action éducative, n'étaient les relations internationales, le devoir que nous avons de défendre notre position à l'échelle internationale » (Ibid., p. 486).

Telle est la pensée de Lénine, même si l'on considère l'article sur la coopération en l'isolant de toutes ses autres œuvres. Après cela, comment appeler – si ce n'est falsification – la méthode des auteurs du projet de programme, qui empruntent délibérément à Lénine ses termes à propos des conditions préalables « nécessaires et suffisantes » mais y ajoutent de leur propre chef la condition fondamentale, c'est-à-dire la condition matérielle ? et cela alors que Lénine soulignait précisément que cette dernière manquait chez nous et ne pouvait être réalisée qu'à travers la lutte « pour nos positions sur le plan international », c'est-à-dire la révolution prolétarienne internationale. Voilà ce qui reste du second et dernier fondement de la théorie.

C'est volontairement que nous ne reprenons pas ici les innombrables articles et discours dans lesquels – de 1905 jusqu'à 1923 – Lénine affirme et répète, de la façon la plus catégorique, que sans la révolution mondiale victorieuse nous sommes menacés de périr, qu'on ne peut vaincre économiquement la bourgeoisie dans un seul pays (surtout dans un pays arriéré), que la tâche de construire la société socialiste est essentiellement internationale. De cela, Lénine tire des conclusions peut-être « pessimistes » aux yeux des créateurs de la théorie nationale-réactionnaire mais suffisamment optimistes du point de vue de l'internationalisme révolutionnaire. Nous ne nous arrêtons qu'aux citations que les auteurs mêmes du projet ont choisies pour créer les conditions « nécessaires et suffisantes » de leur utopie. Et nous voyons que toute leur construction s'effondre dès qu'on la touche du doigt.

Cependant, nous considérons qu'il est normal de citer ici ne serait-ce qu'un des témoignages directs de Lénine sur cette question litigieuse, témoignage qui n'a pas besoin d'être expliqué et qui ne peut être mal interprété :

« Nous avons souligné dans toute une série d'ouvrages, dans toutes nos interventions, dans toute la presse qu'il n'en va pas en Russie comme dans les pays capitalistes ; nous avons une minorité d'ouvriers occupés dans l'industrie et une majorité énorme de petits cultivateurs. Dans un tel pays, la révolution sociale ne peut définitivement triompher qu'à deux conditions : premièrement qu'elle soit soutenue en temps voulu par la révolution sociale d'un ou de plusieurs pays avancés... L'autre condition est l'accord entre le prolétariat exerçant sa dictature ou ayant entre les mains le pouvoir d'Etat et la majorité de la population paysanne... »

« Nous savons que c'est seulement avec l'accord de la paysannerie que l'on peut sauver la révolution socialiste en Russie, tant que la révolution ne se produira pas en d'autres pays » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXXII de l'édition française).

Cette citation, nous l'espérons, est suffisamment édifiante : premièrement, Lénine lui-même y souligne que les idées qu'il expose ont été développées par lui « dans toute une série d'ouvrages, dans toutes [ses] interventions, dans toute la presse » ; deuxièmement, ce n'est pas en 1915 (deux ans avant Octobre) mais en 1921 (quatre ans après Octobre), qu'il définit cette perspective.

En ce qui concerne Lénine, nous osons croire que la question est suffisamment claire. Il reste à se demander comment les auteurs du projet de programme l'envisageaient autrefois.

A ce sujet, en novembre 1926, Staline disait :

« Le parti a toujours admis comme principe que la victoire du socialisme dans un seul pays est la possibilité de construire le socialisme dans ce pays et que cette tâche peut être accomplie par les forces d'un seul pays » (Pravda, 12 novembre 1926).

Nous savons déjà que le parti n'a jamais admis ce principe. Au contraire, « dans toute une série d'ouvrages, dans toutes nos interventions, dans toute la presse », comme dit Lénine, le parti adopta la position contraire, dont on trouve l'expression fondamentale dans le programme du Parti communiste de l'U.R.S.S. ; tout au moins faut-il espérer que Staline, lui, est toujours parti de la fausse idée que « le socialisme peut être construit par les forces d'un seul pays ». Voyons cela.

Nous ignorons absolument comment Staline envisageait cette question en 1905 ou en 1915, car nous manquons de tout document à ce sujet. Mais, en 1924, Staline exposa en ces termes le point de vue de Lénine sur la construction du socialisme :

« ... Renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer le pouvoir du prolétariat dans un seul pays, ce n'est pas encore assurer la pleine victoire du socialisme. La principale tâche du socialisme – l'organisation de la production socialiste – reste encore à accomplir. Peut-on résoudre ce problème, peut-on obtenir la victoire définitive du socialisme dans un seul pays sans les efforts conjugués des prolétaires de plusieurs pays avancés ? Non, c'est impossible. Pour renverser la bourgeoisie, il suffit des efforts d'un seul pays, l'histoire de notre révolution en témoigne. Pour la victoire définitive du socialisme, pour l'organisation de la production

socialiste, les efforts d'un seul pays, surtout d'un pays paysan comme la Russie, ne suffisent plus ; il faut les efforts des prolétaires de plusieurs pays avancés...

Tels sont en général les traits caractéristiques de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne » (J. Staline, *De Lénine et du léninisme*, Editions d'Etat, section de Moscou, 1924. Cf. p. 52 de l'édition française publiée chez Maspéro sous le titre : *Les questions du léninisme*.).

On ne peut pas ne pas le reconnaître : « les traits caractéristiques de la théorie léniniste » sont exposés ici avec assez d'exactitude. Cependant, dans les éditions ultérieures du livre de Staline, ce passage a été remanié dans un sens directement opposé et « les traits caractéristiques de la théorie léniniste » furent dénoncés, un an après comme étant du... trotskysme. Le VII^e plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste adopta sa résolution non pas d'après l'édition de 1924 mais d'après celle de 1926.

Telle est l'affaire avec Staline. Elle ne saurait être plus lamentable. Il est vrai qu'on pourrait s'en consoler si elle n'était tout aussi lamentable pour le VII^e Plénum du Comité exécutif de l'Internationale.

Il reste un dernier espoir : c'est qu'au moins Boukharine, le véritable auteur du projet de programme, ait toujours admis la possibilité de l'édification du socialisme dans un seul pays. Vérifions. Voici ce qu'écrivait Boukharine à ce sujet en 1917 :

« Les révolutions sont les locomotives de l'histoire. Même dans la Russie arriérée, le prolétariat seul peut être le machiniste irremplaçable de cette locomotive. Mais le prolétariat ne peut déjà plus rester dans les limites des rapports de propriété de la société bourgeoise. Il marche vers le pouvoir et le socialisme. Cependant, cette tâche qui est « mise à l'ordre du jour » en Russie aussi ne peut être réalisée « à l'intérieur des frontières nationales ». Ici, la classe ouvrière se heurte à un mur infranchissable [remarquez-le bien : « un mur infranchissable ». L.T.] où on ne peut ouvrir une brèche que par le bélier de la révolution ouvrière internationale » (BOUKHARINE, La lutte des classes et la révolution en Russie, 1917, p. 3 et 4 de l'édition russe).

On ne peut s'exprimer plus clairement. Voilà qu'elle était l'opinion de Boukharine en 1917, deux ans après le prétendu « revirement » de Lénine en 1915. Cependant, la Révolution d'Octobre a peut-être appris quelque chose à Boukharine. Vérifions.

En 1919, Boukharine, écrivant sur « la dictature du prolétariat en Russie et la révolution mondiale » dans l'organe théorique de l'Internationale communiste, disait :

« Etant donné l'existence de l'économie mondiale et les relations entre ses diverses parties, étant donné l'interdépendance des divers groupes bourgeois organisés en Etats, il va de soi [souligné par nous] que la lutte dans un pays isolé ne peut s'achever sans qu'une victoire décisive ait été remportée par l'un ou l'autre camp dans plusieurs pays civilisés. »

A cette date, cela « allait même de soi ». Plus loin :

« La littérature marxiste ou quasi marxiste d'avant-guerre a posé plusieurs fois la question de savoir si la victoire du socialisme était possible dans un seul pays. Les écrivains, dans leur majorité, ont répondu négativement [et Lénine, donc, en 1915 ? L.T.] ; il n'est pas possible d'en conclure qu'il soit impossible ou inadmissible de commencer la révolution et de s'emparer du pouvoir dans un pays isolé. »

Précisément !

Et dans ce même article encore :

« La période de progression des forces productives ne peut venir qu'avec la victoire du prolétariat dans plusieurs pays importants... D'où l'on conclut : il est nécessaire de développer, par tous les moyens, la révolution mondiale et de former un bloc économique solide entre les pays industriels et la Russie soviétique » (N. BOUKHARINE, La dictature du prolétariat en Russie et la révolution mondiale, dans L'Internationale communiste, n° 5 de septembre 1919, p. 614 de l'édition russe).

L'affirmation de Boukharine selon laquelle la progression des forces productives, c'est-à-dire la véritable progression socialiste, n'interviendra chez nous qu'après la victoire du prolétariat dans les pays avancés d'Europe, constitue précisément la phrase qui est à la base de tous les actes d'accusation lancés contre le « trotskysme » (entre autres lors du VII^e plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste). Mais ce qui est curieux, c'est que Boukharine – qui doit son salut à sa courte mémoire – intervienne comme accusateur. A côté de cet aspect comique, il en est un autre qui est tragique : c'est Lénine qui est mis en question, car il a exprimé cette même pensée élémentaire des dizaines de fois.

Enfin, en 1921, six ans après le prétendu revirement de Lénine en 1915, quatre ans après Octobre, le Comité central, avec Lénine à sa tête, approuva le programme des Jeunesses communistes élaboré par une Commission placée sous la direction de Boukharine. Le § 4 de ce programme déclare :

« En U.R.S.S., le pouvoir d'Etat se trouve déjà entre les mains de la classe ouvrière. A travers trois années de luttes héroïques contre le capital mondial, le pouvoir soviétique s'est maintenu et développé. Bien que la Russie possède d'immenses richesses naturelles, elle est néanmoins, sur le plan industriel, un pays arriéré où prédomine une population petite-bourgeoise. Elle ne peut arriver au socialisme que par la révolution prolétarienne mondiale : nous sommes entrés dans l'époque de ce développement. »

A lui seul, ce paragraphe du programme des Jeunesses communistes (un programme et non pas un article occasionnel !) souligne ce qu'a de ridicule et d'indigne la tentative des auteurs du projet visant à démontrer que le parti a « toujours considéré comme possible la construction du socialisme dans un seul pays, et plus précisément en Russie. S'il en fut « toujours » ainsi, pourquoi Boukharine formula-t-il de cette façon ce paragraphe du programme des Jeunesses communistes ? Où Staline avait-il alors les yeux ? Comment Lénine et tout le Comité central ont-ils pu approuver une telle hérésie ? Comment se fait-il que personne dans le parti n'ait remarqué « ce détail » et n'ait soulevé de question à ce sujet ? Tout ceci ne ressemble-t-il pas trop à une mauvaise plaisanterie où sont moqués le Parti, son histoire et l'Internationale communiste ? N'est-il pas temps d'y mettre fin ? N'est-il pas temps de dire aux révisionnistes : vous ne pouvez plus vous permettre de vous camoufler derrière Lénine et la tradition théorique du parti !

Lors du VII^e plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, dans la discussion de la résolution condamnant le « trotskysme », Boukharine – dont le salut tient à sa mémoire courte – déclarait :

« La théorie de la révolution permanente du camarade Trotsky (et le camarade Trotsky professe encore maintenant cette théorie) dit aussi qu'étant donné notre situation économique arriérée, nous périrons inévitablement sans la révolution mondiale » (Compte rendu sténographique, p. 115, édition russe).

Au VII^e plénum, j'avais parlé des lacunes de la théorie de la révolution permanente, telle que je l'ai formulée en 1905-1906. Mais il est évident que je n'avais absolument pas songé à renoncer à ce qu'il y avait de fondamental dans cette théorie, à ce qui me rapprochait et me rapprocha de Lénine, à ce qui, à présent, ne me permet pas d'admettre la révision du léninisme.

Il y avait deux idées fondamentales dans la théorie de la révolution permanente.

Premièrement : en dépit du retard historique de la Russie, la révolution peut remettre le pouvoir au prolétariat russe avant de le donner au prolétariat des pays avancés. Deuxièmement : pour surmonter les contradictions auxquelles se heurtera la dictature du prolétariat dans un pays arriéré, encerclé par le monde capitaliste ennemi, on devra passer dans l'arène de la révolution mondiale. La première de ces idées se fonde sur une conception juste de la loi du développement inégal. La seconde découle d'une compréhension exacte de la réalité des liens économiques et politiques qui lient les pays capitalistes. Boukharine a raison quand il dit que je persiste à professer ces deux idées fondamentales de la théorie de la révolution permanente. Et maintenant plus que jamais, je considère leur justesse comme pleinement vérifiée et prouvée : sur le plan théorique, par les œuvres complètes de Marx et de Lénine ; sur le plan pratique, par l'expérience de la Révolution d'Octobre.

6. – Où est donc LA « DÉVIATION SOCIAL-DÉMOCRATE » ?

Les citations données suffisent largement à caractériser la position théorique de Staline et de Boukharine, hier et aujourd'hui. Mais, pour caractériser leurs procédés politiques, on doit se souvenir qu'après avoir glané dans les écrits de l'Opposition des déclarations absolument analogues à celles qu'ils ont eux-mêmes faites jusqu'en 1925 (à ce moment-là en plein accord avec Lénine), Staline et Boukharine, prenant appui sur ces déclarations, ont forgé la théorie de notre « déviation social-démocrate ». Voici que, sur la question capitale des rapports entre la Révolution d'Octobre et la révolution internationale, l'Opposition penserait comme... Otto Bauer, qui nie la possibilité de construire le socialisme en Russie. On pourrait croire que l'imprimerie ne fut inventée qu'en 1924 et que tout ce qui précède est voué à l'oubli. C'est compter sur une mémoire courte.

Pourtant, au sujet du caractère de la Révolution d'Octobre, le IV^e Congrès de l'Internationale communiste a réglé le compte d'Otto Bauer et des philistins de la II^e Internationale. Le rapport – que j'ai présenté au nom du Comité central – sur la nouvelle politique économique et les perspectives de la révolution mondiale, portait sur les idées d'Otto Bauer un jugement qui exprimait les vues de notre Comité central d'alors ; il ne rencontra aucune objection au Congrès et je considère qu'il a conservé, jusqu'à aujourd'hui, toute sa force. Quant à Boukharine, il renonça, après mon rapport, à revenir sur l'aspect politique du problème, vu que « beaucoup de camarades, parmi lesquels Lénine et Trotsky, en avaient déjà parlé » ; en d'autres termes, Boukharine se solidarisa, alors, avec mon rapport. Voici ce que j'ai dit au IV^e Congrès, à propos d'Otto Bauer :

« Les théoriciens sociaux-démocrates, d'un côté reconnaissent dans leurs articles du dimanche que le capitalisme (particulièrement en Europe) se survit à lui-même et est un frein à l'évolution historique, mais d'un autre côté, ils expriment la certitude que l'évolution de la Russie soviétique la mène inévitablement au triomphe de la démocratie bourgeoise ; ainsi, ces confusionnistes étroits et bavards tombent dans une banale contradiction bien digne d'eux. La nouvelle politique économique est à considérer dans des conditions d'espace et de temps déterminées : c'est une manœuvre de l'Etat ouvrier qui vit encore dans l'entourage capitaliste et qui compte fermement sur le développement révolutionnaire en Europe...

« On ne peut négliger, dans les calculs politiques, un facteur comme le temps. Si l'on suppose, en effet, que le capitalisme durera encore en Europe un siècle ou un demi-siècle, et que la Russie soviétique devra s'adapter à lui dans sa politique économique, alors la question se règle d'elle-même, car dans cette hypothèse, nous supposons a priori que la révolution prolétarienne en Europe échouera et qu'une nouvelle époque de renaissance capitaliste commencera. Sur quoi nous appuierions-nous pour admettre cette hypothèse ? Si Otto Bauer, dans la vie actuelle de l'Autriche, a découvert des signes miraculeux de la résurrection capitaliste, alors on peut dire que le sort de la Russie soviétique est fixé d'avance. Mais pour le moment nous ne voyons pas de miracles, et nous n'y croyons pas. Nous pensons que si la bourgeoisie européenne s'assurait le pouvoir pour plusieurs dizaines d'années – dans les conditions actuelles du monde – cela aboutirait non pas à un nouvel épanouissement du capitalisme, mais au pourrissement économique et culturel de l'Europe. Qu'un tel processus puisse entraîner la Russie soviétique, on ne peut le nier, si on parle sur le plan général. Passerait-elle par le stade de la « démocratie » ou bien la décomposition prendrait-elle d'autres formes ? Cela n'est déjà plus qu'une question secondaire. Mais nous ne voyons aucune raison pour adhérer à la philosophie de Spengler. Nous comptons fermement sur le développement révolutionnaire en Europe. La nouvelle politique économique n'est qu'un accommodement au rythme de ce développement » (L. TROTSKY, Cinq années de l'Internationale communiste, De la critique social-démocrate, p. 491-492).

Cette façon de poser le problème nous ramène au point d'où nous avons commencé à juger le projet de programme : à l'époque de l'impérialisme, on ne peut considérer le sort d'un pays isolé qu'en partant des tendances du développement mondial, envisagé comme un tout dans lequel ce pays est inclus avec toutes ses particularités nationales, et dont il dépend. Les théoriciens de la II^e Internationale détachent l'U.R.S.S. de l'ensemble du monde et de l'époque impérialiste ; ils appliquent à l'U.R.S.S., en l'isolant, le critère aride de la « maturité » économique ; ils établissent que l'U.R.S.S. n'est pas apte à construire le socialisme avec ses seules forces, et de là ils concluent à l'inéluctable dégénérescence capitaliste de l'Etat ouvrier.

Les auteurs du projet de programme se placent sur le même plan théorique et acceptent entièrement la méthodologie métaphysique des théoriciens sociaux-démocrates : tout comme eux, ils oublient l'ensemble du monde et de l'époque impérialiste ; ils prennent comme point de départ la fiction du développement isolé ; ils appliquent à l'étape nationale de la révolution mondiale l'aride critère économique ; mais, en revanche, leur « sentence » est, inversée. Le « gauchisme » des auteurs du projet consiste en ce qu'ils reproduisent à rebours le jugement social-démocrate. Cependant, quelle qu'en soit la présentation, la position des théoriciens de la II^e Internationale ne vaut rien. Il faut suivre Lénine, qui élimine simplement le jugement et le pronostic de Bauer comme étant les exercices d'un élève de classe préparatoire.

Voilà ce qu'il en est de « la déviation social-démocrate ». Ce n'est pas nous, mais ce sont les auteurs du projet qu'on doit classer parmi les parents de Bauer.

7. - LA DÉPENDANCE DE L'U.R.S.S. À L'ÉGARD DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

C'est H. Vollmar lui-même, et personne d'autre, qui fut le précurseur des apôtres de la société socialiste nationale. Dessinant, dans un article intitulé *L'État socialiste isolé*, la perspective de la construction du socialisme en Allemagne par les propres forces du prolétariat de ce pays (qui avait dépassé de loin l'Angleterre avancée), Vollmar en 1878 se référait, avec une précision et une clarté absolues, à la loi du développement inégal qui, pense Staline, était inconnue de Marx et d'Engels. De cette loi, Vollmar tire, en 1878, une incontestable conclusion :

« Dans les conditions qui prédominent actuellement, et qui conserveront leurs forces dans la période à venir qu'on peut prévoir, la victoire simultanée du socialisme dans tous les pays cultivés est une hypothèse absolument exclue... »

Et plus loin, développant cette pensée, Vollmar dit :

« De ce fait, nous en arrivons à l'État socialiste isolé, qui, j'espère l'avoir démontré, s'il n'est pas le seul possible, est du moins le plus vraisemblable. »

Dans la mesure où, comme on peut le comprendre, cet État isolé est une dictature du prolétariat, Vollmar expose une opinion indiscutable, qui était celle de Marx et d'Engels, et que Lénine exprima dans l'article de 1915 cité plus haut.

Mais ensuite viennent des trouvailles qui n'appartiennent qu'à Vollmar, et dont la formulation est d'ailleurs moins unilatérale et moins fautive que celle de nos théoriciens du socialisme dans un seul pays. L'argumentation de Vollmar repose sur le fait qu'une Allemagne socialiste se trouverait en relations économiques suivies avec l'économie capitaliste mondiale, tout en disposant de l'avantage constitué par un haut développement technique et des coûts de production peu élevés. Une telle construction s'inscrit dans la perspective de la *coexistence pacifique* des systèmes socialiste et capitaliste⁸. Et comme, avec le temps, le socialisme prouvera de façon de plus en plus éclatante sa supériorité dans le domaine de la production, la nécessité de la révolution mondiale disparaîtra d'elle-même : c'est à travers le marché et par l'intervention des bas prix que le socialisme l'emportera sur le capitalisme.

Auteur du premier projet de programme et coauteur du second projet, Boukharine fonde entièrement sa construction du socialisme dans un seul pays sur l'idée de l'économie isolée, fermée sur elle-même. Dans l'article de Boukharine intitulé *Du caractère de notre révolution et de la possibilité de la construction victorieuse du socialisme en U.R.S.S.* (*Bolchevik*, n^{os} 19 et 20, 1926) – production suprême de la scolastique multipliée par la sophistication – tout le raisonnement se déroule dans le cadre d'une économie isolée. Le principal et unique argument est le suivant :

« Puisque nous avons tout ce qui est « nécessaire et suffisant » pour la construction du socialisme, alors, par conséquent, dans le processus même de cette construction, il n'y a pas un seul moment où elle puisse devenir impossible. Si à l'intérieur de notre pays, nous avons une combinaison de forces telle que, chaque année, la prépondérance du secteur socialiste s'affirme et que le secteur socialiste croisse plus vite que le secteur privé, alors nous commençons chaque année nouvelle avec des forces accrues. »

C'est un raisonnement irréfutable : « *Puisque* nous avons tout ce qui est nécessaire et suffisant », alors... nous l'avons. En prenant pour prémisses ses conclusions, Boukharine construit un système d'économie socialiste clos sur lui-même, sans entrées ni sorties. Comme Staline, Boukharine ne se souvient de l'extérieur, c'est-à-dire du monde entier, que sous l'angle de l'intervention militaire. Quand il parle, dans cet article, de la nécessité de « faire abstraction » du facteur international, il a en vue, non pas le marché mondial, mais l'intervention militaire. Il n'a pas à s'abstraire du marché mondial : il l'oublie, simplement, dans toute sa construction. En s'appuyant sur ce schéma, Boukharine défendit, au XI^e Congrès, l'idée que si une intervention militaire ne vient pas y faire obstacle, nous construirons le socialisme « même à pas de tortue ». La lutte incessante entre les deux systèmes, le fait que le socialisme ne peut se fonder que sur des forces productives supérieures, en un mot, la dynamique marxiste du remplacement d'une formation sociale par une autre ; commandée par la croissance des forces productives, tout cela fut totalement jeté au rebut. La dialectique révolutionnaire et historique fut remplacée par une utopie réactionnaire, celle du grignotage par un socialisme qui s'édifierait sur une base technique inférieure, se développerait à « une allure de tortue » dans les limites nationales, et n'aurait d'autre rapport avec le monde extérieur que la peur de l'intervention. Ne pas admettre cette piteuse caricature de la doctrine de Marx et de Lénine devint une « déviation social-démocrate ». C'est dans cet article de Boukharine que pour la première fois sont ainsi caractérisées nos opinions, à l'aide de toute une « argumentation ». L'histoire retiendra que nous avons été condamnés pour « déviation social-démocrate », parce que nous n'avons pas voulu admettre un retour à la théorie de Vollmar sur le socialisme dans un seul pays, retour qui, en l'inversant, la rend encore plus erronée.

Le prolétariat de la Russie tsariste n'aurait pas pris le pouvoir en Octobre, si la Russie n'avait été le chaînon le *plus faible* de la chaîne de l'économie *mondiale* ; elle en était tout de même un chaînon. La conquête du pouvoir par le prolétariat n'a nullement isolé la République des soviets du système de la division internationale du travail créée par le capitalisme.

De même que la sage chouette ne s'envole qu'au crépuscule, de même la théorie du socialisme dans un seul pays a surgi à un moment où notre industrie – dont s'épuisait de plus en plus l'ancien capital de base, où se situait, pour les deux tiers, la dépendance de notre industrie par rapport à l'industrie mondiale – avait un besoin aigu de renouveler et d'étendre ses liens avec le marché mondial, et au moment où les problèmes du commerce extérieur se posaient nettement aux dirigeants de l'économie.

Au XI^e Congrès, c'est-à-dire au dernier Congrès où il put parler au parti, Lénine le prévint qu'il aurait à subir un nouvel examen, « un examen qu'organiseraient le marché russe et le *marché mondial auquel nous sommes subordonnés, avec lequel nous sommes liés et dont nul ne peut s'arracher* ».

Rien ne frappe aussi mortellement la théorie du « socialisme intégral » isolé, que ce simple fait : les chiffres de notre commerce extérieur sont devenus dans les toutes dernières années, la pierre angulaire de nos plans économiques. La « partie la plus faible » de toute notre économie, y compris notre industrie, est l'importation, entièrement tributaire de l'exportation. Or, la force de

⁸ Ces lignes montrent que cette politique ne date pas de Khrouchtchev, comme on le dit souvent, mais constituait l'axe de la politique extérieure soviétique, déjà sous Staline, dans des conditions objectives évidemment très différentes.

résistance d'une chaîne dépendant du chaînon le plus faible, les calculs de nos plans économiques sont adaptés aux mesures de l'importation.

Dans la revue *L'économie planifiée* (organe théorique du Plan d'État), nous lisons, dans un article consacré au système de l'établissement du plan :

« En établissant les chiffres de contrôle de l'année courante, nous avons dû, méthodologiquement, prendre comme base les plans de notre exportation et ceux de notre importation, nous orienter d'après ceux-ci pour établir les plans de toute une série de branches diverses de l'industrie et, par conséquent, de tout le plan industriel général, et tout particulièrement pour accorder avec eux la construction d'usines nouvelles » (Janvier 1927, P. 27).

Sans aucun doute, cette démarche méthodologique, à propos du Plan d'État, signifie que les chiffres de contrôle déterminent la direction et le rythme de notre développement économique mais que le contrôle de ces chiffres s'est déplacé du côté de l'économie mondiale ; il en est ainsi, non pas parce que nous sommes devenus plus faibles, mais parce que, devenus plus forts, nous sommes sortis du cercle vicieux de l'isolement.

Par les chiffres des exportations et des importations, le monde capitaliste nous montre qu'il a, pour réagir, d'autres armes que l'intervention militaire. Dans les conditions du marché, la productivité du travail et du système social dans son ensemble étant mesurée par le rapport des prix, l'économie soviétique est sous la menace bien davantage d'une intervention de marchandises capitalistes à bon marché que d'une intervention militaire. C'est pourquoi il ne s'agit pas de remporter, économiquement, un triomphe isolé sur sa « propre bourgeoisie ». « La révolution socialiste qui avance sur le monde entier ne consistera pas seulement en une victoire du prolétariat de chaque pays sur sa propre bourgeoisie » (Lénine, 1919). Il s'agit d'une lutte à mort entre deux systèmes sociaux, dont l'un a commencé à se construire à partir de forces productives arriérées, tandis que l'autre s'appuie aujourd'hui encore sur des forces productives d'une bien plus grande puissance.

Celui qui taxe de « pessimisme » le simple aveu que nous dépendons du marché mondial (Lénine disait que nous sommes *subordonnés* au marché mondial) trahit toute sa pusillanimité de petit-bourgeois provincial devant le marché mondial et le caractère piteux de son optimisme local, puisqu'il échappe à cette économie mondiale par ses propres moyens.

La nouvelle théorie fait une question d'honneur de l'idée bizarre que l'U.R.S.S. peut périr d'une intervention militaire mais non en raison de son retard économique. Mais puisque, dans une société socialiste, les masses travailleuses sont beaucoup plus disposées à défendre le pays que les esclaves du capital à l'attaquer, on se pose la question : pourquoi une intervention militaire peut-elle faire peser sur nous une menace de mort ? Parce que l'ennemi est techniquement plus fort. Boukharine ne reconnaît la supériorité des forces productives que dans leur aspect militaire technique. Il ne veut pas comprendre que le tracteur de Ford est aussi dangereux que le canon du Creusot, avec cette différence que ce dernier ne peut agir que de temps à autre, tandis que le premier nous presse en permanence⁹. De plus, le tracteur sait qu'il a derrière lui le canon, comme ultime réserve.

Nous, premier État ouvrier, nous sommes une partie du prolétariat mondial, et avec lui, nous dépendons du capitalisme mondial. Indifférent, neutre et châtré par les bureaucrates, le bon petit mot « liaison » n'est lancé que pour cacher le caractère extrêmement pénible et dangereux pour nous de ces « liaisons ». Si nous produisions aux prix du marché mondial, notre dépendance à l'égard de celui-ci subsisterait mais serait beaucoup moins rigoureuse. Malheureusement, il n'en est pas ainsi ; le monopole du commerce extérieur témoigne lui-même du caractère cruel et dangereux de notre dépendance. L'importance décisive de ce monopole pour notre construction du socialisme découle précisément d'un rapport des forces défavorable pour nous. Mais on ne peut oublier une minute que le monopole du commerce extérieur régularise seulement notre dépendance à l'égard du marché mondial; il ne la supprime pas.

« Aussi longtemps que notre République des Soviets – écrit Lénine – demeure une marche isolée dans tout un monde capitaliste, croire à notre complète indépendance économique et à la liquidation de certains dangers serait faire preuve d'esprit fantasque et d'utopie » (Œuvres, vol. XVII, p. 409 de l'édition russe).

Les dangers essentiels sont la conséquence de la situation objective de l'U.R.S.S., « marche isolée » dans l'économie capitaliste, qui nous est hostile. Cependant, ces dangers peuvent s'atténuer ou croître. Cela dépend de l'action de deux facteurs : notre construction du socialisme d'un côté, le développement de l'économie capitaliste de l'autre. C'est certainement, *en dernière analyse*, le second facteur – c'est-à-dire le sort de toute l'économie mondiale – qui a une importance décisive.

Peut-il arriver – et dans quel cas précis – que la productivité de notre système social retarde de plus en plus sur celle du capitalisme ? Car, en fin de compte, cela amènerait inéluctablement l'écroulement de la République socialiste. Si nous dirigeons avec intelligence notre économie durant cette phase – pendant laquelle nous devons créer par nous-mêmes la base de l'industrie, ce qui exige de bien plus grandes qualités dans la direction – la productivité de notre travail grandira. Peut-on, cependant, supposer que la productivité du travail dans les pays capitalistes ou, pour parler plus précisément, des pays capitalistes prédominants, s'accroîtra plus vite que la nôtre ? Si cette question ne reçoit pas une réponse qui tienne compte des perspectives, les proclamations vantardes sur notre allure suffisante « par elle-même » (sans parler de la philosophie ridicule de « l'allure de tortue ») ne signifient rien. Mais tenter de répondre au problème de la compétition entre les deux systèmes nous entraîne déjà dans l'arène de l'économie et de la politique mondiales, c'est-à-dire dans l'arène où agit et décide l'Internationale révolutionnaire (et non pas une République soviétique vivant pour elle-même et réclamant de temps en temps l'aide de l'Internationale).

A propos de l'économie étatisée de l'U.R.S.S., le projet de programme dit qu'elle « développe la grosse industrie à une *allure* qui dépasse celle du développement dans les pays capitalistes ». Il faut reconnaître que, dans cet essai de confrontation des deux allures, un pas en avant est fait dans le domaine des principes, par rapport à la période où les auteurs du programme niaient absolument la nécessité d'un coefficient de comparaison entre notre développement et celui du reste du monde. Il est inutile « de mêler à ces problèmes le facteur international », disait Staline. Nous construirons le socialisme « même à une allure de tortue », disait Boukharine. C'est précisément suivant cette ligne que se déroulèrent les discussions de principe durant plusieurs années. *Formellement*, cette ligne l'a emporté. Mais, si on ne se limite pas à glisser dans le texte une comparaison entre les différentes allures du développement économique, si l'on se pénètre de ce que le problème a d'essentiel, on verra que, dans un autre chapitre

⁹ Dès qu'avec la N.E.P. se produisit un début de renouveau de l'économie soviétique, Trotsky insista sur la nécessité de suivre de très près les rapports économiques entre l'U.R.S.S. et le monde capitaliste. Il dénonça plus tard les conceptions autarciques comme une utopie réactionnaire digne de Hitler.

du projet, on ne peut parler d'« un minimum suffisant de l'industrie » en prenant seulement pour base des rapports intérieurs, sans relation avec le monde capitaliste; non seulement on ne peut pas résoudre la question *a priori*, mais on ne peut même pas poser la question de savoir s'il est « possible » ou « impossible » au prolétariat d'un pays donné de construire le socialisme par ses propres forces. La question se règle dans la dynamique de la lutte entre deux systèmes, entre deux classes mondiales; en dépit des coefficients élevés de notre croissance au cours de la période de reconstruction, demeure un fait essentiel et indiscutable :

« Le capital, si on le considère dans le monde entier, reste aujourd'hui encore plus fort que le pouvoir des Soviets, non seulement militairement mais aussi économiquement. C'est cette thèse fondamentale qu'il faut prendre comme base et ne jamais oublier » (LÉNINE, Œuvres, Vol. XVII, p. 102 de l'édition russe).

Le problème du rapport des différentes allures entre elles n'est pas résolu. Il ne dépend pas seulement du savoir-faire dont nous ferons preuve pour aborder la liaison entre la ville et la campagne, assurer le stockage des blés, intensifier les exportations et les importations; autrement dit, il ne tient pas seulement à nos succès intérieurs (qui sont cependant un facteur d'une importance exceptionnelle dans cette lutte); il est lié tout aussi fortement à la marche de l'économie et de la révolution mondiales. Aussi, la question sera-t-elle tranchée, non pas dans le cadre national, mais dans l'arène mondiale de la lutte économique et politique.

C'est ainsi que, presque sur chaque point du projet de programme, nous voyons une concession directe ou camouflée faite à la critique de l'opposition. Cette concession se manifeste par un rapprochement théorique avec Marx et Lénine, mais les conclusions révisionnistes demeurent tout à fait indépendantes des thèses révolutionnaires.

8. – LA CONTRADICTION ENTRE FORCES PRODUCTIVES ET FRONTIÈRES NATIONALES EST LA CAUSE DU CARACTÈRE UTOPIQUE ET RÉACTIONNAIRE DE LA THÉORIE DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS

Comme nous l'avons vu, l'argumentation de la théorie du socialisme dans un seul pays se réduit, d'une part à interpréter en sophiste quelques lignes de Lénine, et d'autre part à expliquer en scolastique la loi du « développement inégal ». En interprétant judicieusement et cette loi historique et les citations en question, nous aboutissons à une conclusion directement opposée, qui était celle de Marx, d'Engels, de Lénine et de nous tous, y compris Staline et Boukharine, jusqu'en 1925.

Du développement inégal et saccadé du capitalisme, découle le caractère inégal et saccadé de la révolution socialiste; et de l'interdépendance mutuelle des divers pays, découle l'impossibilité non seulement politique mais aussi économique de construire le socialisme dans un seul pays.

Examinons une fois de plus, et de plus près, le programme sous cet angle. Nous avons déjà lu dans l'introduction cette remarque :

« L'impérialisme... avive jusqu'à les amener à une tension extrême les contradictions qui existent entre la croissance des forces productives de l'économie mondiale et les cloisonnements nationaux et étatiques. »

Nous avons déjà dit que cette thèse est, ou plutôt devrait être la pierre angulaire d'un programme international. Mais précisément, cette thèse exclut, réfute et balaie la théorie du socialisme dans un seul pays comme une théorie réactionnaire, parce qu'elle se trouve en contradiction irréductible, non seulement avec la *tendance fondamentale* du développement des forces productives, mais aussi avec les *résultats matériels* que ce développement a déjà provoqués. Les forces productives sont incompatibles avec les cadres nationaux. C'est ce fait qui commande non seulement le commerce extérieur, l'exportation des hommes et des capitaux, la conquête des territoires, la politique coloniale, la dernière guerre impérialiste, mais aussi l'impossibilité économique pour une société socialiste de vivre en vase clos. Les forces productives des pays capitalistes sont, depuis longtemps, à l'étroit dans le cadre de l'État national. La société socialiste, elle, ne peut se construire que sur la base des forces productives modernes, sur l'électrification, sur la « chimisation » des processus de production (y compris l'agriculture), sur la combinaison et la généralisation des éléments les plus élevés de la technique contemporaine la plus développée.

Depuis Marx, nous répétons que le capitalisme est incapable de maîtriser l'esprit de la nouvelle technique qu'il a lui-même engendrée; esprit qui fait exploser juridiquement non seulement l'enveloppe de la propriété privée bourgeoise, mais comme l'a montré la guerre de 1914, le cadre national de l'État bourgeois. Quant au socialisme, il doit non seulement reprendre au capitalisme les forces productives les plus développées, mais les mener immédiatement plus loin et plus haut, en leur assurant une croissance impossible en régime capitaliste. Comment! se demandera-t-on, le socialisme repoussera-t-il en arrière les forces productives pour les enfermer dans les formes nationales d'où elles cherchaient déjà à s'arracher sous le capitalisme? Ou peut-être renoncerons-nous à ces forces productives « indomptables » qui sont à l'étroit dans le cadre national tout comme dans la théorie du socialisme dans un seul pays? Devrons-nous nous borner aux forces productives domestiques, c'est-à-dire à une technique économique retardataire? Mais alors il faut, tout de suite et dans une série de branches, ne plus monter mais descendre au-dessous même du pitoyable niveau technique actuel, qui a su lier la Russie bourgeoise à l'économie mondiale et l'amener à participer à la guerre impérialiste, *pour accroître le territoire des forces productives* qui débordaient le cadre de l'État national.

Héritant ces forces productives et les ayant reconstituées, l'État ouvrier est *contraint* d'exporter et d'importer.

Le malheur, dans tout cela, c'est que le projet de programme ne fait qu'introduire mécaniquement dans son texte la thèse de l'incompatibilité de la technique capitaliste actuelle et des cadres nationaux, et raisonne plus loin comme si cette incompatibilité n'existait pas. Au fond, tout ce projet n'est qu'une combinaison des thèses révolutionnaires de Marx et de Lénine avec des conclusions opportunistes ou centristes qui leur sont inconciliables. Voilà pourquoi il est nécessaire, *sans le laisser prendre à quelques formules révolutionnaires* du projet, de voir clairement où vont ses *tendances essentielles*.

Nous avons cité le premier chapitre, qui parle de la possibilité du socialisme dans « un seul pays, pris isolément »; cette idée est encore plus nettement et plus brutalement exprimée dans le quatrième chapitre, qui déclare :

« La dictature (?) du prolétariat mondial... ne peut être réalisée qu'après la victoire du socialisme (?) dans divers pays, quand les républiques prolétariennes nouvellement constituées se fédéreront avec celles qui existent déjà. »

Si ces mots « victoire du socialisme » ne font que désigner la dictature du prolétariat, alors ce n'est qu'un lieu commun indiscutable, qui aurait dû être mieux formulé dans le programme, pour éviter une double interprétation. Mais ce n'est pas là la pensée des auteurs du projet. Par « victoire du socialisme », ils n'entendent pas simplement la conquête du pouvoir et la

nationalisation des moyens de production, mais la construction de la société socialiste dans un seul pays. Dans leur pensée, il n'est pas question d'une économie socialiste mondiale reposant sur une division internationale du travail, mais d'une fédération de communes socialistes dont chacune a son existence propre, dans l'esprit du bienheureux anarchisme ; la seule différence est que les limites de ces communes sont élargies jusqu'à celles de l'État national.

Dans son désir inquiet de dissimuler, avec éclectisme, la nouvelle façon d'aborder le problème sous des formules anciennes, le projet de programme présente la thèse suivante :

« Ce n'est qu'après la victoire totale du prolétariat dans le monde et après la consolidation de son pouvoir mondial que viendra l'époque de la construction intensive de l'économie socialiste mondiale » (chap. IV).

Destinée à servir de camouflage théorique, cette thèse révèle, en fait, la contradiction essentielle. Si elle signifie que l'époque de la véritable construction socialiste ne pourra commencer qu'après la victoire du prolétariat dans plusieurs pays avancés, alors on renonce tout simplement à la théorie du socialisme dans un seul pays et on adopte la position de Marx et de Lénine. Mais si l'on part de la nouvelle théorie de Staline-Boukharine – qui est enracinée dans diverses parties du programme –, alors on a comme perspective la réalisation du socialisme intégral dans une série de pays différents avant le triomphe mondial et complet du prolétariat ; et c'est avec ces pays socialistes que l'économie socialiste mondiale sera construite, tout comme les enfants construisent une maison avec des cubes tout prêts. En fait, l'économie socialiste mondiale ne sera nullement la somme des économies socialistes nationales¹⁰. Elle ne pourra se constituer, dans ses traits essentiels, que sur la base de la division du travail créée par tout le développement antérieur du capitalisme. Dans ses fondements, elle se formera et se bâtira, non pas après la construction du « socialisme intégral » dans une série de pays différents, mais dans les tempêtes et les orages de la révolution prolétarienne mondiale qui occuperont plusieurs décennies. Les succès économiques des premiers pays où s'exercera la dictature du prolétariat ne se mesureront pas au « socialisme intégral », mais à la stabilité politique de la dictature elle-même et aux progrès dans la préparation des éléments de l'économie socialiste mondiale de demain.

La pensée révisionniste s'exprime avec plus de précision et, si cela est possible, avec plus de brutalité encore dans le cinquième chapitre ; s'abritant derrière une ligne et demie de l'article posthume de Lénine qu'ils défigurent, les auteurs du projet prétendent que l'U.R.S.S. « possède dans le pays les bases *matérielles* nécessaires et suffisantes, non seulement pour abattre les propriétaires fonciers et la bourgeoisie, mais pour construire le socialisme intégral ».

Par la grâce de quelles circonstances avons-nous hérité un privilège historique si extraordinaire ? A ce propos, nous lisons dans le second chapitre du projet :

« Le front impérialiste fut rompu [par la Révolution de 1917] dans son chaînon le plus faible, en Russie tsariste » (souligné par nous).

C'est une magnifique formule léniniste qui est donnée ici. Au fond, elle signifie que la Russie était l'État impérialiste le plus arriéré et le plus faible sur le plan économique. C'est précisément pourquoi les classes dominantes de la Russie s'effondrèrent les premières, pour avoir chargé les forces productives *insuffisantes* du pays d'un fardeau insupportable. Ainsi, le développement inégal et saccadé força le prolétariat du pays capitaliste le plus arriéré à s'emparer le premier du pouvoir. Autrefois, on nous enseignait que, pour cette raison justement, la classe ouvrière du « chaînon le plus faible » aurait de plus grandes difficultés à accéder au socialisme que le prolétariat des pays avancés ; celui-ci aura plus de difficultés à prendre le pouvoir, mais, l'ayant conquis avant que nous ayons comblé notre retard, non seulement il nous dépassera, mais il nous entraînera dans la construction complète du socialisme, sur la base d'une technique mondiale supérieure et de la division internationale du travail. Voilà avec quelle conception nous entrâmes dans la Révolution d'Octobre, conception que le parti a formulée des dizaines et des centaines de milliers de fois dans la presse et dans les réunions, mais à laquelle on tente, depuis 1923, de substituer une vue directement opposée. Maintenant, il se trouve que l'ancienne Russie tsariste – « chaînon le plus faible » – met entre les mains du prolétariat de l'U.R.S.S. – qui hérite de la Russie tsariste et de ses faiblesses – l'avantage inappréciable de posséder ses propres bases nationales pour la « construction du socialisme intégral » !

La malheureuse Angleterre ne dispose pas d'un tel privilège, en raison d'un développement *excessif* de ses forces productives, qui ont presque besoin du monde entier pour se procurer des matières premières et pour écouler leurs produits. Si les forces productives anglaises étaient plus « modérées », si elles maintenaient un équilibre entre l'industrie et l'agriculture, le prolétariat anglais pourrait, sans doute, construire le socialisme intégral sur son île « considérée isolément », protégée par sa flotte contre une intervention étrangère.

Le projet de programme, en son quatrième chapitre, partage les États capitalistes en trois groupes : 1° Les pays de capitalisme avancé (États-Unis, Allemagne, Angleterre, etc.) ; 2° Les pays où le capitalisme a atteint un niveau moyen de développement (la Russie jusqu'en 1917, la Pologne, etc.) ; 3° Les pays coloniaux et semi-coloniaux (Chine, Inde, etc.).

Bien que « la Russie jusqu'en 1917 » ait été plus proche de la Chine actuelle que des États-Unis d'aujourd'hui, on pourrait ne pas élever d'objection spéciale à cette répartition schématique, si elle ne devenait – en relation avec d'autres parties du projet – une cause de déductions fausses. Étant donné que, pour les pays de « développement moyen », le projet estime qu'il existe un « minimum suffisant d'industrie » qui leur permet de construire par eux-mêmes le socialisme, cela doit être vrai, à plus forte raison, pour les pays de capitalisme supérieur. Il se trouve que *seuls* les pays coloniaux et semi-coloniaux ont besoin de l'aide extérieure ; c'est là, précisément, que selon le projet de programme – comme nous le verrons dans un autre chapitre – réside leur trait distinctif.

Pourtant, si nous abordons les questions de la construction du socialisme avec ce seul critère, en faisant abstraction des richesses naturelles d'un pays, de ses rapports intérieurs entre l'industrie et l'agriculture, de sa place dans le système mondial de l'économie, nous tomberons dans de nouvelles erreurs et contradictions, non moins grossières. Nous venons de parler de l'Angleterre. Elle est indiscutablement un pays de capitalisme avancé, mais c'est *précisément pour cela* qu'elle n'a aucune chance de construire le socialisme dans le cadre de ses frontières insulaires. L'Angleterre, tout simplement, étoufferait au bout de quelques mois.

Certes, des forces productives supérieures – toutes les autres conditions restant égales – offrent un avantage énorme pour la construction du socialisme. Elles communiquent à l'économie une souplesse exceptionnelle, même quand celle-ci est investie par

¹⁰ Cette idée que Trotsky montre comme découlant logiquement de la théorie du « socialisme dans un seul pays » fut appliquée effectivement pendant une certaine période dans le « camp socialiste » après la deuxième guerre mondiale.

le blocus (cela s'est vu dans l'Allemagne bourgeoise au cours de la guerre). Mais pour ces pays avancés la construction du socialisme sur des bases nationales correspondrait à une baisse générale, à une diminution globale des forces productives; elle irait directement à l'encontre des tâches socialistes.

Le projet de programme oublie la thèse fondamentale selon laquelle les forces productives actuelles et les frontières nationales sont incompatibles ; par conséquent des forces productives très développées ne sont pas un obstacle moindre à la construction du socialisme dans un seul pays que des forces peu développées, bien que ce soit de façon contraire : si les dernières sont insuffisantes pour leur base, en revanche c'est la base qui est trop limitée pour les premières. La loi du développement inégal est oubliée justement quand on en a le plus besoin et quand elle a le plus d'importance.

La question de la construction du socialisme ne se règle pas simplement par la « maturité » ou la « non-maturité » industrielle du pays. Cette non-maturité est elle-même inégale. En U.R.S.S., où certaines branches de l'industrie (et d'abord la construction des machines) ne peuvent satisfaire les besoins intérieurs les plus élémentaires, il en est d'autres qui, dans des circonstances données, ne peuvent se développer sans une exportation vaste et croissante. Parmi ces dernières, certaines sont de première importance : les exploitations forestières, l'extraction du pétrole et du manganèse, sans parler de l'agriculture. Par ailleurs, les branches « insuffisantes » ne pourront plus se développer sérieusement si les branches qui produisent « en surabondance » (relative) ne peuvent exporter. L'impossibilité de construire une société socialiste isolée – non pas en utopie, dans l'Atlantide, mais dans les conditions concrètes, géographiques et historiques de notre économie terrestre – est déterminée pour divers pays, à divers degrés, aussi bien par le développement insuffisant de certaines branches que par le développement « excessif » de certaines autres. Dans l'ensemble, cela signifie justement que les forces productives actuelles sont incompatibles avec les cadres nationaux.

« Que fut la guerre impérialiste ? Une révolte des forces productives non seulement contre les formes bourgeoises de la propriété, mais contre les cadres des Etats capitalistes. La guerre impérialiste signifiait, en fait, que les forces productives se trouvaient à l'étroit dans les limites des Etats nationaux de façon insupportable. Nous avons toujours affirmé que le capitalisme n'est pas en état de maîtriser les forces productives qu'il a développées, et que seul le socialisme est capable, quand après leur croissance elles dépassent le cadre national, de les incorporer en un ensemble économique supérieur. Il n'y a plus de voies conduisant en arrière vers l'Etat isolé » (Compte rendu sténographique du VII^e Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, Discours de Trotsky, p. 100).

En essayant de justifier la théorie du socialisme dans un seul pays, le projet de programme commet une double, triple, quadruple erreur : il exagère le niveau des forces productives en U.R.S.S. ; il ferme les yeux sur la loi du développement inégal des diverses branches de l'industrie ; il néglige la division mondiale du travail ; et enfin, il oublie la contradiction fondamentale entre les forces productives et les barrières nationales à l'époque impérialiste.

Afin de ne pas laisser en dehors de notre analyse un seul argument, nous devons encore retenir une considération – la plus générale – exprimée par Boukharine dans la défense de la nouvelle théorie.

Dans l'ensemble du monde, dit Boukharine, le rapport entre le prolétariat et la paysannerie n'est pas plus favorable qu'en U.R.S.S. Si c'est donc pour des raisons de retard dans le développement qu'on n'a pu construire le socialisme en U.R.S.S., celui-ci n'est pas plus réalisable à l'échelle de l'économie mondiale.

Cet argument devrait être introduit dans tous les manuels de dialectique comme exemple classique de procédé de réflexion scolastique. Premièrement, s'il est probable que le rapport entre le prolétariat et la paysannerie, dans l'ensemble du monde, n'est pas tellement différent de celui qui existe en U.R.S.S., la révolution mondiale, comme d'ailleurs la révolution dans un pays, ne se réalise pas selon la méthode de la moyenne arithmétique. Ainsi la Révolution d'Octobre s'est produite et s'est affermie avant tout dans le Pétrograd prolétarien, sans choisir une région où le rapport entre ouvriers et paysans correspondait à la moyenne de toute la Russie. Après que Pétrograd, puis Moscou eurent créé le pouvoir révolutionnaire et l'armée révolutionnaire, ils durent cependant lutter pendant plusieurs années pour abattre la bourgeoisie à travers le pays ; c'est seulement à la suite de ce processus – qui a nom révolution – que s'est établi, dans les frontières de l'U.R.S.S., le rapport actuel entre le prolétariat et la paysannerie. La révolution ne s'accomplit pas suivant la méthode de la moyenne arithmétique. Elle peut même commencer dans une zone moins favorable, mais, tant qu'elle ne s'est pas affermie dans les zones décisives aussi bien du front national que du front mondial, on ne peut parler de sa victoire définitive.

Deuxièmement, le rapport entre le prolétariat et la paysannerie, dans le cadre d'un niveau « moyen » de la technique, n'est pas le seul facteur qui permette de résoudre le problème. La lutte des classes entre le prolétariat et la bourgeoisie existe encore. L'U.R.S.S. est entourée non pas par un monde ouvrier-paysan, mais par le système capitaliste. Si la bourgeoisie était renversée dans le monde entier, il est évident que ce fait, par lui-même, ne modifierait encore ni le rapport entre le prolétariat et la paysannerie, ni le niveau moyen de la technique en U.R.S.S. et dans le monde entier. Cependant, la construction du socialisme en U.R.S.S. verrait immédiatement s'ouvrir devant elle d'autres possibilités et prendrait une autre envergure, absolument incomparable avec celle d'aujourd'hui.

Troisièmement, si les forces productives de chaque pays avancé dépassaient à un degré quelconque les frontières nationales, il faudrait en conclure, selon Boukharine, que les forces productives ont, pour tous les pays ; dépassé les limites du globe terrestre, et par conséquent que le socialisme ne doit être construit qu'à l'échelle du système solaire.

Nous le répétons : l'argument boukharinien fondé sur la proportion moyenne des ouvriers et des paysans devrait être introduit dans les abécédaires de la politique non pas, comme on le fait probablement aujourd'hui, au titre d'argument pour la défense du socialisme dans un seul pays, mais comme preuve de la totale incompatibilité qui existe entre la casuistique scolastique et la dialectique marxiste.

9. – LA QUESTION NE PEUT ÊTRE TRANCHÉE QUE SUR L'ARÈNE DE LA RÉVOLUTION MONDIALE

La nouvelle doctrine dit : le socialisme peut être construit sur la base d'un État national, *s'il n'y a pas d'intervention*. De là peut et doit découler, en dépit de toutes les déclarations solennelles du projet de programme, une politique de collaboration avec la bourgeoisie de l'extérieur. Le but est d'éviter l'intervention : en effet, la construction du socialisme étant ainsi assurée, la question

historique fondamentale sera résolue. La tâche des partis de l'Internationale communiste prend alors un caractère secondaire : protéger l'U.R.S.S., des interventions et non pas lutter pour la conquête du pouvoir. Il ne s'agit pas, certes, d'intentions subjectives, mais d'une logique objective de la pensée politique.

« La divergence ici – dit Staline – consiste en ce que le parti considère que ces contradictions (internes) et ces conflits éventuels sont parfaitement surmontables sur la base des propres forces de notre révolution, tandis que le camarade Trotsky et l'Opposition considèrent que ces contradictions et conflits ne peuvent se régler qu'à l'échelle internationale, sur l'arène de la révolution mondiale du prolétariat » (Pravda, n° 262, 12 novembre 1926).

Oui, la divergence s'exprime précisément en ces termes. On ne saurait mieux formuler la contradiction qui existe entre le national-réformisme et l'internationalisme révolutionnaire. Si nos difficultés, nos obstacles, nos contradictions internes, qui reflètent les contradictions mondiales, peuvent être surmontés uniquement par « les forces propres de notre révolution » hors de l'arène de la révolution mondiale, alors l'Internationale est une institution à moitié auxiliaire, à moitié décorative, dont on peut convoquer le Congrès tous les quatre ans, tous les dix ans ou même jamais. Si l'on ajoute que le prolétariat des autres pays doit protéger notre construction contre l'intervention militaire, alors d'après ce schéma l'Internationale doit jouer le rôle d'un instrument *pacifiste*. Son rôle fondamental d'outil de la révolution mondiale passe inévitablement à l'arrière-plan. Et, répétons-le, cela se produit non pas d'après des intentions conscientes (au contraire, toute une série de passages du programme témoignent des excellentes intentions des auteurs), mais comme conséquence de la logique interne de la nouvelle théorie : ce qui est mille fois plus dangereux que les pires intentions subjectives.

Déjà, en effet, au VII^e plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, Staline avait osé développer et démontrer l'idée suivante :

« Notre parti n'a pas le droit de tromper (!) la classe ouvrière ; il aurait dû dire franchement que le manque de certitude (!) sur la possibilité de construire le socialisme dans notre pays mène à l'abandon du pouvoir et à la transformation de notre parti, devenant, de parti dirigeant, parti d'opposition » (Compte rendu sténographique, vol. II, p. 10 -souligné par nous-).

Cela signifie : « Tu as seulement le droit d'espérer dans les maigres ressources de l'économie nationale ; tu ne peux pas espérer quelque chose des ressources infinies du prolétariat international. Si tu ne peux te passer de la révolution internationale, laisse le pouvoir, ce pouvoir d'octobre conquis dans l'intérêt de la révolution internationale ». Voilà à quelle déchéance on peut aboutir quand on part d'une position radicalement fausse.

Le projet développe une idée incontestable quand il dit que les succès économiques de l'U.R.S.S., ne peuvent être dissociés de la révolution prolétarienne mondiale. Mais le danger politique de la nouvelle théorie réside dans la comparaison erronée établie entre les deux leviers du socialisme mondial : nos réalisations économiques et la révolution prolétarienne mondiale. Sans la victoire de cette dernière, nous ne construirons pas le socialisme. Les ouvriers d'Europe et du monde entier doivent comprendre clairement cela. La construction économique a une importance énorme. Si la direction se trompe, la dictature du prolétariat s'affaiblit ; sa chute porterait un tel coup à la révolution internationale que celle-ci ne s'en remettrait pas avant toute une longue suite d'années. Mais la décision du procès historique entre le monde du socialisme et le monde du capitalisme dépend du second levier, c'est-à-dire de la révolution prolétarienne mondiale. L'importance gigantesque de l'Union soviétique vient de ce qu'elle est la base d'appui de la révolution mondiale et non pas de sa capacité à construire le socialisme indépendamment de la révolution mondiale.

Sur un ton de supériorité que rien ne justifie, Boukharine, à plusieurs reprises nous a demandé :

« S'il existe déjà des éléments de départ, si la base est suffisante et si même l'œuvre de construction du socialisme a connu un certain succès, où est la limite à partir de laquelle tout « se fait » en sens inverse » ? Une telle limite n'existe pas » (Compte rendu sténographique du VII^e Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, p. 116).

C'est de la mauvaise géométrie et non de la dialectique historique. Une telle « limite » peut exister. Il peut en exister plusieurs sur le plan intérieur et international, et aussi dans les domaines politique, économique et militaire. La « limite » la plus importante et la plus menaçante serait une sérieuse et durable consolidation, une nouvelle montée du capitalisme mondial. La question économique et politique débouche donc sur l'arène mondiale. La bourgeoisie peut-elle s'assurer une nouvelle époque de croissance capitaliste ? Nier une telle possibilité, compter sur « la situation sans issue » du capitalisme, serait simplement du verbalisme révolutionnaire. « Il n'y a pas de situation absolument sans issue » (Lénine). L'état actuel d'équilibre instable où se trouvent les classes dans les pays européens – précisément à cause de cette instabilité – ne peut durer indéfiniment.

Quand Staline et Boukharine démontrent que l'U.R.S.S. peut, en tant qu'État (c'est-à-dire dans ses rapports avec la bourgeoisie mondiale), se passer de l'aide du prolétariat étranger, ils font preuve du même aveuglement que dans les autres conséquences de leur erreur fondamentale ; car l'actuelle sympathie active des masses ouvrières nous protège de l'intervention.

Il est absolument indiscutable qu'après le sabotage par la social-démocratie de l'insurrection du prolétariat européen contre la bourgeoisie qui a suivi la guerre, l'active sympathie des masses ouvrières a sauvé la République soviétique. Durant ces dernières années, la bourgeoisie européenne n'a pas trouvé des forces suffisantes pour conduire une grande guerre contre l'État ouvrier. Mais penser qu'un tel rapport de forces peut se maintenir pendant de longues années, par exemple jusqu'à la construction du socialisme en U.R.S.S., serait faire preuve du plus grand aveuglement et juger de toute une courbe d'après un petit segment. Une situation aussi instable, où le prolétariat ne peut prendre le pouvoir et où la bourgeoisie ne se sent pas pleinement maîtresse chez elle, doit, tôt ou tard, une année ou l'autre, tourner dans un sens ou dans l'autre, vers la dictature du prolétariat ou vers la consolidation sérieuse et durable de la bourgeoisie sur le dos des masses populaires, sur les ossements des peuples coloniaux et, qui sait, sur les nôtres. « Il n'y a pas de situation absolument sans issue. » La bourgeoisie peut surmonter ses contradictions les plus pénibles uniquement en suivant la voie ouverte par les défaites du prolétariat et les fautes de la direction révolutionnaire. Mais la réciproque est également vraie. Il n'y aura plus de nouvelle montée du capitalisme mondial (dans la perspective d'une nouvelle époque de grands bouleversements) si le prolétariat sait trouver le moyen de sortir de la présente situation instable par la voie révolutionnaire.

« Il faut démontrer maintenant par l'action pratique des partis révolutionnaires – disait Lénine, le 19 juillet 1920, au II^e Congrès – qu'ils possèdent suffisamment de conscience, de sens de l'organisation, de liens avec les masses exploitées, d'esprit de décision et de savoir-faire pour exploiter cette crise au profit d'une victoire

de la révolution » (LÉNINE, Œuvres, vol. XXXI, p. 234 de l'édition française).

Quant à nos contradictions internes, qui dépendent directement de la marche de la lutte en Europe et dans le monde, elles peuvent être intelligemment réglées et atténuées par une politique intérieure juste, fondée sur la prévision marxiste ; mais on ne pourra en triompher totalement qu'en éliminant les contradictions des classes, ce dont il ne peut être question avant que ne se produise et triomphe la révolution européenne. Staline a raison : la divergence se situe précisément là ; c'est elle qui sépare fondamentalement le nationalisme réformiste de l'internationalisme révolutionnaire.

IO. - LA THÉORIE DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS, SOURCE DES ERREMENTS SOCIAUX-PATRIOTIQUES

La théorie du socialisme dans un seul pays conduit inévitablement à sous-estimer les difficultés dont il faut triompher et à exagérer les réalisations acquises.

On ne trouve pas d'affirmation plus anti-socialiste et anti-révolutionnaire que la déclaration de Staline prétendant que les 9/10 du socialisme sont réalisés chez nous. Elle semble spécialement calculée pour le bureaucrate suffisant. De cette façon, on peut compromettre irrémédiablement l'idée de la société socialiste aux yeux des masses travailleuses. Les succès du prolétariat soviétique sont énormes si l'on considère les conditions dans lesquelles ils ont été obtenus et le faible niveau de l'héritage culturel. Mais ces résultats pèsent peu sur la balance de l'idéal socialiste. Afin de ne pas couper les bras à l'ouvrier, au journalier, au paysan pauvre – qui en l'an XI de la révolution, voient autour d'eux la misère, la gêne, le chômage, les queues devant les boulangeries, l'analphabétisme, les enfants vagabonds, l'ivrognerie, la prostitution – il faut dire la vérité, si cruelle qu'elle soit, et non pas un agréable mensonge. Au lieu de leur mentir en assurant que les 9/10 du socialisme seraient déjà réalisés, il faut leur dire qu'actuellement, notre niveau économique et nos conditions de vie et de culture nous situent bien plus près du capitalisme arriéré et inculte que de la société socialiste. Il faut leur dire que nous ne marcherons sur la voie de la véritable construction du socialisme qu'après la conquête du pouvoir par le prolétariat des pays les plus avancés ; qu'il faut travailler à cette construction sans relâche et en se servant de deux leviers : l'un court, qui est celui de nos efforts économiques intérieurs et l'autre long, qui est celui de la lutte internationale du prolétariat.

En un mot, au lieu des phrases de Staline sur les 9/10 de socialisme, il faut leur rappeler les paroles de Lénine :

« La Russie (indigente) ne deviendra telle (abondante) que si elle rejette tout découragement et toute phraséologie, que si serrant les dents, elle rassemble toutes ses forces, tendant chaque nerf et chaque muscle, que si elle comprend que le salut est possible seulement dans la voie de la révolution socialiste internationale, dans laquelle nous sommes entrés. »

*

**

Il a fallu entendre des militants en vue de l'Internationale communiste avancer l'argument suivant : certes, la théorie du socialisme dans un seul pays n'a pas de consistance, mais dans des conditions difficiles elle offre une perspective aux ouvriers russes, et, de ce fait, leur donne du courage. Il est difficile de mesurer la profondeur de la chute, en matière de théorie, pour ceux qui cherchent dans un programme non un moyen d'orientation, moyen de classe scientifiquement fondé, mais une consolation morale. Les théories consolatrices qui contredisent les faits relèvent de la religion et non de la science, cette religion qui est « l'opium du peuple ».

Notre parti a traversé sa période héroïque avec un programme entièrement axé sur la révolution internationale et non pas sur le socialisme dans un seul pays. Sous un étendard qui disait que la Russie arriérée ne construirait pas le socialisme par ses seules forces, la jeunesse communiste a franchi les années les plus dures de la guerre civile, avec la famine, le froid, les pénibles samedis et dimanches communistes, les épidémies, les études menées le ventre creux, les nombreuses victimes qui tombaient à chaque mouvement en avant. Les membres du parti et des Jeunesses communistes ont lutté sur tous les fronts, ont traîné des poutres dans les gares, non pas parce qu'ils espéraient construire avec elles l'édifice du socialisme national, mais parce qu'ils servaient la révolution internationale, qui exige que la forteresse soviétique tienne bon ; et pour la forteresse soviétique chaque nouvelle poutre a de l'importance. Voilà comment nous abordions la question. Les délais ont changé, se sont déplacés (pas tellement d'ailleurs) ; mais la façon d'envisager le problème, quant aux principes, conserve encore à présent toute sa force. Le prolétaire, le paysan-partisan, le jeune communiste ont prouvé à l'avance, par toute leur conduite antérieure à 1925, époque à laquelle le nouvel évangile fut prêché pour la première fois, qu'ils n'en avaient pas besoin. Mais il était nécessaire pour le fonctionnaire qui regarde la masse de toute sa hauteur, pour l'administrateur qui lutte pour des miettes et ne veut pas être inquiété, pour l'homme de l'appareil qui cherche à commander, caché derrière la formule salubre et consolatrice. Ce sont ceux-là qui pensent que le peuple obscur a besoin d'une « bonne nouvelle » et qu'on ne peut le mener sans une doctrine de consolation. Ce sont ceux-là qui se saisissent des paroles mensongères sur les « 9/10 du socialisme », car cette formule consacre leur position privilégiée, leur droit à l'ordre et au commandement, leur désir de se libérer de la critique des « hommes de peu de foi » et des « sceptiques ».

Les plaintes et les accusations selon lesquelles mettre en doute la possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays, c'est éteindre l'esprit de lutte, tuer l'énergie, ressemblent, malgré des conditions différentes, aux reproches que les réformistes ont toujours lancés contre les révolutionnaires. « Vous dites aux ouvriers qu'ils ne peuvent obtenir d'amélioration sensible de leur situation dans le cadre de la société capitaliste – ainsi s'expriment les réformistes –, de ce fait vous tuez en eux l'énergie de la lutte. » En réalité, c'est seulement sous la direction des révolutionnaires que les ouvriers ont effectivement lutté pour des conquêtes économiques et des réformes parlementaires.

L'ouvrier qui comprend qu'on ne peut construire le paradis socialiste comme une oasis dans l'enfer du capitalisme mondial et que le sort de la République soviétique (et par conséquent le sien propre) dépend de la révolution internationale, accomplira son devoir envers l'U.R.S.S. avec beaucoup plus d'énergie que l'ouvrier à qui l'on a dit que ce qui existe serait déjà les « 9/10 du socialisme ». Ici, comme partout, la façon réformiste d'aborder la question frappe non seulement la révolution mais aussi la réforme.

*

**

Dans l'article de 1915, déjà cité, sur le mot d'ordre des États-Unis d'Europe, nous écrivions :

« Examiner les perspectives de la révolution sociale dans le cadre national signifierait être victime de l'esprit borné qui constitue le fond du social-patriotisme. Jusqu'à la fin de ses jours, Vaillant considéra que la France était la terre promise de la révolution sociale ; et c'est précisément pour cette raison qu'il voulait la défendre jusqu'au bout. Lensch et compagnie (les uns hypocritement, les autres sincèrement) estimaient que la défaite de l'Allemagne signifierait, tout d'abord, la destruction du fondement de la révolution sociale... Dans l'ensemble, il ne faut pas oublier qu'à côté du réformisme le plus vulgaire, il y a aussi dans le social-patriotisme un messianisme révolutionnaire qui chante les exploits de son Etat national, parce qu'il considère que sa situation industrielle, sa forme « démocratique » ou ses conquêtes révolutionnaires l'appellent précisément à conduire l'humanité au socialisme ou à la « démocratie ». Si la victoire de la révolution pouvait effectivement se concevoir dans le cadre d'une nation mieux préparée, ce messianisme, lié au programme de la défense nationale, pourrait avoir une relative justification historique. Mais il n'en est rien. Lutter pour conserver la base nationale de la révolution par des méthodes qui minent les liaisons internationales du prolétariat, c'est en fait ruiner la révolution. La révolution ne peut commencer autrement que sur une base nationale, mais elle ne peut s'achever dans ce cadre, étant donné l'interdépendance économique, politique et militaire des Etats européens (interdépendance dont la force n'a jamais été aussi manifeste que durant la guerre actuelle). Cette interdépendance qui conditionnera directement et immédiatement la coordination des actes du prolétariat européen au cours de la révolution est précisément exprimée par le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe » (L. TROTSKY, vol. III, 1^{re} partie, p. 90-91).

Partant de la fausse interprétation qu'il donnait à la polémique de 1915, Staline tenta, plus d'une fois, de présenter les choses comme si la mention de « l'esprit national » borné visait Lénine. Il est difficile d'imaginer une plus grande absurdité. Quand il m'arriva de polémiquer avec Lénine, je le fis toujours ouvertement, guidé seulement par des considérations d'idées. Dans ce cas-ci, il n'était nullement question de Lénine. Dans l'article, ceux contre qui porte l'accusation sont franchement nommés : Vaillant, Lensch, etc. Il faut se souvenir que 1915 fut l'année de l'orgie social-patriotique et que notre lutte contre elle battait son plein. C'était la pierre de touche dans toutes les questions.

La question fondamentale est posée correctement dans la citation précédente : *se préparer à construire le socialisme dans un seul pays est un procédé social-patriotique.*

Le patriotisme des sociaux-démocrates allemands était, au début, le patriotisme très légitime que leur inspirait leur parti, le plus puissant de la IIe Internationale. La social-démocratie allemande voulait construire « sa » société socialiste sur la base de la haute technique allemande et sur les exceptionnelles qualités d'organisation du peuple allemand. Si on laisse de côté les bureaucrates endurcis, les carriéristes, les mercantis parlementaires et les escrocs politiques en général, le social-patriotisme du social-démocrate du rang découlait précisément de l'espoir de construire le socialisme allemand. On ne peut tout de même pas penser que des centaines de milliers de militants constituant les cadres sociaux-démocrates (sans parler des millions d'ouvriers du rang) cherchaient à défendre les Hohenzollem ou la bourgeoisie. Non, ils voulaient défendre l'industrie allemande, les routes et les chemins de fer allemands, la technique et la culture allemandes, et d'abord les organisations de la classe ouvrière allemande comme « nécessaires et suffisants » fondements nationaux du socialisme.

Un processus du même ordre se déroulait en France. Guesde, Vaillant et avec eux des milliers de militants parmi les meilleurs cadres du parti, des centaines de milliers de simples ouvriers, voyaient précisément dans la France – avec ses traditions de révolte, son héroïque prolétariat, sa population hautement cultivée, douée de souplesse et de talents – la terre promise du socialisme. Ce ne sont ni les banquiers ni les rentiers que défendaient le vieux Guesde, le communard Vaillant et avec eux des milliers et des centaines de milliers d'honnêtes ouvriers. Ils croyaient sincèrement défendre la base et la force créatrice de la société socialiste future. Au départ, ils adoptaient pleinement la théorie du socialisme dans un seul pays; ils croyaient que c'était « provisoirement » qu'ils sacrifiaient, au profit de cette idée, la solidarité internationale.

La comparaison avec les sociaux-patriotes peut appeler l'objection suivante : par rapport à l'État soviétique le patriotisme est un devoir révolutionnaire tandis qu'il est une trahison par rapport à l'État bourgeois. Cela est vrai. Des révolutionnaires adultes peuvent-ils même discuter une pareille question ? Mais plus on avance et plus une thèse indiscutable sert à camoufler, par des procédés scolastiques, un point de vue faux qui ne doit pas duper.

Le patriotisme révolutionnaire ne peut avoir qu'un caractère de classe. Il commence par être un patriotisme de parti, de syndicat et devient un patriotisme d'État quand le prolétariat s'empare du pouvoir. Là où le pouvoir est entre les mains des ouvriers, le patriotisme est un devoir révolutionnaire. Mais ce patriotisme doit être une partie intégrante de l'internationalisme révolutionnaire. Le marxisme a toujours enseigné aux ouvriers que même la lutte pour les salaires et la limitation de la journée de travail ne peut être victorieuse si elle n'est pas conduite comme une lutte internationale. Et maintenant, voici que l'on découvre que l'idéal de la société socialiste peut être réalisé par les seules forces d'une nation. C'est un coup mortel pour l'Internationale. La ferme conviction que le but fondamental de classe ne peut être atteint, encore bien moins que les objectifs partiels, par des moyens nationaux ou dans le cadre national, est au cœur de l'internationalisme révolutionnaire. Si l'on peut arriver au but final à l'intérieur des frontières nationales par les efforts du prolétariat d'une nation, alors l'épine dorsale de l'internationalisme est brisée. La théorie de la possibilité du socialisme dans un seul pays rompt les liens qui rattachent le patriotisme du prolétariat vainqueur au défaitisme du prolétariat des pays bourgeois¹¹.

Le prolétariat des pays capitalistes avancés ne fait encore jusqu'ici que progresser vers le pouvoir. Comment avancera-t-il ? Quelles voies empruntera-t-il ? Les solutions dépendront complètement et entièrement de la réponse qu'il donnera à ce problème : la construction de la société socialiste est-elle concevable au niveau national ou est-elle une tâche internationale ?

¹¹ A sa fondation, l'Internationale communiste préconisait pour le prolétariat des pays impérialistes le « défaitisme révolutionnaire » en cas de guerre, c'est-à-dire la poursuite de la lutte des classes sans que soit prise en considération la situation sur le plan militaire, en vue du renversement du pouvoir bourgeois à la faveur des difficultés que lui suscite la guerre. Trotsky prévoit ici que le « socialisme dans un seul pays » peut mener à l'abandon de cette conception, qui fut pourtant réaffirmée au VI^e Congrès. Mais, en 1935, dans une déclaration célèbre signée par Staline et Laval, à l'époque président du Conseil français, Staline renonçait à cette conception pour le Parti communiste français.

S'il est possible, en général, de réaliser le socialisme dans un seul pays, on doit admettre cette thèse non seulement *après* la conquête du pouvoir, mais aussi *avant*. Si le socialisme est réalisable dans le cadre national de l'U.R.S.S. arriérée, il l'est à plus forte raison dans l'Allemagne avancée. Demain, les responsables du Parti communiste allemand développeront cette théorie. Le projet de programme leur donne ce droit. Après-demain viendra le tour du Parti communiste français. Ce sera le début de la désagrégation de l'Internationale communiste suivant la ligne du social-patriotisme. Le parti communiste de n'importe quel État capitaliste, convaincu que son pays possède tous les fondements « nécessaires et suffisants » pour construire seul « la société socialiste intégrale », ne se distinguera plus, au fond, de la social-démocratie révolutionnaire, qui, elle non plus, n'a pas commencé avec Noske, mais qui a définitivement sombré sur cet écueil le 4 août 1914.

Quand on dit que le fait même de l'existence de l'U.R.S.S. est une garantie contre le social-patriotisme – le patriotisme envers la république ouvrière étant un devoir révolutionnaire –, on fait preuve précisément d'un esprit national borné en appliquant de façon unilatérale une idée juste : on ne voit que l'U.R.S.S., et on ferme les yeux sur tout le prolétariat mondial. On ne peut aiguiller celui-ci sur la voie du défaitisme envers l'État bourgeois qu'en abordant le problème essentiel dans le programme sous l'angle international, en refusant sans pitié la contrebande social-patriotique, qui, pour le moment, cherche encore à se camoufler en s'infiltrant dans le domaine théorique du programme de l'Internationale léniniste.

Il n'est pas encore trop tard pour revenir dans la voie de Marx et de Lénine. Ce retour ouvrira l'unique chemin qui puisse permettre d'aller de l'avant.

C'est pour faciliter ce changement salutaire que nous présentons au VI^e Congrès de l'Internationale communiste notre critique du projet de programme.

II. - LA STRATÉGIE ET LA TACTIQUE DE L'ÉPOQUE IMPÉRIALISTE

I. - TOTALE INCONSISTANCE DU CHAPITRE PRINCIPAL DU PROJET

Le projet de programme renferme un chapitre traitant des problèmes de la stratégie révolutionnaire. On ne peut que reconnaître la légitimité d'une telle précaution, absolument conforme au but et à l'esprit d'un programme international du prolétariat pendant l'époque impérialiste.

Le concept de stratégie révolutionnaire ne s'est formé que dans les années de l'après-guerre, sous l'influence initiale, sans doute, de la terminologie militaire. Mais ce n'est pas par hasard qu'il s'est affirmé. Avant la guerre, nous ne parlions que de la tactique du parti prolétarien, et cette conception correspondait exactement aux méthodes parlementaires et syndicales qui prédominaient alors et qui ne dépassaient pas le cadre des revendications et des tâches courantes. La tactique se limite à un système de mesures se rapportant à un problème particulier d'actualité ou à un domaine séparé de la lutte des classes. La stratégie révolutionnaire couvre tout un système combiné d'actions qui, dans leur liaison et leur succession, comme dans leur développement, doivent amener le prolétariat à la conquête du pouvoir.

Il est évident que les principes fondamentaux de la stratégie révolutionnaire ont été formulés depuis que le marxisme a posé devant les partis révolutionnaires le problème de la conquête du pouvoir sur la base de la lutte des classes. Mais la I^{ère} Internationale a seulement réussi à formuler ces principes sur le plan théorique et à les contrôler en partie, grâce à l'expérience de différents pays. L'époque de la II^{ème} Internationale a fait naître des méthodes et des conceptions telles que, dans leur application, suivant la fameuse expression de Bernstein, « le mouvement est tout, le but final n'est rien ». En d'autres termes, le problème de la stratégie s'est réduit à rien, il a été noyé dans le « mouvement » quotidien avec ses mots d'ordre relevant de la tactique journalière. C'est la III^e Internationale seulement qui rétablit les droits de la stratégie révolutionnaire du communisme et lui subordonna entièrement les méthodes de la tactique.

Grâce à l'expérience inappréciable des deux premières Internationales, sur les épaules desquelles se dresse la III^{ème}, grâce au caractère révolutionnaire de l'époque actuelle et à la gigantesque leçon historique que fut la Révolution d'Octobre, la stratégie de la III^{ème} Internationale acquit, tout de suite, une combativité pleine de sève. Mais la première décennie de la nouvelle Internationale déroule devant nous un panorama où apparaissent non seulement d'immenses batailles, mais aussi, à partir de 1918, de cruelles défaites pour le prolétariat. Voilà pourquoi les problèmes de stratégie et de tactique doivent, de toute évidence, occuper la place principale dans le programme de l'Internationale communiste. Or, en fait, le chapitre du projet consacré à la stratégie et à la tactique de l'Internationale communiste – portant en sous-titre « la voie vers la dictature du prolétariat – » est le plus faible; il semble même presque sans consistance; quant à la partie qui concerne l'Orient, elle ne présente qu'une généralisation des erreurs commises et en prépare de nouvelles.

L'introduction à ce chapitre s'occupe de la critique de l'anarchisme, du syndicalisme révolutionnaire, du socialisme constructif, du socialisme guildiste, etc.¹²

C'est là une imitation purement littéraire du *Manifeste communiste* qui inaugure l'ère d'une politique prolétarienne fondée sur la science par une critique serrée et géniale des diverses variétés du socialisme utopique.

S'occuper – au dixième anniversaire de l'Internationale communiste – de critiquer rapidement et pauvrement les « théories » de Cornelissen, d'Arthur Labriola, de Bernard Shaw ou de guildistes bien peu connus, ce n'est pas répondre à un besoin politique, c'est être tout simplement victime d'un pédantisme purement littéraire. Tout cela peut être rejeté sans hésitation hors du programme, dans le domaine de la littérature de propagande.

En ce qui concerne les problèmes stratégiques proprement dits, le projet se borne à présenter des modèles d'écoles primaires :

« Conquérir (?) de l'influence sur la majorité des membres de sa propre classe...

« Conquérir (?) de l'influence sur les vastes milieux des travailleurs en général...

« Le travail mené quotidiennement pour la conquête des syndicats a une valeur particulièrement

¹² Le socialisme constructif, défendu par l'extrême-droite de la II^e Internationale, se proposait d'« imprégner » de socialisme l'appareil de l'État bourgeois. Le socialisme guildiste visait à faire de l'État démocratique le « propriétaire des moyens de production au nom des consommateurs », tandis que « les syndicats seraient définitivement reconnus par l'État comme les dirigeants normaux de l'industrie ».

importante, « La conquête de vastes milieux parmi les paysans pauvres a aussi (?) une importance énorme. »

Toutes ces vérités élémentaires, indiscutables en elles-mêmes, sont simplement énumérées les unes à la suite des autres, c'est-à-dire sans être reliées au caractère historique de l'époque; c'est pourquoi, sous la forme scolaire et abstraite qu'elles revêtent *actuellement*, elles pourraient facilement entrer dans une résolution de la IIe Internationale. Le problème essentiel du programme, c'est-à-dire la stratégie du coup d'État révolutionnaire – les conditions et méthodes menant à l'insurrection, l'insurrection proprement dite, la conquête du pouvoir –, est examiné, sèchement, parcimonieusement, dans un extrait schématique, moins étendu que celui qui est consacré au socialisme « constructif » et « guildiste »; cette étude est faite de manière abstraite, pédante; elle ne se réfère pas à l'expérience vivante de notre époque.

On ne se souvient des grandes batailles du prolétariat en Finlande, en Allemagne, en Autriche, en République soviétique de Hongrie, des journées de septembre en Italie, des événements de 1923 en Allemagne, de la grève générale en Angleterre, etc., que dans une terne énumération chronologique; elles trouvent place non dans le chapitre VI, qui traite de la stratégie du prolétariat, mais dans le chapitre II, qui évoque « la crise du capitalisme et la première phase de la révolution mondiale ». En d'autres termes, les grands combats du prolétariat ne sont considérés que comme des événements extérieurs, comme l'expression de la « crise générale du capitalisme » et non pas comme l'expérience stratégique du prolétariat. Il suffit de remarquer que le projet répudie l'esprit révolutionnaire d'aventure (« le putschisme ») sans essayer de dire, par exemple, si le soulèvement en Estonie, l'explosion dans la cathédrale de Sofia en 1924, ou la dernière insurrection de Canton furent des manifestations héroïques de l'aventurisme révolutionnaire ou au contraire des actions méthodiques entrant dans la stratégie révolutionnaire du prolétariat. Un projet qui, sur le problème du « putschisme », ne répond pas à cette question brûlante est une dérobade diplomatique de chancellerie et non un document de stratégie communiste.

Bien évidemment, cette manière abstraite de poser les problèmes de la lutte révolutionnaire du prolétariat n'est pas due au hasard. A la façon littéraire, pédante, raisonneuse, boukharinienne, de poser les problèmes, s'ajoute une autre cause : les auteurs du projet, pour des raisons trop compréhensibles, préfèrent, en général, ne pas toucher de trop près aux leçons stratégiques des cinq dernières années.

Un programme d'action révolutionnaire ne peut être regardé comme un recueil de thèses abstraites, indépendantes de tout ce qui s'est passé durant des années historiques. Certes, un programme ne peut décrire ce qui s'est produit, mais il doit en faire son point de départ et d'appui, il doit embrasser tous ces événements et s'y référer. Il faut qu'à travers toutes ses thèses, le programme permette de comprendre les grands événements de la lutte du prolétariat et les épisodes de la bataille idéologique au sein de l'Internationale communiste. Si cela est vrai pour l'ensemble du programme, cela l'est plus encore pour la partie particulièrement consacrée aux questions de stratégie et de tactique. Il faut ici, selon l'expression de Lénine, *enregistrer ce qui est conquis* tout comme ce qu'on a laissé échapper, et qui pourra se transformer en « conquête », si on comprend la leçon et si on l'assimile bien. L'avant-garde du prolétariat a besoin d'un manuel d'action, et non d'un catalogue de lieux communs. C'est pourquoi nous examinerons les problèmes de ce chapitre en les reliant très étroitement à l'expérience de la lutte dans l'après-guerre, et surtout durant les cinq dernières années, années d'erreurs tragiques commises par la direction.

2. – PARTICULARITÉS ESSENTIELLES DE LA STRATÉGIE A L'ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE ET RÔLE DU PARTI

L'époque impérialiste est celle des révolutions prolétariennes mais le chapitre consacré à la stratégie et à la tactique ne compare jamais, de façon quelque peu cohérente, du point de vue de la stratégie, la période présente avec l'avant-guerre.

Dans le premier chapitre, il est vrai, le projet caractérise la période du capitalisme industriel comme une

« période d'évolution relativement continue, où le capitalisme se répand sur tout le globe terrestre grâce au partage des colonies non encore occupées, partage qui s'est opéré par la force des armes ».

Cette appréciation est, il est vrai, assez contradictoire ; certes, elle embellit manifestement l'époque du capitalisme industriel, qui a connu de grandioses secousses, des guerres et des révolutions, dépassant en violence tout le passé. Mais n'aurait-il pas fallu la caractériser comme une idylle, pour justifier quelque peu la burlesque affirmation précédemment avancée par les auteurs du projet et selon laquelle, au temps de Marx et d'Engels, « il ne pouvait être question » de la loi du développement inégal ? Cependant, s'il est faux de regarder toute l'histoire du capitalisme industriel comme « une évolution continue », il est juste de souligner le fait suivant : alors que l'époque vécue par l'Europe entre 1871 et 1914 ou, tout au moins, 1905, a vu s'accumuler les contradictions, les rapports entre les classes sont néanmoins restés dans les limites de la lutte légale et les rapports entre États dans le cadre de la paix armée. C'est alors que surgit, se développa, puis se pétrifia la IIe Internationale, dont le rôle progressiste s'achève avec la guerre impérialiste.

La politique, envisagée comme force historique de masse, retarde toujours sur l'économie. Si le règne du capital financier et du monopole des trusts commence déjà à la fin du XIXe siècle, l'époque nouvelle qui reflète ce fait dans la vie politique mondiale, commence avec la guerre impérialiste, avec la Révolution d'Octobre et la création de la IIIe Internationale.

Ce qui commande le caractère explosif de la nouvelle époque, la brusque alternance de flux et de reflux politiques, les spasmes continuels de la lutte des classes entre le fascisme et le communisme, c'est le fait qu'historiquement le système capitaliste mondial est épuisé, qu'il n'est plus capable de progresser *en bloc*. Cela ne veut pas dire que certaines branches de l'industrie et certains pays ne grandissent pas et ne grandiront pas encore. Mais ce développement se réalise et se réalisera au détriment de la croissance d'autres branches et d'autres pays. Les frais de production du système capitaliste mangent, de plus en plus, le revenu mondial que ce système apporte. Or, l'Europe, habituée à dominer le monde, en raison de la force d'inertie qui lui est venue de sa rapide et continue croissance de l'avant-guerre, s'est heurtée plus brusquement que toutes les autres parties du monde, à un nouveau rapport des forces, à une nouvelle répartition du marché mondial, à des contradictions devenues plus profondes; aussi est-ce pour l'Europe que le passage de l'époque du développement « organique » de l'avant-guerre à celle des révolutions est le plus brutal.

Théoriquement, on ne peut pas dire qu'il ne saurait y avoir un nouveau chapitre de progression capitaliste *générale* dans les pays les plus avancés, dominateurs et animateurs. Mais pour cela, le capitalisme devrait au préalable sauter par-dessus de hautes barrières dans le domaine des classes et des relations entre États : écraser pour longtemps la révolution prolétarienne, réduire

définitivement la Chine en esclavage, renverser la République des soviets, etc. On en est encore bien loin. Une éventualité théorique diffère beaucoup d'une probabilité politique. En cela, bien des choses dépendent de nous-mêmes, c'est-à-dire de la stratégie révolutionnaire de l'Internationale communiste. En dernière analyse, cette question sera tranchée par la lutte des forces mondiales. Mais actuellement, à l'époque pour laquelle le programme est précisément établi, le développement général du capitalisme se heurte à des barrières infranchissables faites de contradictions entre lesquelles ce développement connaît de furieux remous. C'est cela qui donne à l'époque un caractère de révolution et à la révolution un caractère permanent.

Le caractère révolutionnaire de l'époque ne consiste pas à permettre, à chaque instant, de réaliser la révolution, c'est-à-dire de prendre le pouvoir. Ce caractère révolutionnaire est assuré par de profondes et brusques oscillations, par des changements fréquents et brutaux : on passe d'une situation franchement révolutionnaire, où le Parti communiste peut prétendre arracher le pouvoir, à la victoire de la contre-révolution fasciste ou semi-fasciste, et de cette dernière au régime provisoire du juste milieu (« Bloc des Gauches », entrée de la social-démocratie dans la coalition, avènement au pouvoir du parti de Mac Donald, etc.¹³), qui rend ensuite les contradictions tranchantes comme un rasoir et pose nettement le problème du pouvoir.

Qu'avons-nous vu, en Europe, au cours des dernières décennies précédant la guerre ? Sur le plan économique, une puissante montée des forces productives à travers les oscillations « normales » de la conjoncture. Sur le plan politique, la croissance zigzagante de la social-démocratie, au détriment du libéralisme et de la « démocratie ». En d'autres termes, un processus méthodique au cours duquel s'intensifiait l'acuité des contradictions économiques et politiques ; en ce sens, se créaient les éléments préalables de la révolution prolétarienne.

Que voyons-nous, en Europe, après la guerre ? Sur le plan économique, des compressions et des détentes irrégulières et convulsives de la production, qui reste, en général – en dépit de gros progrès de la technique dans certaines branches – près du niveau d'avant-guerre. Sur le plan politique, des oscillations brutales de la situation, vers la gauche et vers la droite. Il est absolument évident que les brusques revirements qui s'effectuent dans cette situation, en un, deux ou trois ans, ne sont pas déterminés par des modifications des facteurs fondamentaux de l'économie, mais par des causes et des poussées qui proviennent uniquement de la superstructure et symbolisent l'instabilité extrême de tout le système, dont les fondements sont rongés par des contradictions insurmontables.

C'est seulement de ce caractère que se déduit la pleine signification de la stratégie révolutionnaire par opposition à la tactique. C'est de lui également que découle le nouveau sens du parti et de sa direction.

Le projet se contente de donner du parti (avant-garde, théorie du marxisme, incarnation de l'expérience, etc.) une définition formelle qui ne produirait aucune dissonance dans le programme de la social-démocratie de gauche d'avant-guerre. Elle est, maintenant, absolument insuffisante.

Face à un capitalisme en expansion, la meilleure des directions du parti ne pouvait que hâter la formation du parti ouvrier. En revanche, les erreurs de la direction ne pouvaient que retarder cette formation. Les fondements objectifs de la révolution prolétarienne mûrissaient lentement et le travail du parti conservait son caractère de préparation.

Maintenant, chaque nouvelle brusque variation de la situation politique vers la gauche remet la décision entre les mains du parti révolutionnaire. S'il laisse passer le moment critique où la situation change, celle-ci se transforme en son contraire. En de telles circonstances, le rôle de la direction du parti prend une importance exceptionnelle. Les paroles de Lénine, selon lesquelles deux ou trois journées peuvent décider du sort de la révolution internationale, ne pouvaient être comprises au temps de la IIe Internationale. A notre époque, au contraire, elles n'ont eu que trop de confirmations négatives, à l'exception d'Octobre. C'est l'ensemble de ces conditions qui explique la place, absolument exceptionnelle, que l'Internationale communiste et sa direction occupent dans le mécanisme général de l'époque historique actuelle.

Il faut comprendre que la cause fondamentale de la prétendue « stabilisation » est la contradiction qui existe entre l'ébranlement général qu'a subi toute la vie économique et sociale de l'Europe capitaliste et de l'Orient colonial d'une part, et la faiblesse, le manque de préparation, l'irrésolution des partis communistes, les erreurs cruelles de leur direction, d'autre part.

Ce n'est pas une stabilisation venue on ne sait d'où qui arrêta le développement de la situation révolutionnaire de 1918-1919 ou des années suivantes, c'est, au contraire, parce qu'on ne sut pas mettre à profit cette situation qu'elle se retourna, permettant à la bourgeoisie de lutter avec un relatif succès en faveur de la stabilisation. Les contradictions de plus en plus aiguës de cette lutte pour la « stabilisation », ou plus exactement pour la perpétuation et le développement du capitalisme, préparent à chaque nouvelle étape de nouvelles secousses au niveau des classes et des relations internationales, c'est-à-dire de nouvelles situations révolutionnaires dont le développement dépend entièrement du parti prolétarien.

Le rôle du facteur subjectif peut rester tout à fait secondaire durant le temps de la lente évolution organique, celui des proverbes de la gradualité : « Qui va lentement va longtemps », « A l'impossible nul n'est tenu », etc., qui reflètent la sage tactique de l'époque de la croissance organique, où l'on ne peut « sauter les étapes ». Mais, quand les prémices sont mûres, alors la clef de tout le processus historique passe au facteur subjectif, c'est-à-dire au parti. L'opportunisme, qui vit consciemment ou inconsciemment sous le joug de l'époque passée, est toujours enclin à sous-estimer le rôle du facteur subjectif, c'est-à-dire l'importance du parti et de la direction révolutionnaire. Cela s'est manifesté pleinement lors des discussions sur les leçons de l'Octobre allemand, sur le Comité anglo-russe et la révolution chinoise. Dans ces occasions, comme dans d'autres moins importantes, la tendance opportuniste est intervenue suivant une ligne qui comptait trop directement sur les « masses », en négligeant les problèmes du « sommet » de la direction révolutionnaire¹⁴. Sur le plan théorique général, cette façon de procéder est fautive et à l'époque impérialiste elle apparaît comme funeste.

La Révolution d'Octobre fut le résultat d'un rapport spécial des forces de classes en Russie et dans le monde entier, et du développement particulier qu'elles prirent dans la guerre impérialiste. Cette thèse générale est la b c, pour un marxiste. Cependant, on ne contredit nullement le marxisme en posant, par exemple, la question suivante : aurions-nous pris le pouvoir en Octobre, si Lénine n'avait pu arriver en Russie en temps voulu ? De nombreux signes indiquent que nous aurions pu ne pas le conquérir. La résistance fut considérable même en présence de Lénine dans les sphères supérieures du parti (soit dit en passant,

¹³ En 1924, en France le « Cartel des gauches » – coalition du Parti radical et du Parti socialiste – l'emportait aux élections législatives et un gouvernement de gauche arrivait au pouvoir pour la première fois depuis la fin de la guerre de 1914-1918. En Grande-Bretagne, le *Labour Party* dirigé par Ramsay Mac Donald remportait un succès électoral et formait pour la première fois un gouvernement.

¹⁴ L'importance du rôle de la direction dans une période révolutionnaire a été traitée particulièrement par TROTSKY dans *Les leçons d'Octobre*.

ce sont dans une grande mesure les mêmes qui déterminent la politique actuelle). Cette résistance aurait été infiniment plus forte en l'absence de Lénine. Le parti aurait pu ne pas réussir à adopter, en temps voulu, l'orientation nécessaire, et le temps était compté. En de telles périodes, quelques jours sont parfois décisifs. Les masses ouvrières auraient exercé leur pression avec un grand héroïsme, mais, sans une direction consciente et décidée, la victoire aurait été peu probable. Entre temps, après avoir cédé Petrograd aux Allemands, après avoir écrasé les insurrections prolétariennes dispersées, la bourgeoisie aurait pu consolider son pouvoir, probablement sous une forme bonapartiste, tout en concluant une paix séparée avec l'Allemagne et en adoptant d'autres mesures. Toute la marche des événements, durant une série d'années, aurait ainsi pu prendre un autre cours.

Au cours de la révolution allemande de 1918, durant la révolution hongroise de 1919, dans le mouvement du prolétariat italien de septembre 1920, dans la grève générale anglaise de 1926, pendant l'insurrection viennoise de 1927, durant la révolution chinoise de 1925-1927, à des degrés différents et sous des formes diverses, c'est toujours la même contradiction politique qui s'exprime : devant une situation révolutionnaire mûre, non seulement dans ses bases sociales mais souvent par l'esprit combatif des masses, il manque le facteur subjectif, c'est-à-dire un parti révolutionnaire de masse, ou bien, si ce parti existe, une direction perspicace et courageuse lui fait défaut. Il est évident que la faiblesse des partis communistes et de leur direction n'est pas tombée du ciel; elle est le produit de tout le passé de l'Europe. Etant donné la maturité actuelle des contradictions révolutionnaires objectives, les partis révolutionnaires pourraient se développer à une allure rapide, si la direction de l'Internationale agissait judicieusement, activait le processus de maturation au lieu de le retarder. Si, en général, la contradiction constitue le ressort le plus important du mouvement en avant, alors, actuellement, pour l'Internationale communiste – ou tout au moins pour sa partie européenne –, le ressort principal du mouvement historique qui la pousse en avant doit être constitué par la compréhension claire de la contradiction qui existe entre la maturité générale de la situation objective (malgré les flux et les reflux) et le manque de maturité du parti international du prolétariat.

Si l'on ne comprend pas de façon large, généralisée, dialectique, que l'époque actuelle est celle des brusques retournements, on ne saurait éduquer vraiment les jeunes partis, diriger judicieusement la stratégie de la lutte des classes, en combiner valablement les procédés tactiques, ni surtout changer d'armes brusquement, audacieusement, résolument, lors de chaque nouvelle situation. Or deux ou trois jours de changement brusque décident parfois du sort de la révolution internationale pour des années.

Le chapitre du projet consacré à la stratégie et à la tactique parle de la lutte du parti pour le prolétariat *en général*, de la grève générale et de l'insurrection *en général*, mais il n'analyse nullement le caractère particulier et le rythme interne de l'époque actuelle; si on ne comprend pas ce rythme en théorie, si on ne le « sent » pas en politique, on ne peut constituer une direction véritablement révolutionnaire.

Voilà pourquoi ce chapitre est si pédant, si pauvre, si inconsistant du commencement à la fin.

3. – LE III^e CONGRÈS ET LA QUESTION DE LA PERMANENCE DU PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE SELON LÉNINE ET BOUKHARINE

Dans le développement politique de l'Europe après la guerre, on peut distinguer trois périodes : la première va de 1917 à 1921, la seconde de mars 1921 à octobre 1923, et la troisième d'octobre 1923 à la grève générale anglaise, et même jusqu'à aujourd'hui.

Le mouvement révolutionnaire des masses après la guerre était tout à fait suffisant pour renverser la bourgeoisie. Mais il n'y avait personne pour le faire. La social-démocratie, à la tête des vieilles organisations de la classe ouvrière, rassembla toutes ses forces pour sauver le régime bourgeois. Comme nous nous attendions, pendant cette période, à ce que le prolétariat prît le pouvoir, nous pensions que le parti révolutionnaire mûrirait très vite dans le feu de la guerre civile. Mais les délais ne coïncidèrent point. La vague de l'après-guerre se retira avant que, dans leur lutte contre la social-démocratie, les partis communistes eussent grandi et se fussent assez renforcés pour diriger l'insurrection.

En mars 1921, le Parti communiste allemand fait une tentative pour utiliser le reflux et abattre d'un coup l'État bourgeois. La pensée qui guidait le Comité central allemand était de sauver la République des soviets (la théorie du socialisme dans un seul pays n'avait pas encore été proclamée). Il se trouva, cependant, que pour vaincre, la résolution de la direction et le mécontentement des masses ne suffisaient pas ; il fallait toute une série d'autres conditions, et d'abord une liaison étroite entre la direction et les masses, la confiance des masses dans la direction. Cette condition manquait.

Le III^e Congrès de l'Internationale communiste prend place entre la seconde et la troisième période; constatant que les ressources politiques et l'organisation des partis communistes ne permettent pas de conquérir le pouvoir, il lance le mot d'ordre « vers les masses », c'est-à-dire vers la conquête du pouvoir *par la conquête préalable des masses*, dans leur vie quotidienne et dans leur lutte. Même dans une époque révolutionnaire, les masses vivent, malgré tous les changements, la vie de tous les jours.

Cette manière d'aborder le problème se heurta, lors du Congrès, à une résistance dont Boukharine était l'inspirateur théorique. Il se plaçait alors au point de vue de sa révolution permanente et non de celle de Marx : *puisque* le capitalisme est fini, *alors* il faut mener sans relâche l'offensive révolutionnaire afin d'arracher la victoire. La position de Boukharine se ramène toujours à des syllogismes de ce genre.

Il est évident que je n'ai jamais partagé cette théorie de Boukharine sur la révolution « permanente »; elle ne peut concevoir dans le processus révolutionnaire aucune discontinuité : période de stagnation, reculs, revendications provisoires, etc. Au contraire, dès les premiers jours d'Octobre, j'ai combattu cette caricature de la révolution permanente.

Quand, comme Lénine, j'évoquais l'incompatibilité entre la Russie soviétique et le monde impérialiste, j'avais en vue la grande courbe de la stratégie et non pas ses sinuosités tactiques. Au contraire, Boukharine, avant de se transformer en son contraire, a invariablement développé sa caricature scolastique de la conception marxiste de la révolution continue. Durant l'époque du « communisme de gauche », Boukharine estimait que la révolution n'admettait ni retraites ni compromis provisoires avec l'ennemi. Longtemps après Brest-Litovsk – où mon attitude n'eut rien de commun avec celle de Boukharine –, celui-ci, avec toute l'aile ultra-gauche de l'Internationale communiste d'alors, adopta la ligne des journées de mars 1921 en Allemagne, estimant que si l'on « n'électrisait » pas le prolétariat en Europe, que s'il n'y avait pas de nouvelles explosions révolutionnaires, le pouvoir des soviets irait inévitablement à sa perte. Bien que j'eusse conscience des dangers réels qui menaçaient ce pouvoir, je n'en luttais pas moins, la main dans la main avec Lénine, lors du III^e Congrès, contre cette parodie putschiste de la conception marxiste de la révolution permanente. Durant ce Congrès, nous avons répété des dizaines de fois aux gauchistes impatients : ne vous hâtez pas de nous

sauver, vous ne feriez que nous perdre, vous et nous ; suivez le chemin de la lutte systématique pour conquérir les masses, pour arriver à la prise du pouvoir; nous avons besoin de votre victoire et non pas d'un combat mené dans des conditions défavorables ; nous, en Russie soviétique, avec la N.E.P., nous maintiendrons nos positions et nous irons quelque peu de l'avant; vous pourrez encore venir en temps voulu à notre aide, si vous préparez vos forces et si vous profitez d'une situation favorable.

Même après le Xe Congrès, qui interdit la formation des fractions, Lénine prit cependant l'initiative de créer le noyau d'une nouvelle fraction pour lutter contre l'ultra-gauchisme ; dans nos réunions restreintes, il posait nettement la question des voies à suivre ultérieurement, si le IIIe Congrès en venait à adopter la position de Boukharine. Notre « fraction » d'alors ne s'élargit pas, car le front des adversaires diminuait sensiblement dès le Congrès.

Naturellement, Boukharine s'écartait à gauche du marxisme plus que les autres. A ce même Congrès et après lui, il combattit une de mes idées : l'inéluctabilité d'un relèvement de la conjoncture économique en Europe. Je pensais qu'après une série de défaites du prolétariat, ce relèvement, loin de porter un coup à la révolution, déclencherait au contraire une nouvelle poussée révolutionnaire. S'en tenant à sa permanente scolastique de la crise économique comme de la révolution (dans son ensemble, Boukharine me combattit longuement, jusqu'au moment où les faits le forcèrent à reconnaître – comme toujours avec beaucoup de retard – qu'il s'était trompé.

Lors des IIIe et IVe Congrès, Boukharine combattit la politique du front unique et des revendications transitoires, en partant de sa conception mécanique de la permanence du processus révolutionnaire.

Dans toute une série d'autres questions, qu'elles soient de détail ou de première importance, on pourrait suivre la lutte de ces deux tendances : la conception marxiste, synthétique, du caractère continu de la révolution prolétarienne, et d'autre part la parodie du marxisme, qui n'est nullement une particularité individuelle de Boukharine. Mais c'est inutile : au fond, l'attitude actuelle de Boukharine relève de la même scolastique ultra-gauche de la révolution « permanente » mais à rebours. Par exemple, si, jusqu'en 1923, Boukharine estimait que sans crise économique et sans guerre civile permanentes en Europe, la République des soviets périrait, aujourd'hui, en revanche, il a découvert une recette qui permet de se passer de la révolution internationale pour construire le socialisme. La permanence boukharinienne ainsi retournée n'est pas devenue meilleure ; trop souvent, les dirigeants actuels de l'Internationale communiste combinent l'opportunisme de leur attitude présente avec l'esprit d'aventure qui les animait hier, et inversement.

Le IIIe Congrès fut un jalon important. Ses enseignements demeurent vivants et féconds encore aujourd'hui. Le IVe Congrès n'a fait que les rendre plus concrets. Le mot d'ordre du IIIe Congrès ne disait pas simplement : *vers les masses*, mais : *vers le pouvoir par la conquête préalable des masses*. Après que la fraction dirigée par Lénine (et qu'il appelait significativement l'aile « droite »), eut vigoureusement rappelé le Congrès à plus de retenue, Lénine, à la fin, réunit une petite conférence au cours de laquelle il lança cet avertissement prophétique : « Souvenez-vous qu'il importe simplement de bien prendre l'élan pour accomplir le saut révolutionnaire ; la lutte pour les masses, c'est la lutte pour le pouvoir. »

Les événements de 1923 ont montré que cette position léniniste n'était pas toujours acceptée, non seulement par les « dirigés » mais aussi par de nombreux dirigeants.

4. –LES ÉVÉNEMENTS DE 1923 EN ALLEMAGNE ET LES LEÇONS D'OCTOBRE

Une nouvelle période dans l'évolution de l'Internationale communiste s'ouvre avec les événements de 1923 en Allemagne. L'occupation de la Ruhr par les troupes françaises (au début de 1923), signifiait une rechute de l'Europe dans le chaos guerrier. Bien que ce second accès de la maladie fût incomparablement plus faible que le premier, il fallait s'attendre dès le début, à des complications révolutionnaires aiguës, car il s'abattait sur une Allemagne profondément épuisée. La direction de l'Internationale communiste n'en tint pas compte en temps voulu. Le Parti communiste allemand suivait encore le mot d'ordre du IIIe Congrès, mot d'ordre qui l'avait certes éloigné de la voie du putschisme menaçant, mais qui fut assimilé de façon unilatérale. Nous avons déjà vu qu'à notre époque de brusques revirements, ce qui est le plus difficile pour une direction révolutionnaire, c'est de savoir, au moment propice, prendre le pouls de la situation politique, percevoir son changement brusque et donner en temps voulu un ferme coup de barre. Une direction révolutionnaire n'acquiert pas de telles qualités, simplement en prêtant serment à la dernière circulaire de l'Internationale communiste : leur conquête exige, outre des bases théoriques indispensables, l'expérience personnelle et la pratique d'une véritable autocritique. Ce n'est pas sans peine que fut effectué le revirement brutal qui conduisait de la tactique des journées de mars 1921 à l'activité révolutionnaire systématique, dans la presse, dans les réunions, dans les syndicats, au Parlement. Quand la crise due au revirement fut surmontée, grandit le danger de voir se développer une nouvelle déviation unilatérale de caractère nettement opposé. La lutte quotidienne pour la conquête des masses retient toute l'attention ; elle crée sa propre routine dans la tactique et empêche de voir les problèmes stratégiques qui découlent des changements survenus dans la situation objective.

Durant l'été 1923, la situation intérieure de l'Allemagne, en raison surtout de la faillite de la tactique de résistance passive, prit un caractère catastrophique. Il devenait parfaitement clair que la bourgeoisie allemande ne réussirait à sortir de cette situation « sans issue » que si le Parti communiste allemand ne comprenait pas clairement ce fait, et n'en tirait pas pour son action toutes les conclusions révolutionnaires nécessaires. Mais le Parti communiste, qui avait justement la clef entre les mains, ouvrit les portes à la bourgeoisie.

Pourquoi la révolution allemande n'a-t-elle pas abouti à la victoire ? Les causes de l'échec tiennent entièrement à la tactique et non aux conditions ou au hasard. Nous avons là l'exemple classique d'une situation révolutionnaire manquée. Le prolétariat allemand aurait marché au combat, s'il avait pu se convaincre que, cette fois, le problème de la révolution était nettement posé, que le Parti communiste était prêt à aller à la bataille, qu'il était capable d'assurer la victoire. Non seulement les droitiers, mais aussi les gauchistes, en dépit de la lutte acharnée qu'ils se livraient, envisagèrent jusqu'en septembre-octobre, avec un grand fatalisme, le processus du développement de la révolution.

Mais c'est à un pédant – et non à un révolutionnaire – qu'il s'agissait d'analyser maintenant jusqu'à quel point la conquête du pouvoir aurait été « garantie » avec une politique juste. Contentons-nous de citer un magnifique témoignage de la *Pravda*, dû strictement au hasard, puisqu'il fut tout à fait isolé et contredit par tous les autres jugements que formula ce journal :

« Si, en mai 1924, devant une certaine stabilisation du mark, une certaine consolidation de la bourgeoisie, le passage des couches moyennes et de la petite bourgeoisie aux nationalistes, après une crise profonde du »

parti, après une cruelle défaite du prolétariat, si après tout cela les communistes ont réussi à recueillir 3 700 000 voix, il est clair qu'en octobre 1923, dans une crise sans précédent de l'économie, la désagrégation complète, des classes moyennes, la confusion la plus grande parmi les rangs de la social-démocratie, alors que des contradictions internes, puissantes et brutales, affaiblissaient la bourgeoisie et que la combativité des masses prolétariennes dans les centres industriels était extraordinairement grande, il est clair qu'alors le Parti communiste avait avec lui la majorité de la population; il aurait pu et dû combattre, avec toutes les chances de réussir » (Pravda, 25 mai 1924).

Citons encore les paroles d'un délégué allemand – qui nous est inconnu – au Ve Congrès :

« Il n'existe pas, en Allemagne, un seul ouvrier conscient qui ne sache que le parti aurait dû engager alors le combat et non l'éviter. Les dirigeants du Parti communiste allemand ont oublié que le rôle du parti est d'avoir sa valeur propre; c'est là une des causes principales de la défaite d'octobre » (Pravda, 24 juin 1924).

Durant les discussions, on a raconté bien des choses sur ce qui s'est passé en 1923, et surtout durant le second semestre, dans les sphères du Parti communiste allemand et de l'Internationale communiste; mais ce qui a été dit est souvent loin de ce qui s'est effectivement passé. C'est surtout Kuusinen qui a créé de la confusion dans ces questions : en 1924-1926, il avait pour tâche de démontrer que la direction de Zinoviev avait été salutaire, puis à partir d'une certaine date de 1926, il se mit à prouver que la direction de Zinoviev avait été funeste. Ce qui donne à Kuusinen l'autorité nécessaire à la formulation responsable de pareils jugements, c'est le fait que lui-même, en 1918, a fait tout ce qui était dans la mesure de ses modestes forces pour faire périr la révolution du prolétariat finlandais.

Plus d'une fois, on a tenté de m'attribuer, après coup, une certaine responsabilité dans la ligne d'action de Brandler : en U.R.S.S., cela s'est fait à mots couverts, car trop nombreux étaient ceux qui savaient ce qui s'était réellement passé ; en Allemagne, on y allait ouvertement car personne ne savait rien. C'est tout à fait par hasard que j'ai entre les mains un fragment imprimé évoquant la lutte tendue qui, sur le plan idéologique, s'est déroulée dans notre Comité central, au sujet des problèmes de la révolution allemande. Dans les matériaux relatifs à la Conférence de janvier 1924, le Bureau politique m'accusa nettement d'avoir eu une position méfiante et hostile à l'égard du Comité central du Parti communiste allemand au cours de la période qui précéda sa capitulation. Voici ce qu'on raconte dans ces textes :

« Le camarade Trotsky avant de quitter la séance du Comité central (plénium de septembre 1923) prononça un discours qui émut profondément tous les membres du Comité central; il prétendait que la direction du PC allemand ne valait rien, que le Comité central, pénétré de fatalisme, ne faisait que bayer aux corneilles, etc. Par suite, déclara le camarade Trotsky, la révolution allemande est condamnée à périr. Ce discours produisit sur tous les assistants une impression déprimante. Mais l'énorme majorité des camarades a estimé que cette philippique se rattachait à un épisode (?) sans rapport avec la révolution allemande qui s'était produit au Plénium du Comité central et que ce discours ne correspondait pas à la situation objective » (Matériaux pour la Conférence du Parti communiste russe, janvier 1924, p. 14 - souligné par nous-).

Quelle que soit l'interprétation donnée par les membres du Comité central à ma mise en garde, qui n'était pas la première, elle était uniquement inspirée par les soucis que m'inspirait le sort de la révolution allemande. Hélas, la suite des événements me donna entièrement raison, en particulier parce que la majorité du Comité central du parti dirigeant, de son propre aveu, ne comprit pas en temps opportun que mon avertissement « correspondait » absolument à la « situation objective ». Certes, je n'ai pas proposé de remplacer hâtivement le Comité central brandlérien par quelque autre (une pareille substitution, à la veille d'événements décisifs, aurait été une simple démonstration d'aventurisme) ; dès l'été de 1923, j'avais proposé une façon plus opportune et plus décisive d'aborder la question du passage à l'insurrection et, en conséquence, de la mobilisation de nos forces pour aider le Comité central du Parti allemand. La tentative ultérieure pour m'attribuer une solidarité avec la ligne de conduite du Comité central brandlérien, dont les erreurs n'ont fait que refléter les fautes générales de la direction de l'Internationale communiste, s'explique surtout par le fait que, après la capitulation du parti allemand, je me suis opposé à ce que l'on fit de Brandler un bouc émissaire, quoique je jugeais ou plutôt parce que je jugeais la défaite allemande infiniment plus sérieuse que ne l'estimait la majorité du Comité central. Dans ce cas, comme dans d'autres, je me suis dressé contre un système inadmissible qui, pour payer rançon à l'infailibilité de la direction centrale, détrône périodiquement les directions nationales, soumises alors à une persécution sauvage et même chassées du parti.

Dans *Les leçons d'Octobre*, écrites sous l'impression de la capitulation du Comité central allemand, je développais l'idée que, dans les conditions actuelles, une situation révolutionnaire peut, en quelques jours, être perdue pour plusieurs années. Fait difficilement croyable, cette opinion fut qualifiée de « blanquiste » et d'« individualiste ». Les innombrables articles écrits contre *Les leçons d'Octobre* montrèrent à quel point l'expérience de la Révolution d'Octobre était totalement oubliée et combien ses leçons étaient insuffisamment assimilées. Attribuer aux masses la responsabilité des fautes de la direction ou réduire en général le rôle de cette dernière pour diminuer sa culpabilité est une attitude typiquement menchévique ; elle vient d'une incapacité à comprendre dialectiquement la « superstructure » en général, la superstructure de la classe qu'est le parti, la superstructure du parti qu'est son centre dirigeant. Il y a des périodes où Marx et Engels ne pourraient faire avancer d'un seul pouce le développement historique même en le cravachant; il en est d'autres où des hommes de faible stature, s'ils sont à la barre, peuvent retarder le développement de la révolution internationale pour toute une série d'années.

Les tentatives récentes pour présenter les faits comme si j'avais répudié *Les leçons d'Octobre* sont complètement absurdes. Il est vrai que j'ai reconnu une « erreur » secondaire : quand j'ai écrit *Les leçons d'Octobre*, c'est-à-dire dans l'été de 1924, il m'a semblé que Staline avait eu, à l'automne de 1923, une attitude plus à gauche (c'est-à-dire centre-gauche) que Zinoviev. Je n'étais pas au courant de la vie intérieure du groupe jouant le rôle de centre secret de la fraction qui s'était constituée dans l'appareil de la majorité. Les documents publiés après la scission de ce groupe fractionnel, surtout la lettre purement brandlérienne de Staline à Zinoviev et Boukharine (le texte de cette lettre se trouve plus loin dans ce livre, dans *Qui dirige aujourd'hui l'Internationale communiste*), m'ont convaincu que le jugement que j'avais porté sur ce groupe de personnalités était faux; toutefois cette inexactitude ne se rapporte pas au fond des problèmes posés. De fait, l'erreur sur les personnes n'est pas grave; le centrisme est capable, il est vrai, de grands zigzags vers la gauche, mais – l'évolution de Zinoviev l'a démontré à nouveau – il est incapable de suivre une orientation révolutionnaire quelque peu systématique.

Les idées que j'ai développées dans *Les leçons d'Octobre* conservent aujourd'hui toute leur force. Il y a plus : depuis 1924, elles ont été encore confirmées.

Parmi les nombreuses difficultés de la révolution prolétarienne, il en est une tout à fait précise, concrète, spécifique; elle découle de la situation et des tâches de la direction révolutionnaire du parti. Lors d'un revirement brusque des événements, les partis même les plus révolutionnaires risquent de se laisser dépasser et de proposer les mots d'ordre ou les méthodes de lutte d'hier pour des tâches et des besoins nouveaux.

Or, il ne peut y avoir, en général, de revirement plus brusque que celui que crée la nécessité d'une insurrection du prolétariat. C'est là que surgit le danger : il se peut que la direction du parti, la politique du parti dans son ensemble ne correspondent pas à la conduite de la classe et aux exigences de la situation.

Quand la vie politique se déroule avec une relative lenteur, de pareilles discordances finissent par se résorber; elles provoquent des dommages, mais ne causent pas de catastrophes. En revanche, en période de crise révolutionnaire aiguë, on manque précisément *de temps* pour surmonter le déséquilibre et, en quelque sorte, rectifier le front sous le feu ; les périodes pendant lesquelles la crise révolutionnaire atteint sa plus grande acuité connaissent, par leur nature même, une évolution rapide. La discordance entre la direction révolutionnaire (hésitations, oscillations, attente, tandis que la bourgeoisie attaque furieusement) et les tâches objectives peut, en quelques semaines et même en quelques jours, provoquer une catastrophe qui ruine le bénéfice de nombreuses années de travail. Il est évident que le déséquilibre entre la direction et le parti, ou bien entre le parti et la classe, peut jouer en sens opposé : c'est le cas lorsque la direction devance le développement de la révolution, en confondant le cinquième mois de gestation avec le neuvième. L'exemple le plus éclatant d'un déséquilibre de ce genre s'est produit en Allemagne, en mars 1921. Nous avons vu là-bas se manifester dans le parti une violente « maladie infantile de gauche », et par suite le putschisme (aventurisme révolutionnaire). Ce danger est tout à fait réel, même pour l'avenir. Les leçons du IIIe Congrès de l'Internationale communiste gardent ici toute leur force. Mais l'expérience allemande nous a cruellement montré un danger de nature contraire : la situation est mûre et la direction est en retard. Quand la direction réussit à s'aligner sur la situation, celle-ci change : les masses se retirent et le rapport des forces devient brusquement défavorable.

Dans l'échec allemand de 1923, sont certainement impliquées beaucoup de particularités nationales, mais on y trouve aussi des traits typiques qui rendent manifeste un danger général. On pourrait définir ce danger comme *la crise de la direction révolutionnaire à la veille du passage à l'insurrection*. La base du parti prolétarien, par sa nature même, n'est guère encline à subir la pression de l'opinion publique bourgeoise. Mais, le fait est connu, certains éléments des couches supérieures et moyennes du parti subissent, inévitablement, à un degré plus ou moins grand, l'influence de la terreur matérielle et intellectuelle exercée par la bourgeoisie au moment décisif. On ne peut fermer les yeux pour ne pas voir ce danger. Sans doute n'existe-t-il point de recette salutaire bonne dans tous les cas, mais le premier pas dans une lutte contre un péril, c'est d'en comprendre la source et la nature. L'apparition inévitable ou le développement d'un groupe de droite dans chaque parti communiste au cours de la période du « pré-Octobre » reflète, d'une part, les difficultés objectives immenses et les dangers du « saut », et, d'autre part, la pression furieuse de l'opinion publique bourgeoise. C'est là le fondement et la signification d'un groupe de droite. C'est précisément pour cela qu'on voit inévitablement surgir dans les partis communistes hésitations ou réticences au moment où elles sont les plus dangereuses. Chez nous, en 1917, l'hésitation s'empara d'une minorité dans les couches supérieures du parti, mais elle fut vaincue grâce à la sévère énergie de Lénine. En Allemagne, c'est la direction dans son ensemble qui hésita, et cette hésitation se transmit au parti et à travers lui à la classe. Ce ne sont pas les dernières crises que connaîtra une direction lors de moments historiques décisifs. Réduire ces crises inévitables au plus petit nombre possible constitue une des tâches les plus importantes de chaque parti communiste et de l'Internationale communiste dans son ensemble. On ne peut y parvenir que si l'on a compris l'expérience d'octobre 1917 (et le fondement politique de l'Opposition de droite qui, à l'époque, existait au sein de notre parti) en la confrontant avec l'expérience du Parti communiste allemand de 1923.

C'est en cela que réside le sens des *Leçons d'Octobre*.

5. - L'ERREUR STRATÉGIQUE RADICALE DU Ve CONGRÈS

A partir de la fin de 1923, nous avons vu une série de documents de l'Internationale communiste et entendu une série de déclarations de ses dirigeants au sujet de « l'erreur de rythme » commise en automne 1923; on s'y réfère inévitablement à Marx, qui lui aussi, dit-on, se serait trompé en fixant des délais. En même temps, et volontairement, on ne précise pas si « l'erreur de rythme » de l'Internationale communiste vient de ce qu'on a sous-estimé ou au contraire surestimé la proximité du moment critique de la prise du pouvoir. Conformément au régime de comptabilité double qui est devenu, au cours des dernières années, une tradition de la direction, on a laissé la place libre à l'une et à l'autre de ces interprétations.

Il n'est cependant pas difficile de conclure, de toute la politique de l'Internationale communiste durant cette période, qu'au cours de 1924 et d'une bonne partie de 1925, sa direction a estimé que le point culminant de la crise allemande n'était pas encore atteint. Il ne convenait donc pas de se référer à Marx. Si, parfois, il est arrivé à Marx de voir la révolution plus proche qu'elle ne l'était effectivement, on ne trouve aucun cas où il n'aurait pas reconnu son visage quand elle s'avavançait ni où il se serait obstiné à prétendre que la situation demeurerait révolutionnaire alors qu'elle avait nettement évolué.

Lors de la XIIIe Conférence du Parti communiste russe, Zinoviev déclara, en lançant la formule à double sens de « l'erreur de rythme » :

« Le Comité central et l'Internationale communiste doivent vous dire que si des événements semblables se reproduisaient, dans la même situation, il nous faudrait faire la même chose » (*Pravda*, 25 janvier 1924, n° 20).

Cette déclaration sonnait comme une menace. Le 2 février 1924, Zinoviev déclara lors de la Conférence du Secours Rouge international que dans toute l'Europe la situation était la suivante :

« L'on ne pouvait s'attendre là-bas, ni à un bref intervalle de tranquillité même seulement apparente, ni à une pacification quelconque... L'Europe entre dans une phase d'événements décisifs... L'Allemagne va, semble-t-il, vers une guerre civile aiguë... » (*Pravda*, 2 février 1924).

Au début de février 1924, dans une résolution sur les leçons des événements d'Allemagne, le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste déclare :

« Le Parti communiste allemand ne doit pas retirer de l'ordre du jour la question de l'insurrection et de la conquête du pouvoir.

Au contraire (!) cette question doit être posée devant nous concrètement et dans toute son urgence » (*Pravda*, 7 février 1924).

Le 26 mars 1924, le Comité exécutif de l'Internationale communiste écrivait dans son message au Parti communiste allemand :

« L'erreur de jugement sur l'allure des événements [laquelle ? L.T.] qui se produisit en octobre 1923 causa de grosses difficultés à notre parti. Mais ce n'est rien qu'un épisode¹⁵. Le jugement fondamental demeure » (*Pravda*, 20 avril 1924 – souligné par nous –).

De tout ceci, le Comité exécutif de l'Internationale communiste tire la conclusion suivante :

« Le Parti communiste allemand doit, comme auparavant, continuer de toutes ses forces son travail d'armement des ouvriers » (*Pravda*, 19 avril 1924).

L'immense drame historique de 1923 – l'abandon sans combat d'une position révolutionnaire grandiose – était considéré, six mois après, comme un épisode! « Rien qu'un épisode ». Jusqu'à ce jour, l'Europe subit encore les conséquences extrêmement pénibles de cet « épisode ». Le fait que, pendant quatre ans, l'Internationale communiste ait pu ne pas réunir son Congrès et l'écrasement continu de l'aile gauche en son sein constituent dans une égale mesure un résultat de « l'épisode » de 1923.

Le Ve Congrès se réunit huit mois après la défaite du prolétariat allemand, quand toutes les conséquences de la catastrophe étaient déjà manifestes. Ce dont on avait le plus urgent besoin, c'était d'examiner le présent plutôt que de prévoir l'avenir. Les tâches essentielles du Ve Congrès auraient dû consister, d'abord à nommer clairement et impitoyablement la défaite par son nom, à mettre à nu sa cause « subjective », sans permettre à personne de s'abriter derrière les conditions objectives; deuxièmement, à établir qu'une nouvelle étape commençait, où les masses allaient se retirer, la social-démocratie grandir et le Parti communiste perdre de son influence; troisièmement, à préparer à ce recul l'Internationale communiste pour qu'elle ne soit pas prise à l'improviste, à l'armer des méthodes nécessaires aux batailles défensives et à consolider son organisation jusqu'au prochain changement de situation.

Dans toutes ces questions, le Congrès adopta l'attitude opposée.

Lors du Congrès, Zinoviev définit en ces termes la signification de ce qui s'était passé en Allemagne :

« Nous attendions la révolution allemande, mais elle n'est pas venue » (*Pravda*, 22 juin 1924).

En réalité, la révolution était en droit de leur répondre : moi, je suis venue, mais vous, messieurs, étiez en retard au rendez-vous.

Les dirigeants du Congrès considéraient, comme Brandler, que nous avions « surestimé » la situation, tandis qu'en réalité « nous » lui avions attribué, trop tard, un trop faible prix. Zinoviev se consolait facilement de sa prétendue « surestimation »; le mal principal, il le voyait ailleurs :

« Avoir surestimé la situation n'est pas le pire. Le pire, comme l'a montré l'exemple de la Saxe, c'est qu'il y a eu dans les rangs du parti beaucoup de survivances de la social-démocratie » (*Pravda*, 24 juin 1924).

Zinoviev ne voyait pas la catastrophe, et il n'était pas le seul. Avec lui, tout le Ve Congrès passa à côté de la plus grande défaite de la révolution mondiale. Les événements d'Allemagne furent surtout analysés sous l'angle de la politique des communistes... au Landtag de Saxe. Dans sa résolution, le Congrès approuva le Comité exécutif pour avoir :

« condamné l'attitude opportuniste du Comité central allemand et surtout la déviation de la tactique du front unique pendant l'expérience gouvernementale de Saxe » (*Ibid.*).

C'est un peu comme si un assassin était condamné « surtout » pour ne pas avoir enlevé son chapeau en entrant dans la maison de sa victime.

« L'expérience de Saxe – insistait Zinoviev – a créé une situation nouvelle. Elle menaçait d'inaugurer la liquidation de la tactique révolutionnaire de l'Internationale communiste » (*Ibid.*).

Puisque « l'expérience de Saxe » était condamnée et Brandler destitué, il s'ensuivait qu'il ne restait plus qu'à passer à l'ordre du jour.

« Les perspectives politiques générales – dit Zinoviev et, avec lui, le Congrès – demeurent essentiellement celles d'autrefois. La situation porte en elle-même la révolution. De nouvelles batailles de classe sont déjà de nouveau en cours, une lutte géante se déroule..., etc. » (*Ibid.*).

Qu'il est fragile et mal assuré, pareil « gauchisme », dont le tamis retient des moustiques et laisse passer des chameaux! Ceux qui savaient voir la situation avec de bons yeux, qui soulignaient l'importance de la défaite d'Octobre, qui prévoyaient l'inévitabilité d'une longue période de reflux révolutionnaire et d'une consolidation provisoire (« stabilisation ») du capitalisme (avec toutes les conséquences politiques qui en découlent), ceux-là, les dirigeants du Ve Congrès tentaient de les flétrir comme des opportunistes et des liquidateurs de la révolution. C'était là l'objectif principal de Zinoviev et de Boukharine. Ruth Fischer qui, avec eux, sous-estimait la défaite de l'année passée, notait chez l'Opposition russe

« la disparition de la perspective de la révolution mondiale, l'absence de foi dans la proximité des révolutions allemande et européenne, un pessimisme sans espoir, la liquidation de la révolution européenne, etc. » (*Pravda*, 25 juin 1924).

Inutile d'expliquer que les fauteurs les plus directs des défaites étaient les plus ardents à crier contre les « liquidateurs », c'est-à-dire contre ceux qui ne voulaient pas appeler les défaites des victoires. Ainsi, Kolarov tonnait contre Radek, qui avait eu l'audace de considérer la défaite du Parti bulgare comme décisive :

« Ni en juin, ni en septembre, la défaite du parti ne fut décisive. Le Parti communiste de Bulgarie est solide et se prépare à de nouvelles batailles » (*Discours du camarade Kolarov au Ve Congrès*).

A la place de l'analyse marxiste des défaites, l'irresponsable fanfaronnade bureaucratique s'étale sur toute la ligne. La stratégie bolchevique est incompatible avec la suffisante et inerte *kolarovtchina*.

Dans les travaux du Ve Congrès, il y a eu beaucoup de choses justes et indispensables. La lutte contre les tendances de droite qui tentaient de relever la tête ne pouvait être différée. Mais cette lutte s'est égarée dans la confusion et a dévié, du fait du

¹⁵ Il est à remarquer que, dix ans plus tard, après l'arrivée de Hitler au pouvoir, la première réaction de l'Internationale communiste (rapport de F. Heckert adopté unanimement en avril 1933) fut de présenter ce tragique événement d'une manière similaire, comme une péripétie qui n'arrêterait pas la progression de la classe ouvrière allemande.

jugement faux porté sur la situation; toutes les cartes ont été brouillées, et on a classé dans le camp de la droite ceux qui, simplement, comprenaient mieux et plus clairement les journées d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Si les gauchistes d'alors avaient triomphé au IIIe Congrès, Lénine, pour les mêmes raisons, aurait été classé dans l'aile droite, avec Levi, Clara Zetkin et d'autres. La confusion idéologique qu'a engendrée la fausse orientation politique du Ve Congrès est devenue, par la suite, une source de nouveaux et grands malheurs.

Le jugement politique formulé par le Congrès fut entièrement appliqué aussi dans le domaine économique. Les symptômes de la consolidation économique de la bourgeoisie allemande ont été niés ou ignorés. Varga, qui présente toujours les faits économiques sous l'éclairage de la tendance politique dominante, signalait cette fois-ci encore dans son rapport :

« Il n'existe pas de perspectives d'un assainissement du capitalisme » (Ve Congrès, Pravda, 28 juin 1924).

Un an après, quand l'assainissement fut, avec quelque retard, rebaptisé « stabilisation », Varga le découvrit soigneusement... après coup. Mais à ce moment l'Opposition était déjà accusée de ne pas admettre la stabilisation, car elle avait eu l'audace d'en constater le début depuis un an et demi, et dès 1925 elle signalait les tendances qui la menaçaient (*Où va l'Angleterre ?*) .

Le Ve Congrès regardait les processus politiques fondamentaux et les groupes idéologiques dans le miroir courbe de la fausse orientation : c'est de là qu'est née la résolution classant l'Opposition russe dans les « déviations petites-bourgeoises ». L'histoire, à sa façon, a corrigé cette erreur deux ans après, en forçant Zinoviev, l'accusateur principal du Ve Congrès, à reconnaître publiquement que le noyau central de l'Opposition de 1923 avait eu raison dans les questions fondamentales de la lutte.

L'erreur stratégique du Ve Congrès a entraîné l'incompréhension des processus qui se déroulaient dans la social-démocratie allemande et internationale.

Au Congrès, on ne fit que parler de son déclin, de sa désagrégation, de son écroulement. Se référant aux résultats des dernières élections parlementaires, qui donnèrent 3 700 000 voix au Parti communiste, Zinoviev disait :

« Si, en Allemagne, nous avons au Parlement la proportion de 62 communistes pour 100 social-démocrates, cela doit prouver à chacun combien nous sommes proches de la conquête d'une majorité dans la classe ouvrière allemande » (Pravda, 22 juin 1924).

Zinoviev ne comprenait absolument pas la dynamique du processus : l'influence du Parti communiste ne grandit pas mais baisse, au cours de cette année-là et des suivantes; les 3 700 000 voix n'étaient qu'un reste remarquable de l'influence décisive que le parti avait exercée sur la majorité du prolétariat allemand ; lors des vérifications ultérieures, ce chiffre devait inévitablement tomber.

Alors qu'au cours de l'année 1923, la social-démocratie s'effilochoit comme une natte pourrie, au contraire, après la défaite de la révolution, elle se redressa systématiquement et prospéra, en partie au détriment du communisme. Parce que nous l'avions prévu – comment pouvait-on ne pas le prévoir ? –, on attribua notre prescience à notre « pessimisme ».

Est-il encore besoin de démontrer, maintenant, après les dernières élections de mai 1928 qui ont vu la social-démocratie recueillir plus de neuf millions de voix, que nous avons raison, quand au début de 1924 nous disions et nous écrivions que la renaissance de la social-démocratie pour une certaine période était inévitable, et que les « optimistes » se trompaient grossièrement en lui chantant alors des *Requiem* ? Ce fut le Ve Congrès surtout qui commit cette lourde erreur.

La seconde jeunesse de la social-démocratie, qui a tous les traits de l'été de la Saint-Martin, n'est évidemment pas éternelle. Sa mort est inévitable. Mais l'échéance n'en est fixée nulle part. Elle dépend aussi de nous. Pour réduire les délais, il faut savoir regarder les faits en face, distinguer en temps voulu les changements de la situation politique, appeler défaite une défaite, apprendre à prévoir les lendemains.

Si la social-démocratie allemande représente encore une force multimillionnaire dans la classe ouvrière, cela tient à deux raisons immédiates : premièrement, la défaite capitulaire du Parti communiste allemand durant l'automne de 1923; deuxièmement, la fausse orientation stratégique du Ve Congrès.

Si en janvier 1924, le rapport des électeurs communistes aux électeurs sociaux-démocrates était presque de 2 à 3, en revanche, quatre ans et demi après, la proportion s'est abaissée ; elle n'est plus que de 1 à 3 ; autrement dit, durant cette période prise dans son ensemble, nous nous sommes non pas rapprochés mais éloignés de la conquête de la majorité de la classe ouvrière. Et cela, malgré le renforcement incontestable de notre parti au cours de l'année dernière, renforcement qui – avec une politique juste – peut et doit être le point de départ de la véritable conquête de la majorité. .

Nous reviendrons encore, plus loin, sur les conséquences politiques de la position du Ve Congrès. Mais n'est-il pas clair, dès maintenant, qu'on ne peut parler sérieusement de stratégie bolchevique, si l'on ne sait embrasser du regard aussi bien l'ensemble de la courbe dessinée par notre époque que ses différentes sinuosités, lesquelles, à chaque moment donné, ont pour la direction du parti la même importance que les virages de la voie pour le mécanicien de la locomotive? Marcher à pleine vitesse dans un tournant conduit inévitablement à rouler sur le talus.

Pourtant, c'est seulement il y a quelques mois que, de façon plus ou moins nette, la *Pravda* a reconnu l'exactitude du jugement que nous avions formulé précisément dès la fin de 1923. Le 28 janvier de cette année, la *Pravda* écrivait :

« La phase de relative (!) apathie et dépression qui a commencé après la défaite de 1923 et qui a permis au capital allemand de consolider ses positions, touche à sa fin. »

La « relative » dépression qui débuta à l'automne de 1923 ne touche à sa fin qu'en 1928. Ces paroles qui ont plus de quatre ans de retard représentent une condamnation impitoyable de la fausse orientation du Ve Congrès, et aussi du système de direction qui, loin de divulguer et d'éclairer les erreurs commises, les couvre, augmentant ainsi la confusion idéologique.

Un projet de programme qui ne porte pas de jugement sur les événements de 1923 ni sur la faute radicale commise par le Ve Congrès, ne fait que tourner le dos aux véritables problèmes de la stratégie révolutionnaire du prolétariat pendant l'époque impérialiste.

6. – « L'ÈRE DÉMOCRATICO-PACIFIQUE » ET LE FASCISME

La capitulation du Parti communiste allemand à l'automne de 1923, la disparition de la terrible menace prolétarienne avaient nécessairement affaibli non seulement la position du Parti communiste, mais aussi celle du fascisme. Une guerre civile sape les

conditions dans lesquelles s'exerce l'exploitation du capitalisme, même s'il la gagne. Dès ce moment, c'est-à-dire dès la fin de 1923, nous étions intervenus contre une surestimation des forces du fascisme allemand et du danger qu'il représentait et nous avons insisté sur le fait que pendant une certaine période le fascisme serait refoulé à l'arrière-plan, tandis que l'avant-scène politique serait occupée par les groupements démocratiques et pacifiques (Bloc des Gauches en France, *Labour Party* en Angleterre) dont le renforcement contribuerait à faire grandir, de nouveau, la social-démocratie allemande. Au lieu de comprendre ce processus inévitable et d'organiser la lutte suivant une ligne de front *nouvelle*, la direction officielle a continué à identifier fascisme et social-démocratie et à prédire leur mort commune au cours de la guerre civile proche.

La question du fascisme et de la social-démocratie était liée au problème des relations entre les États-Unis et l'Europe. C'est la défaite de la révolution allemande en 1923 qui a permis au capitalisme américain d'aborder de front la réalisation de ses plans « pacifiques » (pour le moment) destinés à réduire l'Europe au servage. Dans ces conditions, il fallait poser le problème américain dans toute son ampleur. Pourtant la direction du Ve Congrès est tout simplement passée à côté. La direction a uniquement considéré la situation intérieure de l'Europe, sans voir qu'un ajournement prolongé de la révolution européenne avait déplacé, d'un coup, l'axe des rapports mondiaux, qui devenait une offensive de l'Amérique contre l'Europe. Cette offensive prenait le caractère d'une « consolidation » économique de l'Europe, de sa normalisation, de sa pacification et de « l'assainissement » des principes démocratiques. Non seulement le petit bourgeois ruiné, mais aussi l'ouvrier du rang se disaient : si le Parti communiste n'a pas su triompher, peut-être la social-démocratie donnera-t-elle non pas la victoire (on n'attend pas cela d'elle), mais un morceau de pain, en ranimant l'industrie grâce à l'or américain. Il aurait fallu comprendre que l'infâme fiction du pacifisme américain doublé de dollars devait devenir (après la défaite de la révolution allemande) et devenait le facteur politique le plus important de la vie de l'Europe. La social-démocratie allemande se gonfla grâce à ce levain et, dans une grande mesure, c'est aussi grâce à lui que prospérèrent les radicaux français et le *Labour Party*.

Pour faire face à ce nouveau front ennemi, on aurait dû montrer que l'Europe bourgeoise ne pouvait vivre et subsister que comme vassal financier des États-Unis, et que le pacifisme de ces derniers ne reflétait que leur aspiration à imposer à l'Europe un rationnement de famine. Mais, au lieu de partir de cette perspective pour lutter contre la social-démocratie et son nouveau culte de l'américanisme, la direction de l'Internationale communiste tourna la pointe de son arme dans le sens opposé : on nous attribua une théorie mesquine et imbécile sur l'impérialisme normalisé, sans guerre ni révolution, reposant sur le rationnement américain.

Au cours de cette même séance de février où le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste, quatre mois avant le Congrès, mit à l'ordre du jour du parti allemand l'insurrection « dans toute son urgence concrète », ce Présidium appréciait ainsi la situation en France où, justement, approchaient des élections parlementaires de « gauche » :

« Cette animation préélectorale touche aussi les partis les plus médiocres et les plus insignifiants, et même les groupements politiques morts. Ainsi, le Parti socialiste, sous les rayons des proches élections, se ranime et s'étale... » (Pravda, 7 février 1924).

Alors qu'en France se préparait manifestement une vague de gauchisme pacifiste petit-bourgeois qui, touchant également de larges milieux ouvriers, affaiblissait tout aussi bien le parti du prolétariat que les détachements fascistes du capital, alors que, en d'autres termes, la victoire du « Bloc des Gauches » approchait, la direction de l'Internationale communiste partait d'une perspective directement opposée et niait absolument la possibilité d'une phase de pacifisme ; à la veille des élections de mai 1924, elle parlait du Parti socialiste français, c'est-à-dire du défenseur de l'aile gauche du pacifisme petit-bourgeois, comme d'un groupement politique « déjà mort ». Dans une lettre spéciale adressée à la délégation du Parti communiste (bolchevique) de l'U.R.S.S., nous avons alors protesté contre ce jugement porté à la légère sur le Parti social-patriote. Ce fut en vain ! La direction de l'Internationale communiste considérait avec entêtement que fermer les yeux pour ne pas voir les faits, c'est faire preuve de « gauchisme ». Telle fut l'origine de la polémique sur le pacifisme démocratique, polémique qui, défigurée, désaxée et encrassée, comme toujours, au cours des dernières années, a apporté tant de trouble dans la conscience des partis de l'Internationale communiste. Les représentants de l'Opposition furent accusés d'avoir des préjugés réformistes, simplement parce que nous ne partagions pas ceux de la direction de l'Internationale communiste et parce que nous avons prévu que la défaite sans combat du prolétariat allemand amènerait inévitablement sur la scène, après une brève intensification des tendances fascistes, les partis petits-bourgeois, et renforcerait la social-démocratie.

Nous avons déjà signalé plus haut que, lors de la Conférence du Secours Rouge international, trois ou quatre mois avant la victoire du *Labour Party* en Angleterre et du Bloc des Gauches en France, Zinoviev, polémiquant manifestement contre moi, déclara :

« Dans presque toute l'Europe, la situation est telle qu'on ne peut s'attendre même à un bref intervalle de tranquillité ni à une pacification quelconque... L'Europe entre dans une phase d'événements décisifs... L'Allemagne va, semble-t-il, vers une guerre civile aiguë » (Pravda, 2 février 1924).

Zinoviev paraît avoir totalement oublié que déjà lors du IVe Congrès, en 1922, j'avais réussi, en commission – face à une résistance assez entêtée de lui-même et de Boukharine – à introduire un amendement (assez atténué, il est vrai) dans la résolution du Congrès ; cet amendement parlait de la proche instauration d'une ère « pacifique-démocratique », qui constituerait probablement une étape du déclin politique de l'État bourgeois et servirait d'antichambre à la domination du communisme ou... du fascisme.

Au Ve Congrès, qui se réunit après l'apparition des gouvernements de « gauche » en Angleterre et en France, Zinoviev se souvint, très à propos, de mon amendement et le lut à haute voix :

« La situation politique internationale dans le temps présent est caractérisée par le fascisme, l'état de siège et la vague de terreur blanche contre le prolétariat. Mais ceci n'exclut pas la possibilité que, dans un avenir très proche, dans les pays les plus importants, une « ère démocratique et pacifique se substitue à la réaction bourgeoise ouverte. »

Zinoviev ajouta avec satisfaction :

« Cela a été dit en 1922. Ainsi, il y a un an et demi, l'ère démocratique-pacifique fut nettement prédite par l'Internationale communiste » (Pravda, 22 juin 1924).

La vérité est la vérité. La prévision dont on me fit longtemps grief comme d'une déviation « pacifiste » qui serait *ma* déviation et non celle du cours des événements) s'était réalisée à point au moment du Ve Congrès, dans la lune de miel des ministères Mac Donald et Herriot. Il en va malheureusement ainsi, en général, avec les prévisions.

Il faut ajouter que Zinoviev et la majorité du Ve Congrès prirent trop à la lettre l'ancienne perspective de « l'ère pacifique et démocratique » comme étape de la désagrégation du capitalisme. C'est ce que prêcha Zinoviev au Ve Congrès : « L'ère démocratique-pacifique est un symptôme de la désagrégation du capitalisme. » Il le dit de nouveau dans son discours de clôture :

« Je répète que précisément l'ère démocratique-pacifique est un symptôme de la désagrégation du capitalisme et de sa crise incurable » (Pravda, 1^{er} juillet 1924).

Cela aurait été vrai s'il n'y avait eu la crise de la Ruhr, si le développement s'était réalisé plus régulièrement, sans ce « saut » de l'histoire. Cela aurait été doublement et triplement vrai si le prolétariat allemand avait triomphé en 1923. Alors, le régime de Mac Donald et d'Herriot n'aurait eu que le sens du « kerenskysme » anglais et français. Mais le déclenchement de la crise de la Ruhr posa nettement la question de savoir qui serait le maître dans la maison. Ce n'est pas une victoire que remporta le prolétariat allemand, c'est une défaite décisive qu'il connut, et cela sous une forme telle que cette défaite devait encourager et renforcer au plus haut point la bourgeoisie allemande. La foi dans la révolution fut sapée dans toute l'Europe pour toute une série d'années. Dans ces conditions, les gouvernements Mac Donald et Herriot ne représentaient nullement un kerenskysme ni, en général, une désagrégation de la bourgeoisie : ils pouvaient et devaient devenir les éphémères précurseurs de gouvernements bourgeois plus sérieux, plus solides et plus sûrs d'eux-mêmes. Le Ve Congrès ne le comprit pas ; en effet, n'ayant pas estimé à leur juste mesure les proportions de la catastrophe allemande, l'ayant réduite à la simple comédie du *Landtag* de Saxe, il ne vit pas que le prolétariat d'Europe, sur tout le front, avait déjà commencé une retraite politique ; que la tâche à accomplir était, non pas l'insurrection mais la mise en place d'une orientation nouvelle, batailles d'arrière-garde, consolidation des positions du parti dans le domaine de l'organisation, surtout au sein des syndicats.

En rapport avec ces problèmes, se développa sur la fascisme une polémique tout aussi défigurée et désaxée. L'Opposition expliquait que la bourgeoisie ne fait avancer son épaulement fasciste qu'au moment où un péril révolutionnaire immédiat menace les bases mêmes de son régime, lorsque les organes normaux de son État bourgeois se révèlent insuffisants. En ce sens, le fascisme actif est un état de guerre civile menée par la société capitaliste contre le prolétariat insurgé. En revanche, la bourgeoisie est obligée de faire avancer son épaulement de gauche, la social-démocratie, surtout dans deux moments : dans les temps qui précèdent la guerre civile afin de tromper, d'apaiser et de désagréger le prolétariat, ou bien après une sérieuse défaite des larges masses du peuple, quand pour rétablir le régime normal on est forcé de les mobiliser dans la vie parlementaire, et avec elles les ouvriers qui n'ont plus confiance dans la révolution. Pour contredire cette analyse théoriquement indiscutable, que tout le cours de la lutte a vérifiée, la direction de l'Internationale communiste avança une affirmation absurde et simpliste sur l'*identité* de la social-démocratie et du fascisme¹⁶. En partant du fait incontestable que la social-démocratie est tout aussi attachée que le fascisme aux bases fondamentales de la société bourgeoise et qu'elle est toujours prête au moment du danger à faire avancer ses Noske, la direction de l'Internationale communiste raya d'un trait toute différence politique entre social-démocratie et fascisme, effaçant en même temps la distinction entre la période de guerre civile ouverte et la période de « normalisation » de la lutte des classes. En un mot, on renversa, brouilla et confondit tout pour conserver l'apparence d'une orientation vers le développement immédiat de la guerre civile, comme si rien de spécial ne s'était passé, à l'automne de 1923, en Allemagne et en Europe : simplement un épisode !

Pour montrer la direction et le niveau de cette polémique, on doit citer l'article de Staline *A propos de la situation internationale* (Pravda, 20 septembre 1924).

« Certains pensent – disait Staline en polémiquant contre moi – que la bourgeoisie est venue au « pacifisme » et à la « démocratie » non pas par nécessité, mais de sa propre volonté, par l'effet de son libre arbitre. »

Deux conclusions politiques d'importance suivaient cette thèse fondamentale, d'ordre historique et philosophique – sur laquelle il est inutile d'insister :

« Premièrement, il est faux que le fascisme ne soit qu'une organisation de combat de la bourgeoisie. Le fascisme n'est pas seulement une catégorie (?) militaire et technique. »

On ne peut comprendre pourquoi une organisation de combat de la société bourgeoise doit être considérée comme une « catégorie » technique et non politique. Mais alors qu'est donc le fascisme ? A cette question, il est répondu indirectement en ces termes :

« La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme. »

On peut dire que la social-démocratie est l'aile gauche de la société bourgeoise ; cette définition est tout à fait juste, à condition seulement qu'on ne l'entende pas de façon trop simpliste ; il ne faut pas oublier que la social-démocratie continue à entraîner des millions d'ouvriers ; elle est donc obligée de tenir compte dans certaines limites non seulement de la volonté de son patron bourgeois mais aussi des intérêts de son mandant prolétarien qu'elle escroque. Mais il serait absurde de définir la social-démocratie comme « l'aile modérée du fascisme ». Où se loge dans tout cela la société bourgeoise ? Pour s'orienter en politique, même de façon élémentaire, on ne doit pas tout ramasser en un seul tas, on doit distinguer et voir que la social-démocratie et le fascisme constituent les pôles du front bourgeois ; ils peuvent être unis au moment du danger mais n'en constituent pas moins deux pôles. Faut-il insister là-dessus aujourd'hui, après les élections de mai 1928, caractérisées à la fois par le déclin du fascisme et la croissance de la social-démocratie (à laquelle, soit dit en passant, le Parti communiste proposait cette fois encore de former le front unique de la classe ouvrière) ?

« Deuxièmement – dit l'article – il est faux que les batailles décisives aient déjà eu lieu, que le prolétariat ait été battu au cours de celles-ci, et donc que la bourgeoisie se soit consolidée. Il n'y a pas encore eu de combats décisifs, ne serait-ce que (?) parce qu'il n'y a pas eu encore de véritables partis bolcheviques de masse, »

La bourgeoisie n'a pu se consolider parce qu'il n'y a pas eu de batailles ; or, il n'y a pas eu de batailles, « ne serait-ce » que parce qu'il n'y avait pas de parti bolchevique. Ainsi, ce qui empêche la bourgeoisie de se renforcer... c'est l'absence d'un Parti bolchevique. En fait, c'est précisément parce qu'il n'y avait pas, non pas de parti, mais plutôt de *direction* bolchevique, que la bourgeoisie a pu rendre sa position plus solide. Si une armée en situation critique capitule devant l'ennemi sans combattre, cet

¹⁶ Avancée pour la première fois en 1924-1925, cette conception devait s'épanouir et servir de base à la politique de l'Internationale au cours de la « troisième période » qui devait suivre de peu le VI^e Congrès. A cette occasion, Trotsky développa et enrichit les arguments exposés ici (cf. Ecrits, t. III).

effondrement remplace parfaitement « une bataille décisive », en politique comme à la guerre. En 1850 déjà, Engels enseignait qu'un parti qui laisse échapper une situation révolutionnaire disparaît pour longtemps de la scène. Mais qui ignore donc encore que, ayant vécu « avant l'impérialisme », Engels est aujourd'hui périmé? C'est bien ce qu'écrit Staline :

« Sous l'impérialisme, il est impossible de livrer des combats pour le pouvoir, s'il n'existe pas de tels partis (bolcheviques). »

On en est réduit à penser que ces batailles étaient possibles du temps d'Engels, quand la loi du développement inégal n'avait pas été découverte.

Tout cet enchaînement de dissertations est couronné, comme il convient, par un pronostic politique :

« Enfin, il est également faux... que par le « pacifisme » le pouvoir de la bourgeoisie puisse se consolider, et la révolution être ajournée pour un temps indéterminé. »

Pourtant, l'ajournement s'est produit, non pas selon les pronostics de Staline, mais selon ceux d'Engels. Un an plus tard, quand il devint clair même pour des aveugles que la position de la bourgeoisie s'était renforcée et que la révolution avait reculé pour un temps indéterminé, Staline se mit à nous accuser de... ne pas admettre la stabilisation. Cette accusation devint particulièrement énergique quand la « stabilisation » commença à chanceler de nouveau, sous le choc de la nouvelle vague révolutionnaire qui s'avancait en Angleterre et en Chine. Il faut remarquer que la définition du fascisme et de ses rapports avec la social-démocratie telle qu'elle est donnée dans le projet (chap. II), malgré les équivoques qu'on a volontairement tolérées pour garder un lien avec le passé, est plus raisonnable et plus juste que le schéma stalinien cité plus haut, qui était au fond celui du Ve Congrès. Mais ce léger progrès ne résout pas la question. Un programme de l'Internationale communiste ne peut pas, après l'expérience de la dernière décennie, caractériser la situation révolutionnaire, montrer comment elle se forme et disparaît, sans signaler les erreurs classiques commises dans l'analyse de cette situation, sans expliquer comment le machiniste doit conduire dans les virages, sans inculquer aux partis cette vérité qu'il y a des moments où le succès de la révolution mondiale dépend de deux ou trois jours de lutte.

7. – POLITIQUE ULTRA-GAUCHE ET LEVAIN DE DROITE

Après la période de violent flux vint, en 1923, la période du long reflux qui, dans le langage stratégique, signifiait : retraite en ordre, batailles d'arrière-garde, retranchement dans les organisations de masse, revue de détail fourbissage et aiguisage des armes théoriques et politiques. Cette attitude fut appelée esprit de liquidation. Au cours des dernières années, on commit avec cette notion – comme avec d'autres appartenant au vocabulaire bolchevique – de grossiers abus : on n'enseignait pas et on n'éduquait pas, on jetait le trouble et on induisait en erreur. L'esprit de liquidation, c'est le renoncement à la révolution, c'est la substitution du réformisme à ses voies et à ses méthodes. La politique léniniste n'a rien de commun avec cet esprit, mais elle n'a rien à voir non plus avec l'attitude qui consiste à négliger les modifications de la situation objective, à maintenir verbalement la marche à l'insurrection alors que la situation a déjà changé, qu'on doit de nouveau prendre le chemin du travail parmi les masses, travail long, tenace, systématique, minutieux, pour préparer le parti à une nouvelle révolution.

L'homme a besoin d'une certaine sorte de mouvement quand il monte un escalier et d'une autre quand il le descend. La position la plus dangereuse est celle où l'homme, après avoir éteint sa chandelle, lève le pied pour monter tandis que devant lui les marches descendent. Les chutes, les bosses, les luxations sont alors inévitables. La direction de l'Internationale communiste a tout fait en 1924 pour empêcher la critique de s'exercer sur l'expérience de l'Octobre allemand, et en général toute critique. Elle répétait elle-même avec obstination : les ouvriers vont directement à la révolution; l'escalier conduit vers le haut. Il n'est donc pas étonnant que les directives du Ve Congrès, appliquées lors d'un reflux révolutionnaire, aient amené des chutes et des luxations politiques bien cruelles.

Le n° 5-6 du *Bulletin d'information de l'Opposition allemande* du 1er mars 1927 disait :

« La plus grande erreur de la gauche lors du Congrès du Parti (celui de Francfort, au printemps de 1924, où la direction passa à la gauche) fut qu'elle ne signala pas de façon suffisamment vigoureuse au Parti la gravité de la défaite de 1923, qu'elle ne tira pas les conclusions nécessaires, n'expliqua pas au Parti avec sang-froid et sans aucun embellissement les tendances de la stabilisation relative du capital, et de ce fait, ne formula ni le programme, ni les mots d'ordre de la période qui devait immédiatement suivre ; il eût été parfaitement possible de le faire, tout en stigmatisant brutalement, en toute raison et de toute nécessité, les thèses du programme » (souligné par moi – L.T.).

Ces lignes nous montrèrent alors qu'une partie de la gauche allemande qui, au Ve Congrès, avait participé à la lutte contre notre prétendu « esprit de liquidation », avait bien compris les enseignements de 1923-1924. Cette évolution rendit possible, par la suite, un rapprochement sur une base de principes.

L'année véritable du changement de situation fut 1924. Pourtant, ce n'est qu'un an et demi plus tard qu'on reconnut cette variation brusque (« stabilisation »). Il n'est donc pas étonnant que 1924 et 1925 aient été des années d'erreurs de gauche et d'expériences putschistes. L'aventure terroriste bulgare et l'histoire tragique de l'insurrection estonienne de décembre 1924 furent des explosions de désespoir, conséquences d'une orientation fautive. Ces tentatives destinées à violer le processus historique par la voie du putschisme amenèrent une récursive malchanceuse à Canton, à la fin de 1927 parce qu'elles ne furent pas soumises à la critique. Même de légères erreurs ne restent pas impunies en politique; à plus forte raison des fautes graves. Mais la plus grave des fautes est de dissimuler les erreurs commises, d'en contrecarrer mécaniquement la critique et d'empêcher à leur propos un jugement marxiste judicieux.

Nous n'écrivons pas l'histoire de l'Internationale communiste au cours des cinq dernières années. Nous ne faisons qu'illustrer par des faits, à propos des événements essentiels de cette période, les deux lignes stratégiques; nous soulignons ainsi, en même temps, le manque de vitalité du projet de programme pour qui toutes ces questions n'existent pas. Nous ne pouvons décrire ici, même en nous bornant à ses traits principaux, le tableau des difficultés insurmontables dans lesquelles se débattirent les partis de l'Internationale communiste, pris qu'ils étaient entre les directives du Ve Congrès et la réalité politique. Certes, ce n'est pas partout que cette contradiction provoqua des convulsions aussi funestes qu'en Bulgarie et en Estonie en 1924. Mais, partout, les partis se sentaient réduits à l'impuissance, ils ne pouvaient répondre aux aspirations des masses, ils avaient des œillères et perdaient le pas. Dans leur agitation et leur propagande, dans l'activité syndicale, à la tribune parlementaire, partout les communistes traînaient avec eux le boulet de la fautive position du Ve Congrès. Chaque parti, victime, à un degré plus ou moins élevé, de la fautive

orientation de départ, poursuivait des fantômes, négligeait les processus réels, transformait les mots d'ordre révolutionnaires en phrases ronflantes, se compromettait aux yeux des masses et perdait pied. Pour comble de malheur, alors comme aujourd'hui, la presse de l'Internationale communiste ne pouvait grouper et publier des faits et des chiffres concernant l'activité des partis communistes au cours des dernières années. Après les défaites, les fautes et les insuccès, la direction des épigones préfère battre en retraite et châtier aveuglément.

Comme les facteurs réels lui infligeaient un démenti toujours plus cruel, la direction devait mettre de plus en plus en avant des facteurs imaginaires. Perdant pied chaque jour davantage, le Comité exécutif de l'Internationale communiste se trouvait contraint de découvrir des forces et des jaillissements révolutionnaires là où il n'y en avait nulle trace, il devait se cramponner à des cordages pourris pour se maintenir en équilibre.

Comme se produisaient dans le prolétariat des déplacements manifestes vers la droite, l'Internationale communiste se mit à idéaliser la paysannerie, exagérant sans les passer au crible tous les symptômes de sa « rupture » avec la société bourgeoise, prêtant des teintes vives à toutes sortes d'organisations paysannes éphémères et adulant franchement les « démagogues paysans ».

A la tâche de l'avant-garde prolétarienne, qui doit lutter longuement et avec ténacité contre la bourgeoisie et la démagogie pseudo-paysanne pour influencer les couches les plus déshéritées des campagnes, on substituait de plus en plus l'espoir que la paysannerie jouerait un rôle révolutionnaire, direct et indépendant, à l'échelle nationale et internationale.

Au cours de 1924, c'est-à-dire pendant l'année de la « stabilisation », la presse communiste fut pleine de données tout à fait fantaisistes sur la puissance de l'Internationale paysanne qui venait d'être fondée¹⁷; son représentant, Dombal, disait dans un rapport que, six mois après sa création, elle comptait déjà plusieurs millions de membres.

C'est alors qu'éclata la scandaleuse affaire Raditch, le chef du Parti « paysan » croate qui, pour augmenter ses chances de devenir ministre dans Belgrade la blanche, fit passer sa route, qui venait de Zagreb la verte, par Moscou la rouge. Le 9 juillet 1924, Zinoviev raconte sa nouvelle « victoire » dans un bilan du Ve Congrès qu'il présente aux militants activistes de Leningrad :

« Actuellement, des déplacements importants se produisent dans la paysannerie. Vous avez certainement tous entendu parler du parti paysan croate de Raditch. Raditch se trouve en ce moment à Moscou. C'est un véritable chef populaire... Il est suivi unanimement par tous les paysans pauvres et moyens de Croatie... Raditch a décidé d'adhérer, au nom de son parti, à l'Internationale paysanne. Nous considérons cet événement comme capital. La fondation de l'Internationale paysanne est de la plus haute importance. Certains camarades ne voulaient pas croire qu'il en sortirait une grande organisation... Maintenant une grande masse auxiliaire vient à nous, la paysannerie » (Pravda, 22 juillet 1924).

Et ainsi de suite, sur le même mode.

Pour faire pendant à Raditch, « le vrai chef populaire », il y avait de l'autre côté de l'océan le chef La Follette. Afin de faire avancer plus rapidement la « masse auxiliaire » des fermiers américains, Pepper, le délégué de l'Internationale communiste, entraîna le jeune et faible Parti communiste américain dans une aventure absurde et honteuse, en créant autour de La Follette le *Workers and Farmers Party*¹⁸ pour renverser plus vite le capitalisme américain.

La bonne nouvelle d'une prochaine révolution aux États-Unis, qui s'appuierait sur les fermiers, occupait à cette époque tous les discours et articles des leaders officiels du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Dans son rapport, à une séance du Ve Congrès, Kolarov déclarait :

« Aux Etats-Unis, les petits fermiers ont formé un parti de fermiers et de paysans qui se radicalise de plus en plus, qui se rapproche des communistes, et qui se pénètre de l'idée de la création aux Etats-Unis d'un gouvernement ouvrier et paysan » (Pravda, 6 juillet 1924, n° 151).

Ni plus ni moins !

Green, du Nebraska, militant de l'organisation de La Follette, vint au Congrès paysan de Moscou ; lui aussi adhéra à quelque chose, puis, comme de coutume, lors de la Conférence de Saint-Paul, il contribua à faire échec au Parti communiste quand celui-ci tenta, sans grande vigueur, de mettre à exécution les grandioses intentions de Pepper, conseiller du comte Karoly, ultra-gauche du IIIe Congrès, réformateur du marxisme, un de ceux qui égorgèrent la révolution en Hongrie.

Le 29 août 1924, la *Pravda* se lamentait :

« Le prolétariat américain dans sa masse ne s'est pas encore élevé jusqu'à la compréhension de la nécessité d'un parti, même aussi collaborationniste que l'est le Labour Party anglais. »

Or, à peu près un mois et demi auparavant, dans son rapport aux militants de Léninegrad, Zinoviev déclarait :

« Plusieurs millions de fermiers, bon gré mal gré (!), sont directement poussés par la crise agraire vers la classe ouvrière » (Pravda, 22 juillet 1924).

Et directement vers le gouvernement ouvrier et paysan ! – ajoutait Kolarov. La presse répétait à loisir que se créerait bientôt en Amérique un *Workers and Farmers Party* qui ne serait pas purement prolétarien, mais qui serait tout de même un parti de classe, « pour renverser le capital ». Ce que signifie un caractère de classe qui n'est pourtant pas un caractère purement prolétarien, aucun astrologue ni de ce côté de l'océan ni de l'autre ne pourrait l'expliquer. En fin de compte, ce n'était que la forme pepperisée de l'idée des « partis ouvriers et paysans bipartites » dont nous reparlerons plus en détail à propos des leçons de la révolution chinoise. Qu'il suffise, ici, de signaler que la conception réactionnaire de partis non prolétariens qui seraient tout de même des partis de classe s'est développée en se fondant entièrement sur la prétendue politique de « gauche » de 1924, qui, pour camoufler ses échecs, s'accrochait à Raditch, à La Follette et aux chiffres gonflés de l'Internationale paysanne.

« Nous assistons actuellement – déclare Milioutine, académicien des lieux communs – à un processus

¹⁷ Une Internationale paysanne fut créée à Moscou en octobre 1923 sous l'égide de l'Internationale communiste. Elle n'eut qu'une activité restreinte et disparut au bout de quelques années sans qu'aucune communication officielle ait été faite à ce propos.

¹⁸ Le *Federated Farmer-Labor Party* fut formé en juin 1924 à Saint-Paul (Minnesota) avec l'aide des partisans du sénateur La Follette, du Wisconsin. A cette assemblée deux candidats non communistes furent désignés pour l'élection présidentielle de la même année, mais non le sénateur La Follette. Aussi ses partisans se retirèrent. En juillet 1924 l'expérience était terminée. A l'élection présidentielle, le Parti communiste présenta son candidat W. Foster, La Follette fut également candidat. Le premier recueillit 33 300 voix, le second 4 825 000 voix.

très significatif et très important : l'autonomie des masses paysannes qui se séparent de la bourgeoisie, l'intervention de la paysannerie contre le capitalisme et le renforcement de plus en plus grand du front unique de la paysannerie et de la classe ouvrière en lutte dans les pays capitalistes contre le système social » (Pravda, 27 juillet 1924).

Durant toute l'année 1924, la presse de l'Internationale communiste ne se lasse pas de parler de la « radicalisation » générale « des masses paysannes ». Comme si l'on pouvait attendre de cette radicalisation des paysans, un résultat valable, dans une période où manifestement les ouvriers vont à droite, où la social-démocratie se renforce et où la bourgeoisie se consolide !

Nous retrouverons la même erreur de vision politique à la fin de 1927 et au début de 1928, à propos de la Chine. Chaque fois qu'une profonde crise révolutionnaire s'est achevée par une grave défaite du prolétariat, décisive pour toute une période, on voit encore, longtemps après, éclater, dans les masses arriérées et semi-prolétariennes des villes et des campagnes, des sursauts d'indignation, de même que des ondes circulaires se forment après la chute d'un rocher dans l'eau. Si la direction accorde à ces ondes une valeur propre, en les interprétant, sans tenir compte des processus en cours dans la classe ouvrière, comme des signes de l'approche de la révolution, sachez-le, c'est un syndrome qui annonce des aventures semblables à celles d'Estonie ou de Bulgarie en 1924 ou de Canton en 1927.

Pendant cette même période d'ultra-gauchisme, le Parti communiste chinois fut harcelé jusqu'à ce qu'il se décidât à entrer, pour quelques années, dans le Kuomintang que le Ve Congrès déclara « parti sympathisant » (Pravda, 25 juin 1924), sans essayer sérieusement de définir son caractère de classe¹⁹.

Plus on va et plus se développe l'idéalisation de la « bourgeoisie nationale révolutionnaire », C'est de cette façon qu'en Orient aussi le faux cours de gauche, fermant les yeux sur la réalité et brûlant d'impatience, jette les bases de l'opportunisme qui lui succédera. C'est à Martynov que l'on fit appel pour sa codification; il était, pour le prolétariat chinois, un conseiller d'autant plus sûr qu'au cours des trois révolutions russes il avait trottiné derrière la petite bourgeoisie.

En cherchant à raccourcir artificiellement les délais, non seulement on se raccrochait à Raditch, à La Follette, aux millions de paysans de Dombal et à Pepper, mais on élaborait aussi, pour l'Angleterre, une perspective radicalement fausse. La faiblesse du Parti communiste anglais fit alors surgir le besoin de lui substituer au plus vite quelque force plus impressionnante. C'est alors qu'apparut une appréciation erronée des tendances du trade-unionisme anglais. Zinoviev laissa entendre qu'il considérait que la révolution passerait non pas à travers l'étroite porte du Parti communiste anglais, mais par le large portail des *trade-unions*. A la lutte que devait mener le Parti communiste pour conquérir les masses organisées dans les *trade-unions*, on substitua l'espoir d'utiliser au plus vite, dans des buts révolutionnaires, l'appareil tout fait des *trade-unions*. Par la suite, ce fut cette façon de voir qui fit se développer la politique du Comité anglo-russe [Note. A la suite des visites réciproques d'une délégation des syndicats britanniques dirigée par Purcell à Moscou et d'une délégation des syndicats soviétiques dirigée par Tomskey en mai 1925 au Congrès des Trade-Unions, fut signé un protocole créant un Comité anglo-russe des syndicats pour œuvrer en faveur de l'unité syndicale. Les syndicats étaient alors divisés internationalement entre la Fédération syndicale internationale, siégeant à Amsterdam, et l'Internationale syndicale rouge, siégeant à Moscou. Lorsque les dirigeants des *trade-unions* en 1926 torpillèrent la grève générale et la grève des mineurs, Trotsky demanda au Bureau politique et au Comité exécutif de l'Internationale communiste que les syndicats soviétiques se retirent de ce Comité pour ne pas couvrir de leur autorité l'action des dirigeants syndicaux britanniques. Cette demande fut repoussée. Ce sont les dirigeants britanniques qui prirent l'initiative de la rupture, invoquant l'ingérence des syndicats soviétiques dans leurs affaires intérieures en raison du soutien financier qu'ils avaient accordé aux grévistes. Fin de la note], laquelle porta un coup aussi bien à l'Union soviétique qu'à la classe ouvrière anglaise ; seule la défaite subie en Chine eut encore plus de gravité.

Les leçons d'Octobre, écrites dès l'été 1924, réfutent en ces termes l'idée qu'on doit hâter la marche des événements, en s'appuyant au besoin, comme le montrèrent les développements ultérieurs, sur un Purcell ou un Cook :

« La révolution prolétarienne ne peut triompher sans parti, en dehors du parti, en passant à côté du parti,

¹⁹ Après la défaite de la Révolution de 1911, un réveil se manifesta le 4 mai 1919. Dans la même année éclatèrent les premières grèves ouvrières. Le Parti communiste fut fondé en 1920, son Premier Congrès se tint à Shanghai en 1921. En 1922, le délégué de l'Internationale communiste, Maring (Sneevliet), proposa l'entrée individuelle dans le Kuomintang. En 1925 un pouvoir du Kuomintang fut installé dans la province de Canton, avec l'aide des ouvriers armés et des cadets de l'Académie militaire de Whampoa (près de Canton) fondée en 1924 avec l'aide des Soviétiques et dirigée par Tchang Kaï-chek. Dans la même année, il y eut une vague de grèves en Chine, notamment à Shanghai et le boycott de Hong-kong.

En janvier 1926, le Congrès du Kuomintang était dominé par son aile gauche, dirigée par Wan Tin-wei. Le 06 mars 1926, Tchang Kaï-chek se livra à un premier coup de force, en arrêtant de nombreux communistes et sympathisants. Wan Tin-wei se retira. Ces faits furent cachés au Comité exécutif de l'Internationale communiste ; en revanche, une grande place fut accordée aux propos anti-impérialistes de Tchang Kaï-chek lors du Congrès du Travail en mai 1926.

En juillet 1926, les troupes du Kuomintang commencèrent leur marche vers le nord. Elle servit de prétexte à l'arrêt des grèves à Canton, Hong-kong, etc. Les victoires militaires s'accompagnèrent d'un afflux dans les organisations de masses, de la croissance du mouvement paysan. Vers la fin de 1926 et le début de 1927, le pouvoir fut transporté sur le Yang-tsé. Un gouvernement de Tchang Kaï-chek et de l'aile droite s'organisa à Nanchang, tandis qu'à Han-kéou se formait un gouvernement de l'aile gauche dirigée par Wan Tin-wei; il comprenait deux communistes (au Travail et à l'Agriculture). A l'approche des troupes, il y eut des soulèvements à Shanghai : le premier du 19 au 24 février, le second, qui fut victorieux, le 21 mars. Les troupes de Tchang Kaï-chek n'entrèrent dans la ville que le 26 mars. Le 3 avril, Trotsky écrit une mise en garde contre le « Pilsudsky chinois ». Le 5 avril, Staline déclare que « Tchang Kaï-chek s'est soumis à la discipline, que le Kuomintang est un bloc, une sorte de Parlement révolutionnaire ». Le 12 avril, Tchang Kaï-chek procède à un coup de force, une manifestation est attaquée à la mitrailleuse, il y a des milliers de victimes. A la suite de ces événements, la délégation de l'Internationale communiste, le 17 avril, soutient à Wuhan le centre du « Kuomintang de gauche » auquel participent des ministres communistes. Là, le 15 juillet, se produit une réédition du coup de Shanghai. La victoire de la contre-révolution est complètement assurée. Une période de massacres systématiques la suit, on évalue au bas mot à 25 000 le nombre des communistes tués. En août 1927, la direction de Moscou opère un tournant. Elle déclare que la bourgeoisie a trahi. Une nouvelle direction est substituée à celle de Tchen Dou-siou, rendu coupable de la défaite. Le 1er août, à Nanchang, des troupes du Kuomintang influencées par les communistes se soulèvent. Ce soulèvement échoue. En septembre 1927, le mot d'ordre des soviets est mis en avant. La nouvelle direction du Parti communiste veut exploiter des querelles qui avaient éclaté au sein du Kuomintang à Canton (une fraction avait procédé à un coup d'Etat en novembre). Elle fixe l'insurrection au 13 décembre (c'est le jour de l'ouverture du XVe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique à Moscou). Un soviet est désigné d'en haut. Le soulèvement est avancé au 10 décembre. Le 13, il est totalement réprimé. La deuxième révolution chinoise est définitivement écrasée (cf. Harold ISAACS, *La tragédie de la révolution chinoise, 1925-1927*).

par un succédané du parti. Telle est la principale leçon de la dernière décennie. Il est vrai que les syndicats anglais peuvent devenir un puissant levier de la révolution prolétarienne, ils peuvent même dans certaines conditions et pour une certaine période remplacer les soviets ouvriers. Mais ils ne peuvent jouer ce rôle en dehors du Parti communiste et à plus forte raison contre lui; ils ne peuvent le remplir qu'à condition que l'influence communiste devienne décisive dans les syndicats. Nous avons payé trop cher cette conclusion sur le rôle et l'importance du parti dans la révolution prolétarienne pour y renoncer aussi facilement ou simplement l'atténuer » (Vol. III, 1^{ère} partie, p. 9).

Le même problème est posé d'une façon plus large dans *Où va l'Angleterre ?*, livre qui, de la première à la dernière page, s'applique à démontrer que la révolution anglaise ne saurait passer, elle aussi, que par la porte communiste. En pratiquant une politique juste, courageuse, délivrée de toute illusion, le Parti communiste anglais peut mûrir et croître par bonds, et s'élever ainsi en quelques années au niveau de ses tâches.

Les illusions gauchistes de 1924 ont prospéré à partir d'une conception de droite. Pour cacher aux autres et se cacher à soi-même l'ampleur des fautes et des défaites de 1923, on nia qu'une orientation vers la droite s'opérait dans le prolétariat, et on exagéra de façon optimiste les développements révolutionnaires qui se produisaient dans les autres classes. Ainsi commença le glissement qui a conduit, d'une position prolétarienne, à la position du centrisme, c'est-à-dire de la petite-bourgeoisie. Avec l'affermissement de la stabilisation, ses partisans devaient, en un second temps, jeter leur masque ultra-gauchiste et se révéler comme de grossiers collaborationnistes, en U.R.S.S., en Chine, en Angleterre, en Allemagne, et partout.

8. – PÉRIODE DE GLISSEMENT CENTRE-DROIT

La politique des partis communistes les plus importants, établie d'après l'orientation décidée au Ve Congrès, montra vite sa complète inefficacité. Les fautes du pseudo-« gauchisme » qui retardèrent le développement des partis communistes, entraînèrent un nouveau changement empirique, à savoir un glissement accéléré vers la droite. Les Comités centraux de « gauche » de nombreux partis furent détrônés aussi abusivement qu'ils avaient été installés avant le Ve Congrès. Le gauchisme des aventuriers céda la place à un opportunisme ouvertement affiché, du type centre-droit. Pour faire comprendre le caractère et l'allure du revirement vers la droite dans les organisations, on doit encore rappeler qu'en septembre 1924 Staline, qui présidait à ce revirement, estimait que le passage de la direction du parti entre les mains des Maslov, Ruth Fischer, Treint, Suzanne Girault, etc., signifiait la bolchevisation des partis et répondait aux revendications des ouvriers bolcheviques qui vont vers la révolution et « veulent avoir des chefs révolutionnaires ».

« Le dernier semestre – écrivait Staline – est remarquable en ceci que la vie des partis communistes occidentaux a connu une cassure totale : la liquidation résolue des survivances sociales-démocrates, la bolchevisation des cadres du parti, l'isolement des éléments opportunistes » (Pravda, 20 septembre 1924).

Environ dix mois après, les « bolcheviks » authentiques, les « chefs révolutionnaires », étaient traités de sociaux-démocrates et de renégats, écartés de la direction et chassés du parti.

Bien que ce changement de dirigeants, réalisé souvent par des mesures mécaniques, grossières et déloyales de l'appareil, ait pris un caractère de panique, on ne peut tracer une ligne de démarcation idéologique précise entre la phase de politique ultra-gauche et la période de glissement opportuniste qui la suivit.

Sur les problèmes de l'industrie et de la paysannerie en U.R.S.S., de la bourgeoisie nationale, des partis « paysans » dans les pays capitalistes, du socialisme dans un seul pays et du rôle du parti dans la révolution prolétarienne, les tendances révisionnistes étaient en plein épanouissement en 1924-1925; dissimulées sous l'étendard de la lutte contre le « trotskysme », ces tendances trouvèrent une éclatante expression opportuniste dans les résolutions de la Conférence du Parti communiste (bolchevique) de l'U.R.S.S. en avril 1925.

L'orientation droitière, prise dans son ensemble, fut une tentative d'adaptation à demi-aveugle, empirique et tardive, au retard que la défaite de 1923 fit subir au développement de la révolution. Primitivement, Boukharine abordait la question en considérant le développement « permanent » de la révolution au sens le plus direct et le plus mécanique du terme. Il n'admettait ni « pause », ni interruption, ni retraite; il considérait comme un devoir révolutionnaire de poursuivre « l'offensive dans n'importe quelles conditions ».

L'article de Staline – *De la situation internationale* – cité plus haut, qui constitue une sorte de programme (ce fut la première intervention générale de Staline sur des problèmes internationaux), montre que le second auteur du projet, lors de la première période de lutte contre le « trostkysme », se força lui aussi à admettre la même conception mécanique de « gauche », selon laquelle ne se manifestaient toujours et invariablement que la « désagrégation » de la social-démocratie, la « radicalisation » des ouvriers, la « croissance » des partis communistes, « l'approche » de la révolution. Quant à celui qui regarde autour de lui et qui opère des distinctions, c'est un « liquidateur ».

Après la rupture qui se produisit dans la situation européenne en 1923, cette « tendance » eut besoin d'un an et demi pour éprouver une sensation nouvelle et, en pleine panique, se transformer radicalement. Dépourvue de toute compréhension synthétique de notre époque et des tendances qui l'animent, la direction s'oriente en tâtonnant (Staline) ou en complétant ses conclusions fragmentaires par des schémas scolastiques qu'elle a chaque fois renouvelés (Boukharine). C'est pourquoi sa ligne de conduite politique constitue, dans l'ensemble, un enchaînement de zigzags. Sa ligne idéologique est un kaléidoscope de schémas qui tendent à pousser à l'absurde chaque élément des zigzags stalinien.

Le VI^e Congrès agirait judicieusement s'il décidait la création d'une commission spéciale, chargée de réunir en un seul ensemble toutes les théories que Boukharine a inventées pour édifier sur elles son argumentation, à chaque étape, par exemple, du Comité anglo-russe ; il faudrait les disposer chronologiquement, les arranger en système si l'on voulait tracer le diagramme fébrile de la pensée qu'elles contiennent. Ce serait un diagramme stratégique riche en enseignements. Il en va de même pour la révolution chinoise, pour le développement économique de l'U.R.S.S. et pour toutes les autres questions de moindre importance. *Un empirisme aveugle multiplié par la scolastique*, telle est l'orientation qui n'a pas été impitoyablement condamnée.

Cet empirisme a eu des conséquences fatales dans les trois problèmes capitaux : la politique intérieure de l'U.R.S.S., la révolution chinoise et le Comité anglo-russe. Il s'est également manifesté, mais d'une façon moins claire et avec des résultats immédiats moins funestes, dans toutes les questions de la politique de l'Internationale communiste.

En ce qui concerne les problèmes intérieurs de l'U.R.S.S., le glissement a été caractérisé de façon suffisamment complète dans la *Plate-forme des bolcheviks-léninistes (Opposition)* : nous sommes obligés ici de nous borner à nous y référer. Cette plate-forme reçoit à présent une espèce de confirmation des plus inattendues : toutes les tentatives qu'a entreprises la direction actuelle du Parti communiste de l'U.R.S.S.(bolchevik), pour échapper aux conséquences de la politique de 1923-1928, sont fondées sur des arguments presque textuellement tirés de la *Plate-forme*, dont les auteurs et les partisans sont dispersés dans les prisons et les lieux d'exil. Le fait que les dirigeants actuels utilisent la *Plate-forme* par fragments, sans mettre aucun esprit de suite dans leurs actes, rend le nouveau revirement vers la gauche extrêmement précaire et incertain ; mais, en même temps, il confirme largement que la *Plate-forme* dans son ensemble exprime la politique de Lénine.

Quant à la question chinoise, nous sommes obligés de la soumettre à une analyse plus minutieuse, dans un chapitre spécial (le troisième), étant donné l'importance décisive de ce problème pour l'Internationale communiste, et parce que, dans la *Plate-forme*, il est présenté sous un jour extrêmement insuffisant, incomplet et parfois même inexact, à cause de Zinoviev. [Note . La plate-forme de l'Opposition de gauche préconisait un compromis sur la question chinoise, Trotsky n'ayant jamais été partisan de l'entrée du Parti communiste chinois dans le Kuomintang. Voici ce qu'il écrivit plus tard sur cette même question : « J'étais personnellement, dès le début c'est-à-dire depuis 1923, résolument opposé à ce que le Parti communiste rejoignit le Kuomintang, ainsi qu'à l'acceptation du Kuomintang dans « l'Internationale communiste ». Radek fut toujours avec Zinoviev contre moi. Les plus jeunes membres de l'Opposition étaient avec moi comme un seul homme. Rakovsky qui se trouvait à Paris n'était pas suffisamment informé. Jusqu'en 1926, j'ai toujours voté au Bureau politique de façon indépendante sur cette question, contre tous les autres. En 1925, en même temps que les thèses sur le chemin de fer de l'Est chinois, que j'ai citées dans la presse de l'Opposition, j'ai proposé une fois de plus que le Parti communiste quittât immédiatement le Kuomintang. Cette proposition fut unanimement repoussée et servit plus tard, très largement, de prétexte aux attaques. En 1926 et 1927, j'ai eu des conflits ininterrompus avec les zinovievistes sur cette question. Deux ou trois fois, nous fûmes au bord de la rupture. Notre centre de direction comportait en nombre sensiblement égal des membres des deux tendances alliées, car ce n'était après tout qu'un bloc. Dans le vote, la position de l'Opposition de 1923 fut trahie par Radek, par principe, et par Piatakov, par manque de principe. Notre fraction (celle de 1923), très irritée par ces attitudes, exigea que Radek et Piatakov fussent retirés du centre. Mais, comme sur ce problème la scission avec les zinovievistes n'aurait pas manqué de se produire, par décision générale on me demanda de renoncer publiquement à mon point de vue et d'en informer par écrit l'Opposition. Et c'est ainsi qu'il advint que la demande de retrait fut déposée par nous si tard, bien que le Bureau politique et le Comité central eussent toujours opposé mon point de vue au point de vue officiel de l'Opposition. Maintenant je puis dire avec certitude que j'ai commis une erreur en cédant formellement sur cette question » (écrit le 10 décembre 1930). Fin de la note].

En ce qui concerne le Comité anglo-russe, troisième étape par ordre d'importance dans l'expérience stratégique acquise par l'Internationale communiste au cours des dernières années, après tout ce qui a été dit par l'Opposition dans une série d'articles, de discours et de thèses, il ne nous reste plus qu'à établir ici un bref bilan.

Le point de départ du Comité anglo-russe fut, comme nous l'avons déjà vu, une aspiration impatiente à passer par-dessus le jeune Parti communiste, qui se développait trop lentement. Avant la grève générale, déjà, toute l'expérience en reçut un caractère erroné.

Le Comité anglo-russe n'était pas considéré comme une coalition occasionnelle, entre sphères supérieures, qui devrait être rompue et le serait d'une manière éclatante dès la première épreuve sérieuse, afin que fût compromis le Conseil général ; non, on l'envisageait – et non seulement Staline, Boukharine, Tomsy, etc., mais aussi Zinoviev – comme un « bloc amical » de longue durée, comme un instrument destiné à « révolutionnariser » systématiquement les masses ouvrières anglaises ; on voyait dans ce Comité, sinon la porte, du moins le seuil par où devrait passer la révolution du prolétariat anglais. De plus en plus, le Comité anglo-russe, qui fut une entente occasionnelle, se transformait en un organisme intangible placé au-dessus de la lutte des classes. On le vit nettement durant la grève générale.

L'entrée du mouvement de masse dans une phase ouvertement révolutionnaire rejeta dans le camp de la réaction bourgeoise les politiciens travaillistes libéraux qui étaient allés quelque peu vers la gauche. Consciemment et ouvertement, ils trahirent la grève générale, puis ils sapèrent et trahirent la grève des mineurs. Le réformisme renferme toujours la possibilité d'une trahison. Mais cela ne signifie pas que réformisme et trahison s'identifient à tout moment. Quand les réformistes font un pas en avant, on peut passer avec eux des accords provisoires. Mais, quand effrayés par le mouvement des masses, ils le trahissent, maintenir la coalition avec eux revient à tolérer les traîtres et à dissimuler la trahison.

La grève générale avait pour but d'exercer, par la force de cinq millions d'ouvriers, une pression unie contre les industriels et l'État, puisque la gestion de l'industrie charbonnière était le problème le plus important de la politique de l'État. A cause de la trahison de la direction, la grève fut sabotée dès sa première étape. C'était une grande illusion que de croire qu'après cet échec la grève économique des mineurs, seule, isolée, obtiendrait ce que la grève générale n'avait pas obtenu. *C'est en cela que résidait la force du Conseil général.* Par un froid calcul, il mena les mineurs à la défaite ; et des masses considérables d'ouvriers auraient dû se convaincre que les directives des Judas du Conseil général étaient « justes » et « raisonnables » !

Le maintien de la coalition amicale avec le Conseil général et l'aide donnée en même temps à la grève économique des mineurs contre laquelle il intervenait, paraissaient des manœuvres calculées pour que ceux qui se trouvaient à la tête des *trade-unions* pussent se tirer, avec un minimum de pertes, des épreuves les plus pénibles.

Les syndicats russes, du point de vue révolutionnaire, jouèrent un rôle très désavantageux et vraiment piteux. C'était un devoir évident d'aider la grève économique, même quand elle fut isolée ; entre révolutionnaires, il ne peut y avoir là-dessus d'opinions divergentes. Mais ce secours devait avoir non seulement un caractère financier, mais aussi un caractère révolutionnaire et politique. La direction syndicale russe devait dire franchement à la Fédération des Mineurs et à la classe ouvrière anglaise tout entière que la grève des mineurs n'avait de sérieuses chances de réussite que si, par son obstination, sa ténacité, son envergure, elle était prête à frayer la voie à *une nouvelle explosion de la grève générale*. On ne pouvait arriver à un tel résultat qu'en luttant directement et ouvertement contre le Conseil général, agence du gouvernement et des patrons charbonniers. La lutte pour la transformation de la grève économique en grève politique aurait dû signifier une guerre furieuse contre le Conseil général sur le terrain de la politique comme sur celui de l'organisation ; le premier acte devait en être la disparition du Comité anglo-russe, devenu un obstacle réactionnaire, un boulet que l'on traînait au pied.

Aucun révolutionnaire qui pèse ses paroles n'affirmera que dans cette voie la victoire était *assurée*. Mais ce n'est que dans cette voie qu'elle était *possible*. La défaite éventuelle aurait été une défaite essuyée sur un chemin qui pouvait *par la suite* conduire

au triomphe. Une telle défaite instruit, c'est-à-dire renforce les idées révolutionnaires dans la classe ouvrière. Au contraire, en ne soutenant que financièrement une grève corporatiste, qui traîna en longueur et finit par apparaître comme sans issue (corporatiste dans ses méthodes, elle était révolutionnaire et politique par ses buts), on ne fit qu'amener de l'eau au moulin du Conseil général, qui attendait tranquillement que la grève s'achevât par épuisement pour prouver qu'il avait « raison ». Il n'était évidemment pas facile d'attendre pendant plusieurs mois en jouant ouvertement le rôle de jaune. C'est dans cette période si critique que le Conseil général avait besoin d'un camouflage politique devant les masses : ce fut le Comité anglo-russe. Ainsi, les questions qui relevaient d'une lutte des classes à mort entre le capital anglais et le prolétariat, entre le Conseil général et les mineurs, semblaient se convertir en problèmes relevant de discussions amicales entre alliés d'une même coalition (Conseil général et direction syndicale russe) sur la meilleure voie à suivre dans le moment présent : celle de l'accord ou celle de la lutte économique isolée. La grève se termina inévitablement par un accord, c'est-à-dire trancha tragiquement la « discussion » amicale au profit du Conseil général.

Toute la politique du Comité anglo-russe, en raison de son orientation fautive, servit, du début jusqu'à la fin, à aider le Conseil général, à soutenir le Conseil général, à renforcer le Conseil général. Même le fait que pendant très longtemps l'esprit de sacrifice des ouvriers russes ait permis à la grève de tenir financièrement, servit non pas les mineurs, ni le Parti communiste anglais, mais toujours ce même Conseil général. A la suite du plus grand mouvement révolutionnaire que l'Angleterre ait connu depuis le Chartisme, le Parti communiste anglais s'est à peine accru, tandis que le Conseil général est plus solidement établi qu'avant la grève générale.

Tels sont les résultats de cette « manœuvre stratégique » unique en son genre.

Pour justifier l'entêtement dont on fit preuve afin de maintenir la coalition avec le Conseil général – on alla jusqu'à ramper vraiment devant lui, lors de la honteuse conférence de Berlin en avril 1927 – on eut recours, encore et toujours, à la « stabilisation ». Si la révolution tarde à venir, on doit se cramponner même à un Purcell. Cet argument, qui paraît extraordinairement profond à un fonctionnaire soviétique ou à un trade-unioniste du type de Melnitchansky, est en réalité un échantillon parfait d'empirisme aveugle, aggravé au surplus par la scolastique. Que signifie la « stabilisation », quand on applique cette expression à l'économie et à la politique anglaises, surtout en 1926-1927 ? Développement des forces de production ? Amélioration de la situation économique ? Espoirs accrus pour l'avenir ? Relative aisance et calme des masses ouvrières ? Absolument pas. La prétendue stabilisation du capitalisme britannique repose entièrement sur la force conservatrice des vieilles organisations ouvrières, dans toutes leurs tendances et nuances, face à la faiblesse et à l'indécision du Parti communiste anglais. La révolution est complètement mûre sur le plan des rapports économiques et sociaux en Angleterre. La question se pose uniquement au point de vue politique. Les bases principales de la stabilisation sont constituées par les directions du *Labour Party* et des *trade-unions* qui, en Angleterre, forment un tout, mais pratiquent la division du travail. Compte tenu de l'état d'esprit des masses ouvrières durant la grève générale, le rôle principal dans le mécanisme de la stabilisation capitaliste fut tenu, non plus par Mac Donald et Thomas, mais par Pugh, Purcell, Cook & Cie. Ils agissent et Thomas complète. Sans Purcell, Thomas perd tout point d'appui, et Baldwin en même temps que Thomas. Faux, diplomatique, carnavalesque, est le « gauchisme » de Purcell, qui fraternise tour à tour ou simultanément avec les gens d'Église et avec les bolcheviks, qui est toujours prêt non seulement à battre en retraite, mais encore à trahir : c'est lui qui constitue le principal frein à la révolution en Angleterre. *La stabilisation, c'est le purcellisme*. On voit par là quelle absurdité théorique exprime l'opportunisme aveugle quand il justifie par une illusoire « stabilisation » son bloc politique avec Purcell. Mais pour ébranler la « stabilisation », on devait d'abord battre en brèche le purcellisme. Dans ces conditions, garder devant les masses ouvrières ne fût-ce que l'ombre d'une solidarité avec le Conseil général, c'était le plus grand des crimes, la plus profonde des hontes.

Même la stratégie la plus juste n'amène pas toujours la victoire. On vérifie si un projet stratégique est juste en examinant s'il suit la ligne du véritable développement des forces de classes et s'il apprécie de façon réaliste les éléments de ce développement. La défaite la plus pénible, la plus honteuse et la plus funeste pour un mouvement – la défaite typiquement menchevique – est celle qui provient d'une fausse analyse des classes, d'une sous-estimation des facteurs révolutionnaires, d'une idéalisation des forces ennemies. Nos défaites en Chine et en Angleterre furent de cette espèce.

Qu'attendait-on du Comité anglo-russe pour l'U.R.S.S. ? En juillet 1926, au plénum du Comité central et de la Commission centrale de Contrôle réunis, Staline nous donnait cet enseignement :

« La tâche de ce bloc [Comité anglo-russe] consiste à organiser un vaste mouvement de la classe ouvrière contre de nouvelles guerres impérialistes et en général contre toute intervention visant notre pays et venant (plus particulièrement) d'une des grandes puissances impérialistes de l'Europe, et spécialement de l'Angleterre. »

En nous enseignant à nous, oppositionnels, qu'il faut « avoir le souci de défendre la première République ouvrière du monde contre l'intervention » (là-dessus, nous avions certainement besoin d'être instruits), Staline ajoutait :

« S'il se trouve que les syndicats réactionnaires anglais sont prêts à former avec les syndicats révolutionnaires de notre pays, une coalition contre les impérialistes contre-révolutionnaires du leur, pourquoi n'approuverions-nous pas ce bloc ? »

Si des « syndicats réactionnaires » étaient capables de lutter contre leurs propres impérialistes, ils ne seraient pas réactionnaires. Staline ne reconnaît plus la ligne de démarcation qui sépare les notions de *réactionnaire* et de *révolutionnaire*. Par routine, il qualifie les syndicats anglais de réactionnaires, mais il se fait de piteuses illusions sur leur « esprit révolutionnaire ». A la suite de Staline, le Comité de Moscou de notre parti faisait la leçon aux ouvriers de cette ville :

« Le Comité anglo-russe peut et doit jouer, et sans aucun doute jouera, un rôle énorme dans la lutte contre toutes sortes d'interventions dirigées contre l'U.R.S.S. Il devient le centre d'organisation des forces internationales du prolétariat, qui luttent contre les tentatives de toutes sortes auxquelles se livre la bourgeoisie internationale pour provoquer une nouvelle guerre » (Thèses du Comité de Moscou).

Que répondait l'Opposition ?

« Plus la situation internationale se tendra, et plus le Comité anglo-russe se transformera en instrument de l'impérialisme britannique et international. »

Une telle critique des espoirs staliniens mis en Purcell, considéré comme l'ange gardien de l'État ouvrier, fut, lors du même plénum, caractérisée par Staline comme le « passage du léninisme au trotskysme ».

« VOROCHILOV. – C'est juste.

« Une voix. – Vorochilov y a mis son sceau.

« TROTSKY. – Heureusement, tout cela se retrouvera dans le compte rendu sténographique. »

Oui, tout cela se trouve dans le compte rendu sténographique du plénum de juillet où des opportunistes aveugles, grossiers et déloyaux, osèrent lancer contre l'Opposition l'accusation de « défaitisme ».

Tout ce dialogue, que je suis dans l'obligation de citer d'après mon ancien article intitulé *A quoi s'attendait-on et qu'a-t-on obtenu?*, offre une leçon de stratégie infiniment plus riche d'enseignements que le texte pour séminaires que contient sur la stratégie le projet de programme. La question *A quoi s'attendait-on et qu'a-t-on obtenu?* est en général le critère principal en stratégie. Au VI^e Congrès, il faut l'appliquer à toutes les questions qui ont figuré à l'ordre du jour des dernières années. On verra alors de façon indiscutable, que la stratégie du Comité exécutif de l'Internationale communiste, plus particulièrement à partir de 1926, est celle des quantités imaginaires, des faux calculs, des illusions au sujet de l'ennemi, de la persécution des militants les plus sûrs et les plus fermes ; c'est en un mot la stratégie du centrisme pourri.

9. – DU CARACTÈRE DE MANOEUVRE DE LA STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE

A première vue, on ne comprend pas pourquoi le projet de programme ignore totalement le problème de « la manœuvre » et de sa « souplesse » dans la stratégie bolchevique. De toute cette immense question, un seul point est envisagé ; les accords avec la bourgeoisie indigène des colonies.

Cependant, au cours de la dernière période, l'opportunisme, qui décrivait des zigzags de plus en plus accentués à droite, intervint surtout en se camouflant derrière l'étendard de la manœuvre dans la stratégie. Le refus de tout compromis sans principes fut appelé manque de « souplesse ». La manœuvre fut proclamée le principe fondamental de la majorité. Zinoviev, dès 1925, manœuvrait avec Raditch et La Follette. Staline et Boukharine manœuvrèrent ensuite avec Tchang Kai-chek, avec Purcell, avec le koulak. L'appareil manœuvra tout le temps avec le parti. Zinoviev et Kamenev manœuvrent maintenant avec l'appareil.

Dans la vie quotidienne du bureaucratisme apparaît tout un corps de spécialistes de la manœuvre, composé d'hommes qui ne furent jamais des militants révolutionnaires, et qui à présent s'inclinent devant la révolution après qu'elle a pris le pouvoir. Borodine manœuvra à Canton, et Rafés à Pékin, D. Petrovski autour de la Manche, Pepper aux États-Unis, mais on peut le faire aussi en Polynésie ; Martynov manœuvra à distance, mais en revanche dans toutes les parties du monde. Il s'est formé des équipes entières de jeunes académiciens de la manœuvre qui, par souplesse bolchevique, entendent surtout l'élasticité de leur propre échine. La tâche de cette école stratégique consiste à obtenir par la manœuvre tout ce que peut seulement donner la force révolutionnaire de la classe. De même que chaque alchimiste du Moyen Age, en dépit des échecs de tous les autres, espérait fabriquer de l'or, les stratèges actuels de la manœuvre, chacun à son poste, espèrent tromper l'histoire. Il est évident qu'en fait, ce ne sont pas des stratèges, mais des combinards bureaucratiques de toutes les tailles, sauf de la grande. Certains d'entre eux, après avoir observé comment le maître tranche les petites questions, ont imaginé qu'ils possédaient tous les secrets de la stratégie. C'est en cela que réside toute la doctrine des épigones. D'autres, après avoir repris, de seconde ou de troisième main, les secrets des combinaisons, après s'être convaincus que les petites choses font parfois de grands miracles, ont conclu qu'elles convenaient d'autant mieux aux grandes affaires. Pourtant toutes les tentatives d'application de la méthode bureaucratique des combinaisons à la solution des grandes questions, sous prétexte qu'elle est comparativement plus « économique » que la lutte révolutionnaire, n'ont pas manqué de provoquer des faillites honteuses ; la doctrine des combinaisons appliquée par l'appareil du parti et de l'État a brisé l'échine des jeunes partis et des jeunes révolutions. Tchang Kai-chek, Wan-tin-Wei, Purcell, le koulak, sont jusqu'à maintenant tous sortis vainqueurs de toutes les tentatives visant à les réduire par la méthode des « manœuvres ». Cela ne signifie pas qu'en général toute manœuvre est inadmissible, c'est-à-dire incompatible avec la stratégie révolutionnaire de la classe ouvrière. Mais il faut comprendre clairement la valeur auxiliaire, subordonnée, des manœuvres, qui doivent être utilisées strictement comme des moyens, par rapport aux méthodes fondamentales de la lutte révolutionnaire. Il faut comprendre, une fois pour toutes, qu'une manœuvre ne peut jamais décider d'une grande cause. Si les combinaisons semblent réussir avantageusement dans les petites affaires, c'est toujours au détriment des affaires importantes. Une juste manœuvre ne fait qu'aider à la solution en permettant de gagner du temps, ou d'obtenir de plus grands résultats au prix d'une moindre dépense de forces. Il n'est pas possible d'esquiver les difficultés fondamentales par le moyen d'une manœuvre.

La contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie est une contradiction fondamentale. C'est pourquoi essayer de brider la bourgeoisie chinoise avec des manœuvres d'organisation ou de personne, croire qu'on va l'obliger à se conformer à des plans issus de combinaisons, ce n'est pas procéder à une manœuvre, c'est se leurrer soi-même de façon méprisable, quoique l'opération soit d'envergure. On ne peut tromper les classes. Cela est vrai pour toutes les classes, si l'on considère les choses sous l'angle historique le plus large, mais c'est tout particulièrement vrai pour les classes dominantes, possédantes, exploiteuses, instruites. Leur expérience du monde est si grande, leur instinct de classe si exercé, leurs moyens d'espionnage si divers, qu'en tentant de les tromper, en feignant d'être ce que l'on n'est pas, on attire en réalité dans le piège, non pas les ennemis, mais les amis.

La contradiction entre l'U.R.S.S. et le monde capitaliste est une contradiction fondamentale qu'on ne peut esquiver par des manœuvres. Par des concessions au capital, claires et ouvertement énoncées, en exploitant les contradictions qui existent entre ses divers tenants, on peut prolonger une pause, gagner du temps, dans des conditions bien déterminées et non dans des circonstances quelconques. Croire qu'il est possible de « neutraliser » la bourgeoisie mondiale avant de construire le socialisme – c'est-à-dire d'échapper grâce à quelques manœuvres aux contradictions fondamentales –, c'est se leurrer lourdement soi-même et c'est risquer la tête de la République soviétique. Seule, la révolution internationale peut nous libérer des contradictions fondamentales.

Une manœuvre de notre part peut consister soit à faire une concession à l'ennemi, soit à nous mettre d'accord avec un allié provisoire et toujours douteux, soit à effectuer en temps voulu une retraite calculée pour que l'adversaire ne parvienne pas à nous écraser la poitrine, soit à faire alterner les revendications partielles et les mots d'ordre destinés à provoquer la scission dans le camp ennemi. Telles sont les principales formes de la manœuvre. On peut en citer encore d'autres, qui sont secondaires. Mais toute manœuvre, par sa nature même, n'est qu'un épisode par rapport à la ligne stratégique fondamentale de la lutte. Dans les manœuvres effectuées autour du Kuomintang et du Comité anglo-russe (il faut toujours les avoir présentes devant les yeux comme échantillons parachevés de manœuvres mencheviques et non bolcheviques), c'est justement le contraire qui s'est produit : ce qui aurait dû n'être qu'un épisode de tactique se prolongea jusqu'à devenir la ligne stratégique, et la véritable tâche stratégique (la lutte

contre la bourgeoisie et les réformistes) s'émietta en une série d'épisodes restreints et secondaires de tactique, à caractère surtout décoratif.

Quand on exécute une manœuvre, on doit toujours envisager les hypothèses les plus défavorables, aussi bien à propos de l'ennemi auquel on fait des concessions que de l'allié peu sûr avec lequel on passe un accord. On doit toujours se rappeler que dès demain l'allié peut devenir l'ennemi. Cela est vrai même pour un allié comme la paysannerie :

« Avoir de la défiance envers la paysannerie, s'organiser séparément, être prêt à lutter contre elle si elle intervient de façon réactionnaire ou antiprolétarienne » (LÉNINE, vol. VI, p. 113, édition russe).

Cela n'est nullement en contradiction avec la grande tâche stratégique du prolétariat que Lénine, le premier, a étudiée en théorie et réalisée en pratique avec tant de géniale profondeur : soustraire les couches inférieures des paysans exploités à l'influence de la bourgeoisie et les entraîner aux côtés du prolétariat.

Mais l'alliance du prolétariat et de la paysannerie n'apparaît pas dans l'histoire sous une forme définitive, et elle ne peut se réaliser par des manœuvres doucereuses, des coquetteries triviales et une déclamation pathétique. L'alliance du prolétariat et de la paysannerie dépend du rapport politique des forces et par conséquent exige l'indépendance du prolétariat par rapport à toutes les classes. Un allié doit d'abord être éduqué. On peut éduquer la paysannerie, d'une part en portant une attention profonde à tous ses besoins historiques et progressistes, d'autre part en lui témoignant une défiance systématique, afin de lutter sans trêve et sans défaillance contre toutes ses tendances antiprolétariennes.

Le sens et les limites de la manœuvre doivent toujours être nettement médités et soulignés. Une concession doit s'appeler une concession, et une retraite une retraite. Il est moins dangereux d'exagérer les concessions et retraites auxquelles on est contraint que de les sous-estimer. On doit maintenir la vigilance de classe et la défiance systématique de son propre camp, et non pas les endormir.

L'instrument essentiel d'une manœuvre, comme de toute action historique de la classe ouvrière, est le parti. Mais il n'est pas simplement un instrument docile entre les mains de « maîtres » de la manœuvre ; c'est un outil conscient, qui agit par lui-même ; c'est en général l'expression suprême de l'action propre du prolétariat. Chaque manœuvre doit donc être clairement comprise par le parti au cours de son élaboration et de son exécution. Évidemment il ne s'agit pas des secrets diplomatiques, militaires ou conspiratifs, c'est-à-dire de la *technique* de la lutte de l'État prolétarien ou du parti prolétarien sous le régime capitaliste. Il s'agit du fond *politique* de la manœuvre. Les explications que l'on donne en chuchotant pour révéler que le cours de 1924-1928 fut une grande manœuvre dirigée vers le koulak sont absurdes et criminelles. On ne trompe pas le koulak. Il juge non pas d'après les paroles, mais d'après les actes, les impôts, les prix, il calcule en espèces. Mais son propre parti, mais la classe ouvrière, on peut les tromper. Rien ne ronge aussi profondément l'esprit révolutionnaire du parti prolétarien que les combinaisons sans principes, au cours de manœuvres réalisées derrière son dos.

La règle la plus importante, inébranlable et invariable, qui doit être appliquée dans toute manœuvre, est celle-ci : ne te permets jamais de fondre, de confondre ou d'entrelacer ton organisation de parti avec celle d'un autre parti, si « amical » qu'il soit aujourd'hui. Ne te permets jamais des démarches qui, directement ou indirectement, ouvertement ou secrètement, subordonnent ton parti à d'autres partis ou aux organisations d'autres classes, qui limitent la liberté de ton action ou qui te rendent responsable, même partiellement, de la ligne de conduite politique des autres partis. Ne te permets jamais de confondre ton drapeau avec les leurs, et à plus forte raison, cela va sans dire, de t'agenouiller devant la bannière des autres.

La pire et la plus dangereuse des manœuvres est celle que commandent l'impatience opportuniste, le désir de devancer la croissance du parti, de sauter par-dessus les étapes inévitables de son développement (voilà justement le cas où il ne faut pas les sauter) et qu'on exécute en liant de façon superficielle, hypocrite, diplomatique, au moyen de combinaisons et d'escroqueries, des organisations et des éléments qui tirent à hue et à dia. Pareilles expériences, toujours dangereuses, sont fatales aux partis jeunes et faibles.

Dans la manœuvre, comme dans la bataille, ce n'est pas la sagesse stratégique (et encore moins la ruse des combinaisons) qui décide du résultat, c'est le rapport des forces. Généralement, une manœuvre – même judicieusement menée – fait courir à un parti révolutionnaire un danger d'autant plus grand qu'il est plus jeune et plus faible, par rapport à ses ennemis, alliés ou demi-alliés. Voilà pourquoi – et nous abordons ici le point le plus important pour l'Internationale communiste – le Parti bolchevique ne commença pas du tout par des manœuvres ; il ne les considérait pas comme une panacée et n'y eut recours que lorsqu'il eut pris profondément racine dans la classe ouvrière, qu'il se fut politiquement renforcé et qu'il eut mûri idéologiquement.

Le mal, c'est que les épigones de la stratégie bolchevique présentent aux jeunes partis communistes l'esprit de manœuvre et la souplesse comme la quintessence de la stratégie ; ils les coupent ainsi de leur axe historique et de leurs principes fondamentaux et, trop souvent, réalisent des combinaisons qui ressemblent à la course de l'écureuil dans sa roue. Ce n'est pas la souplesse qui fut la caractéristique fondamentale du bolchevisme (à présent non plus elle ne doit pas l'être), c'est sa *fermeté d'airain*. C'est précisément cette qualité – dont il fut légitimement fier – que ses ennemis et adversaires lui reprochaient. Non pas « optimisme » béat, mais intransigeance, vigilance, défiance révolutionnaire, lutte pour chaque pouce de son indépendance : voilà les traits essentiels du bolchevisme. C'est par là que doivent commencer les partis communistes d'Occident et d'Orient. Ils ont encore à conquérir le droit aux grandes manœuvres, en préparant d'abord les possibilités matérielles et politiques de leur exécution : la force, la solidité, et la sévérité dans le choix des moyens utilisés par leur propre organisation.

Les manœuvres mencheviques menées autour du Kuomintang et du Conseil général sont plusieurs fois criminelles, parce qu'elles sont retombées sur les épaules encore fragiles des communistes de Chine et d'Angleterre. Elles ont non seulement entraîné la défaite de la révolution et de la classe ouvrière, elles ont aussi atteint, affaibli et saboté l'outil essentiel de la lutte future, les jeunes partis communistes. En même temps, elles ont introduit des éléments de démoralisation politique dans le plus vieux parti de l'Internationale communiste, le Parti communiste de l'U.R.S.S. (bolchevique).

Le chapitre du projet qui traite de la stratégie est absolument muet au sujet de la manœuvre, c'est-à-dire du cheval de bataille qui a été enfourché avec prédilection au cours des dernières années. Des critiques indulgents diront que ce silence est déjà un bien. Mais ils commettront une grande erreur. Comme nous l'avons déjà montré par une série d'exemples et comme nous le prouverons par la suite, le projet de programme a, lui aussi, un caractère manœuvrier, au sens péjoratif du terme. Le projet se livre à des manœuvres autour du parti. Il dissimule certains de ses points faibles en se camouflant « derrière Lénine », et il esquive les autres par le silence. C'est ainsi qu'il escamote la question de la stratégie des manœuvres. Actuellement, il n'est pas possible qu'on aborde ce sujet sans évoquer l'expérience récente de la Chine et de l'Angleterre. Le simple fait de mentionner l'esprit de

manœuvre appelle les images de Tchang Kaï-chek et de Purcell. C'est ce que les auteurs ne veulent pas. Ils préfèrent se taire sur leur thème favori en laissant les mains libres à la direction de l'Internationale communiste. Mais on ne peut tolérer ce silence. Il faut lier les mains des spécialistes de la combinaison et des candidats à cette spécialisation. C'est à cela que sert le programme ; sinon, il est inutile.

Il faut que le chapitre sur la stratégie expose les règles fondamentales qui définissent et délimitent la manœuvre, c'est-à-dire le procédé auxiliaire employé contre l'ennemi de classe dans la lutte révolutionnaire, qui ne peut être qu'une lutte à mort. On peut formuler avec plus de concision et de précision les règles ébauchées ci-dessus, qui sont fondées sur l'enseignement de Marx et de Lénine. Mais il faut absolument les introduire dans le programme de l'Internationale communiste.

10. – STRATÉGIE DE LA GUERRE CIVILE

A propos de l'insurrection, le projet de programme dit rapidement :

« Cette lutte est soumise aux règles de l'art de la guerre ; elle présuppose un plan militaire, le caractère offensif des opérations de combat, le dévouement sans réserve et l'héroïsme du prolétariat. »

Ici, le projet ne va pas loin ; il ne fait que répéter, en les résumant, quelques remarques formulées par Marx. Pourtant, nous avons d'une part l'expérience de la Révolution d'Octobre, et de l'autre les défaites des révolutions hongroise et bavaroise, de la lutte en Italie en 1920, de l'insurrection bulgare en septembre 1923, du mouvement allemand de 1923, de l'Estonie en 1924, de la grève générale anglaise en 1926, de l'insurrection des ouvriers viennois en 1927²⁰, de la seconde révolution chinoise en 1925-1927. Le programme de l'Internationale communiste doit caractériser de façon tout aussi concrète et précise les préalables sociaux et politiques de l'insurrection que les conditions et les méthodes stratégiques et militaires propres à en assurer le succès. Rien ne dénonce mieux le caractère superficiel et littéraire du document que ce fait : le chapitre consacré à la stratégie révolutionnaire évoque Cornelissen et certains guildistes (Orage, Hobson, G. D. H. Cole, tous nommés), mais ne caractérise pas de façon générale, au point de vue social, la stratégie du prolétariat dans l'époque impérialiste, et ne définit pas non plus les méthodes de lutte pour la conquête du pouvoir, sur la base d'une documentation historique vivante.

En 1924, après l'expérience tragique de l'Allemagne, nous avons de nouveau soulevé la question et demandé que l'Internationale communiste inscrive à l'ordre du jour et examine les problèmes de la stratégie et de la tactique de l'insurrection, ainsi que de la guerre civile en général :

« Il faut dire franchement que le problème de l'insurrection est considéré comme sans importance par beaucoup de communistes occidentaux, qui ne sont pas toujours libérés de leur manière fataliste et passive d'aborder les principaux problèmes de la révolution. Rosa Luxembourg représente encore cette façon de voir d'une manière particulièrement nette et avec beaucoup plus de talent que personne. Son attitude est, du point de vue psychologique, aisément compréhensible. Elle s'est formée, pour ainsi dire, dans la lutte contre l'appareil bureaucratique de la social-démocratie et des syndicats allemands.

Sans trêve, elle a démontré que cet appareil étouffait l'initiative du prolétariat. Elle ne voyait d'issue à cette situation, elle n'envisageait de salut que dans une poussée irrésistible des masses qui balayerait toutes les barrières et défenses édifiées par la bureaucratie social-démocrate. Aussi la grève générale révolutionnaire, débordant sur toutes les rives de la société bourgeoise, est-elle devenue pour Rosa Luxembourg synonyme de révolution prolétarienne. Mais, quelle que soit sa puissance, la grève générale ne résout pas le problème du pouvoir, elle ne fait que le poser. Pour prendre le pouvoir, on doit, en s'appuyant sur la grève générale, organiser l'insurrection. Toute l'évolution de Rosa Luxembourg permet de penser qu'elle aurait fini par l'admettre ; mais quand elle fut enlevée à la lutte, elle n'avait encore dit ni son dernier ni son avant-dernier mot. Pourtant, dans le Parti communiste allemand, il existait encore récemment un très fort courant de fatalisme révolutionnaire : la révolution vient, approche – disait-on –, elle apportera l'insurrection et nous donnera le pouvoir ; quant au parti... son rôle est, dans un tel moment, de faire de l'agitation et d'en attendre les effets. Dans ces conditions, poser carrément la question de l'insurrection, c'est arracher le parti à la passivité et au fatalisme, c'est le mettre en face des principaux problèmes de la révolution, notamment de l'organisation consciente du soulèvement qui chassera l'ennemi du pouvoir » (TROTSKY, discours prononcé à la séance de la direction de l'Association scientifique militaire, 29 juillet 1924, Pravda, 6 septembre 1924).

« Nous consacrons beaucoup de temps et d'efforts à étudier dans le domaine théorique la Commune de Paris de 1871, et nous laissons de côté la lutte du prolétariat allemand qui est déjà riche d'une précieuse expérience de la guerre civile ; nous ne nous occupons guère, non plus, de l'expérience de l'insurrection bulgare de septembre dernier ; enfin, ce qui est le plus étonnant, nous nous conduisons comme si nous avions remis aux archives l'expérience d'Octobre...(Ibid.)

« Il faut étudier de façon minutieuse l'expérience du coup d'Etat d'Octobre, la seule révolution du prolétariat qui ait triomphé jusqu'ici. Il faut établir un calendrier stratégique et tactique d'Octobre. Il faut montrer comment les événements, vague par vague, prenaient de plus en plus d'ampleur, et quelle répercussion ils avaient dans le parti, dans les soviets, au Comité central, dans l'organisation militaire. Que signifiaient les hésitations au sein du parti ? Quelle était leur importance relative dans le cadre général des événements ? Quel était le rôle de l'organisation militaire ? Voilà un travail d'une importance inappréciable. Ce serait un véritable crime que de le remettre à plus tard (Ibid.).

« En quoi consiste donc cette tâche ? Il s'agit de composer un formulaire universel, ou bien un guide ou un manuel ou des statuts concernant les problèmes de la guerre civile, donc, avant tout, de l'insurrection considérée comme son moment clé. Il faut faire le bilan de l'expérience acquise, analyser les conditions environnantes, examiner les fautes, mettre en évidence les opérations les plus justes, tirer les conclusions nécessaires. Enrichissons-nous ainsi la science, c'est-à-dire la connaissance des lois de l'évolution historique, ou l'art comme ensemble des règles de l'action déduites de l'expérience ? Je pense que tous les deux en

²⁰ Allusion à une journée d'émeute des ouvriers de Vienne à la suite d'une décision de justice provocante.

profiteront. Mais notre but est strictement pratique : enrichir l'art militaire révolutionnaire.

« Nécessairement, des « statuts » militaires de ce genre auront une construction très complexe. Il faut, avant tout, présenter les traits caractéristiques des préalables indispensables à la conquête du pouvoir par le prolétariat. Ici nous sommes encore dans le domaine de la politique révolutionnaire : l'insurrection est bien la continuation de la politique, mais par des moyens particuliers. L'analyse des préalables de l'insurrection doit tenir compte des divers types de pays. Il existe des pays où la majorité de la population est prolétarienne et d'autres où le prolétariat est une minorité insignifiante et où la paysannerie prédomine de façon absolue. Entre ces deux pôles, on trouve les pays de type intermédiaire. Il faudrait donc poser à la base d'une étude de ce genre, l'existence d'au moins trois « types » de pays : industriel, agricole et intermédiaire. L'introduction (qui traite des conditions préalables de la révolution) doit justement étudier les particularités de chacun de ces types, envisagé sous l'angle de la guerre civile. Nous considérons l'insurrection à un double point de vue : d'une part, comme une étape bien définie du processus historique, comme une réfraction bien déterminée des lois objectives de la lutte des classes ; d'autre part, d'un point de vue subjectif ou actif : comment la préparer et la réaliser pour en assurer la victoire avec la plus grande certitude » (Ibid.).

Un large groupe de gens réunis autour de la Société des Sciences militaires entreprit, en 1924, un travail collectif afin d'élaborer des directives pour la guerre civile, c'est-à-dire un guide marxiste consacré aux problèmes des affrontements directs entre classes et à la lutte armée pour la dictature. Pourtant, ce travail se heurta bientôt à une résistance venue de l'Internationale communiste (cette résistance faisait partie du système général de lutte contre le prétendu trotskysme) ; ensuite cette activité fut complètement interrompue. Il est difficile de concevoir une démarche plus légère et plus criminelle. A l'époque des brusques revirements, les règles de la guerre civile, comprises comme nous l'avons dit plus haut, doivent faire partie de l'inventaire connu par tout cadre révolutionnaire, et cela va sans dire, par les dirigeants des partis. Ces règles doivent continuellement être étudiées par tous et chacun doit les confronter à l'expérience de son propre pays. Seule une telle étude peut le prémunir aussi bien contre la panique et la capitulation dans les moments qui exigent du courage et de l'esprit de décision, que contre les cabrioles d'aventurier dans les périodes qui demandent prudence et réserve.

Si de telles règles figuraient dans les livres qu'un communiste doit étudier sérieusement, de même qu'il doit connaître les idées fondamentales de Marx, Engels et Lénine, des défaites comme celles des dernières années, qui n'étaient nullement inévitables, ne se seraient pas produites (en particulier, le coup d'État de Canton, exécuté avec une puérile imprudence). Le projet de programme traite de ces questions en quelques lignes, presque avec la même parcimonie que du gandhisme aux Indes. Il est évident qu'un programme ne peut pas entrer dans les détails. Mais il doit poser nettement le problème et présenter ses données fondamentales, en se référant aux succès et aux fautes les plus importantes.

Indépendamment de cette tâche, à notre avis, le VI^e Congrès doit, dans une résolution spéciale, charger le Comité exécutif d'étudier les règles de la guerre civile de manière à dégager et à résumer sur ce problème les directives qui seront fondées sur l'expérience passée des victoires et des défaites.

11. – LES QUESTIONS DU RÉGIME INTÉRIEUR DU PARTI

Les questions d'organisation pour le bolchevisme sont indissolublement liées à celles du programme et de la tactique. Mais ce sujet n'est effleuré qu'au passage dans le projet, lorsqu'est évoquée la nécessité de « l'ordre révolutionnaire le plus strict dans le centralisme démocratique ». C'est l'unique formule qui définit le régime intérieur du parti, et de plus c'est une formule absolument nouvelle. Que ce régime soit fondé sur les principes du centralisme démocratique, nous le savons. Ils assurent théoriquement au parti (et il en fut d'ailleurs ainsi en pratique), la possibilité complète de discuter, de critiquer, d'exprimer son mécontentement, d'élire, de destituer, en même temps qu'ils garantissent une discipline d'airain qu'assurent pleinement des organes de direction élus et révocables. Si l'on entend par *démocratie* la souveraineté du parti sur tous ses organes, le *centralisme* correspond à une discipline consciente, judicieusement établie, préservant la combativité du parti. Maintenant, au-dessus de cette formule qui définit le régime intérieur et que tout le passé a justifiée, on place une adjonction nouvelle : « L'ordre révolutionnaire le plus strict. » Ainsi, le parti a besoin non plus seulement de centralisme démocratique, mais d'un certain *ordre révolutionnaire* dans le centralisme démocratique. Cette formulation attribue à la nouvelle idée une valeur propre et la place au-dessus du centralisme démocratique, c'est-à-dire au-dessus du parti.

Que signifie donc cet ordre révolutionnaire – et le plus « strict » – *dominant* démocratie et centralisme ? Il correspond à un appareil du parti, qui est devenu indépendant ou qui vise à devenir indépendant du parti, à une bureaucratie qui trouve sa fin dans sa propre existence, qui veille à « l'ordre » sans s'occuper de la masse du parti, qui abolit la volonté du parti et la contrecarre si « l'ordre » l'exige, qui foule aux pieds les statuts, ajourne les Congrès, les transforme en fiction.

Depuis longtemps et par différentes voies, la pensée de l'appareil s'est orientée vers cette formule de « l'ordre révolutionnaire ». Depuis deux ans, les représentants les plus responsables de la direction du parti ont proposé toute une série de définitions nouvelles de la démocratie dans le parti, qui reviennent à dire que démocratie et centralisme signifient simplement soumission aux organes hiérarchiquement supérieurs. Toute la pratique s'est fortement développée dans ce sens. Mais un centralisme accompagné d'une démocratie étranglée et vide, est un centralisme bureaucratique. Un « ordre » de ce genre est évidemment obligé de se dissimuler derrière les formes et les rites de la démocratie, il la fouille par d'innombrables circulaires venant d'en haut, lui ordonne « l'autocritique » sous la menace de l'article 58, lui démontre que les atteintes qu'elle subit viennent non pas du centre directeur, niais, à l'entendre, des « exécutants » ; or, que peut-on exiger de ces derniers, quand chaque « exécutant » se trouve être le dirigeant de tous ceux qui sont ses inférieurs ?

Ainsi, la nouvelle formule, absolument inconsistante sur le plan théorique, démontre par sa nouveauté et son incohérence qu'elle a pour fonction de satisfaire certaines aspirations déjà mûres. Elle consacre l'appareil bureaucratique qui l'a engendrée.

Cette question est indissolublement liée à celle des fractions et des groupements. Quand un problème prête à la discussion, quand il y a divergence de vues, la direction et la presse officielle, non seulement du Parti communiste de l'U.R.S.S., mais aussi de l'Internationale communiste et de toutes ses sections, font immédiatement dévier le débat sur le plan du problème des fractions et des groupements. *La vie idéologique du parti ne saurait se concevoir sans groupements provisoires sur le terrain idéologique.* Jusqu'ici personne n'a encore découvert d'autre façon de procéder ; qui a essayé de le faire a pu seulement démontrer que sa recette ne servait qu'à étouffer la vie idéologique du parti.

Naturellement, les groupements sont un « mal » autant que les divergences de vues. Mais ce mal constitue une composante aussi nécessaire de la dialectique qui commande l'évolution du parti que les toxines pour la vie de l'organisme humain.

La transformation des groupements en fractions organisées et fermées sur elles-mêmes est un mal plus grand encore. L'art de diriger le parti consiste précisément à prévenir cette transformation. On ne saurait y parvenir par la simple interdiction. L'expérience du Parti communiste de l'U.R.S.S. en est le meilleur témoignage. Lors du Xe Congrès, tandis que grondaient l'insurrection de Cronstadt et les révoltes des koulaks, Lénine fit adopter une résolution interdisant les fractions et les groupements. Par groupements, on entendait non pas les tendances provisoires qui se constituent inévitablement dans la vie du parti, mais les fractions elles-mêmes quand elles cherchent à se faire passer pour des groupements. La masse du parti comprit clairement le danger mortel du moment ; elle soutint son chef, en adoptant une résolution rude et implacable dans sa forme : interdiction des fractions et des groupements²¹.

Mais le parti savait que c'était le Comité central, dirigé par Lénine, qui interpréterait cette formule, et qu'ainsi il n'y aurait pas d'abus de pouvoir (voir le *Testament* de Lénine). Le parti savait qu'exactement un an après, lors du Congrès suivant, et même un mois après, si le tiers de ses membres le désirait, le parti vérifierait l'expérience acquise et apporterait les rectifications nécessaires. La décision du Xe Congrès fut une mesure tranchante, imposée par la situation critique du parti gouvernemental dans le temps où il effectuait un virage dangereux pour passer du communisme de guerre à la N.E.P. Cette mesure tranchante fut entièrement justifiée par la suite, car elle complétait une politique juste et perspicace qui enleva toute base aux groupements constitués avant le passage à la nouvelle politique économique.

Mais la résolution du Xe Congrès sur les fractions et les groupements, qui même en son temps exigeait une interprétation et une application judicieuses, ne constitue pas un principe absolu qui dominerait tous les autres besoins du parti au cours de son développement, indépendamment du pays, de la situation et de l'époque.

Après la disparition de Lénine, la direction du parti s'en tint à un point de vue formel sur la résolution du Xe Congrès relative aux fractions et groupements, afin de se défendre elle-même contre toute critique; elle étrangla de plus en plus la démocratie du parti et en même temps perdit de vue de plus en plus le but immédiat : la suppression de l'esprit de fraction. La tâche, en effet, n'est pas d'interdire les fractions, mais d'obtenir que celles-ci n'existent plus. Pourtant, jamais l'esprit de fraction n'a autant dévasté le parti, n'a brisé aussi gravement son unité que depuis que Lénine a quitté la direction. Jamais comme maintenant n'a régné le faux monolithisme à 100 %, camouflage des méthodes d'étranglement de la vie du parti.

La fraction de l'appareil qui se cache du parti se forma dans le Parti communiste de l'U.R.S.S.(bolchevique) dès avant le XIIe Congrès. Plus tard, cette fraction adopta une organisation à la *carbonari*, avec son Comité central illégal (le « septemvirat²² »), ses circulaires, ses agents, son code chiffré, etc. L'appareil du parti a créé en son sein un ordre fermé sur lui-même et incontrôlable, qui dispose des ressources exceptionnelles non seulement de cet appareil, mais aussi de l'État, qui transforme un parti de masses en un instrument chargé de camoufler toutes les manœuvres des intrigants.

Mais plus cette fraction de l'appareil fermée sur elle-même esquivait le contrôle de la masse du parti, plus le processus d'émiettement en fractions devient grave et violent, non seulement à la base mais au sein de l'appareil. Comme la domination de l'appareil sur le parti, qui était déjà réalisée à l'époque du XIIe Congrès, est devenue totale et sans limites, les divergences nées au sein de l'appareil lui-même ne peuvent se résoudre : convier le parti à fournir la vraie solution, ce serait de nouveau lui subordonner l'appareil, trancher la question litigieuse en recourant aux méthodes de la démocratie dans l'appareil, c'est-à-dire en interrogeant les membres de la fraction secrète ; seul le groupe qui est certain de disposer de la majorité dans l'appareil peut adopter cette solution. Le résultat est que de nouveaux groupes se forment dans la fraction régnante ; ils s'efforcent moins d'obtenir la majorité au sein de l'appareil que des points d'appui dans les institutions de l'État. En ce qui concerne la majorité au Congrès du parti, on se l'assure automatiquement, puisqu'on peut convoquer le Congrès au moment le plus favorable et le préparer comme on l'entend. C'est ainsi que s'aggrave l'*usurpation* du pouvoir par l'appareil ; elle constitue le plus terrible des périls aussi bien pour le parti que pour la dictature du prolétariat.

Après que la première campagne « anti-trotskyiste » de 1923-1924 eut été menée jusqu'au bout au moyen des fractions et de l'appareil, une profonde fêlure se produisit dans la fraction secrète dirigée par le « septemvirat ». Sa cause essentielle résidait dans le mécontentement de l'avant-garde prolétarienne de Leningrad devant le glissement qui commençait à s'opérer sur les problèmes de la vie intérieure du pays et les questions internationales. Les ouvriers avancés de Leningrad continuaient, en 1925, l'œuvre commencée par les prolétaires d'avant-garde de Moscou en 1923. Mais ces profondes tendances de classe ne purent se manifester ouvertement dans le parti; elles se reflétèrent seulement dans la lutte sourde qui se déroula au sein de la fraction de l'appareil.

En avril 1925, le Comité central propagea, à travers tout le pays, une circulaire démentant les bruits prétendument répandus par les « trotskyistes » (!), d'après lesquels il aurait existé au sein du noyau des « léninistes » (c'est-à-dire du septemvirat

²¹ La résolution du Xe Congrès qui interdisait les *fractions organisées* au sein du Parti bolchevique, et qui servit à Staline pour réprimer par la suite toute opposition, fut une mesure exceptionnelle prise dans des circonstances graves – la révolte de Cronstadt venait de se produire et le parti tendait à devenir une fédération de groupements idéologiques fonctionnant indépendamment les uns des autres. Elle ne signifiait nullement l'interdiction des oppositions. Elle disait notamment :

« Il est nécessaire que chaque organisme du parti veille à ce que les critiques absolument nécessaires des faiblesses du parti, les analyses de sa direction générale, toutes les appréciations de son expérience pratique, tout examen de l'exécution de ses décisions et des moyens de corriger ses erreurs, etc., s'opèrent non dans des groupes séparés ayant une « plate-forme » mais plutôt dans des réunions de tous les membres du parti. Dans cette intention, le Congrès décide de publier un *Bulletin de discussion* et des *périodiques spéciaux*... » En outre, Lénine combattit dans les termes suivants un amendement présenté par Riazanov, qui voulait interdire « les élections au Congrès sur 1a base de plates-formes » :

« ... Si des désaccords fondamentaux existent sur une question, nous ne pouvons pas priver les membres du Comité central du droit de s'adresser au parti... Le présent Congrès ne peut en aucune manière et sous aucune forme décider les élections pour le prochain Congrès. Et si par exemple des questions comme celle de la paix de Brest-Litovsk étaient soulevées ? Pouvons-nous garantir qu'il n'y en aura pas ? On ne saurait l'affirmer. Il est possible qu'en pareil cas il soit nécessaire de procéder aux élections sur la base de plates-formes. »

²² Dans le cours de la lutte contre Trotsky, six autres membres du Bureau politique (Zinoviev, Kamenev, Staline, Boukharine, Vorochilov, Kalinine), constituèrent une fraction avec le président de la Commission centrale de Contrôle, Kouibichev. L'existence de ce groupe de sept personnes, de ce « septemvirat », fut révélée par Zinoviev et Kamenev à la session du Comité central de juillet 1926.

fractionnel) certaines divergences à propos de la paysannerie. C'est seulement par cette circulaire que de plus nombreux cadres du parti apprirent l'existence réelle de telles divergences, ce qui n'empêcha nullement les dirigeants de continuer à tromper le parti en soutenant que « l'opposition » portait atteinte au monolithisme de la « garde de Lénine ». Cette propagande battait son plein, quand le XIV^e Congrès précipita sur le parti les différends qui existaient entre deux parties de la fraction régnante, différends informes et confus, mais cependant profonds en raison de leurs *origines de classe*. Les organisations de Moscou et de Leningrad, c'est-à-dire les deux forteresses principales du parti, lors de leurs Conférences à la veille du Congrès, adoptèrent des résolutions *directement opposées*. L'une et l'autre le firent, évidemment, à l'unanimité. Ce miracle de « l'ordre révolutionnaire », Moscou l'expliquait par l'oppression de l'appareil à Leningrad, tandis que Leningrad retournait cette accusation contre Moscou. Comme s'il existait une cloison étanche entre les organisations de ces deux villes ! Dans les deux cas, l'appareil décidait, démontrant par le monolithisme à 100 % que le parti était absent alors qu'il s'agissait de questions fondamentales intéressant sa propre existence.

Le XIV^e Congrès se trouva contraint de surmonter les nouvelles divergences qui avaient surgi sur des problèmes essentiels et d'établir la nouvelle composition de la direction, en s'abritant derrière le dos du parti, qui n'avait pas été consulté. Le Congrès ne put faire autrement qu'abandonner immédiatement le soin de découvrir cette solution à une hiérarchie soigneusement choisie de secrétaires du parti. Le XIV^e Congrès a posé un nouveau jalon dans la voie de la liquidation de la démocratie du parti, qui s'opère grâce aux méthodes de « l'ordre », c'est-à-dire au bon plaisir d'une fraction camouflée de l'appareil. Les formes de lutte ultérieure datent seulement d'hier. L'art de la fraction régnante consista alors à placer chaque fois le parti en présence d'une résolution déjà adoptée, d'une situation irréparable, d'un fait accompli.

Cette nouvelle phase, plus avancée, de « l'ordre révolutionnaire » ne signifia nullement la liquidation des fractions et groupements. Au contraire, ils se développèrent extraordinairement et leurs rapports devinrent infiniment plus tendus, aussi bien dans la masse du parti que dans l'appareil même. En ce qui concerne le parti, le châtiment bureaucratique appliqué aux « groupements » se fit de plus en plus sévère ; la bureaucratie s'abaissa même jusqu'à l'infamie de l'officier wrangelien et de l'article 58²³. Dans le même temps, se poursuivait le processus d'un nouvel émiettement de la fraction régnante elle-même ; il continue encore. Aujourd'hui non plus, on ne manque pas de fausses manifestations de monolithisme, de circulaires qui affirment l'unanimité complète du sommet. En fait, la lutte sourde, acharnée, sans issue, qui se déroule dans les appareils fermés des fractions, a pris, à en juger par divers symptômes, un caractère tendu à l'extrême ; elle mène le parti vers on ne sait quelle explosion.

Telle est la théorie et telle est la pratique de « l'ordre révolutionnaire » qui, inévitablement, se transforment en théorie et en pratique de l'usurpation.

Depuis longtemps toutefois, ces choses ne se limitent plus à l'Union soviétique. En 1923, la campagne dirigée contre l'esprit de fraction reposait surtout sur l'argument selon lequel les fractions sont des embryons de parti ; or dans un pays encerclé par les capitalistes et où la paysannerie représente une majorité écrasante, la dictature du prolétariat n'admet pas la liberté des partis²⁴.

En soi, cette thèse est absolument juste mais elle exige aussi une politique juste et dans le parti un régime approprié. Pourtant, il est clair qu'en posant ainsi la question, on renonçait à étendre les résolutions du Xe Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. – parti gouvernemental – aux partis communistes des États bourgeois. Mais le régime bureaucratique a sa logique qui le dévore lui-même. S'il n'admet pas de contrôle démocratique dans le parti soviétique, il ne le tolère pas davantage dans l'Internationale communiste, qui, du point de vue formel, domine le Parti communiste de l'U.R.S.S. Voilà pourquoi la direction a transformé en un principe universel sa façon grossière et déloyale d'appliquer la résolution du Xe Congrès, résolution qui correspondait aux conditions bien déterminées de l'U.R.S.S. au moment considéré ; elle l'a étendue à toutes les organisations du globe terrestre.

Le bolchevisme fut toujours fort parce qu'il élaborait ses formes d'organisation en tenant compte de la situation historique concrète : pas de schémas arides. En passant d'une étape à l'autre, les bolcheviks modifiaient radicalement la structure de leur organisation. Pourtant, à présent, le seul et même principe de « l'ordre révolutionnaire » est appliqué à la fois au puissant parti de la dictature du prolétariat, au Parti communiste allemand qui est une force politique importante, au jeune Parti communiste chinois brusquement entraîné dans le tourbillon de la lutte révolutionnaire, à la petite société de propagandistes que constitue le parti aux États-Unis. Il suffit que dans ce dernier surgissent des doutes sur la justesse des méthodes imposées par le Pepper du moment, pour que des châtiments frappent les « sceptiques » pour esprit de fraction. Un jeune parti, qui est un organisme politique tout à fait embryonnaire, sans liaison véritable avec les masses, sans expérience de direction révolutionnaire, sans affermissement théorique, est déjà complètement affublé de tous les attributs de « l'ordre révolutionnaire », qui lui vont comme l'armure du père à son fils de six ans.

Le Parti communiste de l'U.R.S.S. a, sur le plan idéologique, une expérience révolutionnaire des plus riches. Mais, comme l'ont montré les dernières années, lui non plus il ne peut vivre un seul jour impunément, en se bornant à consommer les intérêts de son capital ; il doit constamment le reconstituer et l'augmenter : cela n'est possible que par le travail collectif de la pensée du parti. Que dire alors des partis communistes étrangers, nés il y a seulement quelques années, qui ne font encore que traverser leur période primaire d'accumulation des connaissances théoriques et des méthodes d'action. Sans liberté véritable dans la vie du parti, sans liberté de discussion, sans liberté de détermination collective (et notamment en groupes) des voies à suivre, ces partis ne deviendront jamais une force révolutionnaire décisive.

Avant le Xe Congrès, d'où date l'interdiction des fractions, le Parti communiste de l'U.R.S.S. a vécu deux décennies sans connaître cette interdiction. Ce sont justement ces deux décennies qui l'ont éduqué et préparé assez bien pour que, devant un

²³ Peu avant le XVe Congrès, l'Opposition de gauche fut dénoncée comme étant en relation avec un ancien officier de l'armée du général blanc Wrangel. L'Opposition put encore imposer sur cette accusation l'ouverture d'une enquête, qui amena le chef du Guépéou de l'époque, Menjinsky, à reconnaître que cet homme était un agent du Guépéou envoyé comme provocateur dans un groupe oppositionnel. L'article 58 du Code pénal soviétique vise les crimes d'activité contre-révolutionnaire dirigés contre l'Etat soviétique. Il fut utilisé pour réprimer les communistes qui s'opposaient à la politique de la direction stalinienne.

²⁴ A cette époque, l'Opposition de gauche faisait sienne la thèse du parti unique dans la dictature du prolétariat, bien qu'au lendemain d'Octobre d'autres partis se réclamant du socialisme eussent agi légalement pendant une période. Le parti unique fut le produit des circonstances et non la conséquence d'un principe. A diverses reprises, le Parti menchevik et d'autres formations se réclamant du socialisme furent interdits. Chaque fois, il fut indiqué que cette mesure était dictée uniquement par des circonstances particulièrement graves pour le pouvoir soviétique. Il ne fait pas de doute que, dans la lutte contre la bureaucratie, l'Opposition subit fortement la pression exercée sur elle par cette bureaucratie qui invoquait l'unité du parti, et qu'elle favorisa, par des formules trop catégoriques, l'idée que la dictature du prolétariat impliquait le « parti unique ». Plus tard, Trotsky réagit contre ces formulations et mit en avant le mot d'ordre de la pluralité des partis soviétiques, c'est-à-dire la reconnaissance des partis qui se placent sur le plan des nouveaux rapports de production (cf. *La révolution trahie*).

revirement des plus difficiles, il sache accepter et supporter les résolutions sévères du Xe Congrès. Or, les partis communistes occidentaux commencent directement par là.

Lénine et nous avec lui, nous redoutions, avant tout, que le Parti communiste russe, disposant des puissantes ressources d'un État, n'exerçât une influence excessive, écrasante, sur les jeunes partis d'Occident qui venaient de s'organiser. Lénine, sans se lasser, multipliait les mises en garde contre un accroissement prématuré du centralisme, contre toute avance exagérée du Comité exécutif et du Présidium dans cette voie, et surtout contre des formes et méthodes d'assistance qui se transformeraient en commandement direct, n'admettant aucun recours en appel.

La rupture se produisit en 1924, sous le nom de « bolchevisation ». Si l'on entend, par bolchevisation, l'épuration du parti par l'élimination d'éléments et d'habitudes hétérogènes, celle des fonctionnaires sociaux-démocrates accrochés à leurs postes, des francs-maçons, des démocrates-pacifistes, des confusionnistes spiritualistes, etc., alors cette besogne s'accomplit dès le premier jour de l'existence de l'Internationale communiste ; lors du IVe Congrès, elle prit des formes très actives à l'égard du Parti communiste français. Mais cette bolchevisation véritable se liait indissolublement, autrefois, à l'expérience propre des sections nationales de l'Internationale communiste et s'étendait à partir de cette expérience ; elle avait comme pierre de touche les questions de politique nationale, qui s'élevaient jusqu'à devenir des problèmes internationaux. La « bolchevisation » de 1924 ne fut qu'une caricature ; on mit le revolver sur la tempe des organisations dirigeantes des partis communistes, en exigeant d'elles que, sans informations ni débats, elles prissent immédiatement et définitivement position sur les divergences internes du Parti communiste de l'U.R.S.S. ; elles savaient d'avance que les positions prises détermineraient leur maintien dans l'Internationale communiste ou leur rejet hors de ses rangs.

Pourtant, en 1924, les partis communistes européens n'avaient pas les moyens de résoudre les problèmes qui étaient posés dans la discussion russe, où s'ébauchaient à peine dans la nouvelle étape de la dictature du prolétariat deux tendances de principe. Il est évident qu'après 1924, le travail d'épuration demeurait indispensable, et, dans de nombreuses sections, des éléments hétérogènes furent éliminés à juste titre. Mais, considérée dans son ensemble, la « bolchevisation » consistait chaque fois à désorganiser les directions qui se formaient dans les partis communistes occidentaux, en utilisant comme un coin les différends russes que l'appareil d'État enfonçait à coups de marteau. Tout cela se dissimulait sous l'étendard de la lutte contre l'esprit de fraction.

Quand, au sein du parti de l'avant-garde prolétarienne, des fractions viennent à se cristalliser, menaçant de le rendre pour longtemps inapte au combat, il est évident que le parti est dans la nécessité de prendre une décision : faut-il laisser au temps la possibilité d'opérer une vérification supplémentaire, ou bien faut-il reconnaître immédiatement que la scission est inévitable ? Un parti de combat ne peut être une somme de fractions tirant à hue et à dia. Sous sa forme générale cette idée est incontestable. Mais user de la scission comme d'un moyen préventif contre les divergences de vues, amputer tout groupe ou groupement qui fait entendre la voix de la critique, c'est transformer la vie intérieure du parti en une succession d'avortements dans l'organisation. De telles, méthodes, loin de contribuer à la perpétuation et au développement de l'espèce, ne font qu'épuiser l'organisme générateur, c'est-à-dire le parti. La lutte contre l'esprit de fraction devient plus dangereuse que cet esprit lui-même.

A l'heure actuelle, les premiers fondateurs de presque tous les partis communistes du monde ont été mis en dehors de l'Internationale, sans excepter son ex-président. Dans presque tous les partis, les groupes qui en guidèrent le développement pendant deux périodes consécutives sont exclus ou mis à l'écart. En Allemagne, le groupe Brandler n'a maintenant qu'un pied dans le parti ; le groupe Maslow n'a pas franchi son seuil. En France, les anciens groupes de Rosmer-Monatte, Lorient, Souvarine, ont été exclus ; il en va de même pour le groupe Girault-Treint, qui occupa la direction pendant la période suivante. En Belgique, on a exclu le groupe de Van Overstraeten. Si le groupe de Bordiga, qui donna naissance au Parti communiste italien, n'est qu'à moitié exclu, cela s'explique par les conditions du régime fasciste. En Tchécoslovaquie, en Suède, en Norvège, aux États-Unis, en un mot dans presque tous les partis du monde, des événements plus ou moins analogues se sont produits depuis la mort de Lénine.

Que beaucoup d'exclus aient commis d'énormes fautes, nous n'avons pas été en retard sur les autres pour le signaler. On ne peut pas non plus le nier, nombre d'exclus de l'Internationale communiste sont revenus dans une large mesure à leurs positions de départ, à la social-démocratie de gauche ou au syndicalisme. Mais la tâche de l'Internationale communiste ne consiste pas à acculer automatiquement à une impasse les jeunes dirigeants des partis nationaux, et à vouer ainsi certains de ceux qu'ils représentent à la dégénérescence idéologique. « L'ordre révolutionnaire » de la direction bureaucratique est devenu un obstacle terrible qui se dresse sur la voie du développement de tous les partis de l'Internationale.

*

**

Les questions d'organisation sont inséparables des questions de programme et de tactique. Il faut voir clairement qu'une des sources les plus importantes de l'opportunisme dans l'Internationale communiste est le régime bureaucratique de son appareil et de celui de son parti dirigeant. Après l'expérience des années 1923-1928, personne ne peut plus nier qu'en Union soviétique la bureaucratie ne soit l'expression et l'instrument de la pression qu'exercent contre le prolétariat des classes non prolétariennes. Le projet de programme de l'Internationale communiste donne une formule juste quand il dit que les dépravations bureaucratiques « surgissent inévitablement quand les masses manquent de culture et que se manifestent des influences de classe étrangères au prolétariat ». Nous possédons ici la clef qui permet de comprendre non seulement la bureaucratie en général, mais son accroissement extraordinaire au cours des cinq dernières années. Si le degré de culture des masses, tout en restant insuffisant, a grandi au cours de cette période (le fait n'est pas douteux), on ne peut donc chercher la cause de la *progression* de la bureaucratie que dans l'*accroissement* des influences de classe étrangères au prolétariat. Les partis communistes européens, c'est-à-dire surtout leurs noyaux dirigeants, calquent leurs organisations sur les poussées et regroupements qui s'opèrent dans le Parti communiste de l'U.R.S.S. : ainsi, la bureaucratie des partis communistes étrangers n'est-elle, dans une large mesure, que le reflet et le complément de celle du Parti communiste de l'U.R.S.S.

Le choix des dirigeants des partis communistes étrangers s'est fait et se fait encore d'après leurs aptitudes à accepter et approuver le plus récent regroupement dans l'appareil du Parti communiste de l'U.R.S.S. Ceux d'entre eux qui avaient le plus d'indépendance et de sens des responsabilités, ceux qui n'acceptaient pas de se soumettre à des changements effectués de façon strictement administrative, tous ceux-là furent expulsés du parti, ou bien furent acculés à entrer dans l'aile droite (souvent *prétendument* de droite), ou bien passèrent dans l'Opposition de gauche. Ainsi, le processus organique de la sélection, qui permet la cohésion des cadres révolutionnaires sur la base de la lutte prolétarienne, parce qu'il est dirigé par l'Internationale communiste,

est interrompu, modifié, défiguré; on lui substitue parfois ouvertement un triage administratif et bureaucratique opéré au sommet. On comprend que les communistes les plus disposés à accepter des décisions prises à l'avance et à signer n'importe quoi l'aient souvent emporté sur des éléments qui possèdent à un plus haut degré l'esprit de parti et le sentiment de la responsabilité révolutionnaire. Le plus souvent, au lieu de choisir des révolutionnaires stoïques et rigoureux, on sélectionna ceux qui en bons bureaucrates savaient s'adapter.

Tous les problèmes de la politique intérieure et internationale nous ramènent invariablement aux questions du régime intérieur du parti. Il est évident que les déviations qui nous ont éloignés de la ligne de classe dans les problèmes de la révolution chinoise, du mouvement ouvrier anglais, de l'économie de l'U.R.S.S., des salaires, des impôts, etc., constituent en elles-mêmes un danger des plus sérieux. Mais ce danger est décuplé par l'impossibilité où se trouve le parti de redresser, en suivant les voies normales, la ligne décidée par le sommet; car il a les pieds et les poings liés par le régime bureaucratique. On peut en dire autant de l'Internationale communiste. La résolution du XIVe Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S., sur la nécessité d'une direction plus démocratique et plus collective de l'Internationale communiste a été pratiquement bafouée. Un changement dans le régime intérieur de l'Internationale communiste devient une question de vie ou de mort pour le mouvement révolutionnaire international. Ce changement peut s'obtenir de deux façons : ou bien par une transformation du régime intérieur du Parti communiste de l'U.R.S.S., ou bien par la lutte contre le rôle dirigeant joué par le Parti communiste de l'U.R.S.S. dans l'Internationale communiste. Il faut que nous tendions toutes nos forces pour y arriver par la première voie. La lutte pour un changement de régime dans le Parti communiste de l'U.R.S.S., est une lutte pour l'assainissement du régime de l'Internationale communiste; elle se propose aussi d'assurer dans la direction de notre parti la sauvegarde de nos idées.

Il faut impitoyablement chasser du programme l'idée même que des partis vivants, actifs puissent être subordonnés au contrôle de « l'ordre révolutionnaire » imposée par la bureaucratie du parti et de l'État. Il faut rendre au parti lui-même ses propres droits. Il faut que le parti redevienne un parti. Il faut affirmer ces nécessités dans le programme; de manière à ne laisser aucune place à la justification théorique de la bureaucratie et des tendances à l'usurpation.

12. - CAUSES DES DÉFAITES DE L'OPPOSITION ET PERSPECTIVES

A partir de l'automne de 1923, l'aile gauche prolétarienne du parti, qui a exposé ses vues dans toute une série de documents dont le principal est la *Plate-forme des bolcheviks-léninistes (Opposition)*, fut systématiquement soumise, en tant qu'organisation, à la destruction. Les procédés de répression étaient déterminés par le caractère du régime intérieur du parti, qui devenait de plus en plus bureaucratique à mesure qu'augmentait la pression exercée par les classes non prolétariennes contre le prolétariat. Le caractère général de la période permit la réussite de ces méthodes :

c'est en effet le moment où le prolétariat subit de graves défaites et où la social-démocratie reprit vigueur, tandis qu'au sein des partis communistes les tendances centristes et opportunistes se renforçaient et que le centrisme, jusqu'aux tout derniers mois, glissait systématiquement vers la droite. La première répression contre l'Opposition s'exerça aussitôt après la défaite de la révolution allemande dont elle fut, en quelque sorte, le complément. Elle eût été impossible si le triomphe du prolétariat allemand avait pu augmenter la confiance du prolétariat de l'U.R.S.S. en lui-même et du même coup sa force de résistance à la pression des classes bourgeoises de l'intérieur et de l'extérieur, et aussi à sa courroie de transmission, la bureaucratie du parti.

Pour éclairer le sens général des regroupements qui se sont opérés dans l'Internationale communiste depuis la fin de 1923, il serait de la plus haute importance d'examiner comment le groupe dirigeant, aux diverses étapes de son glissement, expliquait ses victoires « d'organisation » sur l'Opposition. Ce travail n'est pas possible dans le cadre de notre critique du projet de programme. Mais pour atteindre notre but, nous n'avons qu'à examiner comment fut comprise la première « victoire » remportée sur l'Opposition en septembre 1924, d'après l'article où Staline débuta dans les questions de politique internationale :

« Il faut considérer la victoire décisive remportée dans les partis communistes par l'aile révolutionnaire comme le symptôme le plus sûr – écrivait Staline – des processus révolutionnaires très importants qui se produisent dans les profondeurs de la classe ouvrière... »

Et à un autre endroit du même article :

« Si l'on ajoute à cela le total isolement de la tendance opportuniste au sein du Parti communiste russe, le tableau que l'on obtiendra sera complet. Le Ve Congrès de l'Internationale communiste n'a fait que consolider la victoire de l'aile révolutionnaire dans les sections principales de l'Internationale communiste » (*Pravda*, 20 septembre 1924).

Ainsi, la défaite de l'Opposition du Parti communiste russe fut présentée comme le résultat de l'orientation vers la gauche du prolétariat marchant directement à la révolution, et dans toutes les sections, prenant le dessus sur l'aile droite. Maintenant, cinq ans après la plus grande des défaites du prolétariat international, celle de l'automne de 1923, la *Pravda* est obligée de reconnaître que c'est seulement actuellement que l'on commence à remonter « du creux de la vague, l'apathie et la dépression qui commencèrent après la défaite de 1923 et permirent au capitalisme allemand de renforcer ses positions » (*Pravda*, 28 janvier 1928).

Mais se pose alors une question, qui est nouvelle pour les dirigeants actuels de l'Internationale communiste, sinon pour nous : faut-il donc expliquer l'échec de l'Opposition, en 1923 et dans les années suivantes, par un déplacement de la classe ouvrière vers la droite et non vers la gauche ? La réponse à cette question décide de tout.

Celle qui fut donnée en 1924, lors du Ve Congrès de l'Internationale communiste, et plus tard dans des discours et des articles, était nette et catégorique : ce furent le renforcement des éléments révolutionnaires dans le mouvement ouvrier d'Europe, le nouveau flot ascendant et l'approche de la révolution prolétarienne qui causèrent la « débâcle » de l'Opposition.

Mais aujourd'hui la cassure politique durable, brutale qui, après 1923, s'est opérée vers la droite et non vers la gauche, est un fait établi et indiscutable. Par conséquent, il est clair que le déchaînement de la lutte contre l'Opposition et son intensification, qui entraîna exclusions et déportations, est intimement lié au processus politique de stabilisation de la bourgeoisie en Europe. Ce processus, il est vrai, a été contrarié, au cours des quatre dernières années, par d'importants événements révolutionnaires. Mais de nouvelles erreurs de la direction, plus cruelles encore que celles de 1923 en Allemagne, donnèrent chaque fois la victoire à l'ennemi, dans les pires conditions pour le prolétariat et le Parti communiste, et firent apparaître de nouveaux facteurs favorables à

la stabilisation bourgeoise. Le mouvement révolutionnaire international a subi des défaites; de ce fait, l'aile gauche prolétarienne du Parti communiste de l'U.R.S.S. (bolchevique) et l'Internationale communiste ont connu des échecs.

L'explication serait incomplète si nous ne tenions compte des conditions dans lesquelles se développaient les processus internes de l'économie et de la politique en U.R.S.S. : parties de la N.E.P., les contradictions s'aggravaient, parce que la direction comprenait mal les problèmes de l'alliance économique des villes et des campagnes, tout en sous-estimant le déséquilibre dont souffrait l'industrie et les tâches qui en résultaient dans une économie planifiée.

L'augmentation de la pression économique et politique exercée par les milieux bureaucratiques et petits-bourgeois à l'intérieur du pays, sur le fond des défaites de la révolution prolétarienne en Europe et en Asie, voilà l'enchaînement historique dont, pendant ces quatre années, le nœud coulant se resserra autour de la gorge de l'Opposition. Celui qui ne comprend pas cela ne comprend rien du tout.

*

**

Dans cet exposé, presque à chaque étape, nous avons dû confronter la ligne qui fut appliquée avec celle qui fut écartée sous le nom de trotskysme. Le sens de cette lutte, dans son aspect général, apparaît aux yeux d'un marxiste avec une netteté parfaite. Si les accusations épisodiques ou partielles de « trotskysme », appuyées par une accumulation de citations réelles et imaginaires, qui se sont étendues sur une période de vingt-cinq ans, pouvaient jadis dérouter, en revanche, un jugement cohérent sur l'ensemble de la lutte idéologique qui s'est livrée durant les cinq dernières années montre que s'affirmèrent deux lignes de conduite. L'une fut consciente et méthodique. Elle prolongea et développa les principes stratégiques léninistes dans leur application aux problèmes intérieurs de l'U.R.S.S. et de la révolution mondiale : c'est la ligne de l'Opposition. Et l'autre, inconsciente, contradictoire, hésitante, zigzagante, s'éloigne du léninisme sous la pression des forces de la classe ennemie dans une période de reflux politique sur le plan international : c'est la ligne de la direction officielle. Souvent, quand ils varient, les hommes abandonnent plus facilement des conceptions que des mots auxquels ils sont habitués. C'est la loi générale de toute mue dans le domaine idéologique. Dans presque toutes les questions fondamentales, la direction a procédé à une révision de Lénine; mais elle a fait passer cette révision pour un développement du léninisme tandis qu'elle a appelé trotskysme son essence révolutionnaire internationale, afin non seulement de se camoufler en surface, mais aussi de se tromper elle-même, pour s'adapter plus aisément au processus de son propre glissement.

Qui voudra comprendre ce fait ne nous fera pas le reproche ridicule d'avoir lié la critique du projet de programme à la mise à nu de la légende du trotskysme. Le présent projet a mûri dans une époque imprégnée de cette légende. Ce furent surtout ses auteurs qui l'alimentèrent, la prirent comme point de départ et jugèrent tout à sa lumière. Aussi ces circonstances se reflètent-elles dans le projet.

Un nouveau chapitre instructif vient de s'ajouter à l'histoire de la politique. On peut dire qu'il prouve la force que peut avoir la création des mythes, ou plus simplement la calomnie utilisée comme arme politique dans le domaine des idées. Comme l'expérience le démontre, on ne doit pas sous-estimer la valeur de cette arme. Nous sommes encore loin du « saut qui fera passer du règne de la nécessité au règne de la liberté »; nous vivons dans une société de classe qui ne peut pas ne pas renfermer obscurantisme, préjugés et superstitions. Un mythe qui correspond à certains intérêts ou à certaines habitudes traditionnelles peut toujours, dans une société divisée en classes, acquérir une grande puissance. Néanmoins, à partir seulement d'un mythe, même s'il est organisé suivant un plan et dispose de toutes les ressources de l'État, il n'est pas possible de bâtir une politique large, une politique révolutionnaire surtout, et plus particulièrement à notre époque. Inévitablement, la création des mythes s'empêtre dans ses propres contradictions. Nous n'en avons cité qu'une petite partie, bien qu'elle soit peut-être la plus importante. Nous comptons fermement que l'analyse objective, celle qu'opèrent les événements, viendra appuyer notre analyse subjective, que les circonstances extérieures nous permettent de la poursuivre jusqu'au bout ou non.

La radicalisation des masses ouvrières d'Europe est un fait incontestable qui s'est manifesté au cours des dernières élections parlementaires. Mais cette radicalisation ne fait que passer par sa phase primaire. Des facteurs comme la récente défaite de la révolution chinoise la contrecarrent, et font, pour une grande part, le lit de la social-démocratie. Nous ne voulons pas prédire ici à quelle vitesse ce processus s'effectuera. En tout cas, il est clair que la radicalisation ne sera le signe précurseur d'une situation révolutionnaire nouvelle qu'à partir du moment où l'attraction exercée par le Parti communiste s'accroîtra au détriment des grandes réserves de la social-démocratie.

Nous n'en sommes pas encore là; mais nous y viendrons, par l'effet d'une rigoureuse nécessité.

L'orientation incertaine actuellement suivie par la direction de l'Internationale communiste, qui s'efforce de donner un coup de barre à gauche, ne concorde pas avec la politique menée à l'intérieur de l'U.R.S.S., où l'on ne voit ni se modifier complètement le régime, ni s'arrêter la lutte contre les éléments révolutionnaires qui ont su résister à toutes les épreuves. Son aspect contradictoire résulte non seulement des difficultés économiques intérieures de l'U.R.S.S. (ce qui confirme entièrement les prévisions de l'Opposition), mais il correspond aussi parfaitement à la première étape de la radicalisation des masses ouvrières d'Europe. L'éclectisme de la politique suivie par la direction de l'Internationale communiste, l'éclectisme du projet de programme, constituent en quelque sorte un instantané de l'état actuel de la classe ouvrière internationale, qui est poussée vers la gauche par la marche des événements, mais n'a pas encore déterminé sa voie et a donné plus de neuf millions de suffrages à la social-démocratie allemande.

La future progression révolutionnaire correspondra à un immense regroupement qui s'opérera dans la classe ouvrière, et dans toutes ses organisations, y compris l'Internationale communiste. L'allure de ce processus n'apparaît pas clairement, mais les voies de son évolution concrète sont nettes. Les masses ouvrières, couche par couche, passeront de la social-démocratie au Parti communiste. L'axe de la politique communiste se déplacera de la droite vers la gauche. La ligne bolchevique du groupe qui, depuis 1923, depuis la défaite du prolétariat allemand, a su remonter le courant sous une grêle d'accusations et de persécutions, recueillera une sympathie de plus en plus grande.

Les méthodes d'organisation par lesquelles triompheront, dans l'Internationale communiste, et par conséquent dans l'ensemble du prolétariat international, les idées du véritable léninisme, qu'on ne peut contrefaire, dépendent pour une large part de la direction actuelle de l'Internationale communiste, et par conséquent, directement du VI^e Congrès.

Cependant, quelles que soient les décisions de ce Congrès – nous sommes prêts au pire –, le jugement général porté sur l'époque actuelle et ses tendances internes, dont la cause a été instruite en particulier par l'expérience des cinq dernières années,

nous dit que les idées de l'Opposition n'ont pas besoin de suivre un autre canal que celui de l'Internationale communiste. Personne ne nous en écartera. Les idées que nous défendons deviendront ses idées. Elles trouveront leur expression dans le programme de l'Internationale communiste.

III. – BILAN ET PERSPECTIVES DE LA RÉVOLUTION CHINOISE : SES LEÇONS POUR LES PAYS D'ORIENT ET POUR TOUTE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

C'est par l'analyse de l'expérience, des fautes et des tendances de la Révolution de 1905 que se constituèrent définitivement le bolchevisme, le menchevisme et l'aile gauche de la social-démocratie allemande et internationale. L'analyse de l'expérience de la révolution chinoise a aujourd'hui la même importance pour le prolétariat international.

Pourtant cette analyse, loin d'être commencée, est interdite. La littérature officielle s'occupe d'ajuster rapidement les faits aux résolutions du Comité exécutif de l'Internationale communiste, dont l'inconsistance s'est pleinement manifestée. Le projet de programme arrondit autant que possible les angles vifs du problème chinois, mais, pour l'essentiel, il avalise la politique funeste suivie par le Comité exécutif de l'Internationale communiste. On substitue à l'analyse d'un des plus grands processus de l'histoire une plaidoirie littéraire en faveur de schémas qui ont fait faillite.

1. – DE LA NATURE DE LA BOURGEOISIE COLONIALE

Le projet de programme dit :

" Des accords provisoires [avec la bourgeoisie indigène des pays coloniaux] ne sont admissibles que pour autant qu'elle ne fait pas obstacle à l'organisation révolutionnaire des ouvriers et des paysans et mène une lutte effective contre l'impérialisme. "

Cette formule, bien qu'elle se trouve sciemment intercalée dans une proposition subordonnée, est une des thèses fondamentales du projet, tout au moins pour les pays d'Orient. La proposition principale parle, évidemment, de " libérer [les ouvriers et les paysans] de l'influence de la bourgeoisie indigène ". Cependant, nous ne jugeons pas en grammairien mais en homme politique ; utilisant notre propre expérience, nous disons : la proposition principale n'a ici qu'une valeur secondaire, tandis que la proposition subordonnée contient l'essentiel. Considérée dans son ensemble, la formule est le classique nœud coulant menchevik qu'on passe ici au cou des prolétaires d'Orient.

De quels " accords provisoires " parle-t-on ? En politique comme dans la nature, tout est " provisoire ". Peut-être, ici, s'agit-il d'ententes *circonstancielles* strictement pratiques ? Il est évident que nous ne pouvons, pour l'avenir, renoncer à de tels accords, rigoureusement limités et servant chaque fois un but clairement défini. C'est le cas par exemple quand il s'agit d'une entente avec des étudiants du Kuomintang pour l'organisation d'une manifestation anti-impérialiste, ou bien de secours versés par des marchands chinois aux grévistes d'une concession étrangère. De tels phénomènes ne sont nullement à exclure dans l'avenir, même en Chine. Mais alors, que viennent donc faire ici des conditions politiques *d'ordre général* : " Pour autant qu'elle [la bourgeoisie] ne s'oppose pas à l'organisation révolutionnaire des ouvriers et des paysans et mène une lutte effective (!) contre l'impérialisme. " L'unique " condition " de tout accord avec la bourgeoisie, accord séparé, pratique, limité à des mesures définies et adapté à chaque cas, consiste à ne pas mélanger les organisations et les drapeaux, ni directement ni indirectement, ni pour un jour ni pour une heure, à distinguer le rouge du bleu, et à ne jamais croire que la bourgeoisie soit capable de mener une lutte *réelle* contre l'impérialisme et de *ne pas faire obstacle* aux ouvriers et aux paysans ou qu'elle soit disposée à le faire. L'autre condition nous est absolument inutile pour des accords pratiques. Au contraire, elle ne pourrait nous être que nuisible, en brisant la ligne générale de notre lutte contre la bourgeoisie, lutte qui ne cesse pas durant la brève période de " l'accord ". Depuis longtemps, on a dit que des ententes strictement pratiques, qui ne nous lient en aucune façon et ne nous créent aucune obligation politique, peuvent, si cela est avantageux au moment considéré, être conclues avec le diable même. Mais il serait absurde d'exiger en même temps qu'à cette occasion le diable se convertisse totalement au christianisme, et qu'il se serve de ses cornes, non pas contre les ouvriers et les paysans, mais pour des œuvres pieuses. En posant de telles conditions, nous agirions déjà, au fond, comme les avocats du diable, et lui demanderions de devenir ses parrains.

En posant ces conditions absurdes, en embellissant d'avance la bourgeoisie, le projet de programme dit avec une netteté et une clarté parfaites (malgré le caractère diplomatiquement subordonné de la proposition), qu'il s'agit précisément de coalitions politiques longues, et non pas d'accords occasionnels conclus pour des raisons pratiques. Mais alors, que signifie cette exigence que la bourgeoisie lutte " effectivement " et ne " fasse pas obstacle... " ? Imposons-nous ces conditions à la bourgeoisie elle-même et exigeons-nous qu'elle fasse publiquement une promesse ? Elle en fera autant qu'on voudra. Elle enverra même ses délégués à Moscou, adhérer à l'Internationale paysanne, se joindra comme sympathisante à l'Internationale communiste, fera de l'œil à l'Internationale syndicale rouge²⁵, en un mot, promettra tout ce qui lui permettra – avec notre aide – de tromper mieux, plus facilement et plus complètement les ouvriers et les paysans, en leur jetant de la poudre aux yeux... jusqu'à la prochaine occasion (sur le modèle de celle de Shanghai).

Peut-être ne s'agit-il pas ici de promesses politiques de la bourgeoisie, qui, répétons-le, en fera immédiatement, s'assurant de la sorte notre garantie devant les masses ouvrières ? Peut-être s'agit-il d'un jugement " objectif ", " scientifique ", porté sur la bourgeoisie indigène, d'une sorte d'expertise " sociologique " des aptitudes de cette bourgeoisie à combattre et " à ne pas faire

²⁵ Les fondateurs de l'Internationale communiste pensaient pouvoir englober dans celle-ci à la fois les partis communistes et les syndicats d'orientation révolutionnaire, tout comme la 1ère Internationale, du temps de Marx, avait regroupé ensemble formations politiques et formations syndicales. Mais cette tentative se heurta à des difficultés et, finalement, en 1921 fut créée à Moscou l'Internationale syndicale rouge. En dehors des syndicats soviétiques, elle ne groupa au bout de quelques années que de très faibles effectifs, les plus importants étant ceux de la C.G.T.U. en France, qui en 1935 s'unifia avec la C.G.T. L'Internationale syndicale rouge disparut ainsi pratiquement de la scène. Nous n'avons trouvé aucune déclaration officielle de dissolution.

obstacle " ? Hélas, comme en témoigne l'expérience la plus récente, habituellement il résulte de telles expertises que les experts font figure d'imbéciles. Cela ne serait rien, s'il ne s'agissait que d'eux...

Mais il ne peut y avoir le moindre doute : dans le texte, il est précisément question de blocs politiques de longue durée. Il serait superflu d'inclure dans le programme le problème des accords pratiques, circonstanciels; il suffirait d'une résolution sur la tactique " dans le monde actuel ". Mais il s'agit de justifier et de consacrer par le programme l'orientation suivie hier envers le Kuomintang, qui fit périr la seconde révolution chinoise et qui est capable d'en faire périr plus d'une encore.

Conformément à la pensée de Boukharine, auteur véritable du projet, on mise précisément sur une appréciation générale de la bourgeoisie coloniale, dont l'aptitude à combattre et à ne pas " faire obstacle " doit être prouvée non pas par son propre serment, mais par un schéma strictement " sociologique ", c'est-à-dire le mille-et-unième schéma strictement adapté à cette œuvre opportuniste.

Pour que la démonstration soit plus claire, citons ici le jugement porté par Boukharine sur la bourgeoisie coloniale. Après une référence au " fond anti-impérialiste " des révolutions coloniales, et à Lénine (tout à fait hors de propos), Boukharine déclare :

" La bourgeoisie libérale a joué en Chine, pendant toute une série d'années, et non pas de mois, un rôle objectivement révolutionnaire, puis elle s'est épuisée. Ce ne fut nullement " une journée glorieuse " comparable à la révolution libérale russe de 1905. "

Ici, tout est erroné du début à la fin. En effet, Lénine enseignait qu'il faut distinguer rigoureusement la nation bourgeoise opprimée de celle qui opprime. De là découlent des conséquences d'une importance exceptionnelle, par exemple dans le cas d'une guerre entre pays impérialistes et coloniaux. Pour un pacifiste, cette guerre ressemble à n'importe quelle autre; pour un communiste, la guerre d'une nation coloniale contre une nation impérialiste est une guerre bourgeoise-révolutionnaire, Lénine élevait ainsi les mouvements de libération nationale, les insurrections coloniales et les guerres des nations opprimées jusqu'au niveau des révolutions démocratiques bourgeoises, en particulier jusqu'à celui du 1905 russe. Mais Lénine ne posait pas du tout, comme le fait actuellement Boukharine, après son revirement à 180°, les guerres de libération nationale *au-dessus* des révolutions démocratiques bourgeoises. Lénine exigeait la distinction entre la bourgeoisie du pays opprimé et celle du pays oppresseur. Mais nulle part, Lénine n'a présenté ce problème (et n'aurait pu le faire), en affirmant que la bourgeoisie d'un pays colonial ou semi-colonial à l'époque de la lutte pour la libération nationale était plus progressiste et plus révolutionnaire que la bourgeoisie d'un pays non colonial en période de révolution démocratique²⁶. Sur le plan théorique, rien ne l'exige; l'histoire ne le confirme pas. Si pitoyable que soit le libéralisme russe, bien que sa moitié de gauche – la démocratie petite-bourgeoise, les socialistes révolutionnaires et les mecheviks – fasse figure d'avorton, il n'est guère possible d'affirmer que le libéralisme et la démocratie bourgeoise aient en Chine montré plus d'élévation et de capacité révolutionnaires que leurs homologues russes.

Présenter les choses comme si le joug colonial assignait nécessairement un caractère révolutionnaire à la bourgeoisie nationale, c'est reproduire à rebours l'erreur fondamentale du menchevisme, qui estimait que la nature révolutionnaire de la bourgeoisie russe devait absolument découler de l'oppression absolutiste et féodale.

La question de la nature et de la politique de la bourgeoisie est tranchée par toute la structure interne des classes dans la nation qui conduit la lutte révolutionnaire, par l'époque historique où se déroule cette lutte, par le degré de dépendance économique, politique et militaire qui lie la bourgeoisie indigène à l'impérialisme mondial dans son ensemble, ou à une partie de celui-ci, enfin – et c'est là le principal – par le degré d'activité de classe du prolétariat indigène et par l'état de sa liaison avec le mouvement révolutionnaire international.

Une révolution démocratique ou la libération nationale peuvent permettre à la bourgeoisie d'approfondir et d'étendre ses possibilités d'exploitation. L'intervention autonome du prolétariat sur l'arène révolutionnaire menace de les lui ôter toutes.

Voyons les faits de près. Les animateurs actuels de l'Internationale Communiste répètent sans trêve que Tchang Kaï-chek fit la guerre à " l'impérialisme ", alors que Kerensky marcha la main dans la main avec les impérialistes. Conclusion : il fallait mener une lutte implacable contre Kerensky alors qu'il fallait appuyer Tchang Kaï-chek.

La liaison du kerenskysme et de l'impérialisme est indiscutable. On peut remonter plus loin en arrière et souligner que la bourgeoisie russe " détrôna " Nicolas II avec la bénédiction des impérialismes anglais et français. Non seulement Milioukov-Kerensky soutinrent la guerre de Lloyd George-Poincaré, mais Lloyd George-Poincaré appuyèrent la révolution de Milioukov-Kerensky contre le tsar d'abord, contre les ouvriers et les paysans ensuite.

C'est un fait indiscutable.

Mais, sur ce point, comment les choses se passèrent-elles en Chine ? La " Révolution de Février " se produisit en Chine en 1911. Cette révolution fut un grand pas en avant, bien qu'elle eût été menée avec la participation la plus directe des impérialistes. Dans ses *Mémoires*, Sun Yat-Sen raconte comment son organisation obtint dans toutes ses activités " l'aide " des États impérialistes (tantôt le Japon, tantôt la France, tantôt les États-Unis). Si Kerensky, en 1917, continua à participer à la guerre impérialiste, la bourgeoisie chinoise, elle qui était " nationale ", " révolutionnaire ", etc., appuya elle aussi l'intervention de Wilson dans la guerre, en espérant que l'Entente aiderait à libérer la Chine. Sun Yat-Sen, en 1918, s'adressa aux gouvernements de l'Entente avec ses projets de relèvement économique et de libération politique de la Chine. Aucune raison ne permet d'affirmer que la bourgeoisie chinoise, bourgeoisie chinoise, dans sa lutte contre la dynastie mandchoue, ait fait preuve de qualités plus révolutionnaires que la bourgeoisie russe dans son combat contre le tsarisme, ou que l'attitude de Tchang Kaï-chek et celle de Kerensky envers l'impérialisme aient différé dans leur principe.

Mais Tchang Kaï-chek, affirme le Comité exécutif de l'Internationale communiste, a tout de même fait la guerre à l'impérialisme. Présenter ainsi les choses, c'est travestir grossièrement la réalité. Tchang Kaï-chek a fait la guerre aux militaristes chinois, agents de l'un des États impérialistes. Ce n'est pas du tout la même chose que de faire la guerre à l'impérialisme.

²⁶ " Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique et nationaliste, qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois; l'autre est celui des paysans et des ouvriers, ignorants et pauvres, qui luttent pour se libérer de toute espèce d'exploitation. Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale communiste et les partis qui y adhèrent doivent combattre cette tendance et chercher à développer le sentiment d'appartenance à une classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies. L'une des plus grandes tâches en vue de cette fin est la formation de partis communistes qui organisent les ouvriers et les paysans et les conduisent à la révolution et à l'établissement d'une république soviétique " (Thèses sur les questions nationale et coloniale, 11e Congrès, 1920. Lénine fut le principal rédacteur de ces thèses).

Même Tang Ping-sian comprenait cela. Dans le rapport qu'il présenta au VII^e plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste (à la fin de 1926), il caractérisa ainsi la politique centrisme du Kuomintang, dirigé par Tchang Kaï-chek :

" Dans le domaine de la politique internationale, il a une attitude passive, au plein sens du terme... Il est enclin à ne lutter que contre l'impérialisme anglais ; quant aux impérialistes japonais, il est prêt dans certaines conditions à admettre un compromis avec eux " (Compte rendu sténographique, vol. I, p. 406).

L'attitude du Kuomintang envers l'impérialisme fut, dès le début, non pas révolutionnaire mais toute de collaboration : le Kuomintang cherchait à battre les agents de certaines puissances impérialistes pour entamer des marchandages avec ces mêmes puissances ou avec d'autres, à des conditions plus avantageuses. C'est tout.

Toute cette façon d'aborder le problème est erronée. Ce qu'il faut considérer, ce n'est pas l'attitude de chaque bourgeoisie indigène envers l'impérialisme en général, mais sa position face aux tâches historiques révolutionnaires qui sont à l'ordre du jour dans son pays. La bourgeoisie russe fut celle d'un État impérialiste oppresseur. La bourgeoisie chinoise est celle d'un pays colonial opprimé. Le renversement du tsarisme féodal fut un facteur de progrès dans l'ancienne Russie. Ébranler le joug impérialiste, c'est en Chine un facteur historique de progrès. Mais la conduite de la bourgeoisie chinoise par rapport à l'impérialisme, au prolétariat et à la paysannerie, non seulement n'est pas plus révolutionnaire que l'attitude de la bourgeoisie russe envers le tsarisme et les classes révolutionnaires de Russie, mais elle est peut-être encore plus réactionnaire et plus lâche. Voilà la seule façon de poser la question.

La bourgeoisie chinoise est suffisamment réaliste et connaît d'assez près la figure de l'impérialisme mondial pour comprendre qu'une lutte réellement sérieuse contre lui exige une pression si forte des masses révolutionnaires que dès le début, c'est la bourgeoisie elle-même qui sera menacée. Si la lutte contre la dynastie mandchoue fut une tâche de moindre envergure historique que le renversement du tsarisme, en revanche, la lutte contre l'impérialisme mondial est historiquement un problème plus vaste. Et si, dès nos premiers pas, nous avons appris aux ouvriers de Russie à ne pas croire que le libéralisme soit disposé à culbuter le tsarisme et abolir le féodalisme et que la démocratie petite-bourgeoise en soit capable, nous aurions dû, de la même façon, inoculer, dès le début, ce sentiment de méfiance aux ouvriers chinois. Au fond, la nouvelle théorie de Staline-Boukharine, si totalement fautive, sur " l'immanence " de l'esprit révolutionnaire de la bourgeoisie coloniale n'est que du menchevisme traduit dans le langage de la politique chinoise ; elle sert simplement à faire de la situation opprimée de la Chine une prime politique au profit de la bourgeoisie chinoise ; elle jette sur le plateau de la balance, du côté de la bourgeoisie, un supplément de poids au détriment du prolétariat chinois doublement opprimé.

Mais, nous disent Staline et Boukharine, auteurs du projet de programme, la marche de Tchang Kaï-chek vers le nord provoqua un réveil puissant des masses ouvrières et paysannes. C'est incontestable. Mais est-ce que le fait que Goutchkov et Choulguine aient apporté à Petrograd l'acte d'abdication de Nicolas II ne joua pas un rôle révolutionnaire, ne réveilla pas les couches du peuple les plus écrasées, les plus fatiguées, les plus timides ? Mais est-ce que le fait que le travailliste Kerensky soit devenu président du Conseil des Ministres et commandant en chef des armées ne réveilla pas la masse des soldats, ne la poussa pas vers les meetings, ne dressa pas les villages contre les hobereaux ? On peut aussi poser la question de façon plus large : en général, est-ce que toute l'activité du capitalisme n'éveille pas les masses, ne les arrache pas, suivant l'expression du *Manifeste communiste*, à la stupidité de la vie des campagnes, ne lance pas les bataillons prolétariens dans la lutte ? Mais est-ce qu'un jugement historique sur le rôle objectif du capitalisme dans son ensemble, ou de certaines actions de la bourgeoisie en particulier, peut se substituer à notre attitude active de classe révolutionnaire envers le capitalisme et l'activité de la bourgeoisie ? La politique opportuniste s'est toujours fondée sur un " objectivisme " de ce genre, non dialectique, conservateur, suiviste. Le marxisme a toujours enseigné que les conséquences révolutionnaires de certains actes que la bourgeoisie est obligée d'accomplir en raison de sa situation, seront d'autant plus décisives, incontestables et durables que l'avant-garde prolétarienne sera plus indépendante par rapport à la bourgeoisie et moins encline à se laisser prendre les doigts dans l'engrenage bourgeois, à parer la bourgeoisie, à surestimer son esprit révolutionnaire et son aptitude à établir le " front unique " et à lutter contre l'impérialisme.

Le jugement formulé par Boukharine sur la bourgeoisie coloniale ne résiste pas plus à la critique sur le plan théorique que sur les plans historique et politique. Pourtant, c'est précisément ce jugement que le projet de programme s'attache, comme nous l'avons vu, à consacrer.

*

**

Une faute qui n'est pas reconnue et condamnée entraîne toujours une autre immédiatement après elle, ou la prépare.

Si, hier, la bourgeoisie chinoise était incorporée au front révolutionnaire unique, aujourd'hui on proclame " qu'elle est définitivement passée dans le camp de la contre-révolution ". Il n'est pas difficile de voir à quel point ces enrôlements et ces transferts effectués de façon tout administrative, sans analyse marxiste quelque peu sérieuse, manquent de fondement.

Il est absolument évident que la bourgeoisie rejoint le camp des révolutionnaires non par hasard, non par légèreté d'esprit, mais parce qu'elle subit la pression de ses intérêts de classe. Par crainte des masses, elle abandonne ensuite la révolution ou manifeste ouvertement contre elle une haine jusqu'alors dissimulée. Mais elle ne peut passer définitivement dans le camp de la contre-révolution, c'est-à-dire se libérer de toute nouvelle obligation de " soutenir " la révolution ou tout au moins de flirter avec elle, que lorsque, par des méthodes révolutionnaires ou autres (celles de Bismarck, par exemple), elle réussit à satisfaire ses aspirations fondamentales de classe. Rappelons l'histoire des années 1848 et 1871. Rappelons que, si la bourgeoisie russe put tourner aussi résolument le dos à la Révolution de 1905, c'est parce qu'elle reçut d'elle la Douma d'État, c'est-à-dire le moyen d'agir directement sur la bureaucratie et de traiter avec elle. Mais, quand la guerre de 1914-1917 eut révélé que le régime " rénové " était incapable d'assurer la satisfaction des intérêts majeurs de la bourgeoisie, celle-ci se tourna de nouveau du côté de la révolution et son revirement fut plus brutal qu'en 1905.

Peut-on dire que la Révolution de 1925-1927 en Chine ait donné satisfaction, même partiellement, aux intérêts fondamentaux du capitalisme chinois ? Non ; la Chine est aussi éloignée aujourd'hui d'une véritable unité nationale et de l'indépendance douanière qu'avant 1925. Cependant, la création d'un marché intérieur unique et sa protection contre les marchandises étrangères moins chères constituent pour la bourgeoisie chinoise presque une question de vie ou de mort ; c'est la seconde par ordre de grandeur après celle du maintien des bases de la domination de classe sur le prolétariat et les paysans pauvres. Mais, pour les bourgeoisies anglaise et française, le maintien de la Chine dans l'état de colonie n'a pas moins d'importance que l'autonomie pour la bourgeoisie chinoise. Voilà pourquoi il y aura encore de nombreux zigzags vers la gauche dans la politique de la bourgeoisie

chinoise. L'avenir réserve bien des tentations aux amateurs de front unique national. Dire aujourd'hui aux communistes chinois : votre coalition avec la bourgeoisie fut juste de 1924 à la fin de 1927, mais maintenant elle ne vaut rien, parce que la bourgeoisie est définitivement passée dans le camp de la contre-révolution, c'est préparer encore aux communistes chinois de nouvelles occasions de désarroi devant les futurs revirements objectifs et les zigzags à gauche que la bourgeoisie chinoise décrira inévitablement. Déjà la guerre que Tchang Kaï-chek mène contre le Nord bouscule complètement le schéma mécaniste des auteurs du projet de programme.

*

**

Mais l'erreur de principe commise dans la manière officielle de poser la question apparaîtra de façon éclatante, convaincante, indiscutable, si nous nous rappelons ce fait tout récent et d'une grande importance : la Russie tsariste fut une combinaison de nations dominatrices et de nations opprimées, les Grands-Russes et " les allogènes ", dont beaucoup se trouvaient dans la situation de colonies ou de semi-colonies. Lénine non seulement exigeait qu'on prêtât la plus grande attention à la question nationale des peuples de la Russie tsariste, mais encore proclamait contre Boukharine et consorts, que le devoir élémentaire du prolétariat de la nation dominante était d'appuyer la lutte des nations opprimées pour le droit à disposer d'elles-mêmes, jusqu'à la séparation même. Le parti en a-t-il déduit que la bourgeoisie des nationalités opprimées par le tsarisme (Polonais, Ukrainiens, Tatars, Juifs, Arméniens, etc.), était plus progressive, plus radicale, plus révolutionnaire que la bourgeoisie russe ? L'expérience historique révèle que la bourgeoisie polonaise, en dépit de la combinaison du joug absolutiste et du joug national, fut plus réactionnaire que la bourgeoisie russe : dans la Douma, elle se sentait attirée non vers les cadets, mais vers les octobristes. Il en fut de même de la bourgeoisie tatare. La très grave privation de droits qui frappait les Juifs n'empêcha pas la bourgeoisie juive d'être encore plus peureuse, réactionnaire et lâche que la bourgeoisie russe. Les bourgeois estoniens, lettons, géorgiens ou arméniens furent-ils plus révolutionnaires que les bourgeois de Grande-Russie ? Comment peut-on oublier de telles leçons historiques ?

Mais peut-être doit-on à présent reconnaître, après coup, que le bolchevisme se trompait quand, contrairement au *Bund*, aux *dachnaks*, aux membres du Parti socialiste polonais, aux mencheviks géorgiens et autres²⁷ [NoteFin de la note], il appelait, dès l'aube de la révolution démocratique bourgeoise, les ouvriers de toutes les nations opprimées, de tous les peuples coloniaux de la Russie tsariste, à se regrouper dans une organisation autonome de classe, à rompre tout lien d'organisation non seulement avec les partis libéraux bourgeois, mais aussi avec les partis révolutionnaires de la petite bourgeoisie, à conquérir la classe ouvrière dans la lutte contre ces derniers et, par l'intermédiaire des ouvriers, à lutter contre ces partis pour influencer les paysans ? N'avons-nous pas commis ici une erreur " trotskyste " ? N'avons-nous pas sauté, en ce qui concerne ces nations opprimées dont certaines étaient extrêmement arriérées, par-dessus la phase de développement qui aurait correspondu au Kuomintang ? Comme il est aisé, en effet, d'édifier une théorie suivant laquelle le Parti socialiste polonais, le *Dachnak-Tsoutioun*, le *Bund*, etc., furent les formes " particulières " d'une collaboration nécessaire entre des classes diverses en lutte contre l'absolutisme et le joug national ! Est-ce que, vraiment, on peut oublier pareilles leçons de l'histoire ?

Avant les événements chinois des trois dernières années, il était clair pour un marxiste (et maintenant il doit être clair même pour un aveugle), que l'impérialisme étranger, parce qu'il intervient directement dans la vie intérieure de la Chine, rend les Milioukov et les Kerensky chinois plus lâches encore, en dernière analyse, que leurs prototypes russes. Ce n'est pas pour rien que le premier *Manifeste* de notre parti avait déjà proclamé que plus on allait vers l'Orient, plus mesquine et lâche devenait la bourgeoisie, et plus grandes les tâches qui incombent au prolétariat. Cette " loi " historique s'applique pleinement à la Chine.

" Notre révolution est bourgeoise ; c'est pour cela que les ouvriers doivent soutenir la bourgeoisie, disent les politiciens dépourvus de toute clairvoyance qui viennent du camp des liquidateurs. Notre révolution est bourgeoise, disons-nous, nous marxistes ; c'est pour cela que les ouvriers doivent ouvrir les yeux au peuple, en lui faisant voir les tromperies des politiciens bourgeois, lui enseigner à ne pas croire aux mots, à ne compter que sur ses forces, son organisation, son union, son armement. "

Cette thèse de Lénine conserve toute sa valeur pour l'Orient entier ; il faut absolument qu'elle ait sa place dans le programme de l'Internationale.

2. – LES ÉTAPES DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

La première étape pour le Kuomintang fut une période de domination de la bourgeoisie indigène, sous l'enseigne apologétique du " bloc des quatre classes ". La seconde période, après le coup d'Etat de Tchang Kaï-chek, vit la domination parallèle et " autonome " du kerenskysme chinois. Si les populistes russes et les mencheviks donnèrent à leur courte " dictature " la forme ouverte d'une dualité de pouvoirs, la " démocratie révolutionnaire " chinoise, elle, n'avait pas assez de force pour y parvenir. Et comme, en général, l'histoire ne travaille pas sur commande, il ne reste plus qu'à *comprendre qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura pas* d'autre *dictature* " démocratique " que celle que le Kuomintang exerce depuis 1925. Il en sera ainsi, que la semi-unité de la Chine obtenue par le Kuomintang se maintienne dans l'avenir immédiat, ou que le pays se démembre de nouveau. Mais précisément, quand la dialectique de classe de la révolution, après l'épuisement de toutes les autres ressources, mit à l'ordre du jour la *dictature du prolétariat* et entraîna des millions d'opprimés et de déshérités des villes et des campagnes, le Comité exécutif de l'Internationale communiste plaça au premier plan le mot d'ordre de la dictature *démocratique* (c'est-à-dire démocratique bourgeoise) des ouvriers et des paysans. La réponse à cette formule fut l'insurrection de Canton qui, en dépit de son caractère prématuré et de sa direction aventuriste, montre que l'étape nouvelle, la *troisième*, sera la future révolution chinoise. Il est nécessaire d'y insister.

²⁷ *Bund* : organisation socialiste qui cherchait à grouper les travailleurs juifs, notamment en Pologne et en Lituanie, indépendamment du Parti social-démocrate ouvrier russe. Au Congrès de ce dernier en 1903, sa demande d'adhésion fut rejetée. Le *Bund* exista de manière indépendante, collaborant parfois avec les mencheviks, jamais avec les bolcheviks.

Parti socialiste polonais : organisation nationaliste petite-bourgeoise à coloration socialiste, violemment combattue par le Parti social-démocrate polonais dirigé par Rosa Luxembourg. Un des dirigeants du P.P.S. devint le maréchal Pilsudsky.

Dachnak-tsoutioun : organisation arménienne nationaliste et petite-bourgeoise.

En cherchant une assurance contre les péchés du passé, la direction, vers la fin de l'année dernière imprima criminellement à la marche des événements une allure forcée qui aboutit à l'avortement de Canton. Mais même un avortement peut beaucoup apprendre sur l'état de la mère et sur le processus de l'accouchement. Au point de vue théorique, l'importance énorme, décisive, des événements de Canton par rapport aux problèmes essentiels de la révolution chinoise, c'est que nous nous trouvons en présence d'un fait extrêmement rare en histoire et en politique : *une expérience de laboratoire à une échelle gigantesque*. Nous l'avons payée cher ; cela nous oblige d'autant plus à en bien assimiler les enseignements.

D'après ce qu'en rapporte la *Pravda* (n° 31), un des mots d'ordre du combat à Canton fut le cri : " A bas le Kuomintang ! " Après la trahison de Tchang Kai-shek déjà et après celle de Wan Tin-wei (qui trahirent non pas leur classe, mais nos illusions), le Comité exécutif de l'Internationale communiste fit des promesses solennelles : " Nous ne céderons pas l'étendard du Kuomintang ! " Or, les ouvriers de Canton interdirent le Kuomintang et proclamèrent *hors-la-loi toutes ses tendances*. Cela signifie que pour réaliser les tâches nationales fondamentales, la bourgeoisie – non seulement la grande mais aussi la petite – ne présente pas de force politique, de parti, de fraction, aux côtés desquels le parti du prolétariat puisse résoudre les problèmes de la révolution démocratique bourgeoise. Le problème de la conquête du mouvement des paysans incombe déjà entièrement au prolétariat et directement au Parti communiste. Là se trouve la clef qui permettra de prendre la position. Pour qu'une véritable solution des problèmes démocratiques bourgeois puisse intervenir, il faudrait que tout le pouvoir se concentrât entre les mains du prolétariat.

Au sujet du pouvoir soviétique éphémère de Canton, la *Pravda* communique :

" Dans l'intérêt des ouvriers, le Soviet de Canton a décidé... le contrôle sur la production par les ouvriers et la réalisation de ce contrôle par les comités d'usine... la nationalisation de la grosse industrie, des transports et des banques. "

Plus loin, on cite des mesures de ce genre :

" Confiscation de tous les appartements de la grande bourgeoisie au profit des travailleurs. "

Ainsi, les ouvriers de Canton étaient au pouvoir, et le pouvoir appartenait en fait au Parti communiste. Le programme du nouveau pouvoir comprenait non seulement la confiscation des terres des hobereaux, pour autant qu'il y en eût dans le Kouantoung, le contrôle ouvrier sur la production, mais aussi la nationalisation de la grande industrie, des banques, des transports, et même la confiscation des appartements de la bourgeoisie et de tous les biens de celle-ci au profit des travailleurs. Si ce sont là les méthodes de la révolution bourgeoise, on se demande à quoi peut donc bien ressembler en Chine la révolution prolétarienne !

Bien que les directives du Comité exécutif de l'Internationale communiste n'aient jamais parlé de la dictature prolétarienne et des mesures socialistes, bien que Canton se distingue par son caractère petit-bourgeois de Shanghai, Han-kéou et autres centres industriels du pays, le coup d'État révolutionnaire réalisé *contre le Kuomintang*, a automatiquement abouti à la dictature du prolétariat ; dès ses premiers pas, en raison de la situation d'ensemble, celle-ci a dû appliquer des mesures plus radicales que celles qui furent prises au début de la Révolution d'Octobre. Et ce fait, malgré son apparence paradoxale, découle normalement aussi bien des rapports sociaux en Chine que de tout le développement de la révolution.

La propriété foncière – grande et moyenne – (comme on la trouve en Chine) se mêle de la façon la plus intime au capitalisme des villes, et même au capitalisme étranger. Il n'y a pas, en Chine, de caste de hobereaux s'opposant à la bourgeoisie. L'exploiteur le plus commun et le plus haï dans les campagnes est le koulak-usurier, agent du capitalisme financier des villes. Aussi la révolution agraire a-t-elle un caractère antiféodal tout autant qu'antibourgeois. En Chine, il n'y aura pas ou presque pas d'étape semblable à la première étape de notre Révolution d'Octobre, durant laquelle le koulak marchait avec les paysans moyens et pauvres, et souvent à leur tête, contre le propriétaire foncier. La révolution agraire dans ce pays signifie et signifiera, dorénavant, l'insurrection non seulement contre le petit nombre des hobereaux et des bureaucrates véritables, mais aussi contre le koulak et l'usurier. Si, chez nous, les comités de paysans pauvres ne sont intervenus que lors de la seconde étape de la Révolution d'Octobre, vers le milieu de 1918, au contraire, en Chine, ils apparaîtront sur la scène, sous quelque aspect que ce soit, aussitôt que le mouvement agraire renaîtra. La " dékoulakisation " sera, en Chine, le premier et non pas le second pas de l'Octobre chinois.

Cependant, la révolution agraire ne constitue pas le fond unique de la lutte historique qui se déroule actuellement en Chine. La révolution agraire la plus radicale, le partage des terres (il est évident que le Parti communiste l'appuiera jusqu'au bout) ne permettront pas à eux seuls de sortir de l'impasse économique. La Chine a tout autant besoin de son unité nationale, de sa souveraineté économique, c'est-à-dire de l'autonomie douanière ou plus exactement du monopole du commerce extérieur ; or, cela exige *qu'elle se libère de l'impérialisme mondial*. Pour ce dernier, la Chine ne demeure pas seulement la source la plus abondante d'enrichissement ; elle garantit aussi son existence, en constituant une soupape de sûreté aux explosions qui se produisent aujourd'hui à l'intérieur du capitalisme européen et qui se produiront demain à l'intérieur du capitalisme américain. C'est ce qui détermine par avance l'exceptionnelle ampleur et la monstrueuse âpreté de la lutte que les masses populaires chinoises devront soutenir, surtout maintenant que sa profondeur a pu être mesurée par tous les participants.

Le rôle énorme du capital étranger dans l'industrie chinoise, et l'habitude qu'il a prise, pour la défense de ses appétits, de s'appuyer directement sur les baïonnettes " nationales ", rendent le programme du contrôle ouvrier, en Chine, encore moins réalisable qu'il ne le fut chez nous. L'expropriation directe des entreprises capitalistes, étrangères d'abord, chinoises ensuite, sera très vraisemblablement imposée par le cours de la lutte au lendemain de l'insurrection victorieuse.

Les mêmes causes objectives, sociales et historiques, qui déterminèrent l'issue d'Octobre dans la Révolution russe se présentent en Chine sous un aspect encore plus aigu. Les pôles bourgeois et prolétarien de la nation sont opposés en Chine avec plus d'intransigeance encore, si cela est possible, qu'en Russie ; car, d'une part, la bourgeoisie chinoise a directement partie liée avec l'impérialisme étranger et son appareil militaire, et d'autre part, le prolétariat chinois a pris contact, dès le début, avec l'Internationale communiste et l'Union soviétique. Numériquement, la paysannerie chinoise représente dans le pays une masse bien plus considérable encore que la paysannerie russe ; mais serrée dans l'étau des contradictions mondiales (de leur solution, dans un sens ou dans l'autre, dépend son destin), la paysannerie chinoise est encore plus incapable de jouer un rôle dirigeant que la paysannerie russe. Maintenant, ce n'est plus une prévision théorique, c'est un fait entièrement vérifié sous tous ses aspects.

Ces préalables sociaux et politiques, dont on ne peut discuter l'importance, montrent que, pour la troisième révolution chinoise, non seulement la formule de la dictature démocratique est définitivement *périmée*, mais aussi que, malgré son grand retard, ou plutôt à cause de ce retard, la Chine ne connaîtra pas, à la différence de la Russie, de période " démocratique ", ne serait-ce que pour une durée de six mois, comme ce fut le cas, de novembre 1917 à juillet 1918, lors de la Révolution d'Octobre ; dès le début, elle devra opérer le grand bouleversement et supprimer la propriété privée dans les villes et les campagnes.

Il est vrai que cette perspective ne concorde pas avec la conception pédantesque et schématique des rapports entre l'économie et la politique. Mais la responsabilité de cette discordance qui ébranle les préjugés à nouveau enracinés (bien qu'Octobre leur ait pourtant déjà porté un coup sérieux), incombe non pas au " trotskysme " mais à *la loi du développement inégal*. Dans ce cas, elle est justement applicable.

Ce serait faire preuve de pédantisme que d'affirmer que, si une politique bolchevique avait été suivie lors de la Révolution de 1925-1927, le Parti communiste chinois se serait à *coup sûr* emparé du pouvoir. Mais affirmer que cette possibilité était complètement exclue serait le fait d'un philistin honteux. Le mouvement de masse des ouvriers et des paysans, de même que la désagrégation des classes dominantes, pouvait permettre sa réalisation. La bourgeoisie indigène envoyait ses Tchang Kaï-chek et ses Wan Tin-wei à Moscou ; par l'entremise de ses Hou Han-min, elle frappait aux portes de l'Internationale communiste, précisément parce que, face aux masses révolutionnaires, elle se sentait faible au dernier degré : elle connaissait cette faiblesse et d'avance cherchait à se protéger. Les ouvriers et les paysans n'auraient pas suivi la bourgeoisie indigène si nous ne les avions pris au lasso et entraînés à sa suite. Si la politique de l'Internationale communiste avait eu quelque justesse, l'issue de la lutte du Parti communiste pour la conquête des masses était décidée d'avance : le prolétariat chinois aurait soutenu les communistes, et la guerre paysanne aurait appuyé le prolétariat révolutionnaire.

Si, dès le début de la marche vers le Nord, nous avions commencé à établir des soviets dans les régions " libérées " (et les masses y aspiraient de toutes leurs forces), nous aurions acquis la base nécessaire et rassemblé l'élan révolutionnaire ; nous aurions concentré autour de nous les insurrections agraires ; nous aurions créé *notre* armée et désagrégé celle de l'ennemi ; malgré sa jeunesse, le Parti communiste chinois aurait pu mûrir sous la direction judicieuse de l'Internationale communiste au cours de ces années exceptionnelles ; il aurait pu arriver au pouvoir, sinon dans toute la Chine d'un seul coup, tout au moins sur une part considérable de son territoire. Et ce qui est le plus important, nous aurions eu un *parti*.

Mais précisément, dans le domaine de la direction, il s'est produit une chose absolument monstrueuse, une véritable catastrophe historique : l'autorité de l'Union soviétique, du parti des bolcheviks, de l'Internationale communiste, servit entièrement à soutenir Tchang Kaï-chek contre la politique propre du Parti communiste, ensuite à appuyer Wan Tin-wei comme dirigeant de la révolution agraire. Après avoir piétiné la base même de la politique léniniste et rompu les os du jeune Parti communiste chinois, le Comité exécutif de l'Internationale communiste détermina d'avance la victoire du kerenskysme chinois sur le bolchevisme, des Milioukov chinois sur les Kerensky, de l'impérialisme anglo-japonais sur les Milioukov chinois. Voilà la signification – l'unique signification – de ce qui s'est passé en Chine en 1925-1927.

3. – DICTATURE DÉMOCRATIQUE OU DICTATURE DU PROLÉTARIAT ?

Comment le dernier plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste a-t-il donc jugé l'expérience acquise dans la révolution chinoise, y compris celle qu'a fournie le coup d'État de Canton ? Quelles sont les perspectives d'avenir qu'il a ébauchées ? A propos de la révolution chinoise, la résolution du plénum de février 1928 permet d'aborder les parties du projet de programme consacrées à ce sujet ; elle dit :

" Il n'est pas exact de caractériser [cette révolution] comme une révolution " permanente " (position du représentant du Comité exécutif de l'Internationale communiste). La tendance à sauter [?] par-dessus l'étape bourgeoise et démocratique de la révolution tout en estimant en même temps [?] que cette révolution est " permanente ", est une erreur analogue à celle de Trotsky en 1905 [?]. "

Depuis que Lénine quitta sa direction, c'est-à-dire depuis 1923, l'activité idéologique de l'Internationale communiste consiste surtout à lutter contre le prétendu " trotskysme " et plus particulièrement contre la " révolution permanente ". Comment a-t-il donc été possible que, sur le problème fondamental de la révolution chinoise, non seulement le Comité central du Parti communiste chinois, mais aussi le délégué officiel de l'Internationale communiste – c'est-à-dire un dirigeant qui avait reçu des instructions spéciales –, commettent précisément " l'erreur " pour laquelle des centaines d'hommes sont en Sibérie ou en prison ? La lutte à propos de la question chinoise dure depuis déjà deux ans et demi. Quand l'Opposition déclara que l'ancien Comité central (Tchen Dou-siou), subissant l'influence des fausses directives de l'Internationale communiste, pratiquait une politique opportuniste, ce jugement fut traité de " calomnie ". La direction du Parti communiste chinois fut considérée comme irréprochable. Le célèbre Tan Pin-sian, approuvé par tout le VII^e plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, jurait :

" Dès que surgit le trotskysme, le parti et les Jeunesses communistes adoptèrent immédiatement, à l'unanimité, une résolution contre lui " (Compte rendu sténographique, p. 205).

Quand, en dépit de toutes ces " conquêtes ", les événements développèrent tragiquement leur logique, qui aboutit d'abord à la première débâcle de la révolution puis à la seconde, encore plus effrayante, la direction du Parti communiste chinois, d'abord exemplaire, fut en vingt-quatre heures baptisée menchevique et destituée. En même temps, on déclara que la nouvelle direction représentait entièrement la ligne de l'Internationale communiste. Mais dès que commença une nouvelle étape sérieuse, on accusa le nouveau Comité central du Parti communiste chinois d'être passé – comme nous l'avons vu, non pas en paroles mais en actes – à une attitude de prétendue " révolution permanente ". Le délégué de l'Internationale communiste emprunta la même voie. Ce fait frappant, réellement inconcevable, ne peut s'expliquer que par l'écart " béant " qui sépare les directives du Comité exécutif de l'Internationale communiste de la véritable dynamique de la révolution.

Ici, nous n'insisterons pas sur le mythe de la " révolution permanente " de 1905, qui fut mis en circulation en 1924 pour semer le trouble et dérouter. Contentons-nous d'examiner comment ce mythe s'est réfracté dans le problème de la révolution chinoise.

Le premier paragraphe de la résolution de février, auquel a été empruntée la citation reproduite plus haut, donne les motifs suivants de son attitude négative envers la prétendue " révolution permanente " :

" La période actuelle de la révolution chinoise est celle de la révolution bourgeoise et démocratique, qui n'est achevée ni du point de vue économique (bouleversement agraire et abolition des rapports féodaux) ni, dit point de vue de la lutte contre l'impérialisme (unité de la Chine et indépendance nationale), ni du point de vue du caractère de classe du pouvoir (dictature du prolétariat et de la paysannerie). "

Cet exposé des motifs est un enchaînement ininterrompu d'erreurs et de contradictions.

Le Comité exécutif de l'Internationale communiste a enseigné que la révolution chinoise doit assurer à la Chine la possibilité de se développer dans la voie du socialisme. On ne peut atteindre ce but que si la révolution ne s'arrête pas à la simple réalisation

des tâches démocratiques bourgeoises, que si, en grandissant, en passant d'une phase à l'autre, c'est-à-dire en se développant sans interruption (ou d'une façon *permanente*), elle conduit la Chine vers un développement socialiste. C'est justement cela que Marx entendait par révolution permanente²⁸. Comment peut-on alors, d'une part, parler de la voie non capitaliste suivie par le développement de la Chine, et de l'autre, nier le caractère permanent de la révolution en général ?

Mais, réplique la résolution du Comité exécutif de l'Internationale communiste, la révolution n'est achevée ni du point de vue du bouleversement agraire, ni du point de vue de la lutte nationale contre l'impérialisme. On en déduit le caractère démocratique bourgeois de la révolution chinoise dans la période actuelle. En réalité, la période actuelle est celle de la contre-révolution. Sans doute le Comité exécutif de l'Internationale communiste veut-il dire que la nouvelle marée de la révolution chinoise, ou plus exactement *la troisième révolution chinoise*, aura un caractère bourgeois démocratique, puisque la deuxième révolution chinoise de 1925-1927 n'a résolu ni la question agraire ni le problème national. Toutefois, même sous cette forme amendée, un tel raisonnement repose sur une totale incompréhension de l'expérience et des enseignements de la révolution chinoise comme de la révolution russe.

La révolution de février 1917 avait laissé sans solution, en Russie, tous les problèmes intérieurs et internationaux : le féodalisme dans les campagnes, l'ancienne bureaucratie, la guerre et la débâcle économique. C'est en partant de cette situation que non seulement les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, mais aussi de nombreux responsables de notre parti, démontraient à Lénine que " la période actuelle de la révolution était celle d'une révolution démocratique bourgeoise ". Sur ce point essentiel, la résolution du Comité exécutif de l'Internationale communiste ne fait que recopier les objections que les opportunistes en 1917 firent à Lénine²⁹ afin de s'opposer à la lutte pour la dictature du prolétariat.

Plus loin dans le texte, on dit que la révolution démocratique bourgeoise n'est pas achevée, non seulement au point de vue économique et national, mais aussi " au point de vue de la nature de classe du pouvoir (dictature du prolétariat et des paysans) ". Cela ne peut signifier qu'une chose : défense au prolétariat chinois de lutter pour le pouvoir tant qu'il n'y a pas à la tête de la Chine un " véritable " gouvernement démocratique. Malheureusement, on n'indique pas où le prendre.

La confusion s'accroît encore du fait que le mot d'ordre des soviets fut repoussé pour la Chine au cours de ces deux dernières années parce que, disait-on, la création de soviets n'est admissible que lorsqu'on passe à la révolution prolétarienne (" théorie " de Staline). Or, quand le renversement révolutionnaire fut réalisé, quand ceux qui y participèrent conclurent que c'était là justement le passage à la révolution prolétarienne, on les accusa de " trotskysme ". Peut-on avec de telles méthodes éduquer le parti et l'aider à accomplir ses grandes tâches ?

Afin de sauver une position désespérée, la résolution du Comité exécutif de l'Internationale communiste (en rupture avec le cours des autres idées) met hâtivement en avant son dernier argument : elle invoque l'impérialisme. Il se trouve que la tendance à sauter par-dessus l'étape démocratique bourgeoise

" est d'autant [!] plus nuisible qu'en posant ainsi la question on élimine [?] la particularité nationale la plus importante de la révolution chinoise, qui est une révolution semi-coloniale ".

L'unique signification que peuvent avoir ces paroles absurdes est l'idée que le joug de l'impérialisme sera renversé par une sorte de dictature non prolétarienne. Autant dire que l'on invoque " la particularité nationale la plus importante " au tout dernier moment, pour embellir soit la bourgeoisie chinoise indigène, soit la " démocratie " petite-bourgeoise de Chine. Cet argument ne peut avoir d'autre sens. Mais nous avons déjà examiné d'une façon assez détaillée cette conception dans le chapitre qui traite " de la nature de la bourgeoisie coloniale ". Inutile d'y revenir.

Il faut que la Chine connaisse encore une lutte gigantesque, acharnée, sanglante, prolongée, pour des conquêtes aussi élémentaires que la liquidation des formes les plus " asiatiques " de servitude, l'émancipation et l'unité du pays. Mais comme l'a montré le cours des événements, c'est justement ce fait qui rend impossible pour l'avenir l'existence d'une direction ou même d'une semi-direction bourgeoise de la révolution. L'unité et l'émancipation de la Chine constituent maintenant un problème international, tout comme l'existence de l'U.R.S.S. On ne peut résoudre ce problème que par la lutte acharnée des masses populaires, masses écrasées, affamées, persécutées, sous la direction directe de l'avant-garde prolétarienne. Lutte non seulement contre l'impérialisme mondial, mais aussi contre ses agents économiques et politiques en Chine, contre la bourgeoisie, y compris la bourgeoisie " indigène ". C'est cela la voie de la dictature du prolétariat.

A partir d'avril 1917, Lénine expliquait à ses adversaires, qui l'accusaient d'être passé à la " révolution permanente ", que la dictature du prolétariat et de la paysannerie s'était déjà réalisée, en partie, à l'époque de la dualité de pouvoir. Plus tard, il précisa que cette dictature avait trouvé son prolongement durant la première période du pouvoir des soviets, lorsque la paysannerie entière réalisait avec les ouvriers le bouleversement agraire, tandis que la classe ouvrière ne procédait pas encore à la confiscation des fabriques et des usines et faisait l'expérience du contrôle ouvrier. Pour ce qui est de " la nature de classe du pouvoir ", la " dictature " socialiste-révolutionnaire et menchevique donna ce qu'elle pouvait donner : un avorton de dualité de pouvoir. En ce qui concerne le bouleversement agraire, la révolution mit au monde un bébé sain et fort, mais c'est déjà la dictature du prolétariat qui fut l'accoucheuse. En d'autres termes, tout ce que la formule théorique de la dictature du prolétariat et de la paysannerie cherchait à unir se trouva décomposé dans le cours de la lutte des classes. L'écale vide du demi-pouvoir fut provisoirement remise à Kerensky-Tseretelli, tandis que le véritable noyau de la révolution agraire et démocratique revenait à la classe ouvrière triomphante. Telle est la dissociation dialectique de la dictature démocratique que les dirigeants du Comité exécutif de l'Internationale communiste n'ont pas comprise. Ils se sont enfoncés dans une impasse politique, en condamnant mécaniquement le procédé qui consiste à " sauter par-dessus l'étape bourgeoise et démocratique ", et en tentant de diriger un processus historique par des circulaires. *Si l'on entend par étape bourgeoise et démocratique l'accomplissement de la révolution agraire par la voie de la dictature " démocratique ", alors c'est la Révolution d'Octobre qui sauta audacieusement "par-dessus" l'étape bourgeoise et démocratique. Faut-il l'en condamner ?*

Alors, pourquoi ce qui fut historiquement inéluctable en Russie, ce qui exprima le bolchevisme au plus haut degré, se trouve-t-il être du " trotskysme " en Chine ? C'est évidemment en vertu de la même logique qui proclame que la théorie de Martynov, que pendant vingt ans le bolchevisme a flétrie en Russie, convient à la Chine.

²⁸ Marx utilisa cette expression pour la première fois dans *l'Adresse à la Ligue des Communistes*, en mars 1850.

²⁹ Lors de la discussion des *Thèses d'avril*.

Mais peut-on, en général, sur ce sujet, admettre une analogie avec la situation en Russie ? Nous répondons que le mot d'ordre de la dictature du prolétariat et de la paysannerie est lancé par les dirigeants du Comité exécutif de l'Internationale communiste d'après la seule méthode des analogies, mais des analogies littéraires, formelles, et non d'après le matérialisme historique. Il est possible d'admettre une analogie entre la Chine et la Russie, si on aborde la comparaison d'une façon correcte. Lénine le fit superbement, non pas après coup, mais en devançant les faits, en prévoyant les erreurs futures des épigones. Des centaines de fois, Lénine eut à défendre la révolution prolétarienne d'octobre, qui osa conquérir le pouvoir, bien que les problèmes bourgeois et démocratiques n'eussent pas encore reçu de solution; Lénine répondait : *c'est précisément pour cette raison et justement pour leur en donner une.*

Le 16 janvier 1923, Lénine écrivait à l'adresse des pédants qui se prononçaient contre la conquête du pouvoir en se référant à un argument " incontestable ", le fait que la Russie n'était pas mûre :

" Il ne leur vient même pas à l'idée, par exemple, que la Russie, qui se trouve à la limite des pays civilisés et des pays que la guerre entraîne pour la première fois définitivement vers la civilisation, des pays de tout l'Orient, des pays situés hors d'Europe, que justement pour cette raison la Russie devait manifester certaines particularités ; elles vont évidemment dans le sens général de l'évolution du monde, mais font que sa révolution se distingue de toutes celles qui l'ont précédée dans les pays de l'Europe occidentale ; elles apportent certaines innovations partielles liées à sa situation intermédiaire entre l'Europe et les pays orientaux³⁰ " (LÉNINE, Œuvres, vol. XXXIII, p. 490.).

La " particularité " qui rapprochait précisément la Russie des pays d'Orient, c'était, pour Lénine, que, dès l'aube du mouvement, le jeune prolétariat devait, pour se frayer la voie vers le socialisme, balayer la barbarie féodale et toutes les autres vieilleseries.

Si l'on prend comme point de départ l'analogie léniniste entre la Chine et la Russie, il y a lieu de dire : au point de vue de la *nature politique du pouvoir*, tout ce que pouvait réaliser la dictature démocratique a été tenté en Chine, d'abord dans le Canton de Sun Yat-sen, ensuite dans la marche de Canton à Shanghai avec comme acte final le coup d'État de Shanghai, puis à Ou-Tchang, où le Kuomintang de gauche apparut sous sa forme pure, c'est-à-dire, selon les directives du Comité exécutif de l'Internationale communiste, comme l'organisateur de la révolution agraire, et en réalité comme son bourreau. Les tâches de la révolution bourgeoise et démocratique, elles, devront remplir la première période de la future dictature du prolétariat et des paysans pauvres chinois. Alors que non seulement le rôle de la bourgeoisie chinoise, mais aussi celui de la " démocratie ", a pu entièrement se révéler, alors qu'il est devenu absolument incontestable que, dans les batailles futures, la " démocratie " exercera ses fonctions de bourreau plus vigoureusement encore que par le passé, mettre à présent en avant le mot d'ordre de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, c'est permettre tout simplement de dissimuler de nouvelles variétés de Kuomintang, c'est tendre un piège au prolétariat.

Rappelons, pour être complet, ce que Lénine a brièvement dit au sujet des bolcheviks qui continuaient à opposer l'expérience socialiste-révolutionnaire et menchevique au mot d'ordre de la " véritable " dictature démocratique :

" Celui qui ne parle que de " dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie " retarde sur la vie, est en fait passé du côté de la petite bourgeoisie contre la lutte de classe prolétarienne; il doit être relégué aux archives des raretés " bolcheviques " d'avant la révolution (on pourrait les appeler les archives des " vieux " bolcheviks) " [Ces mots furent prononcés au cours de la discussion des Thèses d'avril en 1917.]

Ces paroles sonnent encore aujourd'hui comme si elles étaient actuelles.

Il va de soi qu'il ne s'agit nullement, à présent, d'appeler le Parti communiste chinois à se soulever immédiatement pour la conquête du pouvoir. On ne peut supprimer les conséquences d'une défaite en révisant simplement la tactique. Actuellement, la révolution reflue. Le verbiage à peine dissimulé que contient la résolution du Comité exécutif de l'Internationale communiste lorsqu'elle assure que la révolution suit à nouveau son cours ascendant, *parce qu'il y a en Chine des exécutions sans nombre et une dure crise commerciale et industrielle*, témoigne d'une criminelle légèreté d'esprit, et de rien de plus. Après trois défaites considérables, une crise économique n'excite pas le prolétariat mais au contraire elle le déprime, il est déjà épuisé sans elle, et les exécutions détruisent le parti, politiquement affaibli. En Chine, nous sommes entrés dans une période de reflux : il faut donc approfondir les problèmes théoriques, favoriser l'auto-éducation critique du parti, établir et consolider de fermes points d'appui dans tous les domaines du mouvement ouvrier, constituer des cellules dans les villages, diriger et unifier les combats partiels, d'abord défensifs puis offensifs, des ouvriers et des paysans pauvres.

Par où le nouveau flux des masses commencera-t-il ? Quelles sont les circonstances qui donneront à l'avant-garde prolétarienne, placée à la tête de masses de plusieurs millions, l'élan révolutionnaire nécessaire ? On ne peut le prédire. C'est l'avenir qui montrera si seuls les processus internes y suffiront, ou si c'est un choc venu du dehors qui y aidera.

Il existe des raisons suffisantes de penser que la débâcle de la révolution chinoise, étroitement conditionnée par une fausse direction, permettra aux bourgeoisies chinoise et étrangère de triompher, dans une certaine mesure, de l'effroyable crise économique qui ravage actuellement le pays ; il va de soi que ce résultat sera obtenu sur le dos des ouvriers et des paysans. Cette phase de " stabilisation " groupera de nouveau les ouvriers, leur donnera de la cohésion, leur rendra la confiance de classe en eux-mêmes et les opposera de nouveau, plus brutalement, à l'ennemi ; mais ce mouvement se situera à une étape historiquement plus élevée. Ce n'est que lorsque se lèvera une nouvelle vague offensive du mouvement prolétarien que l'on pourra évoquer sérieusement la perspective d'une révolution agraire.

Il n'est pas exclu que, dans la première période, cette troisième révolution reproduise, sous une forme très abrégée et modifiée, les étapes déjà traversées, en présentant par exemple quelques nouvelles parodies de " front national unifié ". Mais c'est à peine si

³⁰ Ces lignes sont extraites de l'article de LÉNINE, *Sur notre révolution*, publié dans la Pravda en mai 1923. Cet article est une critique des Mémoires sur la Révolution Russe du Socialiste de tendance menchevique N. Soukhanov, qui avait participé en février 1917 à la formation du Soviet de Petrograd et qui, en 1922-1923, exerçait des fonctions dans l'appareil économique de l'Union soviétique. Il défendait dans son livre imprimé à Moscou en 1922 le point de vue menchevique en déclarant que la Révolution d'Octobre était condamnable parce que la Russie n'était pas mûre pour le socialisme. Au temps de Lénine, il ne fut pas inquiété pour les opinions exprimées dans ce livre. Sous Staline, il fut arrêté et disparut.

cette première période donnera au Parti communiste le temps de mettre en avant et de proclamer devant les masses populaires ses " thèses d'avril ", c'est-à-dire son programme et sa tactique de prise du pouvoir. Or, que dit le projet de programme à ce sujet :

" La transition menant à la dictature du prolétariat ici [en Chine] n'est possible qu'à travers toute une série de degrés préparatoires [?], qu'à la suite de toute une période de transformation pendant la croissance [?] de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste. "

En d'autres termes, tous les " degrés " passés ne comptent pas, le projet de programme voit en avant ce qui est situé en arrière, C'est là une manière conformiste d'aborder la question. C'est ouvrir toute grande la porte à de nouvelles expériences dans le genre de celle du Kuomintang. Ainsi, en cachant les fautes anciennes, on fraye inévitablement la voie à des erreurs nouvelles.

Si nous abordons la nouvelle poussée révolutionnaire dont, à coup sûr, l'allure sera incomparablement plus rapide que celle des précédentes, en conservant le schéma périmé de la " dictature démocratique ", on peut être certain que la troisième révolution ira à sa perte comme la deuxième.

4. – L'AVENTURISME COMME CONSÉQUENCE DE L'OPPORTUNISME

Le deuxième paragraphe de la même résolution du plénum de février du Comité exécutif de l'Internationale communiste dit ceci :

" La première vague du vaste mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans, dont le cours, pour l'essentiel, suivit les mots d'ordre et pour une grande part la direction du Parti communiste, est retombée. Elle s'est terminée, dans toute une série de centres du mouvement révolutionnaire, par les *défaites les plus cruelles* des ouvriers et des paysans, par la destruction matérielle des communistes, et en général des cadres révolutionnaires du mouvement ouvrier et paysan. "

Quand le flot montait, le Comité exécutif de l'Internationale communiste disait que tout le mouvement marchait sous le drapeau bleu et sous la direction du Kuomintang, qui se substituait même aux soviets. C'est précisément pour cela que le Parti communiste se subordonna au Kuomintang. Mais c'est aussi précisément pour cette raison que le mouvement révolutionnaire se termina par les " *défaites les plus cruelles* ". Maintenant, les *défaites* étant reconnues, on tente d'effacer complètement le Kuomintang, de faire comme s'il n'avait pas existé, comme si le Comité exécutif de l'Internationale communiste n'avait pas proclamé que le drapeau bleu était aussi son étendard.

Autrefois, on nous disait qu'il n'y avait pas eu une seule défaite ni à Shanghai ni à Ou-Tchang ; qu'il s'agissait d'étapes de la révolution, qui allait " vers un stade plus élevé ". C'est ce que l'on nous enseignait. Maintenant, on proclame brutalement que la somme de toutes ces étapes constitue " les *défaites les plus cruelles* ". Toutefois, pour camoufler dans une certaine mesure cette erreur inouïe de prévision et de jugement, le paragraphe de conclusion de la résolution déclare :

" Le Comité exécutif de l'Internationale communiste prescrit comme un devoir à toutes les sections de l'Internationale communiste de lutter contre la calomnie de la social-démocratie et des trotskystes qui affirment que la révolution chinoise est liquidée (?)... "

Dans le premier paragraphe de la résolution, on nous disait que le " trotskysme " consistait à estimer que la révolution chinoise est *permanente*, c'est-à-dire qu'elle se transforme au cours de sa croissance, passant précisément maintenant de la phase bourgeoise à la phase socialiste. Lisant le dernier paragraphe, nous apprenons que, suivant la conception des " trotskystes ", " la révolution chinoise est liquidée ". Comment une révolution *liquidée* peut-elle être *permanente* ? C'est du Boukharine tout pur. Il faut être complètement irresponsable et irréfléchi pour se permettre d'avancer de pareilles contradictions, qui sapent à sa racine toute pensée révolutionnaire.

Si par " liquidation " de la révolution, on entend le fait que l'offensive des ouvriers et des paysans a été repoussée et noyée dans le sang, que les masses sont en recul et en reflux, qu'avant une nouvelle montée de la vague, outre diverses autres circonstances, doivent encore se produire dans les masses elles-mêmes, des processus moléculaires tributaires d'une certaine durée impossible à déterminer d'avance, si c'est cela que l'on entend par " liquidation ", alors celle-ci ne se distingue en rien des " *défaites les plus cruelles* " que le Comité exécutif de l'Internationale communiste a dû finalement reconnaître. Ou bien doit-on comprendre le mot " liquidation " littéralement, comme signifiant l'écrasement définitif de la révolution chinoise, c'est-à-dire l'impossibilité de sa renaissance dans une nouvelle étape ? On pourrait parler d'une pareille perspective avec sérieux, c'est-à-dire autrement que pour créer de la confusion, dans deux cas seulement : si la Chine était vouée au démembrement et à la disparition complète (mais rien n'autorise une telle hypothèse), ou bien si la bourgeoisie chinoise se montrait capable de résoudre les problèmes fondamentaux de sa nation par ses propres moyens non révolutionnaires. N'est-ce pas cette dernière variante que cherchent à nous attribuer, maintenant, les théoriciens du " bloc des quatre classes ", qui ont courbé le Parti communiste sous le joug de la bourgeoisie ?

L'histoire se répète. Les aveugles qui, pendant un an et demi, ne comprirent pas les proportions de la défaite de 1923, nous accusèrent à propos de la révolution allemande d'être des " liquidateurs ". Mais cette leçon qui coûta assez cher à l'Internationale ne leur a pas profité. Actuellement, ils reprennent leurs vieilles formules, en les appliquant non plus à l'Allemagne mais à la Chine. Il est vrai qu'ils éprouvent, avec plus d'urgence qu'il y a quatre ans, le besoin de trouver des " liquidateurs ". En effet, maintenant, il est patent que, s'il y eut vraiment quelqu'un qui " liquida " la seconde révolution chinoise, ce sont bien les auteurs de l'alliance avec le Kuomintang.

La force du marxisme réside dans sa capacité à prévoir. Sur ce point, l'Opposition peut souligner la confirmation complète de ses prévisions par l'expérience : d'abord au sujet du Kuomintang dans son ensemble, puis du Kuomintang " de gauche " et du gouvernement d'Ou-Tchang, et enfin de " l'acompte " pris sur la troisième révolution, le coup d'État de Canton. Peut-il y avoir meilleure confirmation de la justesse de nos vues sur le plan théorique ?

La même ligne opportuniste, qui, à travers une politique de capitulation devant la bourgeoisie, provoqua déjà, lors des deux premières étapes, les *défaites les plus cruelles* pour la révolution, " se transforma, mais pour s'aggraver ", pendant la troisième étape, jusqu'à devenir une politique de raids aventuristes contre la bourgeoisie, parachevant ainsi l'échec.

Si la direction ne s'était pas tellement hâtée hier d'oublier les *défaites* qu'elle avait elle-même provoquées, elle aurait commencé par expliquer au Parti communiste chinois que l'on n'obtient pas la victoire en un tournemain, qu'il y a encore sur la voie qui conduit vers l'insurrection toute une période de luttes tendues, inlassables, furieuses pour la conquête politique des ouvriers et des paysans.

Le 27 septembre 1927, nous disions au Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste :

" Les journaux d'aujourd'hui annoncent que l'armée révolutionnaire a pris Swateou, Voici déjà quelques semaines que les armées de Ho-Lun et de Ye-Tin avancent. La Pravda les qualifie de révolutionnaires... Mais moi, je vous demande : quelles sont les perspectives qui s'ouvrent à la révolution chinoise par suite de l'avance de l'armée révolutionnaire et de la prise de Swateou ? Quels sont les mots d'ordre du mouvement ? Quel en est le programme !? Quelles doivent être les formes d'organisation ? Où est allé se cacher le mot d'ordre des soviets chinois mis soudain en avant (pour un jour) par la Pravda, en juillet ? "

Sans l'opposition préalable du Parti communiste au Kuomintang dans son ensemble, sans une agitation menée par ce parti dans les masses en faveur des soviets et du pouvoir des soviets, sans une mobilisation des masses sous les mots d'ordre de la révolution agraire et de la libération nationale, sans la création, l'extension et le renforcement sur place des soviets de députés des ouvriers, des soldats et des paysans, l'insurrection de Ho-Lun et de Ye-Tin (même si on laisse de côté leur politique opportuniste) ne pouvait être qu'une aventure révolutionnaire, du makhnovisme pseudo-communiste ; elle ne pouvait que se briser sur son propre isolement. Et elle se brisa.

Le coup de Canton fut une réplique plus grave, à plus grande échelle, de l'aventure de Ho-Lun et de Ye-Tin, et ses conséquences furent infiniment plus tragiques.

La résolution de février du Comité exécutif de l'Internationale communiste combat l'état d'esprit putschiste dans le Parti communiste chinois, c'est-à-dire la tendance à organiser des engagements armés. Toutefois, elle ne dit pas que ces tendances sont une réaction à toute la politique opportuniste de 1925-1927, et la conséquence inévitable de l'ordre strictement militaire, donné d'en haut, de " changer d'allure ", sans qu'ait été porté un jugement sur tout ce qui a été fait, sans qu'on ait ouvertement révisé les bases de la tactique et proposé une vue claire de l'avenir, La campagne de Ho-Lun et le coup d'État de Canton furent des explosions de putschisme (et dans ces conditions il ne pouvait en être autrement).

On ne peut élaborer de véritable contrepoison au putschisme, et aussi à l'opportunisme, que si l'on comprend bien la vérité suivante : la direction de l'insurrection des ouvriers et des paysans pauvres, la conquête du pouvoir et l'instauration de la dictature prolétarienne reposent dorénavant de tout leur poids sur le Parti communiste chinois. Si celui-ci se pénètre entièrement de cette vérité, il sera tout aussi peu enclin à improviser des raids militaires contre les villes, ou des insurrections qui sont des pièges, qu'à courir servilement derrière l'étendard de l'ennemi.

La résolution du Comité exécutif de l'Internationale communiste se condamne elle-même à la stérilité, ne serait-ce que parce qu'elle disserte tout à fait arbitrairement sur le caractère inadmissible du saut pardessus les étapes, sur la nocivité du putschisme, et qu'elle passe tout à fait sous silence les causes sociales profondes du coup d'État de Canton et de l'éphémère régime soviétique auquel il avait donné naissance. Nous, oppositionnels, estimons que ce coup d'État fut une aventure tentée par la direction afin de sauver son " prestige ". Mais il est clair pour nous que même une aventure se déroule d'après les lois que détermine la structure du milieu social. Voilà pourquoi nous cherchons à découvrir, dans l'insurrection de Canton, les traits de la future étape de la révolution chinoise. Ces traits coïncident entièrement avec l'analyse théorique que nous avons établie avant cette insurrection, Mais le Comité exécutif de l'Internationale communiste, qui considère que le soulèvement de Canton fut un épisode juste et normal du déroulement de la lutte, a aussi le devoir de caractériser nettement sa nature de classe. Cependant, la résolution du Comité exécutif de l'Internationale communiste ne dit pas un seul mot là-dessus, bien que le plénum ait siégé immédiatement après les événements de Canton. N'est-ce pas la preuve la plus convaincante que la direction actuelle de l'Internationale communiste, s'entêtant à suivre une fausse ligne de conduite, doit se borner à parler de prétendues erreurs commises en 1925 ou au cours d'autres années, mais n'ose pas aborder l'insurrection de Canton de 1927, dont la signification renverse complètement le schéma de la révolution en Orient tel que l'avait établi le projet de programme ?

5. – LES SOVIETS ET LA RÉVOLUTION

La résolution de février du Comité exécutif de l'Internationale communiste rend le camarade N³¹... et d'autres, responsables du fait " qu'il n'y eut point à Canton de soviet élu " comme organe de l'insurrection (souligné dans le texte de la résolution). Cette accusation recouvre en réalité un aveu étonnant.

Le rapport de la *Pravda* (n° 31), établi sur la base d'une documentation directe, annonçait que le pouvoir des soviets était instauré à Canton. Mais il ne contenait pas un seul mot indiquant que le soviet de Canton *n'avait pas été élu*, c'est-à-dire n'était pas un soviet (car comment un soviet ne serait-il pas élu ?). Nous avons appris ce fait grâce à une résolution. Méditons un peu sur sa signification. Le Comité exécutif de l'Internationale communiste enseigne à présent qu'on a besoin d'un soviet pour faire l'insurrection et qu'on n'en a nullement besoin avant. Or voilà que l'insurrection est décidée et que le soviet n'existe pas ! Ce n'est pas du tout une chose simple que d'obtenir l'élection d'un soviet : il faut que les masses sachent par expérience ce qu'est un soviet, qu'elles comprennent cette institution, que leur passé les ait habituées à une organisation soviétique élue. Il ne fut même pas question de cela en Chine, car le mot d'ordre des soviets fut qualifié de trotskyste précisément au cours de la période où il aurait dû devenir l'axe de tout le mouvement. Or, quand, en toute hâte, on décida l'insurrection pour transcender les défaites, il fallut aussi en même temps *nommer par ordre* un soviet. Si l'on ne dénude pas complètement les racines de cette erreur, on peut transformer même le mot d'ordre des soviets en un nœud coulant pour étrangler la révolution.

Lénine a expliqué jadis aux mencheviks que la tâche historique fondamentale des soviets est d'organiser ou d'aider à organiser la conquête du pouvoir ; puis qu'au lendemain de la victoire ils deviennent l'appareil de ce pouvoir. Les épigones (et non pas les disciples) en tirent la conclusion qu'on ne peut organiser des soviets que lorsqu'a sonné la douzième heure de l'insurrection. Ils transforment après coup la généralisation léniniste en une brève petite recette, qui loin de servir la révolution la met en péril.

Avant la prise du pouvoir en octobre 1917 par les soviets bolcheviques, il y avait eu pendant neuf mois des soviets socialistes-révolutionnaires et mencheviques. Douze ans auparavant, les premiers soviets révolutionnaires avaient existé à Saint-Pétersbourg, Moscou et dans plusieurs dizaines d'autres villes. Avant que le soviet de 1905 ne s'étendît aux usines et fabriques de la capitale, il s'était créé à Moscou pendant la grève un soviet de députés des imprimeurs. Quelques mois auparavant, en mai 1905, la grève d'Ivanovo-Vozniessensk avait fait surgir un organe dirigeant, qui avait déjà les traits essentiels d'un soviet de députés ouvriers.

³¹ Cette initiale désignait Heinz Neumann.

Plus de douze années se sont écoulées entre le premier essai de création d'un soviet de députés ouvriers et la gigantesque expérience que fut l'établissement du pouvoir des soviets. Évidemment, ce délai ne s'applique pas du tout obligatoirement aux autres pays et, entre autres, à la Chine. Mais imaginer que les ouvriers chinois seront capables d'ériger des soviets à l'aide d'une brève petite recette qu'on substitue à la généralisation léniniste, c'est remplacer la dialectique de l'action révolutionnaire par une ordonnance impuissante et ennuyeuse de pédant. Ce n'est pas à la veille de l'insurrection, quand est lancé le mot d'ordre de la conquête immédiate du pouvoir, qu'il faut établir des soviets ; en effet, si l'on est arrivé au stade de la conquête du pouvoir, si les masses sont prêtes pour l'insurrection, *sans qu'il existe de soviets*, cela signifie que d'autres formes et d'autres méthodes d'organisation ont permis d'effectuer la tâche de préparation qui assurera le succès de l'insurrection ; la question des soviets n'a plus alors qu'une importance secondaire, elle se ramène à un problème de technique d'organisation, ou même à une question de vocabulaire. La tâche des soviets ne consiste pas simplement à exhorter les masses à l'insurrection ou à la déclencher, mais bien à *conduire les masses au soulèvement en passant par les étapes nécessaires*. Au début, le soviet ne gagne pas du tout les masses, grâce au mot d'ordre de l'insurrection, mais grâce à d'autres mots d'ordre partiels ; ce n'est que par la suite, pas à pas, qu'il amène les masses à ce mot d'ordre, sans les disperser en cours de route et en empêchant l'avant-garde de se couper de l'ensemble de la classe. Le plus souvent, le soviet se constitue principalement sur la base de la lutte gréviste, qui a devant elle une perspective de développement révolutionnaire, mais se limite pour le moment considéré à des revendications économiques. Dans l'action, la masse doit sentir et comprendre que le soviet est son organisation à elle, qu'il groupe ses forces pour la lutte, pour la résistance, pour l'autodéfense et pour l'offensive. Ce n'est pas dans l'action d'un jour, ni en général dans une action accomplie en une seule fois qu'elle peut sentir et comprendre cela, mais au travers d'expériences qu'elle acquiert pendant des semaines, des mois, voire des années, avec ou sans discontinuité. Voilà pourquoi seule une direction d'épignes et de bureaucrates peut retenir une masse qui se réveille et se dresse pour créer des soviets, alors que le pays traverse une époque de secousses révolutionnaires, que la classe ouvrière et les paysans pauvres des campagnes voient s'ouvrir devant eux la perspective de la conquête du pouvoir, ne serait-ce que pour une des étapes ultérieures, et même si dans l'étape considérée cette perspective n'apparaît qu'à une minorité restreinte. Voilà la conception que nous avons toujours eue des soviets. Nous avons apprécié en eux une forme d'organisation vaste et souple, accessible dès les premiers pas de leur essor révolutionnaire à des masses qui ne font que s'éveiller, et capable d'unir la classe ouvrière dans son ensemble, quel que soit le nombre de ceux qui parmi elle ont atteint un niveau de développement suffisant pour comprendre les problèmes de la conquête du pouvoir.

Est-il encore nécessaire de citer à ce sujet des témoignages écrits ? Voici, par exemple, ce qu'écrivait Lénine au sujet des soviets, à l'époque de la première révolution :

" Le Parti ouvrier social-démocrate russe [dénomination du parti à l'époque] n'a jamais renoncé à utiliser lors d'un essor révolutionnaire plus ou moins fort certaines organisations de sans-parti, dans le genre des soviets de députés ouvriers, afin d'augmenter l'influence des sociaux-démocrates sur la classe ouvrière et de consolider le mouvement ouvrier social-démocrate. "

Les témoignages littéraires et historiques de ce genre que nous pourrions citer sont innombrables, Mais la question, semble-t-il, est sans eux suffisamment claire.

Prenant le contre-pied de cette opinion, les épignes ont transformé les soviets en une sorte d'uniforme de parade dont le parti habille simplement le prolétariat à la veille de la conquête du pouvoir. Mais c'est alors qu'on ne peut improviser des soviets en 24 heures, sur commande, directement dans le but de préparer l'insurrection. Des expériences de ce genre revêtent inévitablement le caractère d'une fiction destinée à masquer, par une apparence rituelle de système soviétique, l'absence des conditions nécessaires à la prise du pouvoir. C'est ce qui se produisit à Canton, où le soviet fut simplement nommé par ordre pour respecter le rituel. Voilà où mène la façon dont les épignes posent la question.

*

**

Lors de la polémique qui s'est élevée au sujet des événements chinois, on a accusé l'Opposition d'une contradiction paraît-il, flagrante : tandis qu'à partir de 1926, l'Opposition a proposé dans ses interventions le mot d'ordre des soviets en Chine, ses représentants se sont prononcés contre lui, en Allemagne, à l'automne de 1923. Jamais, peut-être, la scolastique dans la pensée politique ne s'est manifestée d'une façon aussi éclatante que par cette accusation. Oui, nous exigeons qu'on abordât en Chine la création des soviets, considérés comme l'organisation des ouvriers et des paysans qui avait sa valeur propre, *au moment où le flot montait*. L'institution des soviets aurait dû avoir pour fonction principale *d'opposer les ouvriers et les paysans à la bourgeoisie du Kuomintang* et à son agence, que constituait sa gauche, Le mot d'ordre des soviets en Chine signifiait en premier lieu la nécessité de rompre le honteux " bloc des quatre classes " qui menait au suicide, et de faire sortir le Parti communiste du Kuomintang. Le centre de gravité du problème ne se trouvait donc pas dans une forme abstraite d'organisation, mais dans une ligne de conduite de classe.

En Allemagne, en revanche, il ne s'agissait à l'automne de 1923 que d'une forme d'organisation, Par suite de la passivité extrême, du retard, de la lenteur manifestés par la direction de l'Internationale communiste et du Parti communiste allemand, on avait laissé passer le moment favorable pour appeler les ouvriers à la création de soviets ; grâce à la pression de la base, les comités d'usine occupèrent d'eux-mêmes dans le mouvement ouvrier allemand, à l'automne de 1923, la place qu'auraient prise les soviets, avec un succès certainement bien plus grand, si le Parti communiste avait pratiqué une politique juste et audacieuse, Pendant ce temps, la situation était très grave. Perdre encore du temps, c'était laisser échapper définitivement une situation révolutionnaire. L'insurrection fut finalement envisagée, et son déclenchement prévu dans les délais les plus brefs. Proclamer, en de telles circonstances, le mot d'ordre des soviets aurait été commettre la plus grande bêtise théorique que l'on puisse concevoir. Le soviet n'est pas en lui-même un talisman doté d'un pouvoir miraculeux. Dans la situation d'alors, des soviets créés hâtivement n'auraient été qu'une doublure des comités d'usine, et il aurait fallu enlever à ces derniers leurs fonctions révolutionnaires pour les transmettre à des soviets nouvellement créés et ne jouissant encore d'aucune autorité ; et cela à quel moment ? Alors que chaque jour comptait, on aurait substitué à l'action révolutionnaire le jeu le plus néfaste, qui consiste à se distraire, dans le domaine de l'organisation, avec des puérilités.

Il est incontestable que la forme d'organisation soviétique peut avoir une importance énorme mais seulement quand elle traduit en temps voulu une ligne de conduite politique juste. En revanche, elle peut acquérir une signification négative d'une portée tout aussi considérable lorsqu'elle se transforme en fiction, en fétiche, en coque vide. Des soviets allemands créés à la toute dernière minute, à l'automne de 1923, n'auraient apporté aucune nouveauté politique ; ils auraient introduit de la confusion dans le domaine

de l'organisation. A Canton, ce fut encore pire. Le soviet créé à la hâte, pour sacrifier aux rites, ne servit qu'à camoufler un putsch aventuriste. C'est pourquoi nous avons appris après coup que le soviet de Canton ressemblait à un antique dragon chinois : il était simplement dessiné sur le papier. La politique des marionnettes et des dragons de papier n'est pas la nôtre. Nous nous opposons à ce que l'on improvisât en Allemagne, en septembre 1923, des soviets par télégraphe. Nous voulions la création de soviets en Chine en 1926. Nous aurions été opposés à la création d'un soviet de carnaval à Canton en décembre 1927. Il n'y a pas là de contradiction, mais au contraire une profonde unité dans la conception de la dynamique du mouvement révolutionnaire et de ses formes d'organisation.

La question du rôle et de la signification des soviets, qui fut défigurée, embrouillée et obscurcie par la théorie et la pratique appliquées au cours des dernières années, n'a nullement été mise en lumière dans le projet de programme.

6. – LE PROBLÈME DU CARACTÈRE DE LA FUTURE RÉVOLUTION CHINOISE

Le mot d'ordre de la dictature du prolétariat destiné à entraîner derrière lui les paysans pauvres est indissolublement lié au problème du caractère socialiste de la future, de la troisième révolution chinoise. Or, comme ce n'est pas seulement l'histoire qui se répète, et que les erreurs que les hommes opposent à ses exigences se renouvellent également, nous entendons déjà formuler l'objection suivante : la Chine n'est pas encore mûre pour la révolution socialiste. Est-ce que la Russie, *considérée isolément*, était mûre pour le socialisme ? D'après Lénine, non. Elle l'était pour la dictature du prolétariat, l'unique méthode qui permette de résoudre les problèmes nationaux urgents. Or, la destinée de la dictature dans son ensemble est déterminée, en dernière analyse, par la marche de l'évolution mondiale, ce qui évidemment n'exclut pas, mais au contraire présuppose, une politique juste de la dictature prolétarienne : consolidation et développement de l'alliance des ouvriers et des paysans, recours à toutes les mesures favorisant l'adaptation, d'une part aux conditions nationales et de l'autre, au mouvement de l'évolution mondiale. Ces vérités valent aussi pour la Chine.

Dans le même article, *Sur notre révolution* (16 janvier 1923), où Lénine établit que les traits originaux de la Russie reproduisent dans leur développement les particularités de l'évolution des pays orientaux (Lénine, Œuvres, vol. XXXIII, p. 490), il qualifie " d'infiniment banal " l'argument de la social-démocratie européenne selon lequel " nous ne sommes pas assez grands pour atteindre au socialisme, nous n'avons pas, suivant l'expression de toutes sortes de savants messieurs de chez eux, les fondements économiques objectifs du socialisme ". Mais, si Lénine se moque des " savants " messieurs, ce n'est pas parce qu'il suppose lui-même l'existence des fondements du socialisme en Russie, mais parce que leur absence, si elle empêche qu'on puisse le construire *par ses seules forces*, n'implique pas qu'il faille renoncer au pouvoir, comme le pensaient et continuent à le penser encore les pédants et les philistins. Dans cet article, Lénine répond, pour la cent-et-unième ou pour la mille-et-unième fois, aux sophismes des héros de la IIe Internationale : " Cette thèse *incontestable* affirmant que la Russie n'est pas mûre pour le socialisme ne permet pas un jugement décisif sur notre révolution. " Voilà ce que ne veulent pas et ne peuvent comprendre les auteurs du projet de programme. Par elle-même, la thèse du manque de maturité économique et culturelle de la Chine comme de la Russie (et évidemment plus encore de la Chine que de la Russie) ne peut être contestée. Mais on ne saurait nullement en déduire que le prolétariat doit renoncer à la conquête du pouvoir, quand cette conquête est dictée par toutes les conditions historiques et par une situation révolutionnaire dans le pays.

La question historique concrète, politique, se réduit actuellement à savoir non pas si la Chine est économiquement mûre pour établir son propre socialisme, mais bien si, politiquement, elle est mûre pour la dictature du prolétariat. Ces deux questions ne sont nullement identiques. Elles le seraient s'il n'existait dans le monde une loi du développement inégal. Dans le cas présent, cette loi, qui s'étend entièrement aux rapports mutuels de l'économie et de la politique, est parfaitement applicable. La Chine est-elle donc mûre pour la dictature du prolétariat ? Seule l'expérience de la lutte peut le dire d'une façon incontestable. Pour cette raison même, la lutte seule peut décider quand et dans quelles conditions s'effectueront l'unification, la libération et la renaissance de la Chine. Qui dit que la Chine n'est pas mûre pour la dictature du prolétariat affirme par là même que la troisième révolution chinoise est ajournée pour de nombreuses années.

Il ne resterait certainement plus guère d'espoir si les survivances du féodalisme étaient réellement *dominantes* dans l'économie chinoise, comme l'affirment les dirigeants du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Mais, heureusement, des *survivances* ne peuvent pas, en général, dominer. Sur ce point-là non plus, le projet de programme ne répare pas les erreurs commises, mais au contraire il les accentue par une nébuleuse dérobade. Le projet parle de la " prédominance des rapports féodaux du Moyen Age aussi bien dans l'économie du pays que dans sa superstructure politique ". C'est radicalement faux. Que signifie *prédominance* ? S'agit-il du nombre des personnes concernées ? Ou d'un rôle dominant et dirigeant dans l'économie du pays ? Une croissance interne extrêmement rapide de l'industrie, fondée sur l'importance du capital commercial et bancaire et sur sa conquête du pays, la dépendance complète dans laquelle se trouvent les régions paysannes les plus importantes par rapport au marché, le rôle énorme et sans cesse croissant du commerce extérieur, la subordination totale des campagnes chinoises aux villes, tous ces faits affirment la prédominance totale, la domination directe des rapports capitalistes en Chine. Certes, les rapports sociaux de servage et de demi-servage sont très importants. Pour une part, ils datent encore de l'époque féodale; pour une autre part, ils sont des formations nouvelles, des résurrections du passé dues au retard que subit le développement des forces productives, à la surpopulation agraire, à l'action du capitalisme commercial et usuraire, etc. Mais ce qui *domine*, ce ne sont pas les rapports " féodaux " (ou plus exactement le servage et, en général, les rapports précapitalistes), mais bien les rapports capitalistes. C'est seulement le rôle prédominant des rapports capitalistes qui permet d'ailleurs d'envisager sérieusement la perspective de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution nationale. Autrement, les extrêmes ne se rejoindraient pas.

" La force du prolétariat dans n'importe quel pays capitaliste est infiniment plus grande que la proportion du prolétariat dans la population totale. Cela, parce que le prolétariat commande économiquement le centre et les nerfs de tout le système de l'économie capitaliste, et aussi parce que dans le domaine économique et politique, le prolétariat exprime sous la domination capitaliste les intérêts réels de l'énorme majorité des travailleurs.

" Aussi le prolétariat, même lorsqu'il constitue une minorité dans la population (ou quand c'est l'avant-garde du prolétariat, consciente et vraiment révolutionnaire, qui constitue cette minorité), est capable de renverser la bourgeoisie et d'entraîner ensuite à ses côtés de nombreux alliés venus de la masse des semi-prolétaires et de petits bourgeois, masse qui ne se prononcera jamais à l'avance pour la domination du

prolétariat, qui ne comprendra pas les conditions et les tâches de cette domination, mais se convaincra seulement par son expérience ultérieure de l'inéluctabilité, de la justice, de la légitimité de la dictature prolétarienne " (LÉNINE, 1919, vol. XVI, p. 458).

Le rôle du prolétariat chinois dans la production est déjà considérable. Il ne fera que grandir au cours des années qui viennent. Comme l'ont montré les événements, son rôle politique aurait pu être grandiose. Mais toute la conduite de la direction s'orienta de manière à réduire à néant la possibilité offerte au prolétariat de s'assurer le rôle dirigeant.

Le projet de programme dit que la construction du socialisme en Chine n'est possible " que si elle est directement appuyée par les pays de dictature prolétarienne ". Ainsi, on retrouve ici à propos de la Chine ce que le parti avait toujours admis à propos de la Russie. Mais si n'existent pas en Chine des forces internes suffisantes pour construire *par elles-mêmes* la société socialiste, alors d'après la théorie de Staline-Boukharine, le prolétariat chinois ne devrait prendre le pouvoir à aucune étape de la révolution. Ou bien le fait que l'U.R.S.S. existe résout-il la question en sens inverse ? Alors notre technique serait suffisante pour construire la société socialiste, non seulement chez nous en U.R.S.S., mais aussi en Chine, c'est-à-dire dans deux grands pays très arriérés économiquement et comprenant six cents millions d'habitants. Ou bien peut-on admettre en Chine le caractère *inéluctable* de la dictature du prolétariat parce que cette dictature sera introduite dans le circuit de la révolution socialiste mondiale et deviendra non seulement un chaînon de celle-ci mais aussi une de ses forces motrices ? Mais c'est justement de cette façon que Lénine posait le problème de la Révolution d'Octobre, dont " l'originalité " consiste précisément dans un développement analogue à celui des pays d'Orient. Nous voyons ainsi comment la théorie révisionniste du socialisme dans un seul pays, créée en 1925 pour combattre le " trotskysme ", sème le trouble et la confusion chaque fois qu'est abordé un grand et nouveau problème révolutionnaire.

Le projet de programme va encore plus loin dans cette voie. Il oppose à la Chine et à l'Inde, " la Russie d'avant 1917 ", la Pologne (" etc. " ?), considérées comme des pays qui disposent " d'un certain *minimum* d'industrie suffisant pour construire triomphalement le socialisme ", ou bien (comme on le dit d'une façon plus précise, et plus erronée, à un autre endroit) comme des pays qui disposent " de bases matérielles nécessaires et suffisantes pour construire le socialisme intégral ". Il s'agit ici, comme nous le savons déjà, d'un véritable jeu de mots sur l'expression de Lénine : bases " nécessaires et suffisantes ". Il y a là une tricherie inadmissible, car Lénine énumère avec précision *les bases politiques et les conditions d'organisation*, y compris celles qui relèvent de la technique, de la culture et du rôle international. Mais l'essentiel demeure le problème de savoir *comment* on peut déterminer *a priori* le *minimum d'industrie* suffisant pour construire le socialisme complet, alors qu'il s'agit d'une lutte mondiale entre deux systèmes économiques, entre deux régimes sociaux, et qu'en outre notre base *économique* dans cette lutte est infiniment plus faible ?

Si l'on ne considère que le levier économique, il est clair que le nôtre, celui de l'U.R.S.S., et à plus forte raison celui de la Chine et de l'Inde, est infiniment moins puissant que celui du capitalisme mondial. Mais, le problème tout entier sera résolu par la *lutte révolutionnaire* entre deux systèmes, lutte d'envergure mondiale. Dans la lutte politique, le levier le plus puissant est de *notre* côté ou, plus exactement, peut et doit, si l'on pratique une politique juste, tomber entre nos mains.

Toujours dans le même article : *Sur notre révolution*, après les mots " pour créer le socialisme, on a besoin d'un certain niveau culturel ", Lénine fait remarquer : " bien que personne ne puisse dire quel est ce niveau ". Pourquoi personne ne peut-il le dire ? Parce que cette question est résolue par une lutte, par une émulation *d'envergure mondiale* entre deux systèmes sociaux et deux cultures. Rompant complètement avec cette pensée de Lénine, qui examine le fond même du problème, le projet de programme affirme que la Russie d'avant 1917 possédait précisément ce " minimum de technique " et, par conséquent aussi, de culture, nécessaire pour construire le socialisme dans un seul pays. Les auteurs du projet tentent de dire dans le programme ce qu'*a priori* " personne ne peut dire ". Il est impossible, il est absurde de chercher le critère du " minimum suffisant " dans une statistique nationale (" Russie d'avant 1917 "), alors que tout le problème se tranche dans la dynamique révolutionnaire. C'est sur ce critère erroné et arbitrairement isolé pour une nation que repose précisément la base théorique de l'esprit national, qui manifeste ses limites en politique et devient ultérieurement la source d'inévitables errements nationaux-réformistes et sociaux-patriotes.

7. – DE L'IDÉE RÉACTIONNAIRE DES " PARTIS OUVRIERS ET PAYSANS BIPARTITES " POUR L'ORIENT

Les leçons de la seconde révolution chinoise sont des enseignements pour toute l'Internationale communiste et d'abord pour tous les pays d'Orient.

Tous les arguments avancés pour défendre la ligne menchevique dans la révolution chinoise devraient avoir – si on les prenait au sérieux – trois fois plus de force quand on les applique à l'Inde. Là-bas, dans cette colonie classique, le joug de l'impérialisme a des formes infiniment plus directes et plus concrètes qu'en Chine. Les survivances des rapports féodaux, c'est-à-dire du servage, sont, dans l'Inde, autrement plus profondes et plus considérables. Néanmoins (ou pour parler plus exactement, précisément pour cette raison), les méthodes appliquées en Chine et qui ont ruiné la révolution auront en Inde des conséquences encore plus funestes. Seul un mouvement immense et indomptable des masses populaires (qui, en raison même de son envergure et de son invincibilité, de ses buts et de ses liens internationaux, ne peut tolérer aucune demi-mesure de la part de sa direction) pourra renverser les hobereaux indiens, la bureaucratie anglo-indienne et l'impérialisme britannique.

La direction de l'Internationale communiste a déjà commis beaucoup de fautes en Inde, mais les circonstances n'ont pas encore permis la manifestation de ces erreurs sur une échelle aussi grande qu'en Chine. On peut donc espérer que les enseignements des événements chinois permettront de redresser, en temps voulu, la ligne politique de la direction pour l'Inde et les autres pays d'Orient.

Pour nous, la question centrale, ici comme partout et toujours, est celle du Parti communiste, de sa complète indépendance, de son caractère de classe intransigeant. Dans cette voie, le danger le plus grand est celui de la création de prétendus partis " ouvriers et paysans " dans les pays orientaux³².

A partir de 1924, qui comptera comme l'année où furent ouvertement révisées nombre de thèses fondamentales de Marx et de Lénine, Staline mit en avant la formule des " partis ouvriers et paysans bipartites pour les pays d'Orient ". Cette formule était

³² Staline et ses successeurs abandonnèrent la formule du " parti ouvrier et paysan ", dans les années qui suivirent. Mais la substance de la politique ouverte par ce terme, la collaboration avec la bourgeoisie nationale sur un programme acceptable pour celle-ci, n'a pas disparu.

fondée sur l'existence de ce même joug national qui servit en Orient de camouflage à l'opportunisme, comme la " stabilisation " en Occident. Les télégrammes venant de l'Inde ainsi que du Japon, pays qui ne subit pas d'oppression nationale, annoncèrent fréquemment au cours de la dernière période, des interventions de " partis ouvriers et paysans " provinciaux. On en parla comme d'organisations proches, amies, de l'Internationale communiste, presque comme d'organisations " à elle ", sans toutefois dessiner concrètement leur silhouette politique, en un mot comme on parlait et écrivait, encore récemment, à propos du Kuomintang.

Déjà, en 1924, la *Pravda* annonçait :

" Certains indices montrent que le mouvement de libération nationale en Corée se constitue progressivement dans le domaine de l'organisation, et qu'il adopte la forme d'un parti ouvrier et paysan " (Pravda, 2 mars 1924).

Entre-temps, Staline enseignait aux communistes de l'Orient :

" Les communistes doivent passer de la politique du front unique national à celle du bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite bourgeoisie. Dans de tels pays, ce bloc peut prendre la forme d'un parti unique, parti ouvrier et paysan, dans le genre du Kuomintang " (STALINE, Les questions du léninisme).

Les petites réserves qui suivaient, à propos de l'autonomie des partis communistes (sans doute semblable à " l'autonomie " du prophète Jonas dans le ventre de la baleine) ne servaient que de camouflage. Nous sommes profondément convaincus que le VI^e Congrès devrait dire qu'en la matière la moindre équivoque est funeste et doit être repoussée. Il y a là une façon tout à fait nouvelle, complètement fautive, totalement antimarxiste de poser la question fondamentale du parti, de ses rapports avec la classe et avec les classes.

On défendit la nécessité pour le parti d'entrer dans le Kuomintang en prétendant que ce dernier, d'après sa composition sociale, était le parti des ouvriers et des paysans, que les 9/10 du Kuomintang (ce chiffre fut répété des centaines de fois) appartenaient à la tendance révolutionnaire et étaient prêts à marcher la main dans la main avec le Parti communiste. Pourtant, au moment des soulèvements de Shanghaï et d'Ou-Tchang, et après, ces 9/10 de révolutionnaires du Kuomintang disparurent comme s'ils étaient tombés à l'eau. Personne n'a retrouvé leurs traces. Et les théoriciens de la collaboration des classes en Chine, Staline, Boukharine, ne se donnèrent même pas la peine d'expliquer où étaient allés se loger les 9/10 des membres du Kuomintang, les 9/10 d'ouvriers et de paysans, révolutionnaires, sympathisants tout à fait " proches " ? Pourtant la réponse qu'appelle cette question a une importance décisive si l'on veut comprendre le destin de tous ces partis " bipartites " prêchés par Staline, et même en concevoir plus clairement l'idée, qui nous rejette bien loin en arrière non seulement du programme du Parti communiste russe (bolchevique) de 1919, mais même du *Manifeste* du Parti communiste de 1847.

La question de savoir où sont passés ces fameux 9/10 ne nous apparaîtra clairement que si nous comprenons : 1° l'impossibilité de l'existence d'un parti bipartite, c'est-à-dire d'un parti de deux classes qui expriment simultanément deux lignes historiques contradictoires, celle du prolétariat et celle de la petite bourgeoisie; 2° l'impossibilité de fonder dans la société capitaliste un parti paysan qui ait un rôle indépendant, c'est-à-dire un parti qui exprime les intérêts de la paysannerie et qui soit en même temps indépendant du prolétariat et de la bourgeoisie.

Le marxisme a toujours enseigné, et le bolchevisme a confirmé cet enseignement, que le prolétariat et la paysannerie sont des classes différentes, qu'il est faux d'identifier leurs intérêts, de quelque façon que ce soit, dans la société capitaliste, qu'un paysan ne peut adhérer au Parti communiste que dans la mesure où il passe du point de vue du propriétaire à celui du prolétariat. L'alliance des ouvriers et des paysans, sous la dictature du prolétariat, ne contredit pas cette thèse, mais la confirme par d'autres voies et dans une situation différente. S'il n'y avait pas des classes *diverses*, ayant des intérêts *divers*, il ne serait pas question d'*alliance*. Celle-ci n'est compatible avec la révolution socialiste que pour autant qu'on l'introduit dans les cadres de fer de la dictature prolétarienne. Il n'est pas possible, chez nous, de concilier l'existence de cette dictature avec celle d'une Ligue soi-disant paysanne, précisément parce que toute organisation paysanne " qui aurait sa valeur propre ", qui prétendrait résoudre des problèmes politiques concernant toute la nation, finirait inévitablement par devenir un instrument entre les mains de la bourgeoisie.

Dans les partis capitalistes, les organisations qui se disent des partis paysans constituent, en réalité, une variété des partis bourgeois. Tout paysan qui n'adopte pas l'attitude du prolétaire en abandonnant le point de vue du propriétaire sera dans les questions fondamentales de la politique inévitablement entraîné par la bourgeoisie. Il va de soi que tout parti bourgeois qui s'appuie ou qui veut s'appuyer sur les paysans – et, quand il est possible, sur les ouvriers – est obligé de se camoufler sous un bariolage de couleurs. La fameuse idée des partis ouvriers et paysans semble être spécialement conçue pour permettre le camouflage des partis bourgeois obligés de chercher un appui chez les paysans, mais désireux aussi de compter des ouvriers dans leurs rangs. Désormais, le Kuomintang est entré pour toujours dans l'histoire comme le type classique d'un parti de ce genre.

La société bourgeoise, comme on le sait, est construite de façon à ce que les masses non possédantes, mécontentes et trompées, se trouvent en bas, tandis que les trompeurs satisfaits sont en haut. C'est aussi suivant ce principe qu'est construit tout parti bourgeois, s'il est vraiment un parti, c'est-à-dire s'il comprend la masse dans des proportions assez considérables. Il n'y a dans la société divisée en classes qu'une minorité d'exploiteurs, d'escrocs et de profiteurs. Aussi, tout parti capitaliste est-il obligé de reproduire et de refléter d'une façon ou d'une autre, dans ses rapports internes, les rapports qui existent dans la société bourgeoise en général. Aussi, dans tout parti bourgeois de masse, la base est-elle plus démocratique, plus " à gauche " que le sommet. Cela est le cas pour le Centre allemand (Zentrum : Parti catholique d'avant 1933), les radicaux français et encore plus pour la social-démocratie. C'est pour cela que les jérémiades inlassables de Staline, Boukharine, etc., se plaignant de ce que la base " gauche " du Kuomintang, " l'écrasante majorité ", " les 9/10 ", etc., ne se reflètent pas dans les sphères supérieures, sont naïves et n'ont aucune excuse. Ce que l'on décrit, dans ces bizarres jérémiades, comme un malentendu éphémère et gênant, qu'il faut éliminer par des mesures d'organisation, des instructions et des circulaires, est en réalité la caractéristique essentielle d'un parti bourgeois, surtout en période révolutionnaire.

C'est sous cette lumière qu'il faut examiner l'argument fondamental des auteurs du projet de programme, destiné à défendre tous les blocs opportunistes en général, aussi bien en Angleterre qu'en Chine. D'après eux, la fraternisation avec le sommet se pratique dans le seul intérêt de la base. Comme on le sait, l'opposition exigeait que le parti sortît du Kuomintang :

" On se demande pourquoi, dit Boukharine. Parce que, en haut, les chefs du Kuomintang hésitent [?] ? Et la masse du Kuomintang, n'est-ce que du bétail ? Depuis quand décide-t-on de l'attitude à observer envers une organisation de masse d'après ce qui se passe dans sa " sphère la plus élevée " ? (Le moment actuel dans la révolution chinoise).

Il paraît invraisemblable qu'on puisse avancer un tel argument dans un parti révolutionnaire. " Et la masse du Kuomintang, n'est-ce que du bétail ? "; demande Boukharine. – Certainement, c'est un cheptel. Dans tout parti bourgeois, la masse est toujours un cheptel, à des degrés divers. – Mais enfin, pour nous, la masse n'est pas un cheptel ? – En effet, et c'est précisément pour cela qu'il nous est interdit de la pousser dans les bras de la bourgeoisie, *en camouflant celle-ci sous le nom de parti ouvrier et paysan*. C'est justement pour cela qu'il nous est interdit de subordonner le parti du prolétariat à celui de la bourgeoisie et que nous devons, au contraire, à chaque pas, les opposer l'un à l'autre. Les sommets du Kuomintang dont Boukharine parle avec ironie, comme d'une chose secondaire, surajoutée, éphémère, sont en réalité l'âme du Kuomintang, son essence sociale. Certes, la bourgeoisie n'est dans le parti qu'un " sommet ", comme elle l'est aussi dans la société. Mais ce sommet est puissant par son capital, ses connaissances, ses relations, la possibilité qu'il a toujours de s'appuyer sur les impérialistes, et surtout par son pouvoir de fait dans l'État et dans l'armée, dont les cadres les plus élevés se confondent intimement avec la direction du Kuomintang lui-même. C'est précisément ce " sommet " qui rédigea les lois contre les grèves, qui étouffa les mouvements paysans, qui refoula les communistes dans l'ombre en leur permettant, tout au plus, de ne constituer que le tiers du parti et en leur faisant jurer de placer le sun-yat-senisme petit bourgeois au-dessus du marxisme. La base se rapprochait de ce sommet et lui servait – comme Moscou – de point d'appui " à gauche ", tandis que les généraux, les compradores, les impérialistes l'appuyaient à droite. Considérer le Kuomintang non pas comme *un parti bourgeois mais comme une arène neutre dans laquelle on lutte pour avoir avec soi les masses*, mettre en avant, comme un atout, les 9/10 constitués par la base de gauche pour masquer la question de savoir qui est le maître dans la maison, cela signifiait consolider la puissance et le pouvoir du " sommet "; c'était l'aider à transformer des masses de plus en plus nombreuses en " cheptel " et préparer dans les conditions les plus favorables pour ce sommet le coup d'État de Shanghai. En se fondant sur l'idée réactionnaire du parti bipartite, Staline et Boukharine s'imaginaient que les communistes et les " gauches " obtiendraient la majorité dans le Kuomintang et, par là même, le pouvoir dans le pays, car en Chine le pouvoir est aux mains du Kuomintang. En d'autres termes, ils s'imaginaient que *par de simples réélections dans les Congrès du Kuomintang, le pouvoir passerait des mains de la bourgeoisie dans celles du prolétariat*. Peut-on concevoir une dévotion plus attendrissante, plus idéaliste à la " démocratie dans le parti "... quand il s'agit d'un parti bourgeois ? Car l'armée, la bureaucratie, la presse, les capitaux sont entre les mains de la bourgeoisie. C'est justement ce qui lui assure aussi le gouvernail du parti au pouvoir. Le " sommet " bourgeois ne tolère (ou n'a toléré) " 9/10 " de gauches (et de gauches de cette sorte) que dans la mesure où ils ne portent pas atteinte à l'armée, à la bureaucratie, à la presse, aux capitaux. Grâce à ces puissants moyens, la sphère bourgeoise supérieure maintient son pouvoir non seulement sur les prétendus 9/10 des membres de " gauche " du parti, mais sur les masses populaires dans leur ensemble. Or, la théorie du bloc des classes, qui voit dans le Kuomintang un parti ouvrier et paysan, aide en cela de son mieux la bourgeoisie. En revanche, quand par la suite la bourgeoisie se heurte aux masses en ennemie et les mitraille, on n'entend même pas bêler, dans cette collision de deux forces réelles, les fameux 9/10. La pitoyable fiction démocratique disparaît sans laisser de traces, face à la sanglante réalité de la lutte des classes.

Voilà le véritable mécanisme politique, le seul possible, des " partis bipartites ouvriers et paysans en Orient ". Il n'en existe et il n'en existera point d'autres.

*

**

Quoique dans son exposé des motifs la théorie des partis bipartites cite l'oppression nationale, qui abroge prétendument la doctrine de Marx sur les classes, nous connaissons déjà des avortons " ouvriers et paysans " au Japon, qui ne subit pas d'oppression nationale. Mais ce n'est pas tout ; et le sujet ne concerne pas seulement l'Orient. L'idée " bipartite " tente de devenir universelle. Dans ce domaine, la tentative qui ressembla le plus à une caricature fut celle que fit le Parti communiste américain pour soutenir la candidature présidentielle du sénateur bourgeois " antitrust " La Follette, afin d'amener ainsi les *farmers* américains à la révolution sociale, Pepper, le théoricien de la manœuvre, un de ceux qui firent périr la révolution hongroise parce qu'il n'avait pas remarqué la paysannerie magyare, tenta en Amérique (sans doute par compensation) de détruire le Parti communiste américain en le dissolvant parmi les *farmers*. D'après Pepper, la super-plus-value du capitalisme américain transformerait le prolétariat d'Amérique en une aristocratie ouvrière mondiale; en revanche, la crise agraire ruinerait les paysans et les pousserait dans la voie de la révolution socialiste. Le parti, qui comptait quelques milliers de membres, et surtout des émigrants, aurait dû, suivant la conception de Pepper, " s'emboîter " avec les paysans, par l'intermédiaire d'un parti bourgeois, puis, après avoir formé un parti " bipartite ", assurer la révolution socialiste, face à la passivité ou à la neutralité d'un prolétariat corrompu par la super-plus-value³³. Cette idée délirante a eu des partisans et des demi-partisans dans les sphères supérieures de l'Internationale communiste. Pendant plusieurs semaines, la balance oscilla, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, jusqu'à ce qu'on fit enfin une concession à l'abc du marxisme (on disait dans les coulisses : aux préjugés du trotskysme). Il fallut détacher au lasso le Parti communiste américain du parti La Follette, qui mourut avant son fondateur.

Tout ce que le nouveau révisionnisme invente d'abord pour l'Orient est ensuite transporté en Occident. Si Pepper tenta, de l'autre côté de l'Océan, de brutaliser l'histoire avec son parti bipartite, les derniers renseignements reçus montrent que l'essai mené avec le Kuomintang a trouvé des imitateurs en Italie, où l'on tente, paraît-il, d'imposer à notre parti le mot d'ordre monstrueux d'une " assemblée républicaine s'appuyant sur des comités ouvriers et paysans ". Dans ce mot d'ordre, l'esprit de Tchang Kai-shek fraternise avec celui d'Hilferding. Vraiment, en arriverons-nous là ?

*

**

Pour conclure, il nous reste encore à rappeler que l'idée d'un parti " ouvrier et paysan " expulse de l'histoire du bolchevisme toute la lutte contre les populistes, sans laquelle il n'y aurait pas de Parti bolchevique. Quelle était la signification de cette lutte historique ? En 1900, Lénine écrivait, au sujet des socialistes révolutionnaires :

" L'idée fondamentale de leur programme n'était nullement qu'il fallait une alliance des forces entre le prolétariat et la paysannerie, mais qu'il n'y avait pas d'abîme de classe entre celui-ci et celle-là, qu'il ne fallait pas tracer une ligne de démarcation de classe entre eux, que la conception social-démocrate du caractère petit bourgeois de la paysannerie, qui la distinguait du prolétariat, était radicalement fausse " (LÉNINE, vol.

³³ Certaines théories actuelles sur la corruption du prolétariat, notamment du prolétariat d'Europe occidentale et du prolétariat blanc des États-Unis, même si elles aboutissent à des conclusions différentes, ne sont, on le voit, en aucune façon originales.

IV.).

En d'autres termes, le parti bipartite ouvrier et paysan est l'idée centrale du populisme russe. Ce n'est qu'en luttant contre elle qu'a pu grandir le parti de l'avant-garde prolétarienne dans la Russie paysanne.

Avec une inlassable ténacité, Lénine répéta à l'époque de la révolution de 1905 :

" Se méfier de la paysannerie, s'organiser indépendamment d'elle, être prêt à lutter contre elle, si elle intervient d'une façon réactionnaire ou antiprolétarienne. "

En 1906, Lénine écrit :

" Un dernier conseil : prolétaires et semi-prolétaires des villes et des campagnes, organisez-vous séparément. Ne faites confiance à aucun petit propriétaire, même petit, même " travailleur "... Nous soutenons entièrement le mouvement paysan, mais nous devons nous souvenir que c'est le mouvement d'une autre classe, non pas de celle qui peut accomplir et qui accomplira le bouleversement socialiste " (Vol. XI).

Cette pensée revient dans des centaines de petits et grands travaux de Lénine. En 1908, il explique :

" On ne peut en aucun cas concevoir l'alliance du prolétariat et de la paysannerie comme la fusion de classes diverses ou comme celles des partis du prolétariat et de la paysannerie. Non seulement une fusion, mais même un accord durable serait funeste au parti socialiste de la classe ouvrière et affaiblirait la lutte démocratique révolutionnaire " (Vol. XV – c'est nous qui soulignons).

Peut-on condamner de façon plus cinglante, plus impitoyable, plus meurtrière, l'idée même du parti ouvrier et paysan ?

Quant à Staline, il enseigne :

" Le bloc révolutionnaire, anti-impérialiste... peut prendre mais ne doit pas toujours [!] obligatoirement [!] prendre la forme d'un parti ouvrier et paysan unique, lié au point de vue de sa forme [?] par une plate-forme unique " (Les questions du léninisme).

Lénine enseignait que l'alliance des ouvriers et des paysans ne devait à *aucun moment et en aucun cas* conduire à l'unification des partis. Staline ne fait à Lénine qu'une concession : bien que d'après lui le bloc des classes doive prendre " la forme d'un parti unique, d'un parti ouvrier et paysan, dans le genre du Kuomintang ", la formule *n'est pas toujours obligatoire*. Merci au moins pour la restriction.

C'est avec la même intransigeance que Lénine pose la question à l'époque de la Révolution d'Octobre. Généralisant l'expérience des trois révolutions russes, Lénine, à partir de 1918, ne laisse échapper aucune occasion de répéter que, dans une société où prédominent des rapports capitalistes, il y a deux forces qui décident, la bourgeoisie et le prolétariat :

" Si le paysan ne suit pas les ouvriers, il marche à la remorque de la bourgeoisie. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de milieu. "

Cependant, un " parti ouvrier et paysan " représente précisément une tentative de compromis.

Si l'avant-garde du prolétariat russe ne s'était pas opposée à la paysannerie, si elle n'avait pas mené une lutte impitoyable contre la confusion petite bourgeoise et enlisante de cette paysannerie, elle se serait inévitablement dissoute elle-même dans les éléments petits bourgeois, par l'intermédiaire du parti social-révolutionnaire ou de quelque autre " parti bipartite " qui, à son tour, l'aurait inévitablement soumise à la direction de la bourgeoisie. Pour arriver à l'alliance révolutionnaire avec la paysannerie (et cela ne se fait pas sans mal), l'avant-garde prolétarienne, et avec elle la classe ouvrière dans son ensemble, doivent se libérer des masses populaires petites-bourgeoises ; on n'y parvient qu'en éduquant le parti prolétarien dans un esprit d'intransigeance de classe bien trempé.

Plus le prolétariat est jeune, plus ses " liens " de parenté avec la paysannerie sont récents et intimes, plus la proportion de la population que constitue cette dernière est grande, et plus la lutte contre toute alchimie politique " bipartite " prend de l'importance. En Occident, l'idée d'un parti ouvrier et paysan est simplement ridicule. En Orient, elle est funeste. En Chine, aux Indes, au Japon, elle est l'ennemie mortelle non seulement de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, mais aussi de l'autonomie la plus élémentaire de l'avant-garde prolétarienne. Le parti ouvrier et paysan ne peut être qu'une base, un écran, un tremplin pour la bourgeoisie.

Fatalement, dans cette question essentielle pour tout l'Orient, le révisionnisme actuel ne fait que répéter les erreurs de l'ancien opportunisme social-démocrate d'avant la révolution. La majorité des chefs de la social-démocratie européenne estimaient que notre lutte contre les socialistes-révolutionnaires était une erreur; ils recommandaient avec insistance la fusion des deux partis, pensant que, pour " l'Orient " russe, le parti ouvrier et paysan viendrait juste à point. Si nous avions écouté ces conseils, jamais nous n'aurions réalisé ni l'alliance des ouvriers et des paysans, ni la dictature du prolétariat. Le parti ouvrier et paysan " bipartite " des socialistes-révolutionnaires devint chez nous, et il ne pouvait en être autrement, une agence de la bourgeoisie impérialiste; en d'autres termes il tenta en vain de jouer le rôle historique que le Kuomintang remplit avec succès d'une façon différente, avec " originalité " et grâce aux révisionnistes du bolchevisme. Sans condamnation impitoyable de l'idée même de " partis ouvriers et paysans en Orient ", l'Internationale communiste n'a pas et ne peut pas avoir de programme.

8. – IL FAUT VÉRIFIER CE QU'A DONNÉ L'INTERNATIONALE PAYSANNE

Une des principales, sinon la plus importante, des accusations lancées contre l'opposition, fut d'avoir " sous-estimé " la paysannerie. Sur ce point aussi, la vie a apporté son contrôle, tout autant sur le plan intérieur qu'à l'échelle internationale. Il se trouva que les dirigeants officiels commirent la faute de sous-estimer sur toute la ligne le rôle et l'importance du prolétariat par rapport à la paysannerie. On peut enregistrer les erreurs les plus graves dans les domaines économique, politique et international.

A la base de toutes les fautes commises à l'intérieur du pays en 1923, on trouve une sous-estimation de l'importance de l'industrie, dirigée par le prolétariat, par rapport à l'ensemble de l'économie nationale et à l'alliance avec la paysannerie. En Chine, la révolution a été perdue en raison de l'incompréhension du rôle animateur et décisif du prolétariat dans la révolution agraire.

C'est du même point de vue qu'il faut vérifier et juger toute l'activité de l'Internationale paysanne, qui, dès le début, ne fut qu'une expérience exigeant la plus grande circonspection, la sévérité dans le choix des moyens et leur conformité aux principes. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi.

A cause de son histoire et de ses conditions de vie, la paysannerie est la moins internationale de toutes les classes. Ce que l'on appelle l'originalité nationale a justement sa source principale dans la paysannerie. On ne peut l'entraîner dans la voie internationale – et seulement d'ailleurs ses masses semi-prolétariennes – que sous la direction du prolétariat. Ce n'est que dans la mesure où, dans un pays, la paysannerie, grâce au prolétariat, s'arrache à l'influence de la bourgeoisie – en apprenant à voir dans le prolétariat non seulement un allié mais un guide – qu'on peut la guider sur le chemin de la politique internationale. Les efforts pour grouper la paysannerie des divers pays par ses propres forces en une organisation internationale, par-dessus la tête du prolétariat et en dehors des partis communistes, sont d'avance voués à l'échec et, en dernière analyse, ils ne peuvent que nuire à la lutte du prolétariat, qui cherche à étendre son influence parmi les ouvriers agricoles et les paysans pauvres.

Au cours des révolutions bourgeoises comme pendant les contre-révolutions, à partir des guerres paysannes du XVI^e siècle et même avant, la paysannerie, représentée par ses couches diverses, joua un rôle considérable, parfois décisif. Mais ce rôle n'eut jamais une valeur propre. Directement ou indirectement, la paysannerie soutint toujours une force politique contre une autre. Elle ne fut jamais elle-même une force à valeur intrinsèque, capable de résoudre des problèmes politiques d'ordre national. La distinction entre les diverses composantes de la société capitaliste s'est accrue considérablement à l'époque du capital financier, si on la compare aux phases précédentes de l'évolution capitaliste. Cela signifie que, comparativement, le poids de la paysannerie a diminué au lieu de grandir. En tout cas, en période impérialiste, la paysannerie est encore moins apte à suivre une ligne politique *qui ait sa valeur propre* (même dans le domaine national, sans parler du domaine international) qu'au cours de l'époque du capitalisme industriel. Actuellement, aux États-Unis, les paysans sont infiniment moins capables de jouer un rôle politique autonome qu'il y a quarante ou cinquante ans, lorsqu'ils ne purent et ne surent, comme en témoigne l'expérience du mouvement populiste, créer un parti national de valeur.

L'agrarisation éphémère mais importante de l'Europe, en raison du déclin économique consécutif à la guerre, entretint un moment chez certains des illusions sur le rôle que pourraient jouer des partis " paysans ", c'est-à-dire bourgeois et pseudo-paysans, qui s'opposaient démagogiquement aux partis de la bourgeoisie. Si l'on pouvait encore, pendant l'effervescence paysanne qui suivit la guerre, risquer la fondation de l'Internationale paysanne pour vérifier expérimentalement les nouveaux rapports entre le prolétariat et la paysannerie, entre celle-ci et la bourgeoisie, il serait bien temps d'établir le bilan de l'expérience de ses cinq ans d'existence, d'en mettre à nu les aspects cruellement négatifs et d'essayer de déterminer ses aspects positifs.

En tout cas, il est une conclusion indiscutable : l'expérience des partis " paysans " de Bulgarie, de Pologne, de Roumanie, de Yougoslavie (c'est-à-dire de tous les pays arriérés), la vieille expérience de nos socialistes-révolutionnaires et celle, toute récente, du Kuomintang (le sang des blessures n'a pas encore séché), les expériences épisodiques des pays développés (surtout celle de La Follette-Pepper aux États-Unis) témoignent indubitablement de ce fait : à l'époque du capitalisme déclinant, il est encore plus vain de s'attendre à voir surgir des partis paysans *qui aient leur valeur propre*, qui soient des partis révolutionnaires, anti-bourgeois, qu'à l'époque du capitalisme ascendant.

" La ville ne peut être l'égale de la campagne. La campagne ne peut être l'égale de la ville dans les conditions historiques de notre époque. Inévitablement, la ville entraîne derrière elle la campagne. Inéluctablement la campagne suit la ville. La question est simplement de savoir quelle classe parmi celles de la ville saura entraîner derrière elle la campagne " (LÉNINE, vol. XVI, p.442, 1919)

La paysannerie jouera encore un rôle décisif dans les révolutions d'Orient. Mais encore une fois ce rôle ne sera pas dirigeant et n'aura pas non plus de valeur propre. Les paysans pauvres du Houpé, du Kouan-toung ou du Bengale peuvent jouer un rôle d'envergure nationale et même internationale ; toutefois, ce ne sera qu'à la condition d'appuyer les ouvriers de Shanghai, de Hankeou, de Canton ou de Calcutta. C'est l'unique issue qui puisse permettre à la paysannerie révolutionnaire de déboucher dans la voie *internationale*. Toute tentative pour relier directement le paysan du Houpé à celui de Galicie ou de la Dobroudja, le fellah égyptien au *farmer* du Far West américain est sans espoir.

Mais il est dans la nature de la politique que tout ce qui ne sert pas directement les intérêts d'une classe devienne inévitablement un instrument utilisé pour d'autres fins, souvent totalement opposées. N'a-t-on pas vu un parti bourgeois, s'appuyant sur la paysannerie (ou aspirant à s'appuyer sur elle), juger profitable de prendre une assurance auprès de l'Internationale paysanne, faute de pouvoir le faire auprès de l'Internationale communiste, contre les coups que lui portait le Parti communiste de son pays (de même que Purcell, dans le domaine syndical, se protégeait par l'intermédiaire du Comité anglo-russe) ? Si La Follette ne chercha pas à se faire inscrire à l'Internationale paysanne, cela tient à l'extrême faiblesse du Parti communiste américain ; de plus, son dirigeant de l'époque, Pepper, embrassait sans cela La Follette dans une étreinte parfaitement désintéressée mais que celui-ci n'avait pas réclamée. Déjà Raditch, chef bancaire du Parti des koulaks croates, avait besoin, sur le chemin qui le conduisait à un portefeuille ministériel, de laisser sa carte de visite à l'Internationale paysanne. Le Kuomintang alla beaucoup plus loin : après avoir gardé sa place dans l'Internationale paysanne et dans la Ligue anti-impérialiste, il frappa aussi à la porte de l'Internationale communiste et reçut la bénédiction du Bureau politique du Parti communiste de l'U.R.S.S., à l'exception d'une seule voix³⁴.

Il est particulièrement symbolique de la politique dirigeante des dernières années que, tandis que se renforçaient les tendances à la liquidation de l'Internationale syndicale rouge (l'appellation elle-même fut effacée des statuts syndicaux), on n'ait même pas soulevé dans la presse officielle, si nous avons bonne mémoire, la question de savoir en quoi consistaient exactement les conquêtes de l'Internationale paysanne.

Il faut que le VI^e Congrès contrôle sérieusement l'activité de " l'Internationale " paysanne sous le rapport de l'internationalisme prolétarien. Il serait temps d'établir le bilan marxiste de l'expérience en cours. Il faut introduire ce bilan, sous une forme ou sous une autre, dans le programme : le présent projet ne souffle mot ni des " millions " d'adhérents de l'Internationale paysanne ni même de son existence.

9. – CONCLUSION

Nous avons présenté une critique de certaines des thèses fondamentales du projet de programme; nous sommes bien loin d'avoir étendu cette critique à toutes les thèses, nous ne disposons que de deux semaines.

³⁴ Celle de Trotsky.

Nous avons été dans l'obligation de nous borner aux problèmes les plus actuels, les plus étroitement liés à la lutte révolutionnaire et à celle qui s'est livrée à l'intérieur du parti dans la dernière période.

Grâce à l'expérience des prétendues " discussions ", nous savons d'avance que des phrases arrachées au contexte, même des *lapsus calami*, peuvent devenir la source de nouvelles théories destinées à détrôner le " trotskysme ". Toute une période est remplie par ce genre d'hystérie triomphante. Nous attendons très calmement les piètres vociférations théoriques que, cette fois encore, on pourra déverser sur nous.

Il est toutefois probable que les auteurs du projet de programme préféreront se servir, pour nous accuser, non pas de nouveaux articles critiques, mais de l'extension du vieux article 58. Il est superflu de dire que nous considérons cet argument comme moins convaincant encore.

Le VI^e Congrès doit adopter un programme. Dans tout cet ouvrage, nous nous sommes employés à démontrer qu'il est absolument impossible de prendre pour base de ce programme le projet élaboré par Boukharine et Staline.

Le moment présent est celui d'un revirement dans la vie du Parti communiste de l'U.R.S.S. (bolchevique) et de toute l'Internationale communiste. Toutes les récentes décisions et démarches du Comité central de notre Parti et du plénum de février du Comité exécutif de l'Internationale communiste en témoignent. Ces mesures sont tout à fait insuffisantes et les résolutions sont contradictoires. (Certaines d'entre elles, comme celle du plénum de février du Comité exécutif de l'Internationale communiste sur la révolution chinoise, sont radicalement fausses). Néanmoins, à travers toutes ces décisions, se dessine une tendance au tournant vers la gauche. Nous n'avons aucune raison de la surestimer, d'autant plus qu'elle s'accomplit dans le temps même où l'on écrase l'aile révolutionnaire, tout en protégeant l'aile droite. Pourtant, nous ne songeons pas un seul instant à la négliger, car elle est imposée par l'impasse à laquelle a conduit l'ancien cours. Tout vrai révolutionnaire fera de son mieux, à son poste, par les moyens dont il dispose, pour que le tournant à gauche qui s'ébauche s'accroisse, avec le moins possible de difficultés et de heurts pour le parti, jusqu'à devenir une orientation révolutionnaire léniniste. Mais, pour l'instant, nous en sommes encore loin. Actuellement, l'Internationale communiste traverse une période de maladie, peut-être la plus difficile de son développement, celle où l'ancien cours est encore loin d'être totalement abandonné et où le nouveau renferme encore des éléments hétérogènes. Le projet de programme reflète entièrement et parfaitement cet état de transition. Or, de tels moments, par leur nature même, sont peu favorables à l'élaboration des documents qui doivent déterminer l'activité de notre parti international pour toute une série d'années. Si pénible que cela soit, il faut encore attendre, alors qu'on a déjà perdu tant de temps. Il faut laisser les choses se décanter, la confusion passer, les contradictions s'annuler et le nouveau tournant se préciser.

Le Congrès ne s'est pas réuni durant quatre ans.

L'Internationale communiste a vécu neuf ans sans programme codifié. En ce moment, il n'y a qu'une façon d'aborder la question : décider que le VII^e Congrès aura lieu dans un an, en finir une fois pour toutes avec les tentatives d'usurpation des droits de l'Internationale communiste, rétablir dans tous les partis et donc dans l'Internationale elle-même un régime normal rendant possible une véritable discussion du projet de programme et permettant d'opposer au projet éclectique un autre projet, marxiste, léniniste. Pour l'Internationale communiste, pour les assemblées et les conférences de ses partis, pour la presse, il ne doit pas y avoir de questions interdites. Il faut, durant cette année, labourer profondément le champ entier avec la charrue du marxisme. Seul un tel travail permettra de doter le parti international du prolétariat d'un programme, c'est-à-dire d'un grand phare qui éclairera le passé d'une lumière exacte et projettera des rayons brillants très loin dans l'avenir.

Alma Ata, juillet 1928.